LE LIVRE NOIR® DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

CONTREBANDIERS, TRAFIQUANTS ET FAUSSAIRES

MOISÉS NAÍM

GRASSET

LE LIVRE NOIR DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Contrebandiers, trafiquants et faussaires

Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
Kahle/Austin Foundation

https://archive.org/details/lelivrenoirdelec0000naim

MOISÉS NAÍM

LE LIVRE NOIR DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Contrebandiers, trafiquants et faussaires

Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par
SIMONE AROUS

BERNARD GRASSET
PARIS

L'édition originale de cet ouvrage a été publiée par Doubleday, a division of Random House, Inc., aux Etats-Unis, en 2005, sous le titre :

ILLICIT : How Smugglers, Traffickers, and Copycats Are Hijacking the Global Economy.

ISBN 978-2-246-70071-5

© 2005 by Moisés Naím.
© Éditions Grasset & Fasquelle, 2007, pour la traduction française.

A Susana, Adriana, Claudia et Andrés

CHAPITRE 1

Les guerres que nous perdons

Le célèbre ancien président des Etats-Unis, pendant huit ans l'homme le plus puissant du monde, est né dans une petite bourgade favorisée par un « excellent feng shui ». En dépit de ses origines rurales modestes, adolescent, il s'est battu pour réussir, guidé par « son admiration pour Gu Yanwu, qui préconisait de faire 10 000 kilomètres à pied et de lire 10 000 livres ». Souvent, durant sa carrière politique, il a recherché sagesse et inspiration dans les écrits du président Mao. Sur la jeune stagiaire admirative qui a failli lui coûter sa présidence, il a ceci à dire : « Elle était très grosse. »

La version chinoise de l'autobiographie de Bill Clinton, *Ma vie*, apparue sur le marché en juillet 2004, des mois avant sa traduction officielle, est visiblement un faux grotesque. Une sorte de baptême, conférant au Président un des plus douteux honneurs qui accompagnent la célébrité littéraire de nos jours. En Colombie, par exemple, une industrie parallèle s'est spécialisée dans la fabrication et la diffusion illégales des œuvres du grand écrivain du pays,

le prix Nobel Gabriel García Márquez. En 2004, un jeu d'épreuves de *Mémoire de mes putains tristes*, son premier roman depuis dix ans, disparut de l'imprimerie. Quelques jours plus tard, une édition pirate circulait sur les trottoirs de Bogotá, fidèle à l'original hormis les modifications que le perfectionniste García Márquez avait apportées à la dernière minute.

Même si ces arnaques semblent dérisoires, on n'est pas loin de certains trafics aux conséquences désastreuses. Dans les mêmes marchés parallèles, on trouve non seulement des livres ou des DVD, mais des logiciels Microsoft ou Adobe piratés ; de faux accessoires Gucci ou Chanel et des équipements dits de marque dont la qualité très relative peut provoquer des accidents ; des placebos de Viagra pour internautes naïfs et des médicaments périmés ou altérés qui ne soignent pas mais tuent. En dépit des régulations et des taxes, des traités et des lois, pratiquement tout ce qui a une valeur commerciale est aujourd'hui en vente sur le marché mondial – y compris des drogues illégales, des espèces en danger, un cheptel humain pour l'esclavage sexuel et les ateliers-bagnes, des cadavres et des organes humains pour la transplantation, des mitrailleuses et des lance-roquettes, des centrifugeuses et des composants pour la fabrication d'armes nucléaires.

Ce commerce est illicite. Il viole tous les principes – les lois, les règlements, les permis, les taxes, les embargos – et toutes les procédures que les nations établissent pour organiser les échanges, protéger les citoyens, augmenter les revenus et faire respecter les codes de la morale. Il comprend des achats et des ventes considérés partout comme strictement illégaux, ou qui peuvent être illégaux pour certains pays et acceptés par d'autres. Le commerce illicite perturbe gravement les échanges légitimes – ou pas. Car comme nous le verrons, il y a une immense zone grise

entre les transactions légales et illégales, zone grise dont les trafiquants ont tiré grand profit.

Les circuits de commercialisation et de distribution de cette contrebande – et les organismes financiers qui gèrent les centaines de milliards de dollars qu'elle génère tous les ans – ne sont pas particulièrement secrets. Certains figurent même dans les guides touristiques des grandes villes du monde : l'Allée de la Soie à Pékin, Charoen Krung Road à Bangkok, Canal Street à New York. D'autres, comme la ville bazar de Dara Adam Khel, dans le nord-ouest du Pakistan, où l'on trouve des armes et de la drogue, ou le centre de trafic en tout genre et de blanchiment de Ciudad del Este au Paraguay, qui alimente les marchés brésilien et argentin, ne sont pas exactement des lieux de plaisance mais ils n'en sont pas moins très connus. Des usines aux Philippines ou en Chine qui fabriquent des marchandises sous licence peuvent en sous-main fournir une tout autre camelote non autorisée. Des caisses de méthamphétamines, de vidéos pirates, de lunettes militaires d'observation de nuit voyagent souvent dans les mêmes conteneurs sous l'appellation de semi-conducteurs, de poissons surgelés et de pamplemousses. Les revenus de la fraude se fondent avec la plus grande facilité dans le vaste flux quotidien des mouvements interbancaires et des transferts monétaires de la Western Union. Internet a non seulement favorisé la rapidité et l'efficacité de ces trafics mais élargi leurs possibilités ; il existe par exemple des sites pour la vente en ligne de prostituées de Moldavie et d'Ukraine à destination des marchés anglais, français, allemand, japonais et américain.

Ceux qui bénéficient du commerce illicite ne cherchent pas toujours à se cacher. Beaucoup le pratiquent ouvertement, défiant les autorités – ou les invitant à les rejoindre. En Thaïlande, le propriétaire d'un salon de massages s'est

présenté en 2003 à des élections sur un programme de moralisation de la police – en fait, pour protéger ses propres intérêts dans le trafic d'êtres humains en profitant du mécontentement populaire. Dans le Cambodge voisin, la police nationale est partenaire des organisations internationales qui veulent mettre fin au trafic sexuel des enfants, tandis que les policiers locaux perçoivent de l'argent de trafiquants notoires au vu et au su de tout le monde. Les trafiquants ont abandonné les grands gestes démesurés – Pablo Escobar Gaviria, le célèbre baron de la drogue, avait en son heure de gloire offert de prendre à sa charge la dette nationale de la Colombie – mais ils ont évolué vers une organisation sophistiquée de sociétés-écrans et de structures financières opaques couvrant plusieurs pays, en effaçant si bien leurs traces qu'ils peuvent opérer librement. Ce qui veut dire que le commerce illicite est non seulement en augmentation, mais que son rôle dans les crises sociales – conflit, corruption, exploitation – est plus complexe qu'il ne l'a jamais été depuis l'abolition de la traite des esclaves.

Trois illusions

Malgré toutes les preuves, trois grandes illusions au moins persistent dans la façon dont nous – les citoyens et les hommes politiques en qui nous plaçons notre confiance – abordons le commerce illicite mondial.

La première illusion est qu'il n'y a là rien de neuf. Le commerce illicite est séculaire, un aspect permanent et un effet secondaire des économies de marché ou du commerce en général. Son ancêtre, la contrebande, remonte à la nuit des temps et plus d'un « marché aux voleurs »

subsiste dans les courants économiques de la planète. Les sceptiques diront que la contrebande, plus nuisible que néfaste, est un mal avec lequel nous pouvons apprendre à vivre comme nous l'avons toujours fait.

Mais ce scepticisme ignore les importantes transformations survenues dans les années 1990. Des changements dans la vie politique et économique des pays, avec des technologies révolutionnaires désormais entre les mains des civils, ont eu raison des protections frontalières traditionnelles. Les réformes orientées vers l'économie de marché qui ont alors balayé le monde ont incité à faire sauter les verrous – légalement ou pas. Non seulement l'autorité des gouvernements sur leurs frontières s'est trouvée affaiblie, mais les réformes ont amplifié les gains de ceux qui étaient prêts à briser les règles.

La technologie a élargi le marché géographiquement par l'allègement du coût du transport, mais aussi en l'ouvrant à un certain nombre de marchandises qui n'existaient pas encore, tels les logiciels piratés ou la marijuana génétiquement modifiée. Les nouvelles technologies ont également permis le commerce international de produits difficiles ou impossibles à transporter ou à garder en « stock » – des reins humains par exemple. Les marchés ont, bien sûr, profité de la dérégulation d'économies autrefois fermées ou sévèrement contrôlées qui se sont ouvertes aux visites, échanges et investissements étrangers.

Le transfert massif de marchandises et d'équipements, autrefois placés sous le contrôle exclusif des armées nationales, à des intérêts privés a fait apparaître toutes sortes d'articles, des lance-roquettes aux missiles Scud ou aux matériels nucléaires. Le volume de la fraude s'est trouvé encore grossi par la criminalisation de nouvelles activités comme le téléchargement de certains fichiers, ajoutant aux rangs des contrevenants des millions d'internautes.

L'augmentation constante du blanchiment d'argent donne une idée du boom du commerce illicite. Chaque secteur suscite des profits qu'il faut recycler. En dépit des précautions et de toutes les mesures de contrôle mises en place, il est largement prouvé qu'il y a de plus en plus d'argent sale dans les circuits financiers internationaux.

Jusqu'à présent, sauf en ce qui concerne la drogue, le commerce illicite n'a pas été une priorité, au niveau international, dans l'établissement des règles et des traités, ou dans la coopération des polices et des services chargés de l'application des lois. Les Nations unies ont attendu l'année 2000 pour essayer de lui trouver une définition commune, et la plupart des pays ont encore beaucoup à faire pour adapter leurs lois aux standards internationaux, sans parler de les faire appliquer. Il a fallu la prolifération de la piraterie informatique et la reconnaissance du « droit à la propriété intellectuelle » pour accélérer les actions contre le pillage. Quant au trafic des êtres humains – le plus odieux de tous –, il n'a été défini que dans les années 1990 par des organisations militantes et a fait l'objet d'une loi spécifique aux Etats-Unis en 2000. (Seuls dix-sept autres pays ont suivi cet exemple.)

La deuxième illusion est de croire que ce commerce illicite est une activité criminelle comme une autre. Il est vrai que la criminalité a considérablement augmenté et a envahi la planète dans les années 1990. Mais penser que le commerce illicite n'est qu'une activité criminelle de plus, c'est manquer un point capital. Le crime mondialisé est en train de *transformer le système international*, défaisant les règles, amenant de nouveaux acteurs et reconfigurant les pouvoirs dans la politique et l'économie mondiales. Les Etats-Unis ont attaqué l'Irak parce qu'ils craignaient que Saddam Hussein se constitue un stock d'armes de destruction massive. Mais dans le même temps, un réseau opaque

dirigé par A.Q. Khan, un physicien pakistanais, en profitait pour vendre, à qui en avait les moyens, la technologie pour la fabrication d'armes nucléaires.

Tout au long du XX^e^ siècle, dans la mesure où les gouvernements s'intéressaient au commerce illicite, ils l'attribuaient aux organisations criminelles. Consciemment ou pas, partout dans le monde, on s'est basé sur le fonctionnement des mafias américaine et sicilienne sans imaginer, lors des enquêtes – concernant presque toujours la drogue –, autre chose que des syndicats structurés, disciplinés, hiérarchisés. Les cartels colombiens, les tongs chinois, les triades de Hong-Kong, les yakusas japonais et, après 1989, la mafia russe ont été ainsi traités : d'abord comme des organisations criminelles, et seulement après comme des marchands. Dans la plupart des pays, les lois qui pénalisent le commerce illicite restent les mêmes que celles nées de la lutte contre le crime organisé, tels le racket et la corruption, aux Etats-Unis.

Cet état d'esprit n'a changé que récemment. Grâce à al-Qaïda, on sait maintenant ce qu'un réseau d'individus très motivés, ne dépendant d'aucune nation et renforcé par la mondialisation, peut faire. Le problème est que l'on pense encore à ces réseaux principalement en termes de terrorisme. Cependant, comme on le verra, le profit peut être une motivation aussi puissante que Dieu. Des réseaux de trafiquants apatrides sont en train de changer le monde autant que les terroristes – et probablement davantage. Mais le monde, obsédé par les terroristes, ne s'en est pas encore aperçu.

La troisième illusion est l'idée que le commerce illicite est un phénomène « souterrain ». Même en reconnaissant que ce trafic a augmenté en volume et en complexité, nombreux sont ceux – et les politiques ne sont pas les derniers – qui cherchent à le reléguer dans une sphère

éloignée des citoyens ordinaires, honnêtes, responsables. Le langage que nous utilisons pour décrire le commerce illicite (et nos efforts pour le contenir) trahit la persistance de cette illusion. Le mot *offshore – extraterritorial* – illustre bien ce sentiment que le commerce illicite se passe ailleurs. De même le *marché noir*, ou la distinction, supposée nette, entre *argent propre* et *argent sale*. Ce langage suppose une transparence, la possibilité de tracer et de contrôler des frontières morales et économiques, qui se trouvent confondues dans la pratique. Cette illusion est dangereuse, parce qu'elle s'appuie sur la morale et endort les citoyens – et donc l'opinion publique – dans un sentiment de bon droit et de fausse sécurité.

Il n'est pas question ici de relativisme moral. Un voleur est un voleur. Mais comment qualifieriez-vous une femme qui apporte un peu de bien-être matériel à sa famille nécessiteuse, en Albanie ou au Nigeria, en gagnant sa vie par la prostitution ou l'introduction de contrefaçons dans un pays où elle est entrée clandestinement ? Qu'en est-il des banquiers, à Manhattan ou à Londres, qui perçoivent de grosses primes annuelles pour avoir abrité dans les coffres de leurs banques des fonds considérables déposés par des individus dont la seule activité connue est d'appartenir à un gouvernement étranger ? Beaucoup d'étudiants américains peuvent se procurer un joint plus facilement qu'une bouteille de vodka ou un paquet de cigarettes, en sachant qu'ils ne risquent pas grand-chose. Pendant ce temps, en Colombie, des juges et des policiers honnêtes se font abattre dans la guerre engagée contre la drogue, financée par les Etats-Unis à raison de 40 milliards de dollars par an. Il ne faut pas voir là que des contradictions exaspérantes, des iniquités ou d'intéressants paradoxes, mais de puissants indices du changement de mœurs séculaires qui prennent des couleurs nouvelles.

Insaisissable et puissant

Depuis le début des années 1990, le commerce illicite mondial a entamé une grande mutation. La même que celle des organisations terroristes comme al-Qaïda ou le jihad islamique – ou militantes comme le mouvement écologiste ou le Forum Social Mondial. Tous ont abandonné le système hiérarchique fixe pour des réseaux décentralisés, la tutelle des chefs pour une interaction souple entre les agents et les cellules multiples et dispersées. Ils préfèrent les opérations opportunistes aux politiques rigides de contrôle et d'échange. C'est une mutation que les gouvernements n'ont pas remarquée alors, et qu'ils n'auraient pu, de toute façon, espérer imiter.

Le 11 septembre 2001, le monde a eu le premier aperçu indubitable de cette transformation. Les hommes politiques ont dit plus tard que ce jour-là, « le monde a changé ». Il serait peut-être plus juste de dire que ce jour-là, quelque chose a été révélé – du moins, l'incroyable pouvoir qui se trouve entre les mains d'une nouvelle sorte d'entité internationale, par essence apatride et pratiquement insaisissable. Comme les événements l'ont montré par la suite, même les experts n'étaient pas d'accord sur la nature du phénomène qu'ils observaient et sa relation avec certains Etats et régimes.

Sans contrôle, le commerce illicite ne peut que poursuivre une mutation déjà bien amorcée. Il a, de toute évidence, fourni aux terroristes et autres malfaiteurs des moyens et des techniques de survie. Son effet sur la géopolitique ira plus loin. Dans les pays en développement et

dans ceux qui sortent du communisme, les réseaux criminels sont souvent pour les gouvernements les puissances économiques les plus redoutables, avec des ressources et des capacités qui dépassent parfois les leurs et leur confèrent un poids politique. Les trafiquants et leurs associés contrôlent les partis, possèdent les médias les plus importants, ou sont les mécènes d'organisations non gouvernementales. C'est un aboutissement naturel dans des pays où aucune activité économique ne peut concurrencer en volume et en profit le commerce illicite. Les trafiquants deviennent le « big business » de la nation. Et une fois leurs entreprises florissantes et stables, ils se comportent en bons gestionnaires : ils diversifient leurs investissements et s'intéressent à la politique. Après tout, avoir accès au gouvernement, bénéficier de sa protection, ou jouer de son influence, c'est ce qu'a toujours recherché le monde des affaires.

Ainsi, les réseaux illicites sont non seulement étroitement liés aux activités légales du secteur privé, mais associés au secteur public et au système politique. Une fois qu'ils ont infiltré les entreprises, les partis, les parlements, les administrations locales, les médias, la justice, l'armée et les associations, ces réseaux exercent une influence considérable – et dans certains pays le contrôle – sur les affaires de l'Etat.

La prise de conscience des effets ravageurs du commerce illicite a pour effet pervers de susciter souvent un réflexe nationaliste et protectionniste. Ironie du système, ces réactions finissent par jouer en faveur des trafiquants – car plus l'Etat cherche à dresser des barrières contre le flux des marchandises, services et main-d'œuvre illicites, plus les trafiquants en tirent profit. Les frontières nationales sont un avantage pour eux et une entrave pour les administrations chargées d'appliquer la loi. Elles créent des sour-

ces de bénéfice pour les filières de la contrebande et affaiblissent les Etats-nations en limitant leur capacité à maîtriser les réseaux mondiaux qui attaquent leur économie, corrompent leur personnel politique et minent leurs institutions.

Il ne s'agit plus seulement d'activités criminelles, mais d'une forme nouvelle de la politique au XXI[e] siècle. Et de nouvelles réalités économiques qui ont mis sur le devant de la scène d'autres acteurs dont les valeurs peuvent aller contre vos idées et les miennes, et dont les intentions nous menacent tous.

Angles morts

L'intérêt que je porte au commerce illicite est le résultat d'une décennie de travail sur les surprises de la mondialisation. En tant que directeur du magazine *Foreign Policy*, j'ai dû traquer et comprendre les implications inattendues des nouvelles correspondances entre la politique et l'économie. A mesure que je découvrais et rapportais certains événements, ce qui me valait souvent la chance d'en rencontrer les acteurs, cet intérêt professionnel est devenu une fascination personnelle. J'ai écrit à propos de krachs sur un continent qui ont secoué des pays au-delà des océans, et sur la façon dont les nouvelles défenses des droits de l'homme instituées en Europe ont fini par transformer les politiques en Amérique latine. J'ai étudié comment, presque simultanément, la corruption a acquis partout une telle efficacité – et la corruption n'est pas née dans les années 1990. Le plus surprenant, cependant, est que ma recherche sur des sujets qui ne me paraissaient pas liés m'a souvent conduit vers le commerce illicite et les activités criminelles mondiales.

Je ne suis, de formation, ni juriste ni criminologue. Mes enquêtes sur les effets de la mondialisation sur l'économie, les finances et la gouvernance – que ce soit dans les pays riches ou pauvres – m'ont poussé vers ces domaines. Des voyages en Russie, en Chine, en Europe de l'Est et en Amérique latine m'ont convaincu qu'il se passait beaucoup de choses dans ces régions – et dans le monde – qu'on ne pouvait comprendre à moins de prêter attention aux incidences des activités criminelles sur les décisions, les institutions et leurs conséquences.

J'ai aussi pris l'habitude de consacrer du temps, partout où j'allais, aux policiers, procureurs, journalistes et universitaires qui pouvaient me donner un aperçu de ce qui se passait dans leur pays. Il me parut bientôt évident que dans des pays aussi différents que la Thaïlande, la Colombie, la Grèce, le Mexique ou la Chine, ces conversations avaient de curieux points communs. Le commerce illicite était plus important, plus envahissant et moins bien compris qu'on ne le pensait. De près, les répercussions politiques étaient manifestes et effrayantes. Et pourtant, le débat qu'elles suscitaient restait marginal. Plus j'observais et plus je trouvais des spécialistes qui connaissaient bien un des aspects de la criminalité mondiale et ignoraient les autres, ou ce qui pouvait les relier. J'ai commencé à dresser ma propre liste d'interrogations, anecdotes, données, sources, penseurs, techniciens, experts et surprises concernant les divers marchés illicites.

J'ai découvert qu'on ne pouvait lire les journaux, où qu'on soit, sans tomber quotidiennement sur des informations concernant le commerce illicite. On les présente en général comme des cas particuliers, mais à mon avis ce sont les manifestations d'un phénomène mondial produit par l'improbable combinaison de vieux instincts naturels, de nouvelles technologies et de politiques redéfinies. J'ai

été surpris que ni les journalistes ni les universitaires n'accordent aux conséquences politiques de certains événements l'importance dont ceux qui étaient en première ligne étaient convaincus. J'ai été aussi intrigué par le peu d'attention que les spécialistes en relations et en politique internationales portent aux incidences du commerce illicite sur leurs sujets d'étude. Mais plus que tout, j'ai été étonné de voir un phénomène par nature économique traité sous l'angle de la morale et de la loi.

En 2002, l'American Society of International Law m'ayant invité à assurer l'Annual Grotius Lecture, j'ai profité de cette conférence pour communiquer mes idées sur le commerce illicite. Je l'avais intitulée « Les cinq guerres de la mondialisation » en référence aux trafics des armes, de drogue, des êtres humains, de la propriété intellectuelle et de l'argent. Elle a été diffusée, sous des versions légèrement différentes, dans l'*American University International Law Review*, l'année suivante dans *Foreign Policy*, puis dans plusieurs autres publications d'audience internationale. « Cinq guerres » a amené beaucoup d'universitaires, magistrats, procureurs, juristes, officiers du renseignement, journalistes, et même des victimes des trafics à me faire part de leurs idées et leurs expériences. Domaines, pays, continents, contextes, tout était différent et pourtant les histoires, parfois jusqu'au détail, présentaient d'étranges similarités. Elles ont jeté un éclairage particulier sur les angles morts, que ce soit dans les outils d'analyse que nous utilisons ou dans les politiques adoptées par les gouvernements pour traiter le problème. Ces angles morts avaient bien des similitudes. D'où l'idée de ce livre.

A propos des données : les volumes et les profits qui découlent des commerces illicites restent des estimations grossières. Tous les faits, chiffres et événements mention-

nés sont puisés aux meilleures sources, organisations internationales, gouvernementales ou ONG, dont le travail est généralement considéré comme sérieux et fiable.

Cependant, il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'activités clandestines. Les chiffres fournis peuvent donc sous-estimer ou surestimer la réalité. Quoi qu'il en soit, la thèse avancée dans ce livre se vérifie constamment : le volume de ces commerces est plus important et leurs opérations beaucoup plus complexes et sophistiquées aujourd'hui qu'en 1990. Nous commençons à comprendre comment ils fonctionnent réellement et quelles en sont les conséquences.

CHAPITRE 2

Le trafic mondialisé change votre monde

Il y a l'histoire que nous connaissons. Et puis il y a l'autre histoire.

Voici ce que nous savons : la dernière décennie du XX^e^ siècle a changé le monde. L'irruption inattendue de nouvelles idées et de nouvelles technologies a partout bouleversé politique et économie. Des milliards de vies en ont été transformées. La fin de l'Union soviétique a discrédité le communisme et donné aux libéralismes politique et économique une popularité sans précédent. Résultat, les années 1990 resteront dans l'histoire comme l'exemple d'une période où la force des idées s'est imposée à tous.

On se souviendra également de ces années comme d'un temps où l'accélération des changements technologiques a pris chacun par surprise. Le monde s'en est trouvé rétréci, les distances et la géographie ont diminué d'importance. La seule chose qui a semblé baisser plus vite que le coût du transport des marchandises de Shanghai à Los Angeles a été celui d'une communication téléphonique d'un bout de la planète à l'autre. Des voyages naguère trop coûteux

ou interdits pour des raisons politiques sont devenus désormais une expérience normale pour des millions de gens. Les conséquences aussi bien politiques qu'économiques sont énormes. La démocratie a gagné du terrain et durant ces mêmes années, le nombre de pays qui ont organisé des élections est monté en flèche. Tout comme se sont multipliées les places financières, la circulation internationale des capitaux et des biens, films, livres, messages et communications téléphoniques.

C'est la partie que nous connaissons. Une histoire à laquelle nous participons, et qui a fait l'objet de nombreux livres et reportages. Mais une autre histoire court, parallèle, tout aussi importante, et beaucoup moins connue.

C'est celle des trafics et, d'une façon plus générale, du crime. Durant les années 1990, les trafiquants sont devenus plus internationaux, plus riches et politiquement plus influents que jamais. Le crime mondialisé ne s'est pas seulement développé en volume grâce à sa capacité à amasser de nouveaux profits colossaux, mais s'est transformé aussi en une puissance *politique*. Tous nos schémas d'interprétation de la politique et de l'économie mondiales doivent désormais s'adapter à ces changements. Il y a urgence.

Derrière l'ascension politique de ces réseaux criminels, il existe une dynamique de globalisation puissante, jusqu'à présent négligée, et qui fait l'objet de ce chapitre. Comment les changements des années 1990 n'ont pas seulement fortifié les criminels mais, dans le même temps, affaibli les institutions chargées de les combattre. Les réseaux profitent de la mobilité internationale et de leur propre capacité à saisir les opportunités qui naissent de la fragmentation de communautés économiques en Etats souverains séparés par des frontières. Pour les criminels, ces frontières donnent l'occasion d'affaires rentables et des

protections pratiques. Pour les institutions qui poursuivent les criminels, les frontières sont souvent des obstacles insurmontables. Les privilèges de la souveraineté nationale se transforment en charges et contraintes pour les gouvernements. Du fait de cette asymétrie, les gouvernements sont systématiquement perdants. Partout.

Les signes sont là : visibles, reconnaissables, avec des effets tangibles sur notre vie quotidienne. Le commerce illicite infiltre aujourd'hui les sociétés, aussi bien les riches que les pauvres. De vieilles spécialités, dans la contrebande et le trafic, reprennent vie, tandis que de nouvelles lignes de produits sont lancées. Certaines branches que nous pensions avoir éliminées, comme la médecine a éradiqué la variole, réapparaissent.

Prenez l'esclavage. On le croyait mort. En fait, il est plus vivant que jamais. Esclavage sexuel, domestique, esclavage des immigrés clandestins qui travaillent dans des fermes pour rembourser sans fin des dettes imposées par les trafiquants. Oui, beaucoup de travailleurs étrangers autour de nous ont choisi volontairement leur condition d'immigrés clandestins. Mais nombreux sont ceux qui ont été forcés, victimes exploitées par des criminels à qui ce marché véreux rapporte des milliards. L'esclavage n'est qu'une des facettes du commerce global des êtres humains. Quatre millions d'individus au moins, pour la plupart des femmes et des enfants, pour une valeur estimée de 7 à 10 milliards de dollars, en sont victimes chaque année. De nouvelles filières se sont constituées, couvrant les républiques de l'ancienne Union soviétique, l'Asie du Sud et du Sud-Est, l'Afrique de l'Ouest, l'Amérique latine, l'Europe de l'Ouest et les Etats-Unis avec des réseaux baroques de recruteurs, rabatteurs, racketteurs, gros bras, transporteurs, des planques et des dispatcheurs en ligne qui peuvent procurer un « travailleur » de tout âge, nationalité

ou physique souhaités et le livrer d'un continent à l'autre dans les quarante-huit heures.

Ou prenez le trafic de drogue. Nous parlons encore de « cartels », mais ce trafic aujourd'hui a largement remplacé les structures centralisées du passé par des unités plus mobiles, moins repérables. Et les affaires marchent bien. La production du pavot, la matière première de l'héroïne, a explosé en Afghanistan après la guerre contre les talibans et des pays qui ne le cultivaient pas, comme la Colombie, s'y sont mis. Entre-temps, les méthamphétamines et des drogues mondaines comme la kétamine et l'Ecstasy ont envahi le marché. Les saisies de stupéfiants ont pratiquement doublé entre 1990 et 2002, mais la consommation n'a pas baissé. De fait, en Asie du Sud-Est, l'usage de drogues euphorisantes augmente, les pays sur les routes de la drogue, comme le Brésil, le Nigeria et l'Ouzbékistan, ont de plus en plus de toxicomanes, tandis que la consommation d'héroïne et de méthamphétamines atteint aux Etats-Unis des proportions de crise proches de celle du crack à la fin des années 1980. Tout cela en dépit de la guerre déclarée contre les narcotrafiquants avec des moyens en argent, en technologie et en énergie jamais vus jusqu'à présent.

Dans le même temps, le commerce international des armes a muté pour se faire plus souterrain, avec des conséquences inquiétantes. Pendant la guerre froide, on l'associait aux efforts de certains gouvernements – et quelques fabricants d'armes connus – pour s'assurer la loyauté d'Etats-clients avec des avions de chasse, des frégates ou des munitions. Cet aspect du commerce existe encore dans des proportions importantes, mais il a été rejoint par un marché privé très actif d'armes légères, comme les missiles portables sol-air, les fusils d'assaut AK-47, ou les lance-grenades. Selon les Nations unies,

depuis 1990 le trafic des armes légères a alimenté près de cinquante guerres dans le monde, spécialement (mais pas seulement) en Afrique. De larges surplus datant de la guerre froide ont envahi le marché. Des milliers d'intermédiaires, souvent invisibles, se sont emparés d'une activité autrefois réservée à des grandes entreprises qui fournissaient des gouvernements. Grâce aux armées privées, aux milices populaires, aux groupes de guérilla et à toutes sortes d'organisations nouvelles – dont un secteur sécuritaire qui a pris de l'ampleur du fait de la montée de la criminalité –, le commerce des armes légères est en plein boom. Mais quelque chose de plus inquiétant encore se cache derrière : le trafic international du savoir, de la technologie et des composants nécessaires pour fabriquer des armes nucléaires.

On ne trouve sans doute pas des armes nucléaires à tous les coins de rue, mais les contrefaçons – autre domaine juteux du commerce illicite – prolifèrent. Des vêtements mal copiés, des cosmétiques, des CD et même des motos et des voitures sont fabriqués et achetés partout sous de faux noms de marque, souvent en connaissance de cause. Nombre de foyers dans le monde, sans parler des résidences universitaires, abritent des musiques et des films copiés ou téléchargés dans des conditions douteuses. Les professionnels craignent beaucoup le « disque qui fait des petits », la copie qui se reproduit jusqu'à évincer l'original du marché. Cependant, même dans les endroits où la propriété intellectuelle est protégée, comme les Etats-Unis et l'Union européenne, la piraterie représente un quart ou plus de la circulation des CD ou DVD, selon le même système opératoire.

Aucun produit n'est protégé. La contrefaçon des médicaments va des génériques qui sauvent la vie aux médicaments factices qui y mettent fin comme ce sirop pour la

toux qui tua une centaine d'enfants à Haïti parce qu'il contenait de l'antigel. Pour toutes ces affaires, la complicité de fonctionnaires et de hauts gradés militaires n'est pas seulement évidente, elle est indispensable.

Le secteur financier, qui a explosé dans les années 1990, n'a pas été épargné par cet assaut. Bien au contraire : le blanchiment d'argent et l'évasion fiscale ont crû en proportion avec le développement du système financier international, sinon plus vite encore. En 1998, Michel Camdessus, alors directeur du Fonds Monétaire International, estimait que le flux de l'argent sale était passé de 2 à 5 % de l'économie mondiale, un chiffre qu'il jugeait « au-delà de ce que l'on peut imaginer ». De plus récentes estimations ont situé le blanchiment à 10 % du PIB mondial. Il est grand temps de repousser les frontières de notre imagination : l'argent sale est une part fondamentale de l'économie mondiale. N'étant plus l'apanage des exotiques « offshore » telles que les îles Caïmans ou l'île de Man, les réseaux de blanchiment d'argent se sont incrustés dans les infrastructures du système financier. La vitesse, l'interconnexion et le nombre considérable des transactions bancaires leur ont permis de jongler en experts avec les comptes, en créant des sociétés-écrans, des circuits vertigineux d'intermédiaires, en mélangeant des opérations légales et illégales. Des places financières comme Manhattan ou la City se trouvent autant sur la sellette dans la lutte contre le blanchiment d'argent que Vanuatu ou Curaçao.

La liste des trafics prospères est longue. L'ivoire des défenses d'éléphants coupées illégalement en Afrique du Sud et au Zimbabwe, en vente libre à Guangzhou, en Chine. Des reins de donneurs humains vivants transportés du Brésil en Afrique du Sud et transplantés sur des receveurs allemands recrutés sur Internet par des courtiers israéliens. Des antiquités incas ou iraniennes dérobées sur

des sites protégés et vendues dans des galeries d'art à Paris et à Londres. Des animaux exotiques tels les pangolins et les pythons. Des produits chimiques qui détruisent la couche d'ozone. Des Matisse et des Renoir depuis longtemps disparus. Des éléments saturés de mercure de vieux ordinateurs envoyés dans les décharges de pays à l'environnement non protégé. Des « diamants de sang » ou « de conflit » illégalement extraits dans des zones de guerre. Tout est en vente dans ce marché mondial en pleine expansion, que l'on a ignoré parce qu'il a prospéré en se noyant avec efficacité dans le marché légal, avec les mêmes outils, et souvent les mêmes acteurs – les fournisseurs, les transporteurs, les financiers, les grossistes, les courtiers et enfin les clients, vous et moi.

Le commerce illicite, en passant la ligne, s'est installé dans nos vies. Nous ne pouvons plus être sûrs de rien. A qui nos achats profitent-ils ? Qui nos investissements soutiennent-ils ? Quels sont les liens matériels ou financiers entre notre propre travail et des pratiques que nous désapprouvons ? Pour les trafiquants, cela s'appelle un triomphe. Un triomphe qui a pris la forme de profits incommensurables et d'une influence politique sans précédent.

La mondialisation s'est faite

Comment en est-on arrivé là ? La mondialisation. C'est tout. Ce n'est pas une explication en soi, bien sûr. La mondialisation est un concept flou et flexible, qui peut avoir plusieurs sens. Mais comment décrire autrement cette intégration rapide d'économies, de politiques et de cultures mondiales qui définit notre temps ? Et comment

déterminer ce qui est nouveau aujourd'hui et donne l'impression que les années 1980 appartiennent à un passé lointain ?

Le changement majeur qu'on associe à cette récente vague de mondialisation est une révolution de la politique, aussi importante et innovante que celle de la technologie. Elle souligne la domination du système économique et politique occidental, tout au moins l'une de ses versions. Cette révolution a commencé avec la chute du mur de Berlin et la dissolution de l'Empire soviétique, et a vu son application dans des réformes économiques qu'un certain nombre de pays, riches ou pauvres, ont adoptées en tout ou en partie. Dans les cercles politiques, la formule « consensus de Washington » qui a fini par désigner ces réformes est estampillée « années 1990 ». Cette formule pratique, qui récapitule les changements importants intervenus en matière économique, masque la politique résolue qui accompagne ce nouveau programme et minimise les différences énormes de son application selon les pays.

Quoi qu'il en soit, les réformes de 1990 vont toutes dans le même sens, vers ce que les économistes appellent une « économie ouverte ». Les barrières doivent être les moins nombreuses et les plus légères possibles, en matière de commerce et d'investissement ; les règles sont connues à l'avance, transparentes, cohérentes, uniformément appliquées ; les interventions gouvernementales sont réduites, ce qui veut dire que les prix sont libres ou peu contrôlés, le poids économique de l'Etat allégé grâce à des budgets équilibrés et à la privatisation des entreprises. Il vaut mieux encourager les exportations et le commerce libre que protéger l'industrie nationale en cherchant à limiter les importations. Ces idées ont servi, dans les années 1990, de boussole aux décideurs du monde entier en matière de politique économique.

La mondialisation nous a donné de nouvelles habitudes, de nouvelles pratiques, de nouvelles attentes, de nouvelles possibilités et de nouveaux problèmes. Cela, nous le savons. Ce que nous savons beaucoup moins c'est combien la mondialisation a rapporté aux trafiquants. Le monde interconnecté a ouvert de nouveaux horizons radieux au commerce illicite. Ce que les trafiquants et leurs complices y trouvent, ce n'est pas seulement de l'argent, mais aussi un pouvoir politique.

Réforme = occasion

Des commerces en tout genre ont surgi dans les années 1990 quand, pays après pays, les frontières se sont ouvertes aux importations et aux exportations, et les restrictions apportées aux investissements étrangers ont été supprimées. Le changement a été radical. En 1980, le taux moyen des taxes que les gouvernements prélevaient sur les importations et les exportations était de 26,1 %. En 2002, il était tombé à 10,4 %. Une avalanche de traités pour faciliter les échanges entre les pays, ou entre les régions, ont vu le jour sur chaque continent. Parmi eux, et non des moindres : le NAFTA (North American Free Trade Agreement) regroupant les Etats-Unis, le Canada et le Mexique en 1994 ; l'Organisation Mondiale du Commerce en 1995, que la Chine a rejointe après de longues négociations en 2002 ; l'élargissement de l'Union européenne de quinze à vingt-cinq membres au printemps 2004. A chaque fois, les pays participants ont accepté d'harmoniser leurs réglementations afin de baisser les taxes, réduire les obstacles et simplifier les procédures en cas de conflit.

L'expansion impressionnante du commerce mondial

durant la décennie – il a progressé en moyenne de 6 % entre 1990 et 2000 – a ouvert un espace au commerce illicite. En effet, si le commerce légitime était toujours largement réglementé, la demande des marchés et des consommateurs pour les produits que les pays contingentaient ne cessait d'augmenter. De toute évidence, le commerce illicite profitait, dans ses différents secteurs, de mesures adoptées pour encourager et développer le légitime, comme la diminution en nombre ou en rigueur des contrôles aux frontières. Ainsi entre les pays du groupe dit de Schengen au sein de l'Union européenne, les frontières ont été virtuellement supprimées. Et celles qui ont persisté sont inondées par le flux continu des marchandises. Aux Etats-Unis, même après le 11 septembre et le renforcement des contrôles, les postes de l'importante frontière avec le Mexique n'inspectent qu'une petite proportion des camions – et encore, très rapidement – pour éviter de bloquer la circulation sur des kilomètres. La situation des ports de commerce est encore plus problématique. Et partout, l'augmentation des échanges, l'obligation de simplifier les opérations de douane, la multiplication des ports francs et des zones industrielles pour l'exportation, la prépondérance du transport aérien et l'impossibilité de vérifier chaque colis envoyé par FedEx ou DHL ouvrent de nouvelles voies aux trafiquants.

L'afflux de marchandises à des postes frontières congestionnés montre que les marchés ont évolué plus vite que les systèmes politiques. Cette réalité est devenue un élément compétitif à l'avantage des trafiquants. Ils gagnent à la fois vis-à-vis de leurs concurrents légaux et dans leurs jeux du chat et de la souris avec les autorités. Cependant, si les marchandises passent plus facilement les frontières, ces dernières n'en existent pas moins : de chaque côté, il y a des juridictions différentes, chacune avec sa police, sa

douane, ses lois et ses règlements. Grâce aux nouveaux outils à leur disposition, les trafiquants peuvent jouer avec ces juridictions ou les contourner aisément. Les technologies actuelles de communication permettent par exemple de gérer un entrepôt et des biens à distance, le marchand et les marchandises n'étant jamais au même endroit au même moment. Avantage déterminant du commerce illicite sur les gouvernements, cette flexibilité est aussi un aspect essentiel du problème qui permet aux trafiquants de tirer le maximum de la confusion des juridictions.

La privatisation et la dérégulation des échanges commerciaux ont également joué leur rôle. Dans les économies autrefois dirigées, la vente ou la fermeture des entreprises d'Etat ont mis fin à de nombreux monopoles industriels importants, forçant ainsi les usines à se reconvertir afin de survivre. Pour beaucoup, cela a signifié vendre des armes et des munitions sans s'inquiéter de savoir qui les achetait, ou ne pas s'embarrasser de la propriété des brevets et des marques. Bien sûr, l'Etat n'est pas une assurance contre les pratiques commerciales illicites ; bien au contraire, comme on l'a vu en Chine, des entreprises contrôlées par le gouvernement ou les militaires se sont souvent livrées à la contrefaçon. La tendance à l'allègement des régulations a non seulement stimulé l'investissement et la création d'entreprises, mais aussi multiplié les possibilités pour le commerce illicite de blanchir des fonds sous le couvert de sociétés légales. Le coût des affaires s'en est généralement trouvé réduit.

En définitive, les réformes économiques ont bénéficié aux trafics illicites en affaiblissant leur ennemi. Les gouvernements ont moins de latitude pour agir, imposer ou dépenser à leur gré. La discipline budgétaire est devenue la valeur suprême pour juger de la performance d'un gouvernement. Coincés dans ce que le chroniqueur du *New York*

Times Thomas Friedman a baptisé « la camisole dorée » des marchés financiers, peu de pays peuvent se permettre de se retrouver sur la liste noire des gouverneurs des institutions financières mondiales que les déficits importants découragent. Un budget avec un déficit disproportionné, en particulier pour des pays pauvres ou des « marchés émergents », peut provoquer une fuite massive des capitaux. Et augmenter considérablement le taux des emprunts pour le financement des travaux publics et des programmes sociaux que les citoyens attendent de leur gouvernement. Pour la plupart des marchés émergents, où il est difficile de lever des impôts (ou même de les collecter), la solution est de réduire les dépenses. Et il est souvent plus aisé politiquement de restreindre celles qui concernent l'application des lois, les prisons et le judiciaire que de couper dans les budgets sensibles des programmes sociaux. Cela a été la norme dans beaucoup de pays dans les années 1990. Ainsi, tandis que les trafiquants voyaient leurs marchés se mondialiser et leurs revenus monter en flèche, les fonds pour entretenir les administrations chargées de les contenir diminuaient ou stagnaient.

Pour les plus vulnérables, ces effets sont allés encore plus loin. Les gouvernements tenus par des budgets serrés ont souvent du mal à rétribuer convenablement leurs fonctionnaires, ou même à les payer en intégralité et à temps – ce qui entraîne presque inévitablement la corruption. Ils ont peu à offrir pour compenser l'attrait du trafic, par exemple en encourageant une culture alternative qui rapporte à la place de la coca et du pavot. Ils se trouvent souvent obligés de concéder aux trafiquants le rôle par défaut d'assistance sociale, qui fournit à leur commerce un support local (ou du moins, une tolérance) et trouble la situation d'un point de vue moral. Peu de gouvernements peuvent naviguer à travers tous ces écueils sans finir par

s'exposer. Les trafiquants traquent les points faibles. Ils les manquent rarement.

Les outils des marchés

La réforme économique n'est pas seule à l'origine de la flambée du commerce international. Les nouvelles technologies y ont joué leur rôle : porte-conteneurs géants, nouveaux engins de chargement et de déchargement, meilleure organisation des ports, logistique améliorée, installations frigorifiques perfectionnées, nouveaux conditionnements, contrôles adaptés, navigation par satellite, GPS, etc. A tout cela – qui sert toutes les formes de commerce, légales ou autres – les trafiquants ont ajouté leurs propres pratiques ingénieuses. L'utilisation de préservatifs en latex de haute qualité, par exemple, réduit les risques de rupture (en général mortels) dans le véhicule préféré pour les trafics de drogue, l'appareil digestif des « mulets ». L'adoption agressive et inventive des nouvelles technologies a permis aux trafiquants de diminuer les risques, d'augmenter la productivité et de rationaliser leurs affaires. Comme Cesar Gaviria, l'ex-président de la Colombie, me l'a déclaré : « Le cartel de Cali utilisait déjà au début des années 1990 des systèmes sécurisés bien plus sophistiqués que les nôtres. »

Dans le même temps, la libéralisation financière a fourni aux trafiquants de nouveaux moyens planétaires pour faire circuler à leur gré leurs capitaux et les investir dans les secteurs désirés. La libre circulation des capitaux est la marque de la mondialisation. Avant la réforme, la plupart des pays avaient soit interdit, soit limité les transactions monétaires internationales. L'investissement étran-

ger était étroitement surveillé et régulé, la sortie des capitaux considérée comme un crime. Mais dans les années 1990, les pays ont eu eux-mêmes besoin de l'argent, de la technologie et des réussites commerciales des multinationales. Ils ont donc encouragé l'investissement étranger au lieu de le restreindre. La réflexion et l'expérience en matière de stratégie économique avaient permis de vérifier qu'un pays gagne à attirer les investissements étrangers – surtout s'il arrive à convaincre les investisseurs de s'installer de façon durable. Ouvrir le marché local aux valeurs étrangères le pousse à la hausse, introduire des entreprises nationales dans des places financières étrangères, à New York ou à Londres, est un symbole de succès.

Rien de tout cela, cependant, n'était facile – ni même possible – si le pays maintenait des contrôles sur les transactions en devises étrangères. Evolution majeure dans les années 1990, le contrôle des changes est abandonné. Acheter et vendre librement des devises devient la nouvelle norme mondiale. Et le marché fait un bond. En 1989, les transactions journalières du marché monétaire mondial étaient de 590 milliards de dollars. En 2004, elles atteignaient 1,88 trillion de dollars. La technologie mettait le feu aux poudres. Une fois les transactions en devises étrangères autorisées par les gouvernements, les circuits informatiques bancaires les ont fait circuler à la vitesse de la lumière sur toute la planète.

Les blanchisseurs se retrouvaient soudain au paradis. Les activités illicites disposaient de nouvelles possibilités et de nouvelles filières pour dissimuler et laver leurs revenus. Les banques légales, en concurrence devant ces vastes nouveaux flux de capitaux, eurent tendance à fermer les yeux quand elles traitaient avec des clients « inhabituels ». Pour beaucoup de banquiers rémunérés à la commission, attirer ces richesses dans leurs coffres était

plus important que de savoir d'où elles venaient. Certains pays, convaincus que le nouvel environnement pouvait autoriser la compétition avec des places aussi bien établies que Monaco ou les îles Caïmans, cédèrent à la tentation de devenir eux-mêmes des paradis bancaires. De nouveaux venus obscurs comme Nauru, Niue et les îles Cook se firent une spécialité de services financiers qui-ne-posent-pas-de-questions, mais d'autres pays tout à fait « honorables » le firent aussi. Même les tentatives les plus agressives d'imposer et de renforcer des normes bancaires mondiales butent toujours sur les considérations de compétitivité des banques et des autorités nationales.

Certaines technologies financières dont ont profité les activités illicites sont tout à fait ordinaires, banales. Comme l'humble carte de retrait, il y a peu encore l'apanage de quelques nations riches, aujourd'hui utilisée dans le monde entier. Cette tendance se ressent partout. Inimaginable sans une structure de communication financière mondiale, la carte bancaire est un des outils les plus importants, les plus évidents de la vie quotidienne, même pour les trafiquants. L'argent électronique et la monnaie virtuelle – par exemple la carte intelligente à puce programmable – est à la fois pratique et discret. Autre moyen en expansion utile aux activités illicites, les transferts électroniques. Essentiels à la vie quotidienne des diasporas d'immigrés, la Western Union et ses pairs, en dépit de leurs efforts, ne peuvent éviter de faire circuler également de l'argent aux origines douteuses.

Lorsqu'ils se sont rendu compte que Mohammed Atta et ses complices avaient utilisé ces mêmes outils pour les attentats meurtriers du 11 septembre, les gouvernements ont cherché à les rendre moins accessibles et à en contrôler l'usage. Si ces mesures augmentent le prix, les risques et compliquent la tâche des criminels, la circulation de

l'argent illicite n'en continue pas moins à être une réalité mondiale conséquente et inquiétante.

Puis il y a Internet. L'intérêt qu'il représente pour les trafiquants est immense et ses possibilités trop nombreuses pour être énumérées. Toutes sortes de transactions illicites se font dans l'anonymat depuis des cybercafés sur des comptes en ligne discrets dont les adresses changent fréquemment. De l'achat de marchandises sur site à l'expédition en utilisant les services de sociétés comme FedEx. Le marché aux esclaves moderne est électronique. Les proxénètes peuvent examiner et acheter, sur site, des jeunes femmes chez des grossistes de pays étrangers, tandis que le consommateur peut commander la prostituée de son choix. Internet recrute des mercenaires, fait de la publicité pour des compagnies de transport peu scrupuleuses, héberge des entreprises frauduleuses sur des sites qui semblent professionnels. Et les loteries, les officines de paris sportifs et les casinos – une immense industrie chaotique estimée à 5 milliards de dollars en 2003 – sont les lieux rêvés pour le blanchiment. « Internet est devenu un cabinet médical public, un bazar self-service de pilules du bonheur », a déclaré en 2005 Karin P. Tandy, directrice de la DEA (Drug Enforcement Administration), en annonçant la fermeture d'une chaîne qui commercialisait, sur deux cents sites basés aux Etats-Unis, au Costa Rica, au Canada et en Australie, des amphétamines et autres drogues fabriquées en Inde et envoyées illégalement partout dans le monde.

Le potentiel convergent du trafic et de la cybercriminalité semble illimité pour les proche et lointain futurs. Internet permet aux trafiquants de communiquer efficacement dans l'anonymat, de réaliser le maximum de transactions dans un espace plus virtuel que géographique, et crée de nouveaux moyens de circulation et de dissimulation des

fonds. Le flux de marchandises s'écoule sans nécessité d'une présence physique, évitant ainsi aux trafiquants d'avoir à passer les frontières et d'effacer leurs traces.

Nouvelles sources, nouvelles routes

Le monde virtuel n'est pas le seul nouveau territoire que les années 1990 ont ouvert au commerce illicite. Avec la fin de la guerre froide, des nations tenues jusque-là hors du système mondial d'échanges s'y sont engagées, et d'autres qui avaient exercé un contrôle strict – ou du moins tenté de le faire – sur le flux des marchandises et de l'argent sur leur territoire ont lâché la bride. Bien sûr, les régimes qui ont desserré la vis ou sont tombés – le communisme soviétique et le communisme chinois, le lourd « capitalisme d'Etat » à la mode en Inde et dans certains pays en développement, ou des économies dirigées comme la Corée du Sud et Taiwan, d'autres encore – variaient largement dans leurs méthodes et leurs résultats. Mais tous partageaient l'idée de principe que le gouvernement savait mieux faire marcher l'économie. Et dans tous, la fin de la planification, du contrôle des prix, des licences d'importation, des subventions à l'industrie, du contrôle des changes, a révélé des marchés-en-attente, certains déjà bien avancés, avec des entrepreneurs et des bailleurs de fonds prêts à l'action. Quand ces marchés-en-attente ont rejoint le marché international, l'économie de la planète est devenue vraiment globale. Tout comme le commerce illicite.

Cette ouverture a provoqué une cascade d'avantages pour le commerce illicite. La masse des produits libérés a fait choc. La chute du bloc de l'Est et de ses alliés a lâché sur le marché quantité de produits d'un grand intérêt pour

les trafiquants, certains à des prix défiant toute concurrence. Des surplus d'armes et de matériels militaires provenant des puissantes armées du pacte de Varsovie et des usines qui les équipaient ; des technologies et du matériel nucléaires, libérés par la fin rapide et désordonnée de l'Union soviétique ; des avions et des véhicules civils et militaires ; d'importantes ressources naturelles, du nickel et du cuivre à l'uranium et aux diamants ; mais aussi une main-d'œuvre migrante ; des enfants pour l'adoption ; des femmes pour la prostitution ; et même des corps humains, morts ou vifs, pour la vente d'organes. Egalement, une vaste infrastructure d'usines, installées sous la protection de lois restrictives et qui avaient besoin de nouvelles activités pour rester à flot – une opportunité parfaite pour les fabricants de marchandises illicites.

A mesure que les murs de Berlin du monde tombaient, les possibilités se multipliaient pour les trafiquants, et de nouvelles spécialités nationales aussi. L'Ukraine et la Serbie n'ont pas tardé à se faire connaître pour la contrefaçon de disques compacts ou de munitions. La Moldavie, coincée entre la Roumanie et l'Ukraine, s'est soudain imposée comme une plaque tournante pour le trafic des êtres humains, la drogue et les armes, et un distributeur de certificats de complaisance pour les avions. La Transnistrie, qui s'est séparée de la Moldavie, et prétend être un pays mais est en réalité une entreprise familiale criminelle, est devenue un centre important de la contrebande des armes. Le Belarus est aussi une base pour le trafic des êtres humains. La Roumanie, avec son niveau élevé d'éducation et son fort taux de chômage, s'est révélée très vite leader pour la cybercriminalité et la fraude Internet. Les républiques d'Asie centrale et des Balkans ont repris leur rôle d'intermédiaires entre l'Afghanistan et l'Europe – écho de l'ancienne route de la soie, mais avec cette fois la

drogue et les émigrés clandestins. La province du Yunnan en Chine joue un rôle similaire pour la Birmanie. Ces transitions se sont faites facilement, nées autant de la nécessité que de l'initiative.

Tout cela est arrivé très vite – si vite que le monde a eu à peine le temps de s'en rendre compte. C'est pourtant un bouleversement capital qui a touché des pays hors de l'ancienne orbite soviétique, avec des conséquences profondes pour le vieil ordre mondial. D'autant que les mécanismes étaient difficiles à déterminer. Jim Moody, ancien cadre supérieur du FBI qui a dirigé au début des années 1990 l'action du Bureau contre la criminalité mondiale, m'a déclaré, avec une certaine frustration : « Même aujourd'hui, nous ne savons toujours pas ce qui nous est arrivé dans les années 1990. Nous ne saurons jamais ce que [les criminels] nous ont fait. Où est passé tout cet argent ? Je crois qu'une partie se trouve ici aux Etats-Unis et dans beaucoup d'autres pays développés, investie dans des business légitimes contrôlés par des escrocs de gros calibre. »

Les Etats corrompus

Derrière ces changements, une autre faille politique profonde se cachait : la prolifération d'Etats faibles ou « faillis », à la merci des trafiquants. Durant la guerre froide, les Etats s'étaient installés dans les « sphères d'influence » des superpuissances en échange d'une protection militaire et d'une assistance économique. Quand cette protection a disparu, le filet sécuritaire qui permettait aux Etats dotés de gouvernements faibles, ou incapables de garder un contrôle sur leur territoire et leurs

ressources, a disparu également. Déjà dans les années 1960, les analystes politiques utilisaient des termes comme « Etat fort » et « Etat faible » pour décrire les capacités d'un gouvernement à remplir des fonctions de base. Mais dans les années 1990, une nouvelle appellation est apparue, l' « Etat failli » – une coquille presque vide avec une capitale, un gouvernement en titre, et le squelette de quelques institutions, mais très peu de contrôle gouvernemental légitime ou d'effet sur l'économie et sur la vie réelle. Les Etats faibles, en général, et cet extrême sous-produit en particulier ont poussé comme des champignons depuis 1990.

Dans de tels pays, les réseaux de commerce illicite peuvent facilement « capturer » les clés des institutions gouvernementales – douane, justice, banque, transport, police. Le recrutement de journalistes, de politiciens et de décideurs est rarement loin derrière. Très vite, ils se tournent vers les affaires légales qui les ancrent plus profondément dans la communauté : posséder la station de radio locale ou le journal est souvent aussi nécessaire qu' « acheter » un juge ou le chef de la police. De la même façon qu'al-Qaïda a pu « capturer » – pour pas très cher – le gouvernement taliban en Afghanistan, les objectifs et les besoins des trafiquants internationaux ont profondément infiltré la vie politique et économique de nombreux pays. La criminalisation de l'intérêt national est devenue une caractéristique importante de notre temps.

Prenez par exemple la Corée du Nord. Son implication dans le trafic international de la drogue, des armes, des êtres humains, des espèces en danger et dans toutes sortes d'activités criminelles n'est pas une occupation parallèle de groupes et d'individus qui, par ailleurs, ont des postes importants au gouvernement. Mais plutôt, selon certains experts, le crime international est au cœur de l'activité de

l'Etat nord-coréen, il est sa nature même. Nauru, une petite île indépendante dans le Pacifique, est connue comme étant le havre du blanchiment d'argent russe. Le Surinam, un demi-million d'habitants, dans le nord de la côte atlantique de l'Amérique du Sud, est devenu le port de la drogue. Aucune autre activité économique au Surinam ne rapporte autant. Il est difficile d'imaginer que son gouvernement résiste à la séduction ou aux menaces des puissants éléments étrangers qui opèrent de là. De fait, en 2004, le fils et le demi-frère de l'ex-dictateur Desi Bouterse avaient été accusés d'appartenir à un des grands réseaux qui utilisaient le Surinam comme base pour l'exportation de la cocaïne vers les Pays-Bas. Le revenu total annuel du Tadjikistan est d'environ 7 milliards de dollars. Selon les Nations unies, la valeur d'achat auprès des dealers d'une capitale européenne de la drogue *saisie* au Tadjikistan en 2003 serait à peu près l'équivalent de celle de toutes les marchandises et des services produits dans ce pays.

Au Pérou, pendant la seconde moitié des années 1990, Vladimiro Montesinos, le tout-puissant chef des services secrets, éminent manipulateur, contrôlait en coulisse les membres du Congrès, les banquiers et les médias. Il dirigeait par ailleurs un important réseau mondial de trafic de drogue, d'armes et de blanchiment d'argent. Comme l'ancien Premier ministre péruvien Roberto Dañino me l'a dit : « Les décisions importantes en matière de politique nationale ou de politique étrangère du Pérou dépendaient en général des intérêts personnels de Montesinos. » Ces intérêts, nous le savons aujourd'hui, étaient souvent criminels. Un officier des services secrets anglais m'a confirmé que beaucoup de ses agents pensaient de même d'Alexander Lukaschenko, président de l'ancienne république soviétique de Belarus, ou d'Igor Smirnov de Transnistrie. Pour de tels pays, chercher à comprendre

« l'intérêt national » sans référence au commerce illicite mondial, c'est ignorer le moteur essentiel de leurs politiques et des actions et omissions de leurs gouvernements.

Cela devient encore plus évident au niveau régional, surtout dans des régions isolées ou frontalières. Dans beaucoup de pays, les administrations locales sont des proies faciles pour les réseaux criminels qui recherchent des bases d'opérations pratiques et complaisantes. En Colombie, la décentralisation au début des années 1990 a été une aubaine pour les réseaux qui peuvent, maintenant, nommer leurs maires, leurs gouverneurs et leurs juges. En Afghanistan, le boom du pavot profite aux seigneurs de la guerre locaux, et au Mexique, les réseaux se sont emparés de villes et d'Etats où la criminalité est particulièrement virulente. Le « Triangle d'or » formé par la Thaïlande, la Birmanie et le Laos, et le *no man's land* entre le Pakistan et l'Afghanistan sont des exemples notables de zones où le trafic transfrontalier s'épanouit. Mais il est rare, en fait, de trouver un pays qui n'ait pas des poches d'activités criminelles, dépendant de grands réseaux mondiaux. En 2004, dans son rapport annuel au Congrès, la CIA déclarait avoir identifié cinquante régions dans le monde sur lesquelles les gouvernements n'exercent aucun contrôle et où les terroristes, les trafiquants et les criminels internationaux trouvent un environnement accueillant.

Ce sont des marchés parfaits pour les trafiquants d'armes et des centres de transbordement de tout ce que l'on veut. Les rebelles se sont transformés en hommes d'affaires : par exemple, en Colombie, les organisations de guérilla, comme les FARC et les AUC, ne se contentent plus de vendre leur protection au trafic de drogue, ils sont devenus marchands de cocaïne, ils traitent avec les fermiers, les labos, les transporteurs et les grossistes au Mexique et aux Etats-Unis. Le gouvernement colombien

estime que la cocaïne a rapporté aux FARC 783 millions de dollars en 2003. En Afrique de l'Ouest, à la fin des années 1990, les rebelles du RUF en Sierra Leone et les partisans de Charles Taylor au Liberia se sont associés avec des trafiquants d'armes pour sortir des diamants et du bois de la région contre de la drogue, des armes et d'autres marchandises. Même al-Qaïda s'y est mêlé, selon le journaliste Doug Farah, en achetant des diamants de Sierra Leone par l'intermédiaire du Liberia pour la préparation du 11 septembre.

Les pressions sont extrêmes dans les Etats faillis, et tout Etat faible est forcément vulnérable. Les frontières sont difficiles à surveiller, et les fonctionnaires aisément corruptibles. Le Nigeria, par exemple, s'est transformé en plaque tournante vers l'Europe et l'Amérique du Nord pour l'héroïne du Moyen-Orient. La route ne semble pas directe et le Nigeria lui-même n'est ni gros producteur ni consommateur (jusqu'à présent) de drogue. Mais sa vulnérabilité apporte aux trafiquants des avantages qui valent le détour. Haïti et les autres pays caraïbes se font étapes vers les Etats-Unis quand les autres circuits sont grillés. La précarité des gouvernements haïtiens successifs et les côtes depuis longtemps sans surveillance ont fait de l'île un jalon de choix.

D'autres Etats faibles ont leurs spécialités. Les « vrais-faux » certificats d'usage final sont appréciés dans le commerce des armes de contrebande, par exemple. Des certificats officiels qui garantissent que la marchandise est destinée à un acheteur légitime sont faux parce que les armes vont ailleurs et vrais parce que le document et la signature sont authentiques, achetés contre une petite commission. Le Tchad, le Panama, la Bolivie, le Ghana, la Côte-d'Ivoire et quelques autres se sont fait une spécialité de ce genre de documents. Et en Roumanie, en Albanie, en

Slovaquie et en Grèce, où des trafiquants débauchent des femmes de la région pour les « casser » et les prostituer, les gardes-frontières tamponnent des passeports qu'ils savent faux et tournent la tête devant les convois vers l'ouest des esclaves d'aujourd'hui.

Les nouveaux entrepreneurs

Une contribution importante des anciennes économies à l'essor des réseaux mondiaux de trafic dans les années 1990 peut se mesurer en capital humain. L'armée d'opérateurs hautement qualifiés, expérimentés et sans scrupules, lâchés sur le marché par le changement de régime, a fourni une structure aux nouvelles activités criminelles ou apparentées nées de la libéralisation des échanges et de la politique.

Après tout, ces économies avaient leurs entrepreneurs – et pas seulement sur le modèle standard. Regardez les nouveaux capitalistes russes. Le brasseur d'affaires typique post-soviétique ne sort pas de la Harvard Business School. Il a probablement fait ses classes au gouvernement, dans l'armée ou au KGB. Il doit son expérience non à son travail dans une banque d'affaires ou une multinationale, mais à des transactions douteuses qui ont existé de fait quand le rationnement et le contrôle d'Etat étaient la norme. Sous le communisme, la contrebande n'était pas une transaction illégale internationale menée par quelques truands, mais une stratégie de survie ordinaire. Pour gagner un peu, il fallait passer les barrières imposées par le gouvernement sur l'échange de marchandises et de services non vers l'étranger, mais dans son propre pays. La prospérité, en termes relatifs bien sûr, dépendait de la

découverte d'un moyen – jamais légal – pour fournir à des directeurs d'usines en difficulté assez de matière première en vue d'atteindre les quotas de production, ou « divertir » les marchandises – dans le sens de « voler » – au gouvernement pour les vendre au marché noir. Cela veut dire aussi avoir accès à des stocks de jeans étrangers pour les vendre discrètement aux jeunes, et à de la vodka, vitale pour leurs parents.

Pendant plus de six décennies, telles ont été les ambitions que le système a fait naître, un esprit d'entreprise qui n'avait d'autre but que de trouver une façon de contourner la loi. Difficile à faire sans la collaboration de quelqu'un dans le gouvernement. Quand le partenariat ou la corruption ne marchaient pas, la violence, la menace, le chantage pouvaient prendre la suite pour aider la coopération. Ce régime a produit de nombreuses organisations compétentes et expérimentées, des gangs brutaux, des opérateurs talentueux et des exécutants téméraires.

Pour le reste du monde la *perestroïka*, la restructuration de l'économie soviétique, avait peut-être signifié la victoire de la libre entreprise. Mais pour les entrepreneurs que le système soviétique avait nourris, cela signifiait d'abord la liberté d'utiliser leur expérience : sabotage des efforts gouvernementaux, détournement de la loi, corruption des fonctionnaires. Ils ont vite découvert que la mondialisation leur permettait désormais d'agir partout. Le monde offrait beaucoup d'opportunités à des organisations comme les leurs, dotées des mêmes talents et appétits. Une fois les contrôles gouvernementaux levés, la propriété individuelle restituée, les frontières ouvertes, les usines privatisées, le rationnement supprimé, et les comptes bancaires étrangers légalisés, les réseaux orientés vers les marchés, habitués à fonctionner illégalement sous l'ancien régime, se sont adaptés plus vite que n'importe quel autre groupe social.

Cela n'a pas été seulement un phénomène soviétique. Partout, de Chine en Argentine et d'Italie en Inde, ceux habitués à circuler dans le labyrinthe des contrôles officiels pour leur compte personnel ont trouvé de nouvelles sources lucratives dans le trafic mondial.

Au grand jour

Peu d'industries peuvent absorber une expansion aussi explosive sans une restructuration ou une recomposition majeure. Le commerce illicite n'est pas une exception. Il n'est plus représenté par l'une ou l'autre des images traditionnelles : le contrebandier indépendant qui passe les frontières ou le syndicat du crime organisé.

L'une des raisons est que ces figures ne possèdent plus les qualités requises. L'accélération des échanges internationaux et l'infinie combinaison des possibilités pour l'approvisionnement, le magasinage, le transport, les opérations bancaires, les transferts, les fournisseurs d'accès, les téléphones cellulaires, les comptes Internet, la sécurisation, la gestion de sociétés-écrans et la recherche d'une clientèle planétaire réclament au crime organisé des capacités qui vont bien au-delà de la zone de confort du typique mafioso. Les hiérarchies rigides avec une autorité centralisée ne sont pas à l'aise face à un marché mondial très rapide, où les occasions et les risques changent trop vite. Plus elles se rapprochent des corporations, plus la pesanteur de leurs hiérarchies et de leurs procédures retient les bandes criminelles d'optimiser leurs activités. Le nouvel environnement donne un avantage aux organisations capables de répondre et de s'adapter rapidement aux nouvelles opportunités, de changer constamment de lieux,

de tactiques, de façons et de moyens pour faire le plus d'argent possible. Finalement, le « crime organisé » lui-même est en train de changer – en devenant moins organisé dans le sens traditionnel du commandement et des structures de contrôle, et en se décentralisant davantage. Il cherche à rattraper ce que les réseaux de commerce illicite ont déjà mis en place.

Penser que certains trafiquants se spécialisent dans certains types de marchandises est également obsolète. Bien sûr, comme cela a toujours existé, un groupe ethnique particulier ou un syndicat local peut sembler contrôler le marché de l'héroïne, du travail des enfants, des kalachnikovs, des voitures volées ou des cigarettes, dans une ville ou une région particulière. Mais ce n'est que la partie apparente du système. En fait, les possibilités économiques et techniques ouvertes par la mondialisation permettent plus facilement aux trafiquants de combiner leurs produits ou de passer de l'un à l'autre, évitant ainsi d'avoir à se battre pour assurer de bout en bout une chaîne d'approvisionnement donnée. Ils ont muté en conséquence, en se focalisant sur les compétences plutôt que sur les produits. Selon la directrice adjointe du FBI, Maureen Baginski : « La spécialisation est le réseau lui-même, et sa capacité à trouver, transporter et livrer une marchandise illégale d'un pays à l'autre. La marchandise en elle-même n'a plus grande importance. »

Des industries entières – finance, informatique, spectacle, édition, voyage, laboratoires pharmaceutiques, mode – ont été modifiées par l'émergence de réseaux trafiquants qui les ont infiltrées et ont affecté leur fonctionnement et leurs résultats financiers. Citicorp et Deutsche Bank, Wal-Mart et Cartier, Microsoft et Philips, Pfizer et Nestlé, Sony et Bertelsmann, General Motors et Nissan, Tommy Hilfiger et Armani – ce sont des entreprises connues parmi

d'autres qui ne peuvent plus ignorer les défis du trafic mondial. Leurs pratiques commerciales, circuits de distribution, stratégies d'approvisionnement, usines, administration du personnel, systèmes d'information et politiques financières, tout a été atteint. Des dérapages dans la vigilance peuvent facilement se produire, même dans de grandes entreprises. En 2003, Wal-Mart, la plus grande chaîne de distribution mondiale, a été accusée par l'administration américaine d'employer dans les services d'entretien de ses magasins des immigrés clandestins de dix-huit nationalités différentes.

Le monde des affaires n'est pas le seul à avoir été atteint. Les réseaux ont aussi altéré notre environnement. Milan, Barcelone, San Diego, et jusqu'à la très pointilleuse Zurich, ont vu leur paysage urbain transformé par des constructions sauvages qui abritent des immigrés clandestins « importés » massivement par les passeurs. De Rio de Janeiro à Detroit, les trafiquants et leurs dealers occupent des quartiers entiers ravagés par la drogue et en interdisent, par des lois non écrites, l'accès public. Dans les universités américaines, chez les pauvres comme chez les riches, drogue, CD pirates, logiciels, vêtements et, dans une moindre mesure, armes de petit calibre – le trafic fait autant partie de la formation que les tableaux noirs, les livres ou le football.

Le monde en mouvement

En fin de compte, c'est le tissu de la société qui est en jeu. Le commerce illicite mondial fait sombrer des industries entières pour en favoriser d'autres, ravage ou encourage des pays, fait et défait des carrières politiques,

déstabilise des gouvernements ou leur donne des coups de pouce. A un extrême, on trouve des Etats où la contrebande, la contrefaçon, le pillage des ressources naturelles, le blanchiment sont partie intégrante de l'économie et du gouvernement. Mais les classes moyennes aisées des nations riches sont beaucoup plus liées au trafic – et à ses effets planétaires – qu'on ose le croire.

Cette transformation s'est produite en dépit du fait que partout les gouvernements – particulièrement aux Etats-Unis et dans certains pays européens – ont consacré des budgets importants pour limiter les activités criminelles. Malgré ces investissements, des lois toujours plus restrictives et une meilleure technologie, aucun gouvernement n'a pu constater un progrès significatif et durable dans sa lutte contre les réseaux trafiquants.

Le problème est d'autant plus complexe que ces réseaux sont à la fois planétaires et locaux. Leur capacité à réagir rapidement grâce leur mobilité internationale et leur profonde implantation dans les structures du pouvoir local leur donnent un énorme avantage sur les administrations qui essaient de les contenir. Les réseaux peuvent échapper aux poursuites en passant dans une autre juridiction ou en usant de leur influence politique pour se débarrasser de leurs adversaires. Ou les deux. Quand une nouvelle opportunité se présente, le réseau la saisit avec une incroyable rapidité. Sa survie dépend de son aptitude à recomposer, susciter des collaborations ou les dissoudre avec la même facilité, créer de nouveaux marchés et être toujours en avance d'un temps. Les trafiquants sont très inventifs et leur ingéniosité est nourrie par des profits difficiles à trouver ailleurs.

Dans les décennies à venir, les activités des réseaux et de leurs associés auront un impact encore plus important qu'on ne l'imagine sur les relations internationales, les stratégies de développement, la promotion de la démocratie,

les affaires et les finances, l'émigration, la sécurité planétaire, la guerre et la paix. Dans beaucoup d'Etats-nations, le personnel politique, militaire et les chefs d'entreprise préféreront défendre ces activités illicites lucratives dont ils profitent, en famille et entre amis, plutôt que d'encourager leur pays à rejoindre l'Organisation Mondiale du Commerce, à coopérer avec le Fonds Monétaire International, ou à collaborer avec les Etats-Unis ou l'ONU, ou tout autre coalition, pour régler la crise du jour. Traiter le commerce illicite mondial comme de la « contrebande », ses acteurs comme de simples « criminels » et réduire la solution à « l'application des lois » est déjà une erreur. Ces mots ne racontent que le début de l'histoire. C'est cela, mais aussi bien plus. Bientôt, le commerce illicite mondial sera plus vaste et plus complexe, et ces catégories de moins en moins adéquates pour cerner la nature d'un phénomène qui changera le monde de mille façons.

Un de ces effets se fait déjà sentir. Le terrorisme international, comme nous commençons à le comprendre, suit les traces du commerce illicite international, en utilisant les outils et ressources de la nouvelle économie globale, pour se fondre dans les villes et les pays, et se cacher sous nos yeux. Depuis le 11 septembre (et même avant), les cellules terroristes découvertes de Manille à Hambourg et de Londres au New Jersey utilisent le commerce illicite pour subvenir à leurs besoins et trouver les fonds nécessaires à leurs activités. Il est impossible de comprendre les outils, les tactiques et les possibilités des terroristes sans comprendre également ceux que les réseaux trafiquants mondiaux ont mis en place les premiers. Bien sûr, vus séparément, le risque d'une attaque suicide avec des armes de destruction massive dans une ville très peuplée et des tonnes de cocaïne ou des conteneurs de CD pirates envahissant le marché, se situent à des degrés de gravité com-

plètement différents. Mais notre propension à les voir séparément fait aussi partie du problème.

Le terrorisme international, la prolifération d'armes terrifiantes, la reconnaissance de « régimes voyous », l'embrasement, la persistance de guerres régionales et la violence ethnique, les menaces sur l'environnement, la stabilité du système financier planétaire, les inquiétantes pressions et les aspirations de l'émigration internationale – tout cela trouve son issue, sa manifestation et souvent sa substance dans le commerce illicite. Quand on commence à les chercher, on en voit des exemples partout. Les problèmes de l'Afrique de l'Ouest, de l'Asie centrale ou des Balkans – pour ne citer qu'eux – ne peuvent être compris sans considérer combien les trafiquants pèsent sur leur vie politique et économique. Peut-on comprendre le comportement de la Chine ou de la Russie, deux des pays les plus importants pour l'avenir de l'humanité, sans considérer l'énorme influence du commerce illicite mondial sur les décisions prises par leurs gouvernements ? Une entreprise commerciale légitime de dimension internationale peut-elle décider d'une stratégie sans prendre en compte l'impact des trafiquants ? La démocratie peut-elle survivre dans des pays où les réseaux criminels sont les acteurs politiques les plus puissants ? Bien sûr que non. La surprise est de voir combien il a été facile aux politiciens, stratèges militaires, journalistes et universitaires de négliger ou d'ignorer cette réalité.

Le nirvana des trafiquants ?

A sa façon brutale et sordide, le commerce illicite nous indique vers quoi tend la mondialisation. Nous pouvons

tant apprendre des innovations des trafiquants que nous finirons peut-être par devenir aussi malins qu'eux.

Mais la réalité nous montre que nous sommes encore loin du compte. Pour l'instant, ce sont les trafiquants qui gagnent : il leur est plus facile de créer, organiser, dissimuler et ils ont appris à tirer le maximum d'avantages des nouvelles possibilités. Ils sont souples, réactifs et rapides : aucun itinéraire n'est trop complexe, aucune date de livraison trop proche. Les trafics de drogue, d'armes, d'êtres humains, les contrefaçons, le blanchiment et toutes les activités illicites précédemment évoquées ont leur propre histoire et leur propre dynamique. Mais ils ont tous en commun cette transformation et ils convergent – il devient plus difficile de les distinguer les uns des autres dans leur conception et dans la pratique, et il est tout aussi difficile de les distinguer de l'économie légitime.

La mondialisation serait-elle le nirvana du trafiquant ? Pour l'instant, on aurait tendance à répondre oui. Après tout, nous l'avons souhaité : ce qui réussit si bien au commerce illicite est le résultat de politiques délibérées, tendant vers l'intégration mondiale, les libres économies et les sociétés ouvertes. On ne devrait donc pas s'étonner que le commerce légal et le trafic grandissent main dans la main, et qu'un pouvoir confié à des individus ou à des groupes provoque des changements des deux côtés de la loi.

Mais regardons d'un peu plus près : Pourquoi ? Pourquoi le commerce légal ne l'a-t-il pas emporté sur l'illégal ? Pourquoi nos valeurs démocratiques n'ont-elles pas condamné les trafiquants et éduqué leur clients ? Pourquoi l'innovation technologique n'a-t-elle pas aidé la justice à tomber sur le dos des méchants, une fois pour toutes ? Et où allons-nous comme ça ?

Suivons les pistes.

CHAPITRE 3

Armes légères et armes nucléaires en liberté

Le monde opaque du commerce souterrain du nucléaire s'est révélé au cours d'une opération de livraison qui a mal tourné. Un jour d'octobre 2003, des navires de guerre allemands et italiens ont abordé dans l'est de la Méditerranée un cargo suspect. Le *BBC China* se dirigeait vers la Libye après avoir chargé sa marchandise dans le port de Dubaï, dans les Emirats arabes unis. Les nombreux services secrets qui avaient enquêté pendant des mois soupçonnaient une autre sorte de cargaison que le laconique « équipement industriel » indiqué sur le manifeste. Et en effet, après avoir escorté le *BBC China* jusqu'au port de Tarente pour vérifier son fret, les Italiens ont découvert ce qu'ils suspectaient : des éléments d'assemblage d'une centrifugeuse, plus spécifiquement une centrifugeuse nucléaire conçue pour l'enrichissement de l'uranium en isotope 235 – la matière première des bombes atomiques.

Les enquêteurs savaient que l'expédition du *BBC China*

(qui, en dépit de son nom, était enregistré en Allemagne par une compagnie de navigation du port de Leer) faisait partie d'une série de livraisons effectuées pour le compte d'un réseau clandestin incarné à Islamabad, au Pakistan, par Abdul Qadeer Khan. Pratiquement inconnu du reste de la planète, le « Dr A.Q. » était très populaire et respecté dans son pays, une sorte de héros national. L'élégant métallurgiste de soixante-huit ans était rien moins que l'architecte du programme nucléaire pakistanais, le « père de la bombe islamique », la fierté de la nation. Mais à l'insu des Pakistanais, en évitant toute publicité internationale, les experts chargés de contrôler la prolifération des armes de destruction massive se sont longtemps intéressés à Khan. Pour cette petite communauté professionnelle d'analystes et d'espions, Khan était beaucoup plus qu'un savant en semi-retraite, se reposant sur ses lauriers de patriote. Il apparaissait à présent bien différent, plus banal peut-être mais aussi beaucoup plus sinistre : un homme d'affaires faisant l'import-export d'un produit éminemment singulier.

Un réseau commercial international compliqué séparait Khan de ses clients. L'expédition de la centrifugeuse en Libye, par exemple, impliquait des sociétés et des individus d'au moins une demi-douzaine de pays européens et asiatiques. Une société d'équipement malaise, la Scomi, avait fourni les composants sous la supervision d'un ingénieur suisse qui dirigeait la fabrication tout en gardant la mainmise sur les plans. Les éléments avaient été acheminés vers Dubaï sous la responsabilité d'une firme, Gulf Technical Industries, qui appartenait à un tandem père et fils, les Anglais Peter et Paul Griffin. L'intermédiaire clé, un Sri-Lankais du nom de B.S.A. Tahir, partageait son temps entre Dubaï et la Malaisie. A Dubaï, il utilisait les services informatiques de la SMB Computers, société qu'il

avait fondée avec son frère. En Malaisie, il était un ami proche des deux propriétaires de la société d'investissement qui contrôlait la Scomi. Et parent par alliance de l'un d'entre eux, il avait fait récemment partie avec sa femme malaise du conseil d'administration de la société. (L'autre propriétaire, Kamaluddin Abdallah, était le fils d'Abdallah Badawi, le nouveau Premier ministre malais.) Tahir avait passé commande de la centrifugeuse pour le compte de son prétendu acheteur à Dubaï.

Le nom de Khan fut associé à la transaction. Les plans de la centrifugeuse correspondaient exactement aux plans qu'il avait fournis au Pakistan. Griffin Père avait fait des affaires – officielles – avec Khan des années auparavant sous l'égide du Programme nucléaire du Pakistan. Et le Suisse qui conservait les plans était lui-même le fils d'un autre ingénieur, qui avait la même spécialité que Khan, et avait, semblait-il, reçu la même formation en Europe dans les années 1970. Tous ces éléments révélaient un réseau serré construit à la fois sur des intérêts financiers et des relations personnelles. Et surtout, les services secrets étaient persuadés que Tahir et Khan étaient de proches collaborateurs : Tahir, l'agent commercial clé du réseau, et Khan, non seulement son moteur scientifique, mais la source de l'esprit d'entreprise et du sens aigu des affaires qui présidaient à ces opérations.

L'affaire de la centrifugeuse n'était pas un incident isolé. Les enquêtes des services secrets, auxquelles la Libye collabora pour rentrer dans les bonnes grâces des Occidentaux, révélèrent un trafic complexe, qui durait depuis des années, d'équipements et de compétences nécessaires à la conception et l'assemblage d'une bombe nucléaire. La liste des clients était inquiétante : en plus de la Libye, elle comprenait de son propre aveu l'Iran, et apparemment la Corée du Nord, malgré les dénégations véhémentes de

Pyongyang. Il y avait lieu de se demander qui pouvaient être les autres clients. De plus, les origines des marchandises étaient à peine dissimulées. Parmi les pièces fournies par la Libye se trouvaient des documents écrits en chinois, qui laissaient peu de doute sur leur provenance. Certains équipements industriels étaient étiquetés « KRL », du nom des laboratoires de Khan (Khan Research Laboratories). Les Libyens livrèrent des liasses de plans de la bombe dans leur emballage d'origine : des sacs en plastique pour vêtements « Good Looks Tailors », avec une adresse à Islamabad. Selon un haut fonctionnaire américain, le rôle de Khan dans la déstabilisation du XXI^e^ siècle pourrait avoir le même impact que ceux de Hitler et de Staline au XX^e^.

Après sa découverte, le réseau de A.Q. Khan est peut-être devenu le plus visible, mais il n'est certainement pas le seul à trafiquer du nucléaire pour son propre compte. Les profits potentiels à tirer de cette soif mondiale de savoir-faire et d'équipements nucléaires nécessaires à la fabrication d'une bombe sont beaucoup trop tentants. Son homonyme Humayun Khan, également citoyen pakistanais, a su lui aussi repérer cette opportunité – bien qu'apparemment ils ne soient pas apparentés. « Humayun Khan fait du marché noir. Il est impliqué dans un trafic d'armes nucléaires, et une fois que les choses auront été démêlées, nous verrons apparaître un réseau aussi important que celui de A.Q. Khan », a déclaré un fonctionnaire du Secrétariat au Commerce américain à l'occasion des poursuites fédérales engagées en 2005 contre M. Khan *bis*. Une fois encore, ce que les enquêtes ont révélé est étrangement ressemblant : une opération globale couvrant différents pays – le Pakistan, l'Afrique du Sud, les Emirats arabes unis et les Etats-Unis – menée par une équipe multinationale qui, cette fois-ci, comprenait l'associé de

M. Khan, l'Israélien Asher Karni. Les clients avaient deux choses en commun : ils voulaient la technologie nucléaire et ils étaient prêts à payer les trafiquants très cher pour l'obtenir. Une fois de plus, c'était au nom du profit et non de la politique qu'on jouait.

Le supermarché atomique du Dr Khan a peut-être fait les gros titres, mais le commerce des composants nucléaires n'est qu'un secteur particulier du prolifique marché international des armes illicites : surplus de mines et de grenades, lance-missiles d'occasion, contrefaçons de fusils d'assaut AK-47, hélicoptères armés recyclés, sans parler des milliards de munitions et même des hommes – pilotes, instructeurs et combattants – qui passent d'un conflit à l'autre sans se préoccuper des lois internationales, des embargos, des frontières, de la politique ou de l'éthique. Tous ces surplus militaires et services qui ont proliféré sur le marché avec la fin de la guerre froide ont répondu à une explosion de conflits locaux, d'insurrections, de guerres civiles et de toutes sortes d'entreprises criminelles armées. Bien sûr, l'apparition soudaine de tous ces stocks n'a pas par elle-même provoqué ces guerres. Mais l'accès relativement facile à de grandes quantités d'armes a certainement galvanisé l'imagination et les ambitions de gouvernements et de groupes qui sans elles auraient été peu enclins à déclencher une guerre. Insurgés, mouvements de guérilla, bandes de criminels et les gouvernements qu'ils menaçaient y découvraient de nouvelles possibilités. La guerre est envisageable et intéressante quand des armes sophistiquées à bas prix offrent une chance de victoire.

Mais qu'y a-t-il là de *vraiment* nouveau ? Le commerce des armes date de la nuit des temps, la contrebande a toujours été une composante essentielle du marché. Qu'est-ce qui a changé ?

En un mot : tout.

A commencer par la composition du marché : un commerce, autrefois dominé par les gouvernements qui faisaient des achats massifs à d'autres gouvernements ou à leurs propres industries d'armement d'Etat, est maintenant conduit et déterminé par de nombreux réseaux d'intermédiaires plus importants et des milliers de nouveaux producteurs indépendants. Les liens entre producteurs, financiers, courtiers et clients sont fluides, mondiaux et insaisissables. Comme toujours, les courtiers se montrent extrêmement ingénieux, ont des attaches politiques et sont très riches. Cependant, ils ne représentent plus à présent un petit club exclusif de voyous, mais une vaste communauté mondiale de trafiquants. Par milliers, ils produisent, achètent, échangent, financent et vendent à des entreprises et des agences qui ne sont plus sous le contrôle direct des gouvernements. Beaucoup de ces nouveaux venus ne possèdent même pas une nationalité déterminée – ou alors ils en ont plusieurs parmi lesquelles ils peuvent choisir. Beaucoup sont de ce fait apatrides.

Alors que le commerce illicite des armes compose et recompose, il se mêle à d'autres commerces illégaux, soutenant aussi bien des actions criminelles ordinaires que des actions terroristes. Et, alors que sonne le glas, que des menaces terrifiantes risquent de devenir des réalités, les gouvernements se retrouvent pris dans un jeu où les dés sont pipés.

Les affaires sont les affaires

Pourquoi l'a-t-il fait ? Qu'est-ce qui pouvait pousser A.Q. Khan – un héros national, l'homme le plus décoré de son pays – à mettre en jeu sa réputation et encourir

l'opprobre général en organisant un trafic des armes les plus meurtrières ? C'est sûr, il n'y avait pas que de l'idéologie. Oui, construire une « bombe islamique » et faire pencher la balance du pouvoir, national ou mondial, était une des motivations de Khan. Mais gagner d'énormes sommes d'argent, pour lui-même, ses acolytes et ses complices haut placés dans les gouvernements pakistanais ou autres, valait autant pour Khan qu'un motif géopolitique ou idéologique.

De fait, la liste des clients de Khan – dont la non islamique Corée du Nord – et la plupart de ses méthodes commerciales montraient que l'honneur musulman n'était pas vraiment son principal souci. Il résidait plutôt dans son capital immobilier constitué au cours des années, avec des villas un peu partout au Pakistan et des appartements à Londres. Il possédait un restaurant à Islamabad, un bowling, et, curieusement, un hôtel luxueux à Tombouctou, au Mali, auquel il a donné le nom de sa femme hollandaise. (Des éléments décoratifs pour l'hôtel avaient été transportés en Libye par des avions militaires pakistanais, puis convoyés par route à travers le Sahara.) Le comportement de Khan était celui du riche homme d'affaires corrompu. Il dirigeait son centre de recherches subventionné par l'Etat, Khan Research Laboratories, en distinguant peu les caisses de l'institution de ses propres finances. Il établissait des contrats préférentiels pour ses proches et amis. Il avait ses œuvres de bienfaisance consacrées à l'éducation et à la santé. Omniprésent dans les cercles mondains, il peaufinait son image en faisant des donations, ou en créant l'événement avec le cortège de ses voitures personnelles.

En un mot, Khan l'avait fait pour l'argent. L'immobilier a étouffé l'idéologie. L'avidité a absorbé la géopolitique. Khan était passé de l'ingénieur à l'entrepreneur en se trouvant une niche. Il avait profité d'une opportunité rare,

presque accidentelle – son rôle de dépositaire du programme nucléaire du Pakistan –, pour se procurer une nouvelle source de revenus. A cette fin, il utilisa tous les moyens de l'homme d'affaires, ses relations, les liens qu'il avait établis depuis des décennies comme jeune ingénieur en Europe et ses contacts haut placés, facilement convaincus par sa stature d'homme public. Il avait identifié une source au fort potentiel : les « Etats voyous », et peut-être d'autres groupes sans accès au nucléaire à cause des lois de non-prolifération. Il trouva sans peine des partenaires pour tous les postes essentiels : fabrication, transport, finance. Et il incorpora astucieusement ses transactions à des affaires commerciales internationales courantes, mêlant ses produits à des marchandises d'origine licite dans des cargaisons ordinaires et les faisant livrer par des circuits très complexes d'intermédiaires.

Souplesse, opportunisme : le réseau Khan s'est parfaitement servi des atouts de l'époque, facilité à créer des sociétés-écrans dans des juridictions complaisantes, flexibilité des systèmes de communication et de transport, et – surtout – rapidité et anonymat des transferts financiers internationaux. (Les vieilles méthodes ont aussi été utilisées : les enquêteurs se sont émerveillés du talent avec lequel les intermédiaires de Khan effaçaient leurs traces.) Cette utilisation parfaite du marché montre la différence entre les activités du réseau et celles d'un Etat – même un Etat comme le Pakistan, où Khan avait visiblement des protections, des partenaires, des complices et, probablement, une retraite sûre. Le gouvernement de son pays faisait simplement partie de son environnement commercial : il savait, comme tout homme d'affaires avisé, à la fois l'importance et l'art d'acheter l'approbation de l'administration en traitant avec les individus clés du système : les juges, les généraux, les ministres. Empêché

par les accords internationaux, les frontières et sa propre bureaucratie, le Pakistan ne pouvait, en tant qu'Etat, permettre la prolifération d'armes nucléaires. Mais libre d'opérer sur le marché mondial, un savant pakistanais devenu homme d'affaires avait la possibilité de recruter pour son réseau, avec contrepartie, des protecteurs officiels. Tout ce qu'il fallait, c'était un entrepreneur et une opportunité. Naturellement, enrober ces activités de géopolitique, d'idéologie, de souveraineté nationale et d'Islam donnait une « plate-forme de marketing » parfaite pour les justifier aux yeux de qui voulait savoir – ou avait besoin de se cacher.

Cette combinaison de rôles privé et public – créée pour des raisons de profit et non de politique générale – était une réalité bien plus subtile que le vocabulaire brutal « des alliés dans la guerre contre le terrorisme » versus « les Etats voyous » ne pourrait jamais décrire. Le Pakistan, semblait-il, était simultanément les deux, ou peut-être aucun des deux. Khan et ses associés n'étaient ni un Etat ni un régime, mais un réseau commercial avec des ramifications très étendues qui recouvraient plus d'un pays. Quant aux tristement célèbres armes de destruction massive, qu'elles aient été ou non dissimulées dans les abris d'un Etat mal intentionné, une chose était certaine : elles étaient en liberté, cachées sous nos yeux, dans le tumulte du marché planétaire.

Mais l'histoire de A.Q. Khan n'est pas simplement celle d'un commerce. C'est aussi une histoire de politique, dans laquelle l'intérêt national d'un Etat souverain se trouve inextricablement lié aux motifs criminels d'une clique, qui s'empare d'une partie des pouvoirs du gouvernement dans l'intérêt d'une entreprise illicite. Elle montre aussi comment des organisations occultes et criminelles peuvent retourner des intérêts géostratégiques à leur avantage. Un

membre de la commission d'enquête sur le 11 septembre m'a déclaré : « Le gouvernement américain possédait depuis longtemps des informations sur A.Q. Khan. » Mais, a-t-il complété, « on a pensé que mettre fin à ses activités déstabiliserait le régime de Moucharraf. Les Etats-Unis avaient besoin de l'aide du Pakistan pour l'invasion de l'Afghanistan et la capture d'Oussama Ben Laden. Il leur était difficile de demander l'arrestation et la condamnation de leur héros national ».

Khan et ses complices dans le gouvernement pakistanais savaient cela. Husain Haqqani, longtemps conseiller de plusieurs Premiers ministres pakistanais, m'a dit que Khan et ses partenaires « sentaient qu'ils pouvaient être des nationalistes agissant pour l'Etat le matin et des hommes d'affaires internationaux voyous l'après-midi – et que personne ne toucherait à eux. Ils savaient que les Américains savaient et ne pouvaient rien contre eux ».

Prêt à tout

Appelons-le le facteur de la peur : ce concept d' « armes de destruction massive » a une résonance spéciale, sinistre, avec des images de scientifiques malfaisants en train de concocter des formules abominables dans leurs laboratoires au fond de bunkers souterrains. Mais le cas du Dr Abdul Qadeer Khan, marchand d'armes, était spécial parce que sa ligne de produits appelait le secret absolu, et une fois exposée, suscitait, et pour cause, de grandes craintes. En fait, Khan faisait partie d'une fraternité internationale de trafiquants d'armes d'une nouvelle sorte : des entrepreneurs individuels, sans pitié mais talentueux, opérant à travers un réseau complexe et secret qui saisis-

sait toutes les occasions. Dans l'ordre rigide mondial de la guerre froide, c'étaient des organismes importants, liés à l'Etat, qui avaient gagné la peu flatteuse appellation de « marchands de mort », des géants militaro-industriels du nom de Lockheed, Dassault, Bofors, ou Northrop Grumman. Les courtiers et intermédiaires se tenaient dans l'ombre, prêts à graisser la patte, faciliter un accord, ou envoyer une cargaison vers une obscure destination. Mais le commerce des armes aujourd'hui ne ressemble plus à ça. Les jongleries – envoyer des fusils à des rebelles et des insurgés, malgré les embargos, en se mettant à l'abri des lois – se sont multipliées. Et avec elles, des opportunités pour une nouvelle classe de décideurs, de négociateurs qui ont renoncé aux structures lourdes des Etats et des corporations pour la liberté et la flexibilité du nouveau marché mondial.

Le style de vie, bien sûr, n'est pas pour tout le monde, quoiqu'il ait ses moments agréables. Quand, par exemple, Leonid Minin, 52 ans, a été finalement arrêté en août 2000 dans la banlieue de Milan, il était en la galante compagnie de quatre jeunes femmes, le nez dans cinquante-huit grammes de cocaïne. Il avait aussi dans ses bagages des diamants et des grandes quantités de devises étrangères, même celles de l'île Maurice. Et des passeports, établis sous différents noms, de différents pays dont Israël, la Russie, l'Allemagne et la Bolivie. Son dossier criminel, avec des enquêtes en cours dans cinq pays, couvrait l'Europe sur trente ans pour rackets, usurpations d'identité, trafics de drogue, d'armes et blanchiment d'argent.

Le trafic le plus lucratif de Minin, son préféré, était celui, plus récent, des armes – particulièrement deux livraisons de missiles, lance-grenades M93 et lance-roquettes et au moins cinq millions de munitions, destinées au RUF (Revolutionary United Front), la violente armée rebelle de

Sierra Leone, bien connue pour systématiquement tailler à la machette les bras des civils. Selon un rapport de l'association des journalistes d'investigation ICIJ (International Consortium of Investigative Journalists), Minin avait passé commande à une firme appelée Aviatrend, appartenant à un certain Valery Cherny ; lequel avait acheté les armes à des fabricants en Ukraine et les avait expédiées depuis la Bulgarie en deux fois, un envoi dans un Antonov 124 ukrainien affrété par une compagnie de transports britannique, l'autre dans l'Antonov BAC-111 personnel de Minin. Les certificats officiels qui identifient la destination finale des cargaisons d'armes – et sans lesquels les fabricants ne peuvent pas vendre – indiquaient la Côte-d'Ivoire et le Burkina Faso. Mais elles furent envoyées en fait au Liberia, où le RUF possédait une base arrière qui lui permettait de contourner sans difficulté l'embargo des Nations unies.

Minin avait organisé l'opération en dissimulant son financement par l'achat d'équipement pour l'industrie du bois – sans difficulté car Minin, proche des gens du régime de Charles Taylor, notamment du fils du Président, possédait très opportunément une exploitation de bois tropicaux au Liberia. Les Libériens payaient pour le RUF ; Minin réglait Aviatrend par un virement de sa banque en Suisse à celle de Cherny à Chypre. Pour un montage financier de trafic d'armes, celui-ci était relativement simple ; il n'a pas nécessité une kyrielle de lettres de crédit, pas de contrats secrets, « interne » et « externe », montrant deux structures différentes pour le même marché. Mais il a été très classiquement accroché à des transactions de sociétés légales, a franchi plusieurs frontières et concerné suffisamment de juridictions pour se transformer en un sacré casse-tête. En fait, ce n'est pas cette opération qui a fait tomber Minin, mais plus prosaïquement son goût pour la

gaudriole. Il a fallu quelque temps pour que l'homme d'affaires minable arrêté pour usage de drogue dans un hôtel de la banlieue de Milan et la fripouille internationale recherchée par de nombreux services secrets soient identifiés comme étant une seule et même personne.

La capture de Minin illustre bien le côté hasardeux, le manque de coordination de la loi face à la montée en puissance des nouveaux trafiquants d'armes. Cela montre aussi que la structure en réseau, décentralisée, de leurs transactions, permet à un grand nombre d'acteurs de s'évanouir dans la nature quand un de ses membres important est arrêté. Cela a été le cas pour un autre trafiquant des années 1990, le Belge Jacques Monsieur, arrêté à Istanbul en 2002, et ses nombreux complices, correspondants et homologues disparus quelque part en France, en Belgique, en Iran, dans les deux Congos et sans doute ailleurs. Certains étaient protégés : Monsieur, qui a aidé l'Iran à acheter des armes peu de temps après la révolution en 1979, avait mis à profit ses liens solides avec Téhéran par une affaire lucrative de recyclage d'armes iraniennes dans des pays africains sous embargo. Pour alimenter en 1997 le régime de Lissouba au Congo, Monsieur avait traité avec le réseau africain occulte de la société d'Etat pétrolière française Elf. Celle-ci avait aménagé pour Lissouba une structure financière permettant l'achat, pour 61,3 millions de dollars, d'armes légères en Iran et d'hélicoptères accompagnés d'une quarantaine de techniciens en Russie. (Lissouba ayant malgré tout perdu la guerre civile, Monsieur s'est retrouvé en position très délicate vis-à-vis de ses fournisseurs.) Mais d'autres pièces du puzzle restent un mystère complet – dont, et non des moindres, l'identité d'un certain « CH » inscrit comme étant le principal bénéficiaire des versements effectués au réseau de Jacques Monsieur.

Mais la palme de ce nouveau trafic d'armes revient sans conteste à Victor Bout, qui personnifie la nouvelle version du « marchand de mort ». Né en 1967, Bout est un vétéran teigneux qui, jeune pilote démobilisé à la chute de l'Union soviétique, a vu là une juteuse opportunité de reconversion. Agé d'une vingtaine d'années, Bout commence par acheter d'anciens avions-cargos soviétiques – des Iliouchines et des Antonovs, bruyants, robustes et adaptés à des conditions difficiles. Avec une flotte qui se monte à une soixantaine d'appareils immatriculés dans différents pays à la législation tolérante – Ukraine, Liberia, Swaziland, République centrafricaine, Guinée-Equatoriale – il monte un réseau de compagnies-écrans, fictives, et de filiales, d'une intelligence et d'une complexité assez fascinantes.

Ces sociétés ont servi de couverture à une suite extraordinaire d'opérations. Partant de petits aéroports comme Ostende en Belgique, Burgas en Bulgarie et Pietersburg en Afrique du Sud, les appareils ont transporté des cargaisons d'obus de mortier, fusils d'assaut, lance-roquettes, missiles antitanks et antiaériens, et des millions de minutions pour le mouvement rebelle angolais, l'UNITA. Il a alimenté le RUF et les milices hutus du Rwanda basées à l'est du Congo. Les Antonovs de Bout étaient vus sur des terrains d'aviation dans des endroits comme Khartoum, la capitale du Soudan, embarquant des « boîtes vertes » – connues pour être des conteneurs d'armes légères – à peine déchargées d'autres avions, avant de s'envoler vers des destinations inconnues. Au retour, ils rapportaient des diamants des zones de guerre civile – les honteux « diamants de conflit ». Il a aussi transporté des cargaisons plus anodines, des légumes frais, des poissons surgelés d'Afrique, et même des soldats français au Congo et des Casques bleus des Nations unies au Timor. Le transporteur aérien Bout est prêt à tout.

Poursuivi en certains lieux, Bout s'est arrangé pour prendre toujours les devants, fermer et recréer ses sociétés-écrans, immatriculer à nouveau ses appareils et transférer sa base personnelle d'opérations en changeant constamment de pays. En 1993, ses avions partaient de Sharjah, dans les Emirats arabes unis. Une base pratique d'où il pouvait servir des clients particulièrement délicats, les talibans. Le premier contact de Bout avec la milice afghane ne fut pas très plaisant : un avion charter qui livrait des armes israéliennes venant d'Albanie au gouvernement afghan de Burhannudin Rabbani avait été intercepté et détenu par les talibans pendant l'année 1995-1996. En négociant avec le mollah Omar pour la libération de l'avion et de son équipage, Bout s'est dit qu'il serait intéressant de rester en contact ; quand les talibans ont pris le pouvoir en 1998, Bout s'est chargé de la maintenance de la flotte aérienne afghane et a ouvert de nombreux vols hebdomadaires entre Kandahar, la base taliban, et sa propre base dans les Emirats arabes unis – opportunément, un des rares pays à avoir reconnu le nouveau régime. Les armes qu'il transportait – pour un bénéfice estimé à 50 millions de dollars – étaient destinées en partie à al-Qaïda.

Début 2002, le réseau de Bout s'est trouvé sous la pression grandissante des enquêtes lancées un peu partout, aggravée par l'inquiétude née des attentats terroristes du 11 septembre 2001. L'associé de Bout, Sanjivan Ruprah, un Kenyan d'origine asiatique, qui le représentait dans beaucoup de ses marchés africains, est arrêté en Belgique en février. Peu après, les Belges lançaient un mandat d'arrêt contre Bout lui-même et une recherche par Interpol. Mais Bout, semble-t-il, n'en fut pas perturbé. A ce moment-là, il avait déjà quitté les Emirats et était de retour chez lui, à Moscou, où les autorités ont refusé de l'arrêter. Le jour où la police russe déclarait qu'il était peu probable

qu'il soit sur le territoire russe, Bout, débarqué impromptu dans une station de radio moscovite, clamait son innocence sur les ondes. Quelques journalistes occidentaux ont réussi depuis à l'interviewer à Moscou, mais toujours dans des conditions rocambolesques. Il rejette formellement toutes les accusations. Bout, qu'on a baptisé le Bill Gates ou le Donald Trump du trafic d'armes, préfère se décrire comme un simple transporteur aérien, un homme d'affaires ordinaire qui veut réussir.

Jusqu'à présent, Bout a montré qu'il était doué pour en trouver les moyens. En 2004, ses compagnies et d'autres qui semblent avoir avec elles des liens étroits sont apparues sur les aéroports irakiens, comme sociétés sous-traitantes et sous-sous-traitantes de compagnies US réglant la logistique pour l'armée américaine et les autorités d'occupation. Les énormes besoins en transport des opérations en Irak, dont une partie est assurée par des sociétés privées, lui ont permis de profiter du budget militaire d'un pays qui l'avait inscrit sur sa liste noire. Le directeur d'une société de son réseau a raconté à un journaliste du *Los Angeles Times* qu'on lui avait donné une carte pour faire le plein d'essence gratuitement dans les postes militaires américains. Les temps sont si compliqués qu'il ne faut s'étonner de rien : « On a ce qu'on mérite », a dit un officier à des reporters. Dans ce cas, Bout a peut-être encore trouvé une nouvelle façon pour rentrer en grâce.

Un rêve d'intermédiaire

Jouant à la fois les rôles de courtier et de transporteur, Victor Bout ne craint plus rien. C'est la meilleure position pour gagner de l'argent dans un marché complètement

transformé depuis 1990. Les sources des armes se sont décentralisées, et même éparpillées. La demande également. Les « Etats voyous » et les mouvements rebelles ont déstabilisé des régions entières, provoquant une concurrence entre des trafics locaux et des embargos qui, s'ils n'empêchent pas grand-chose, font grimper les prix et les profits. En somme, un rêve d'intermédiaire.

La production des armes n'a pas vraiment progressé, du moins en volume. Les énormes budgets attribués à la défense pendant la guerre froide se sont considérablement réduits dans les années 1990, et avec eux l'achat d'avions de combat, de missiles et de tanks. Malgré une utilisation beaucoup plus ordinaire – pour le maintien de l'ordre, la sécurité, le tir sportif ou les conflits – on ne fabrique pas plus d'armes de petit calibre qu'il y a dix ans. Les meilleures estimations (c'est une science particulièrement inexacte) de la production d'armes de petit calibre et d'armes légères – pour une utilisation individuelle ou en équipe, des fusils aux mitrailleuses et aux lance-grenades ou lance-missiles portatifs – tournent autour de 8 millions d'unités par an. Les sept huitièmes sont des armes à feu destinées aux civils, fabriquées et vendues aux Etats-Unis, le million restant étant des armes militaires. Au moins dix milliards de munitions pour armes militaires sont également produites par an.

Les agrégats trompent parfois ; ceux-ci spécialement. La fabrication d'armes est peut-être stable, mais elle est loin d'être stagnante. En fait, l'industrie s'est réorganisée, en réalisant à la fois des fusions et des décentralisations. En 2003, la Russie a créé une holding d'Etat appelée CAST pour absorber tous les fabricants d'armes de petit calibre. En 1998, ce sont des fabricants de munitions scandinaves qui ont formé Nammo AS. En 2002, le Suisse RUAG et l'Allemand Dynamit Nobel ont fusionné en RUAG Am-

motec. Ces nouveaux noms complètent la liste des grands fabricants – Sturm Ruger, Remington, Smith & Wesson, Colt, Beretta, le Chinois Norinco et l'Israélien IMI. Cependant, même si cela représente moins de grandes compagnies, il y a maintenant beaucoup plus de petites industries qu'avant. Officiellement, en 2004, les armes de petit calibre étaient produites par 1 249 corporations se répartissant sur quatre-vingt-dix pays. L'activité la plus intense se situe en Europe de l'Est et en Asie, mais la tendance est mondiale.

Les intérêts tant du point de vue commercial que technologique aident à comprendre cette prolifération. Les techniques de fabrication des armes de petit calibre ayant peu changé ces dernières décennies, il est relativement simple d'installer des unités de production là où la main-d'œuvre est moins chère et d'y transférer le savoir-faire. Les octrois de licence sont en hausse, la contrefaçon encore plus, et une longue liste de pays qui s'industrialisent s'y mettent. L'usine MKEK turque et la Pakistan Ordnance Factory (POF), par exemple, fabriquent sous licence des fusils d'assaut et des mitraillettes Heckler & Koch d'Allemagne. Il n'y a pas de petits bénéfices. Ces armes Heckler sous licence peuvent ainsi être vendues à des pays à qui les lois allemandes actuelles interdisent l'export direct. Le transfert illégal de technologie est aussi très répandu. En 2002, la police a fermé à São Paulo, au Brésil, un atelier techniquement bien équipé qui produisait environ cinquante contrefaçons de mitraillettes par mois. Les organisations rebelles et criminelles fabriquent au moins une partie de leur propre arsenal. Et quoique le terme « fabrication artisanale » évoque un équipement grossier et peu fiable, parfois assemblé de façon fantaisiste, cette image paraît de plus en plus obsolète. De l'indigne et très fréquenté bazar de Darra Adam Khel au

nord-ouest du Pakistan aux plus surprenants marchés comme le Ghana – qui, en dépit de son image pacifique, est devenu un fournisseur d'armes important, bien que non officiel, de l'instable Afrique de l'Ouest –, la production artisanale s'est rapidement mise dans le coup. Il y a maintenant au Ghana 2 500 petites et moyennes entreprises qui offrent des copies d'armes d'assaut modernes qui fonctionnent très bien, ou des pistolets de pacotille pour six dollars pièce.

Le facteur le plus important qui a galvanisé la fourniture d'armes illicites depuis la fin de la guerre froide est sans doute la transformation de l'ancien bloc soviétique et son impact sur ses manufactures d'armes. Pratiquement chaque pays d'Europe centrale et de l'Est a ses usines pour la fabrication d'armes de petit calibre, la plupart datant de la guerre froide et des beaux jours du complexe militaro-industriel, mais d'autres, comme Ceska Zbrojovka de la République tchèque et Sellier & Bellot, ont une histoire précommuniste prestigieuse. Comme d'autres, ces industries, désormais trop importantes et souvent inefficaces, ont dû faire face dans les années 1990 à une diminution drastique des budgets de défense de leurs clients traditionnels. Avec les problèmes classiques – personnel pléthorique, lourdes obligations sociales vis-à-vis de la cité ouvrière attachée à l'entreprise et autres – aggravés par la perspective d'une privatisation ou d'une fermeture. Elles se sont donc tournées vers les marchés extérieurs, parfois avec l'accord officiel du gouvernement, parfois à leur initiative. En 2001, 8 % des armes de poing et 20 % des fusils importés aux Etats-Unis provenaient de cette région, y compris plus de 40 000 armes à feu de République tchèque, autant de Roumanie. La même année, arrivaient également aux Etats-Unis les premières armes à feu provenant de Pologne, de Serbie et d'Ukraine. Mais cette

forte tendance à l'exportation signifie aussi que certaines firmes d'Europe de l'Est ne sont pas très regardantes quand il faut fournir des clients douteux – des pays ou des mouvements sous embargo, ou quiconque représenté par un courtier.

Un marché d'occasion très actif s'est constitué, pour les mêmes raisons, avec les rebuts et les surplus des armées de terre et de l'air de l'époque communiste, maintenant éparpillés dans toute l'Europe de l'Est et dans tous les ex-pays satellites de l'Union. En 2002, des enquêteurs de l'ONU ont révélé que six avions-cargos avaient livré au Liberia, alors sous embargo, 210 tonnes de surplus de l'armée yougoslave, dont 350 lance-missiles, 4 500 fusils automatiques, 6 500 grenades et des millions de munitions. L'armée yougoslave avait vendu le matériel par l'intermédiaire d'une société de Belgrade, la TEMEX, et toute une série de courtiers l'avait relayée sous le couvert d'un faux certificat d'usage indiquant le Nigeria comme client final.

Un autre déluge de taille d'armes légères provenant d'un arsenal gouvernemental s'est récemment produit en Irak. Après la chute du régime de Saddam Hussein, on a estimé que sept à huit millions d'armes légères avaient été disséminées en Irak et probablement dans les pays voisins. Y compris des armes sophistiquées comme les sinistres MANPAD, « systèmes antiaériens portables », des lance-missiles qui peuvent être mis à feu par une ou deux personnes et atteindre un avion volant à basse altitude. Le gouvernement américain estime que quatre mille missiles sol-air qui faisaient partie de l'arsenal de Saddam Hussein ont disparu dans le chaos qui a suivi l'invasion américaine.

La prolifération mondiale des MANPAD précède la guerre en Irak et elle risque de continuer bien après. En 2002, deux MANPAD ont été tirés sur un avion de ligne

israélien au départ de Mombasa, au Kenya. Une tragédie a été évitée parce que les pilotes ont pu les détecter et les esquiver. Le Département d'Etat américain estime qu'environ quarante avions ont été touchés par des missiles sol-air depuis les années 1970. Selon le *Small Arms Survey*, autorité en la matière, 100 000 unités opérationnelles ne sont pas prises en compte dans l'inventaire mondial de ces armes qui se situait en 2004 entre 500 000 et 750 000 unités.

Le *Survey* affirme également qu'au moins treize groupes non étatiques, dont des organisations terroristes, possèdent des MANPAD, et que quatorze autres groupes pourraient en avoir. En outre, selon son rapport, la demande de ces articles est tellement forte que de nouveaux fabricants se sont mis à en fournir – et ce ne sont pas les suspects habituels de l'industrie des armes de haute technologie. Des entreprises d'Egypte, de Corée du Nord, du Pakistan et du Viêtnam vendent aujourd'hui des MANPAD. Avec tout ce que fournit par ailleurs le marché d'occasion, un client qui a les moyens de s'acheter des lance-missiles sol-air portables, ou toute autre arme de cette puissance, n'aura aucune peine à les trouver.

L'hypermarché des armes

Le marché d'occasion de l'armement permet bien sûr aux courtiers de réaliser leurs opérations au moindre coût, comme en témoigne Victor Bout qui s'est lancé dans les affaires en récupérant des avions de l'armée de l'air soviétique cloués au sol. Partout dans le monde, des gros porteurs comme les Antonovs An-12 et les Iliouchines Il-76 ont entamé une seconde carrière lucrative dans le transport

aussi bien légal qu'illégal. Des équipages capables de manœuvrer ces appareils ou des soldats instructeurs, qui se sont retrouvés également en surplus, ont été grossir les rangs des « engagés militaires privés » autrefois connus sous le simple terme de *mercenaires*. De fait, une des caractéristiques du nouveau marché des armes est la confusion des parties – le brouillage des rôles entre vendeurs et combattants, courtiers et fournisseurs, fabricants et sous-traitants, et, parfois, entre entreprises et Etats.

Ce brouillage couvre toute la filière, de la production et du dispositif de vente jusqu'au client, à laquelle ont participé des fonctionnaires, des factions militaires, des groupes rebelles, des sociétés légales et des organisations criminelles, souvent tous liés. Quand le régime de Taylor au Liberia, fournisseur du RUF sous embargo, a été lui-même placé sous embargo de l'ONU, il a choisi comme bases intermédiaires pour s'approvisionner le Burkina Faso et la Côte-d'Ivoire. Le Togo a longtemps servi de centre de transit pour les fournitures destinées au mouvement rebelle angolais, l'UNITA. Mais le plus souvent, ce sont des individus corrompus ou des groupes dans les gouvernements, et non l'Etat lui-même, qui prêtent leurs services pour le profit et non la politique. Evoqué dans le chapitre 2, le réseau péruvien dirigé par Vladimiro Montesinos, le célèbre chef de la sécurité de l'ancien président Alberto Fujimori, avait organisé l'expédition aux rebelles des FARC en Colombie de dix mille fusils d'assaut AK-47 depuis la Jordanie. Le cas le plus courant est celui du fonctionnaire ordinaire qui accepte de fournir, contre une petite rétribution, un certificat d'usage final comportant une fausse destination pour la cargaison d'armes. Avec le sceau du Nigeria, de la République centrafricaine, du Tchad, du Venezuela ou d'un autre pays, ces certificats – le seul document encore universellement nécessaire pour

autoriser la vente d'armes – apparaissent fréquemment sur le marché et soulignent la facilité avec laquelle des frets illicites transitent d'un point à un autre.

C'est un système particulièrement bien adapté à la nature des conflits dans le monde post-guerre froide, des conflits décentralisés, parfois sans liens avec un Etat, qui recherchent des fournisseurs décentralisés, ne dépendant d'aucun Etat. Dans l'ordre géopolitique rigide d'avant 1989, les superpuissances apportaient à leurs pays satellites un soutien suffisamment efficace pour éviter des hostilités entre nations, et surtout pour maintenir le couvercle sur les révoltes locales. Mais depuis 1990, les insurrections séparatistes et les petites à moyennes guerres régionales sont devenues la norme. Les conflits africains mènent, et de loin, en nombre et en durée. Celui du Congo, par exemple, qui a duré près d'une décennie et impliqué les armées de nombreux Etats voisins autant que leurs groupes rebelles et criminels ; ou l'effet dominos des guerres civiles au Liberia, en Sierra Leone et en Côte-d'Ivoire. Mais celles de Colombie, de Bosnie, du Kosovo, du Sri Lanka, de Tchétchénie, du Népal et d'Afghanistan – et d'autres moins connues mais non moins ravageuses comme aux îles Salomon – nous rappellent qu'aucun continent n'a aujourd'hui le monopole en matière de conflit.

Ce qui rend leur abord difficile, c'est que ces conflits n'impliquent pas forcément des Etats, du moins ce que l'on entend par Etats, structurés, organisés. Depuis 1990, des entités en guerre dans le monde comprennent des presque-Etats comme la Republika Srpska ; des armées séparatistes comme les Tigres Tamouls et l'Armée de Libération du Kosovo ; des milices retranchées comme le Hezbollah ; diverses organisations politiques ou criminelles comme les FARC ; des gangs paramilitaires qui opèrent

dans l'ombre des gouvernements ; et bien sûr des réseaux terroristes comme al-Qaïda. Défiant toute classification, il y a aussi les autres, nombreux et variés : Abu Sayyaf, la Lord's Resistance Army d'Ouganda, le jihad islamique, les Interahamwe rwandais, etc. Quand un gouvernement est impliqué, cela peut ne concerner qu'un seul de ses secteurs, hors de l'exécutif réel ; ou par des circuits intermédiaires dont les activités n'auraient pas eu d'aval officiel. Les guerres se produisent souvent dans les « Etats faillis » – des coquilles vides dans lesquelles les institutions ne fonctionnent plus du tout ou ont été récupérées par des intérêts privés, souvent illicites.

Toutes ces conditions font que la principale méthode choisie pour restreindre les ventes aux parties en conflit – l'embargo – se trouve mal adaptée et beaucoup trop facile à contourner. Mais pour un courtier qui vend des armes, elles décrivent un marché où les clients sont éparpillés, font de petites commandes, exigent une discrétion totale et sont peu fiables ou pas du tout. D'un autre côté, ces clients sont prêts à payer le prix fort et peuvent se le permettre parce qu'ils contrôlent souvent les ressources naturelles : le coltan du Congo, utilisé dans les téléphones cellulaires ; les « diamants de conflit » de Sierra Leone ou d'Angola, exclus des circuits officiels commerciaux ; les concessions pour l'exploitation de minerais ; ou la marijuana, la cocaïne ou l'héroïne. Et la destination non traditionnelle, la nécessité de contourner un embargo, de violer la loi dans le pays fournisseur ou de transit, et la distribution de pots-de-vin et de commissions tout au long du processus servent à faire monter les prix.

Le regretté journaliste anglais Anthony Sampson affirmait dans son enquête, *La Foire aux armes* (1977), que « le citoyen ordinaire a raison de penser que le trafic des armes, comme celui de la drogue et l'esclavage, est diffé-

rent des autres trafics ». Mais en fait, aujourd'hui, ce trafic s'assimile davantage à une adaptation aux conditions politiques et aux possibilités commerciales de la mondialisation. Quand le livre de Sampson avait été publié (sous-titré *Du Liban à Lockheed* dans l'édition originale), le centre vital du commerce des armes résidait dans de grandes transactions gouvernementales liées à la géopolitique et à la diplomatie. De nos jours, de tels accords sont toujours importants, mais l'élément dynamique – si ce n'est par son volume –, c'est bien le système d'approvisionnement par réseau multinational, tels ceux de Victor Bout et d'A.Q. Khan. Le bazar, lieu de la rencontre commerciale ritualisée, avec ses formes, ses cérémonies et son code de conduite implicite, a abouti à un genre de Wal-Mart, ou peut-être même d'eBay : un hypermarché qui ne connaît pas de frontières et où n'importe qui peut virtuellement trouver n'importe quoi, dans la mesure où l'acheteur est prêt à en payer le prix. Hélas, la preuve est faite qu'ils sont nombreux à bien vouloir payer et à en avoir les moyens.

Avoir son propre Etat

Le nouveau marché des armes a toujours ses centres, mais pas de la façon que la plupart des gens imaginent. Les Etats ne se lancent pas dans la criminalité ; les criminels s'emparent ou même installent les Etats. Un exemple : vous n'avez peut-être jamais entendu parler de la République moldave de Transnistrie. C'est une région très opaque. Cependant, les armes sont à la Transnistrie ce que le chocolat est à la Suisse et le pétrole à l'Arabie Saoudite. Certains pays exportent du pétrole et du gaz, d'autres du coton et des ordinateurs. La Transnistrie exporte des armes

– illégalement. Quel genre d'armes ? De grandes quantités d'obus et de roquettes soviétiques. Des mitrailleuses, des lance-roquettes et diverses autres armes, récemment fabriquées dans ce qui a été décrit comme « au moins six usines en développement ». Des mines. Des missiles antiaériens. Et des Alazans – des roquettes qui, selon Joby Warrick, journaliste au *Washington Post* qui a révélé l'affaire, sont connues pour leurs têtes équipées d'une charge radioactive, soit des « bombes sales ».

Rien de tout cela n'est légal, mais ce n'est pas réellement le souci du gouvernement de la Transnistrie. Parce que la Transnistrie n'est pas, en fait, un pays. C'est une région sécessionniste de Moldavie qui s'est donné un gouvernement, une armée et tous les attributs de la souveraineté bien qu'aucun pays ne l'ait reconnue. Peu après la dissolution de l'Union soviétique, la Transnistrie s'est séparée de la Moldavie, ancienne République socialiste soviétique. La Transnistrie est toute petite, mais elle héberge l'essentiel de l'industrie moldave. Parce qu'elle ne reconnaît pas la sécession, la Moldavie refuse de surveiller la frontière avec la région séparatiste. Permettre à de mystérieuses marchandises de passer sans encombre est une façon pour les fonctionnaires moldaves d'arrondir un peu leurs maigres salaires. Des cargaisons partent aussi de l'aéroport de Tiraspol, la capitale de Transnistrie, par route ou par rail vers le port d'Odessa, dans l'Ukraine voisine.

Autre chose à propos de la Transnistrie : ce n'est pas ce qu'on pourrait imaginer, la classique région occupée qui désire retrouver son autonomie ou la mobilisation d'un mouvement de libération nationale. Elle est la propriété d'une famille impliquée dans des trafics notoires. Une entreprise nommée Sheriff dirige l'ensemble des affaires de Transnistrie. Son patron, Vladimir Smirnov, contrôle également les services douaniers. Plus pratique encore, il

est le fils du Président. En Transnistrie, le commerce et les finances se sont harmonieusement fondus dans une entreprise criminelle qui se résume, comme l'a confié un universitaire moldave au *Washington Post*, par la formule « Père, Fils & Sheriff ».

La Transnistrie est la quintessence de l'illicite. L'Etat est l'entreprise criminelle, et vice versa. Parce que personne ne la reconnaît, on ne peut traiter avec elle. La Moldavie, à laquelle elle appartient officiellement, n'a ni la possibilité ni les moyens politiques de reprendre le contrôle de la situation. C'est aussi une région isolée, une sorte de trou perdu. Mais ce n'est pas tout à fait vrai. Isolée ou non, la Transnistrie a fini par avoir une influence internationale considérable. Ses armes se sont déployées dans les pays voisins – une collection d'Alazans à têtes radioactives a disparu, très probablement vers le Caucase – tout comme sa capacité à affaiblir leurs gouvernements par la corruption et le crime. La Transnistrie est en fait un acteur de la mondialisation, ainsi que le montre par exemple l'origine vérifiée de ces armes utilisées dans des guerres civiles ou régionales en Afrique. Elle offre des marchandises qu'on recherche ; et de nos jours, qui cherche trouve.

Une société civile armée

L'accès facile aux armes est un concept familier aux Etats-Unis. On peut acheter légalement toute une gamme d'armes à feu dans les hypermarchés Wal-Mart ou dans des milliers d'autres magasins, qui finissent par alimenter un marché d'occasion très actif, licite ou illicite. Les Etats-Unis, en vertu d'une curieuse tradition, tolèrent, et même

favorisent, la possession d'armes par les civils. Les civils américains possèdent environ 234 millions d'armes de petit calibre. Si l'on y ajoute celles de la police et de l'armée, il y aurait autant d'armes que d'habitants, et plus d'un tiers du stock mondial. Les Etats-Unis se distinguent aussi par le pouvoir politique des possesseurs d'armes à feu, réunis en lobby sous la bannière de la National Rifle Association. Les Américains sont habitués à voir la NRA s'opposer régulièrement aux restrictions ou régulations qu'on tente d'imposer à la possession et la commercialisation des armes. Mais ces positions entraînent des conséquences beaucoup plus graves lorsque ce marché grandissant gagne en mobilité, toujours prêt à répondre à la demande, et à échapper aux règles existantes.

Cependant, si les Etats-Unis restent, dans une large mesure, la nation la plus armée du monde, d'autres pays sont en train de les rattraper. Un grand nombre d'armes, d'un potentiel encore plus meurtrier, se retrouvent entre les mains de militaires, de policiers et de sportifs, et dans celles d'agents de sécurité, de vigiles, de milices, de criminels et de civils ordinaires. On le voit à la télévision, il y a des lieux où les armes sont omniprésentes, comme dans les territoires palestiniens où on tire en l'air à l'occasion d'enterrements d'hommes politiques, ou en Irak où des civils ont salué ainsi la capture de Saddam Hussein. Mais si la seconde place mondiale des pays les plus armés revient à une autre « région troublée », le Yémen, la troisième va à la tranquille Finlande, suivie de près par la Norvège, l'Allemagne et la France. On parle peu de la progression spectaculaire de l'utilisation des armes à feu en Europe. Une série de faits divers tragiques, de Suède en Italie, ont révélé aux Européens que les fusillades aveugles dans des écoles, des bureaux, des restaurants et des espaces publics par des déséquilibrés n'étaient plus une spé-

cialité américaine. En Angleterre où, jusqu'en 2000, les policiers n'étaient pas armés, les crimes par armes à feu ont augmenté, entre 2000 et 2003, de 34 %. Les autorités européennes saisissent également davantage d'armes plus lourdes – moins de revolvers et de fusils, plus de pistolets automatiques et de mitraillettes. Les Allemands, par exemple, achètent presque autant d'armes à feu que les Américains. Les citoyens européens sont beaucoup plus armés qu'on ne le croit généralement. Les pays de l'Union exportent ensemble plus d'armes de petit calibre que les Etats-Unis ; détail intéressant cependant, un pourcentage conséquent de ces armes est vendu en Europe.

La note est encore plus lourde ailleurs. Une étude sur la capitale de l'Ouganda, Kampala, a montré que le pourcentage de morts par armes de petit calibre était passé de 11 % en 1998 à 23 % en 2001. Une autre étude, sur l'île de Mindanao aux Philippines, attribue 85 % des morts non naturelles à des armes de petit calibre, et plus des trois quarts des morts et blessures par agression à des armes de poing et des armes automatiques. En Amérique latine, des enquêtes ont mis, en 1996, les délits par armes à feu en tête de liste des problèmes sociaux et économiques de la région. Le *Small Arms Survey* a qualifié les effets de la vente illicite et de l'utilisation de ces armes de « déni de progrès » : hors les dommages directs causés par les blessures et les morts, il faut compter la destruction de routes et de voies de chemins de fer, les détournements de fonds, les fermetures d'écoles et les cliniques menacées, l'enrôlement d'enfants dans des milices et des gangs, et une foule d'autres préjudices qui drainent les ressources publiques et le potentiel humain des communautés.

Dans l'immédiat, l'écoulement constant des surplus et des armes bon marché et d'occasion par le biais d'une filière mondiale mobile et entreprenante épuise la capacité

de contrôle des Etats. Et là où les Etats lâchent prise – c'est arrivé à plusieurs –, une société civile armée, composée de groupes de mécontents, d'organisations privées, de bandes ou d'individus, qui ont tous accès aux armes et n'ont de comptes à ne rendre qu'à eux-mêmes, cherchera à remplir le vide. La société civile armée ne marche pas à l'idéal ou à la religion, mais à la peur et à l'illusion de sécurité que procure le fait de tenir une arme. Ces instincts, ces peurs et ces illusions font naître un besoin urgent d'armes que les marchands, maîtres de ces jeux de pouvoir, de profit et de cupidité, sont heureux d'alimenter et de satisfaire.

La manifestation la plus emblématique de la société civile armée est l'industrie sécuritaire, qui a pris des proportions historiques. On estime que cette industrie mondiale en expansion passera de 100 millions de dollars en 2001 à 400 millions en 2010. Dans beaucoup de pays, les entreprises et les individus dépensent plus d'argent pour leur sécurité personnelle que le gouvernement pour sa police. De Mexico à Manille et de São Paulo à Moscou, les agents de sécurité, facilement identifiables par leurs uniformes dans certains lieux mais moins bien organisés ailleurs, ont envahi les quartiers d'affaires et les quartiers résidentiels. Les principaux bénéficiaires de ce besoin sécuritaire sont de grandes firmes internationales telles Wackenhut, Securicor et ADT, dont certaines opèrent dans une centaine de pays.

Mais la sécurité est aussi une affaire qui rapporte localement. Une agence se monte facilement, si on n'est pas trop regardant. Le Cameroun, par exemple, en compte plus de 180. Et une sorte de course aux armes conduit celles qui ne peuvent engager des professionnels de la protection à se tourner vers un personnel moins qualifié et plus douteux, ouvrant ainsi aux milices privées une niche lucrative. En

2001, à Kaduna, au Nigeria, une enquête a décompté vingt agences de sécurité pour 295 clients – trois fois plus de clients qu'en 1997. Dans le même temps, les milices « Vigilante Groups of Nigeria (Secteur de Kaduna) » assuraient contre rétribution la protection de 4 300 propriétés.

La sécurité privée, qui joue le rôle de l'Etat et le met ainsi hors circuit, crée une zone grise ouverte à tous, grandes corporations mondiales et agents indépendants locaux sans garantie – et un pool commercial où vont affluer des armes pour lesquelles la différence entre « légales » et « illégales » restera floue. Désormais inscrite d'elle-même dans la mondialisation, son développement reflète et renforce la propagation des armes. Il souligne non seulement le dynamisme du marché mais son rapport étroit avec la faillite de certains Etats et la déstabilisation d'autres qui, s'ils ne sont pas faillis, sont devenus difficiles à gouverner.

Mais ces statistiques révèlent aussi un fait marquant : la demande d'armes de toutes sortes ne cesse de progresser. Les tentatives des gouvernements pour la limiter ou contrôler le commerce international des armes échouent. Où que ce soit, aucun mouvement séditieux, organisation criminelle ou armée rebelle n'a de mal, semble-t-il, à trouver les armes dont il a besoin.

Fantômes et frontières

Le nouveau marché des armes force les Etats à chercher sans cesse à le contrôler, avec de moins en moins de succès. Sur une place constituée par une constellation de petits producteurs et intermédiaires plutôt que par de

grandes entreprises, la prolifération des courtiers concernés à différents stades – des milliers en Europe selon certaines estimations – fait de sa régulation un immense défi et des mesures de répression efficaces une extrême rareté. Les règles et patentes qui régissent l'activité des courtiers varient d'un pays à l'autre. Le code de conduite pour les contrats d'armement dans l'Union européenne, approuvé en 1998, demeure non-contraignant pour les Etats membres. De temps à autre, des pays producteurs imposent des restrictions sur les exportations vers certaines destinations, mais la diversité des fournitures et la fluidité du marché rendent ces mesures peu efficaces.

Le dilemme sous-jacent, bien sûr, est que ces Etats sont mal équipés pour dominer un problème tel que sa définition même – et la fiabilité des chiffres sur les armes en circulation, achetées ou vendues – est objet de controverse constante. En fait, les Etats sont désavantagés par leur nature même, qui nécessite une coordination interagences compliquée à l'intérieur, et pire, hors des pays, ne serait-ce que pour surveiller les faits et gestes d'hommes d'affaires très autonomes et voyageurs. Les frontières profitent aux trafiquants : dans le trafic d'armes classique, l'acheteur, le vendeur, le courtier, le banquier et le transporteur sont dans des pays différents. Lors du génocide rwandais en 1994, un trafiquant français a livré des armes polonaises et israéliennes au Rwanda par le biais d'une société des îles Turks et Caicos domiciliée à Genève, en utilisant un avion-cargo d'une compagnie d'Afrique de l'Est, et un intermédiaire afghan qui représentait le Rwanda depuis son bureau en Italie. En 1997, un courtier allemand a fourni au Congo des hélicoptères de combat achetés au Kirghizstan par l'intermédiaire d'un Belge ayant un compte bancaire en Afrique du Sud.

Les trafiquants passent d'une juridiction à l'autre dans

un jeu sans fin du chat et de la souris. Leurs méthodes de transport préférées fonctionnent toujours sur le même principe, des avions immatriculés sous des pavillons de complaisance – comme les bateaux – et affrétés avec des équipages de différentes nationalités. Un Boeing 707-cargo, qui transportait des armes slovaques pour le Soudan en 1999 (à titre gracieux, de la part d'une entreprise commerciale syrienne, avec un certificat d'usage final du Tchad), constituait, à lui seul, la flotte aérienne d'une compagnie chypriote appartenant à un homme d'affaires suisse. L'avion lui-même était immatriculé au Ghana – en tout cas pour la dernière de ses multiples incarnations. Un Antonov 12 qui s'est écrasé en 2000 alors qu'il livrait des armes à Monrovia, au Liberia, avait été immatriculé en Moldavie et perdait son matricule le même jour, avion « fantôme » sans domicile officiel. Affrété par une société congolaise fictive, il avait établi deux plans de vol différents. Un homme d'affaires anglais offrait depuis son bureau de la banlieue de Londres la possibilité d'obtenir en quelques minutes pour un avion une nouvelle immatriculation de complaisance dans un pays compréhensif. Les astuces du trafic sont nombreuses – toutes basées sur la confusion créée par la dispersion des éléments de la transaction dans le plus de juridictions possible.

Les tentatives de contrôle du trafic s'enchaînent comme une rengaine de la frustration. Utilisé seulement deux fois avant 1989 (contre l'ex-Rhodésie et l'Afrique du Sud), l'embargo décrété par le Conseil de sécurité des Nations unies est devenu un moyen ordinaire, et depuis 1990 il a été appliqué contre Haïti, l'Irak, le Liberia, la Libye, le Rwanda et ses voisins, la Sierra Leone, la Somalie, la Yougoslavie (deux fois) et les Serbes de Bosnie, le mouvement UNITA en Angola – le premier acteur non étatique à être ainsi sanctionné en 1993. Pour autant, aucun de ces

pays n'a de ce fait été à court d'armes : le principal effet de l'embargo a été de faire simplement monter les prix. En Afrique de l'Ouest, l'organisation régionale ECOWAS avait lancé à grand bruit, en 1998, une supposée interdiction temporaire des armes légères. Première dans son genre, cette expérience a été un échec complet, les armes ont continué à être livrées, à circuler, et même à être fabriquées localement, et la mesure est restée totalement ignorée.

La même chose est arrivée à la si attendue (et magnifiquement nommée) « Conférence des Nations unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects », qui s'est tenue en juillet 2001. Son but était – comme toutes les grandes assemblées de ce genre – de définir au moins un cadre minimum et les grandes lignes d'attaque du problème, programme que des groupes militants et des gouvernements concernés avaient passé plusieurs mois à préparer. Au lieu de quoi, la conférence s'est embourbée. Les Etats-Unis ont catégoriquement rejeté les termes concernant la vente aux acteurs non étatiques, sur le prétexte que cela violait la Constitution américaine. John Bolton, alors sous-secrétaire d'Etat, et par la suite ambassadeur des Etats-Unis aux Nations unies lors de la deuxième administration Bush, annonça que Washington ne pouvait accepter un document contraire au « droit constitutionnel américain de posséder et de porter des armes ». Le président de la National Rifle Association, Wayne LaPierre, accusa la conférence de placer « un critère mondial au-dessus de la liberté d'un pays ». Les Nations unies durent préciser que cette conférence n'avait aucune compétence sur les lois nationales des pays membres – mais sans résultat. Les récriminations n'eurent de cesse d'affaiblir la portée de la conférence et en fait de torpiller l'événement.

Et pourtant. Même une conférence réussie n'aurait eu qu'une portée limitée, avec une tentative d'accord entre les Etats pour aborder, sous une forme ou sous une autre, un problème qui semble sur le point de leur échapper définitivement. Par contre, la capacité du marché à s'adapter se confirme, et les armes circulent sans contrôle. L'indice déterminant du marché – le prix – indique que l'évolution du marché des armes, qui de marchandise sensible deviendrait marchandise ordinaire, est en bonne voie, sinon accomplie. En 1986, dans la bourgade de Kolowa, au Kenya, il fallait quinze vaches pour acheter un AK-47. Aujourd'hui, il en faut seulement cinq. La société civile armée, semble-t-il, a de beaux jours devant elle.

CHAPITRE 4

La drogue, un business à part

Chaque business a ses personnages stéréotypés, celui de la drogue peut-être plus qu'un autre : le dealer, le coursier, le baron, le caïd, comme nous avons l'habitude de les voir au cinéma. L'homme que j'ai rencontré un après-midi, dans un restaurant élégant près de la frontière mexicaine, ne correspond à aucun d'entre eux. Cependant, aujourd'hui, des personnages comme lui jouent un rôle crucial dans le trafic de drogue. Ils sont difficiles à repérer parce qu'ils se cachent sous nos yeux. Ils sont difficiles à saisir car ce trafic n'est qu'un des aspects de leur activité, perdu dans le cours du commerce légitime. Ce sont des trafiquants presque par accident – tombés par hasard sur une affaire trop juteuse pour qu'ils la refusent.

Don Alfonzo (ce n'est pas son vrai nom) est un homme exubérant, la soixantaine passée, et un père heureux. Au cours de notre déjeuner, il a commencé par me dire que ses deux enfants étaient diplômés – avec mention – de deux grandes universités américaines et qu'ils réussissaient très bien dans leur carrière, l'un dans l'art, l'autre dans la

médecine, à Mexico. Il m'a expliqué que sa famille possédait depuis longtemps une entreprise d'importance moyenne dans le bâtiment. C'est vers le milieu des années 1990 que Don Alfonzo s'est trouvé – presque par hasard, mais pas tout à fait – engagé dans le business du « transport ».

Il a appris les particularités et les mécanismes du trafic de drogue en s'interrogeant sur les raisons réelles du taux élevé de renouvellement des chauffeurs de sa société. C'est ainsi qu'il a découvert qu'en transportant relativement peu de drogue de l'autre côté de la frontière, ses chauffeurs gagnaient en un seul voyage l'équivalent d'un an de salaire. Naturellement, après avoir ramassé le paquet, le boulot de routier ne leur paraissait plus aussi attrayant, ni nécessaire. En poursuivant son enquête, Alfonzo a découvert également que ceux qui fournissaient l'argent aux chauffeurs pour acheter la drogue étaient des notables et des hommes politiques connus, qui tiraient de leurs prêts un gros bénéfice. L'investissement était peu risqué parce que les chauffeurs étaient rarement pris. En outre, dans le code d'honneur du trafic, le remboursement était d'usage. « Finalement, me dit Don Alfonzo, un jour, presque plus par ennui et par curiosité, j'ai dit à un de mes employés de confiance qui, je le savais, utilisait nos camions, qu'il était normal qu'il partage une partie de ses gains du trafic avec la société. Il a immédiatement accepté et, comme on dit, le reste est de la petite histoire.

« Depuis, a-t-il continué, j'y ai participé fréquemment, principalement comme financier. On ne faisait en général qu'une opération par mois, mais on y gagnait plusieurs fois ce que nous rapportait le bâtiment. Tout en continuant la construction, j'avoue avoir pensé parfois que dans cette ville, cette activité était bien plus risquée que le transport de la drogue de l'autre côté de la frontière. »

J'ai demandé à Don Alfonzo s'il n'était pas inquiet des

risques personnels qu'il courait. Il a souri. « Qu'est-ce que vous voulez dire ? Je suis juste un homme d'affaires modeste qui prête de l'argent à ses employés, et ce qu'ils font avec ne me regarde pas. Vous savez, il y en a des milliers comme moi. Les gringos et la police ici courent après les grosses pointures, et s'ils s'en prenaient aux petits comme moi, ils auraient vite besoin de construire une nouvelle prison aussi grande que la ville. L'économie de toute la région serait en faillite. Aucun gouvernement ne peut s'y attaquer. Pourquoi le feraient-ils ? Les barons font les gros titres, c'est bon pour la politique. Pas nous. »

Peu après cette conversation, la longue guerre entre les gangs de la drogue au Mexique a connu une de ses périodiques et spectaculaires flambées. Cette fois, les chefs de deux organisations depuis longtemps rivales, celle d'Arellano Felix et celle du cartel du Golfe, avaient fait alliance dans la prison de haute sécurité où ils étaient détenus, après leur arrestation au cours de raids célèbres menés par les *federales*. De leur prison, les nouveaux alliés menaient une campagne brutale contre un nouveau joueur agressif, Joaquin « El Chapo » Guzmán, un hors-la-loi protégé, disait-on, par la population de sa région de Sinaloa. Le directeur de la prison avait été acheté. Or Guzmán représentait un réel danger. On en prit conscience quand un membre de l'équipe chargée de préparer les voyages du président Vicente Fox fut arrêté, suspecté d'avoir des liens avec lui.

L'expérience du passé laisse penser qu'un jour ou l'autre Guzmán sera arrêté ou abattu par les *federales*, ou par des bandits comme lui. Cette victoire aussi sera passagère. Pour Don Alfonzo et pour beaucoup d'autres citoyens respectables, hommes d'affaires et fonctionnaires de son espèce, qui aident au trafic de la drogue, les affaires continueront à se développer, et l'argent à rentrer. C'est là

une des contradictions apparentes du business de la drogue qui, après examen, ne sont pas des contradictions du tout. Qu'un criminel de haut vol vienne en remplacer un autre se conçoit aisément. Mais ce n'est aujourd'hui que la partie visible de l'iceberg. L'invasion de la vie économique locale et mondiale par le trafic de drogue est plus difficile à cerner, et encore plus à combattre. Ses implications politiques sont inquiétantes. Cependant, plus qu'à aucun cartel, caïd ou baron de la drogue rebelle, c'est à l'envahissement global du courant des affaires par le trafic de drogue qu'il faut s'attaquer aujourd'hui.

Des nouvelles du front

D'autres paradoxes, peut-être plus familiers, sur le trafic de drogue confirment cette constatation. Washington, D.C. C'est là que se trouve le centre vital de la guerre américaine contre la drogue, l'offensive la plus massive et coûteuse de l'histoire, avec les technologies les plus avancées. Dans et autour de la capitale, des milliers d'employés fédéraux se consacrent chaque jour à des activités qui concernent exclusivement la lutte contre le trafic et l'application des lois. Certains sont des agents de la Drug Enforcement Administration (DEA), ou du personnel du bureau qui s'en occupe à la Maison Blanche, domaine de celui qu'on appelle le « tsar de la drogue ». D'autres sont des spécialistes qui travaillent dans des douzaines d'autres agences et services, de l'Immigration and Customs Enforcement (ICE) aux US Marshals, Secret Service, FBI, Coast Guard, et autres. Ce sont les rouages d'une vaste machinerie qui consomme environ 20 milliards de dollars par an, rien qu'au niveau fédéral, dans la

lutte contre l'usage et le trafic de drogue. Elle a donné lieu, sur le territoire national, à 1,7 million d'arrestations et à 250 000 incarcérations chaque année. A Washington, 28 % des prisonniers sont incarcérés la première fois pour des motifs liés à la drogue.

Cependant, à quelques minutes de ces bureaux se trouvent les soixante marchés ouverts de la drogue de Washington, où les banlieusards viennent en voiture se chercher un fixe, et où les dealers locaux et intermédiaires se ravitaillent pour alimenter les quartiers chic. Et le commerce est florissant. L'approvisionnement est abondant et les prix sont stables, marques de l'importance du business. Le degré de pureté de l'héroïne augmente. Il y a des produits pour tous les goûts et pour toutes les bourses, du sniff de haute qualité pour les enfants des riches et les banquiers, aux ampoules de crack-cocaïne et aux mélanges d'héroïne bon marché, utilisables uniquement par injection et destinés aux drogués durs. (On trouve toujours de la camelote abordable à proximité des cliniques de méthadone.) Avec ce marché où chacun trouve ce qu'il cherche, il n'est pas étonnant que pratiquement tout Washingtonien au-dessus de douze ans admette avoir touché à la drogue. Cependant, seulement cinquante kilos de cocaïne et trente-quatre d'héroïne furent saisis dans le District en 2004. Des chiffres dérisoires par rapport aux échanges qu'on voit tous les jours dans les rues. Et c'est une maigre consolation pour les Washingtoniens les plus blasés de savoir qu'un peu plus loin, à Baltimore, la situation est encore pire.

A Washington, ville divisée par les revenus et la race, l'économie de la drogue est le lien le plus efficace entre les différents éléments de la société. 20 % des collégiens reconnaissent l'usage régulier de la marijuana, et 5 % disent avoir déjà pris de l'héroïne. Le phénomène s'étend – et même s'accroît – jusqu'aux prestigieuses écoles

privées où les enfants de la grande bourgeoisie et de la politique se destinent au succès. Les adolescents de l'élite du pouvoir ont à leur disposition un éventail impressionnant de substances : marijuana, haschisch, cocaïne, champignons, LSD, ecstasy, PCP, ou tout mélange à la mode. Elles sont à portée de main – littéralement – des adolescents, comme un appel ou un texto sur leur portable. Une jeune femme m'a dit qu'elle pouvait se débrouiller pour trouver une dose d'herbe en vingt minutes. Pour la cocaïne, il lui fallait quelques heures. Des jeunes de quinze ans m'ont dit qu'il leur était plus facile d'acheter un joint qu'un paquet de cigarettes. Au centre de commandement de la guerre contre la drogue, une force s'oppose et gagne : le marché.

Sur le front également. En Afghanistan, par exemple, le pavot revient en force. En 1999, plus de 5 000 tonnes d'opium furent produites, battant tous les records. L'année suivante, les talibans interdisaient la culture du pavot, considérée comme anti-islamique. Les cyniques prétendaient que le but des talibans était de faire monter les prix et de liquider les stocks pour un maximum de profits. Quoi qu'il en soit, la production retomba à près de 200 tonnes en 2001 dans l'extrême nord de l'Afghanistan, hors de portée des talibans. A la fin de l'année, les Etats-Unis et leurs alliés mettaient fin à l'activité des milices islamiques, et le nouveau gouvernement à Kaboul, dirigé par Hamid Karzaï, avait à son tour immédiatement interdit l'opium. Mais le pavot revint de plus belle, réclamant les meilleures terres partout dans le pays, envahissant les champs où du blé avait poussé. En un an, la production du pavot atteignait le niveau de 1999. En 2004, l'Afghanistan a produit environ 4 200 tonnes d'opium pour 323 700 hectares. Le gouvernement Karzaï est intervenu pour convaincre les cultivateurs qu'il ne fallait plus planter des pavots. Mais

personne ne croit que cette culture cessera un jour d'être la principale activité économique de l'Afghanistan.

Elle rapporte trop. Même si le paysan afghan gagne une microscopique fraction de ce que ses plantes rapporteront en bout de chaîne – après que l'opium aura été transformé en morphine, puis en héroïne, puis coupé de substances comme la quinine ou la levure et distribué dans les rues d'Amérique ou d'Europe –, c'est encore bien au-dessus de ce que pourrait lui rapporter un autre usage de sa terre. C'est pratique aussi : les pavots demandent moins d'eau que le blé et la sève ne pourrit pas. En outre, les Afghans s'arrangent maintenant pour gagner un peu plus sur les marges. Dans le passé, l'opium était livré brut; aujourd'hui, des laboratoires, qui le transforment en narcotiques plus rentables, s'installent dans tout le pays. Un des effets de ce nouveau système est de faire monter le prix de la main-d'œuvre. Un journaliste du *Washington Post* a constaté, dans un village du nord du pays, qu'une journée de travail autrefois payée trois dollars était passée récemment à dix dollars. La police locale gagne trente dollars par mois (quand elle est payée). Cent dollars cash achètent beaucoup de bonne volonté.

Les nouvelles d'un autre front bien connu ne sont guère meilleures. En Colombie, quinze années et des milliards de dollars payés par les Américains pour aider l'armée colombienne dans sa lutte contre les narcotrafiquants ont eu un certain succès : la décapitation des cartels de Medellin et de Cali, et de très nombreuses arrestations, extraditions et condamnations de longue durée dans les prisons américaines. Cependant, la drogue est toujours là. Les groupes de guérilla d'extrême gauche des FARC et leurs adversaires de droite, les forces « d'autodéfense » de l'AUC, détiennent à eux deux le contrôle de la culture de coca sur tout le territoire, abritent des labos pour la fabri-

cation de la cocaïne et collectent les revenus de l'exportation de la drogue, qui représentent 50 % de la trésorerie des FARC et 70 % de celle de l'AUC. Le trafic remonte haut chez les politiques et les militaires. La Colombie ne produit pas seulement la plus grande partie de la cocaïne du monde, elle a pris aussi une place importante dans la production d'héroïne grâce à la plantation massive, durant les années 1990, de pavots d'origine asiatique. Quant aux grands programmes de fumigation des récoltes financés par les Américains, les réseaux de la drogue leur ont trouvé une réponse : la recherche et le développement. Moins de cultures ne signifie plus une production moindre. Les trafiquants utilisent les dernières techniques agronomiques pour augmenter leur productivité. En Colombie, de nouveaux plants de coca résistants aux herbicides sont apparus. Ils ont aussi plus de feuilles, poussent deux fois plus haut que les plants traditionnels, et permettent de produire une cocaïne plus pure et plus forte.

La technologie a aussi permis à de nouveaux venus de participer à ce marché lucratif. La très convoitée (et donc plus chère) marijuana n'est plus cultivée dans les jungles tropicales de Colombie ou du Mexique. Elle vient de la Colombie-Britannique, au Canada. La variété appelée « B.C. bud » bénéficie de techniques hydroponiques et de clonage dans des serres spéciales, où la température et les autres conditions nécessaires à la plante sont maintenues tout au long de l'année. Comme le rapporte Sarah Kershaw du *New York Times*, une frontière accidentée, difficile à surveiller, pose plus de problèmes à la police qu'elle n'en pose aux kayakistes qui descendent les rapides avec des chargements pouvant aller jusqu'à cinquante kilos de B.C. bud – elle se vend autour de 7 000 dollars le kilo en Californie – et qui coordonnent les livraisons grâce au téléphone portable BlackBerry qui permet de recevoir

des emails. Le réseau de B.C. bud fait également passer des Etats-Unis au Canada de la cocaïne et des armes. Selon les autorités canadiennes, cette industrie a généré, en 2005, l'impressionnant chiffre d'affaires de 7 milliards de dollars. Il y a dix ans, elle existait à peine.

La fin des illusions

En dépit de la nature globale du trafic, l'attention du public continue de se fixer sur les fronts habituels : les Etats-Unis et l'Europe pour la demande, la Colombie, le Mexique, l'Afghanistan et quelques autres pour l'approvisionnement. Ce n'est pas tout à fait injustifié. Les Etats-Unis restent, et de loin, le premier consommateur de drogues illégales. Ce sont également eux qui animent le système mondial dans son approche du contrôle de la drogue, utilisant souvent leur pouvoir politique ou militaire au-delà des frontières. Il est vrai aussi que la Colombie et l'Afghanistan sont, à l'autre bout de la chaîne, les principales sources, respectivement, pour la cocaïne et pour l'héroïne. Ces faits sont têtus et antérieurs aux années 1990.

Mais pris isolément, ils s'appuient sur une carte du monde trompeuse. Car durant les années 1990, le nombre de pays touchés par de sérieux problèmes d'addiction n'a cessé d'augmenter. Des pics d'infection par le VIH ont révélé, de façon sinistre, les nouvelles routes du trafic des drogues injectables. Dans la progression du marché mondial de la drogue, les trois grandes – marijuana, cocaïne et opium – ont perdu leur place devant la métamphétamine, moins raffinée, plus puissante et plus addictive que l'héroïne. L'épidémie de méthamphétamine lie dans une

crise commune les petites villes du cœur de l'Amérique et pratiquement toutes les catégories sociales de Thaïlande où elle est connue sous le nom de « ya ba » (drogue dingue) et utilisée comme stimulant tant pour le travail que pour le plaisir. D'autres produits de synthèse – Ecstasy, kétamine, GHB et Rohypnol – sont aussi en progression. Parce que ces drogues sont chimiques et qu'elles ne dépendent pas de plantations, il est possible de les fabriquer à peu près partout où l'on peut se procurer les éléments de base et installer un labo. Mais cela ne veut pas dire qu'elles se réduisent à une industrie artisanale. La méthamphétamine qui a tué par overdose un adolescent dans le Missouri pouvait aussi bien provenir d'un lot du Canada ou du Mexique, ou avoir été concoctée localement au fond d'un garage.

L'explosion mondiale de l'offre et de la demande a mis fin à l'illusion d'invulnérabilité que les gouvernements – ou, en l'occurrence, l'opinion publique – affichent dans beaucoup de pays. Aucun n'est aujourd'hui suffisamment isolé pour s'imaginer ou prétendre qu'il n'est pas touché par le trafic. Des pays qui vivaient dans l'illusion qu'ils n'étaient que des lieux de « passage » ont bien dû admettre qu'ils étaient devenus eux-mêmes des fournisseurs majeurs, des consommateurs, ou les deux. Au Tadjikistan, qu'une frontière poreuse sépare sur quelques centaines de kilomètres du nord de l'Afghanistan, seulement six kilos et demi d'héroïne avaient été saisis en 1996, si peu qu'elle pouvait tenir dans un sac à dos. En 2002, les Tadjiks en ont saisi quatre tonnes, tandis qu'environ quatre-vingts tonnes ont pu passer sans peine. Il n'est pas surprenant qu'on en trouve partout. Dans la capitale, Douchanbe, un gramme de came de qualité ne coûte pas plus de huit dollars, et il y a maintenant plus de 20 000 toxicomanes dépendants. Les aiguilles neuves sont rares, le sida et

d'autres maladies font des ravages. La province du Yunnan en Chine a connu le même sort. C'est la route principale pour l'héroïne venant de Birmanie, et de fait, la zone d'origine de l'épidémie de sida en Chine. Au Yunnan, où les saisies de drogue se font par demi-tonne, la dépendance à l'héroïne est montée en flèche tandis que des adolescents se prostituent pour cinq yuans (environ soixante cents). La Russie, le Japon, l'Inde, l'Afrique du Sud, le Brésil et le Mexique sont parmi les pays où l'usage de la drogue et ses effets ont pris un caractère d'urgence pour la santé publique.

Ce qui vaut pour l'utilisateur vaut pour le dealer : les intermédiaires dans le business de la drogue sont une espèce encore différente. Ils n'ont pas besoin de venir d'un pays producteur. Il y a vingt ans, les Nigérians n'étaient pratiquement pas connus dans ce circuit, et encore aujourd'hui le Nigeria produit peu de drogue à l'exception du cannabis, qui pousse localement mais est peu exporté. Cependant, les Nigérians opèrent sur des secteurs très lucratifs du trafic et distribuent aux quatre coins du monde. Les exportateurs nigérians basés à Bangkok s'approvisionnent en Birmanie par des intermédiaires locaux – ou lorsque la marchandise afghane est plus intéressante, envoient des commissionnaires l'acheter au Pakistan. Puis ils l'expédient à Lagos par fret aérien ou maritime. Quand une autorité de contrôle sort de sa torpeur, les trafiquants basculent immédiatement sur un autre circuit – et arrivent par exemple au Nigeria par voie de terre en provenance d'une autre région d'Afrique, ou évitent le Nigeria et vont en Afrique du Sud, au Ghana ou en Côte-d'Ivoire. Pour l'entrée, cruciale, aux Etats-Unis, les Nigérians utilisent souvent comme « mulets » des femmes blanches – une catégorie jugée à bas risque – depuis des aéroports européens. Aux Etats-Unis, ils sont dans le marché de gros de

l'héroïne dans plusieurs villes, et tiennent les rênes à Chicago depuis la fin des années 1980 où le réseau précédent – principalement mexicain – a été démantelé par les autorités. Les grossistes de Chicago utilisent la poste, des coursiers et des services de livraison pour approvisionner les vendeurs locaux. Au niveau du détail, les Nigérians disparaissent.

Comme cet exemple le montre, le trafic de drogue utilise encore des réseaux ethniques pour des raisons d'efficacité et de confiance, mais pas exclusivement. A l'inverse du modèle de la Mafia, où toutes les transactions se font entre membres de la « famille », le trafic de drogue s'intéresse d'abord aux avantages que procurent le lieu, la langue, la pratique locale ou la possibilité de se fondre dans la foule. Certaines transactions reposent sur la confiance et la reconnaissance mutuelle qu'une communauté ethnique détient ; d'autres se font sous la menace de la violence. Mais dans un monde où les sources d'approvisionnement et les destinations se multiplient, une grande partie des transactions concernant la drogue sont simplement cela – des transactions.

Démystifier le jeu

Cette ouverture du trafic a entraîné une grande démystification, bien que la réalité nouvelle ne soit pas encore totalement comprise. Dans les années 1980, le trafic de drogue était personnifié par des figures légendaires comme Pablo Escobar Gaviria, dont l'image populaire dépassait de loin celle de baron de la drogue pour devenir presque religieuse, avec ses adeptes. Escobar, le chef du cartel de Medellín, n'était qu'un des entrepreneurs qui ont fait de la

Colombie, petit producteur au début des années 1980, la principale source mondiale de la cocaïne à la fin de la décennie. Mais il était sorti très vite du lot. Son ingéniosité n'avait pas de limite : il avait dissimulé une piste d'atterrissage sous des caravanes que les habitants déplaçaient quand un avion devait se poser, et après avoir déchargé l'avion, remettaient en place quand il décollait. Son goût pour la violence terrifiait même les plus endurcis des trafiquants ; il s'était constitué une écurie de tueurs et avait mis au point de nouvelles techniques, comme le tueur à moto, une méthode bien adaptée aux embarras de la circulation de Bogotá. Il se voyait comme un personnage public, un bienfaiteur pour sa ville natale où il avait construit des routes, des écoles et fait des dons importants aux bonnes œuvres catholiques locales. Et il se comportait de manière extravagante, avec ses fêtes et ses voitures de collection, son zoo et ses zèbres, ses antilopes et ses hippopotames.

La légende d'Escobar – pour ne rien dire de sa longue impunité – donna un visage à la nouvelle guerre de la drogue, en focalisant l'opinion publique sur un ennemi visible, une image. Il fit des émules aux Etats-Unis, au bout de la chaîne, parmi les nouveaux caïds du crack qui se prenaient pour des « dons » et menaient des trains de vie princiers. Mais le mythe du héros rebelle arrogant et ostentatoire touchait à sa fin. Trop visible, trop évident pour ne pas apporter du grain à moudre à la loi. Les « dons » du crack américains furent poursuivis et arrêtés. Et l'inspirateur Escobar, après beaucoup d'aventures et quelques ratés, fut abattu par les autorités colombiennes en 1993.

Un changement s'opérait. La défaite d'Escobar avait livré le terrain à ses rivaux de longue date de Cali. Mais eux non plus n'ont pas tenu longtemps. La Colombie

restait le principal fournisseur de cocaïne, à la fois celle produite localement et celle provenant de Bolivie et du Pérou ; d'immenses champs de coca et des laboratoires de transformation poussaient sur les territoires de la guérilla et des milices, bientôt suivis par les pavots. Mais le pouvoir changea de main. Au niveau local, les groupes armés prirent le contrôle. Cependant, le secteur offrant la plus haute valeur ajoutée – faire entrer le produit aux Etats-Unis – passa au Mexique. Vers le milieu des années 1990, les grands distributeurs qui inquiétaient le plus les autorités étaient mexicains : l'organisation d'Arellano Felix à Tijuana, celle de Carillo-Fuentes à Juarez, et celle de Cardenas Guillen à Tamaulipas et Nuevo Leon.

Ces groupes ressemblaient aux cartels colombiens sous leurs aspects les moins subtils : vendettas, corruption et extrême violence. Mais leurs économies étaient différentes de celles de leurs prédécesseurs colombiens, car ils possédaient, de par leur situation, l'avantage le plus enviable : le contrôle territorial des abords de la frontière américaine, le goulet le plus lucratif dans la chaîne d'approvisionnement de la drogue. Mieux encore, ils avaient des années d'expérience fructueuse dans le trafic de marchandises de toutes sortes à travers la frontière, principalement des êtres humains. Et l'avènement du NAFTA, l'Accord nord-américain de libre échange, transforma ces qualifications, déjà exceptionnelles, en clés d'une fortune sans précédent.

Les organisations mexicaines surent vite utiliser les avantages que la mondialisation rendait si rentables. Il leur fallait garder à tout prix le contrôle de leurs couloirs transfrontaliers respectifs – Tijuana et Mexicali, Juarez, et Laredo. (Selon une estimation, en versant à des fonctionnaires mexicains des pots-de-vin pouvant aller jusqu'à un million de dollars par semaine.) En position de force, les

cartels mexicains offrirent des partenariats à leurs fournisseurs colombiens, y compris les FARC et l'AUC, à d'autres groupes mexicains, et à de nouveaux venus portés par la mondialisation – des Russes, des Ukrainiens, des Chinois. Ils vendirent également le droit d'utiliser « leurs » routes à des petits trafiquants contre le règlement de péages exorbitants, pouvant aller jusqu'à 60 % de la valeur de la marchandise. En dépit de cet énorme prélèvement, les petits trafiquants prospérèrent grâce aux somptueux bénéfices rapportés par le marché américain.

Tout cela aboutit à une recomposition complète du jeu. La spécialité s'appliqua à la fonction, plutôt qu'au produit. Tandis que les cartels colombiens étaient des organisations plus ou moins verticales, qui se consacraient à un seul produit, les groupes mexicains préférèrent contrôler la frontière et participer, directement ou indirectement, à la circulation d'un grand nombre de marchandises. Certains restèrent spécialisés, d'autres élargirent leur gamme et ne trafiquèrent plus seulement de la cocaïne et de la marijuana, mais aussi tous les nouveaux produits en hausse, l'héroïne et les méthamphétamines. Par des partenariats avec les Ukrainiens, les Chinois et d'autres, ils étendirent leur commerce jusqu'aux êtres humains. En chaperonnant les autres livraisons contre rétribution, presque plus aucune marchandise illicite passant aux Etats-Unis ne leur échappa. Les Mexicains excellaient également dans l'art, de plus en plus important, du blanchiment à grande échelle. L'organisation de Juarez, par exemple, était connue pour son réseau de vingt-six directeurs régionaux, en fait des banquiers dispersés dans le pays.

Partenariats, diversification, développement du secteur financier – les cartels mexicains s'adaptèrent, à la fin des années 1990, aux changements économiques du trafic et tirèrent le maximum de leur avantage territorial. Les

rivalités et les dangers physiques augmentaient, mais les activités se recomposaient en conséquence. Et quand les chefs furent arrêtés – Benjamin Arellano Felix en 2002 et Osiel Cardenas Guillen en 2003 – l'essentiel de leurs affaires était trop décentralisé, trop bien intégré dans le courant de l'économie légale, pour que leur arrestation soit plus qu'un désagrément temporaire. Une des sœurs Arellano Felix, Edenida, est elle-même un génie de la finance et un magnat de l'immobilier ; sous sa direction, le groupe est devenu, selon les termes d'un journaliste de Tijuana, plus « une corporation qu'un gang ». Par ailleurs, comme la nature a horreur du vide, de nouveaux acteurs puissants comme Guzmán étaient déjà en lice. Et dans toute cette agitation, des petites entreprises locales comme celle, parallèle, de « transports » de Don Alfonzo ont continué tranquillement à prospérer, sans être plus affectées par les guerres des cartels que par les milliards de dollars que les gouvernements américain et mexicain avaient investis pour arrêter le trafic.

Que nous raconte ce tableau ? Que les grands réseaux trafiquants ne sont plus les principaux acteurs ? Ils le sont toujours. Mais ils doivent de plus en plus partager certains secteurs faibles de leur industrie avec des concurrents mineurs. Comme dans n'importe quelle affaire, les pressions de la concurrence poussent les acteurs les plus importants à investir dans de nouveaux produits et secteurs d'activité plus profitables. Alors que le nombre des protagonistes augmente, leurs activités se sont décentralisées, et ils se montrent plus astucieux, plus économes. Le changement, opportuniste, permet de profiter des possibilités que la mondialisation offre. Mais il faut aussi surmonter les obstacles de la loi et la concurrence de nouveaux venus. Cependant, le pouvoir – et le plus grand potentiel financier – s'est porté vers le milieu de la chaîne de distri-

bution, vers les secteurs où existent les plus grandes opportunités pour les transactions, la diversification, les partenariats stratégiques et les synergies transfrontalières lucratives. C'est assez proche de ce qui s'est passé pour beaucoup d'industries mondiales légitimes.

Blanchir, troquer, pirater

Cette transformation globale de l'industrie n'aurait pas été possible sans les innovations et les outils de la mondialisation. Durant les années 1990, le nombre de saisies de drogue dans le monde, qui était resté jusqu'alors autour de 300 000 par an, a plus que quadruplé (1,4 million en 2001). Cette explosion n'est pas vraiment une surprise, parce que l'appareil légal et technologique de la mondialisation, dans son ensemble, a rendu le commerce illicite de la drogue plus rapide, plus efficace, et plus facile à cacher. A commencer par le volume : avec un trafic quotidien d'environ 550 porte-conteneurs pour le port de Hong-Kong seulement ou 63 millions de passagers par an pour l'aéroport de Heathrow à Londres (1 250 vols par jour), la nature compacte des drogues illicites fait d'elles l'équivalent de l'aiguille dans la botte de foin. De la marijuana de haute qualité, qui rapporterait au détail un million de dollars, disons 500 kilos environ, tiendrait facilement dans le faux compartiment d'un des 4,5 millions de camions qui traversent la frontière américano-mexicaine chaque année. Un seul kilo de cocaïne rapporte de 12 000 à 35 000 dollars. L'héroïne est encore plus intéressante du fait de son poids. Un seul mulet qui passe de la drogue, par avion ou à pied, en l'avalant dans des préservatifs enrobés de miel, peut transporter, le plein fait, assez

d'héroïne sud-américaine de qualité pour rapporter de 50 000 à 200 000 dollars.

Partout, les méthodes du trafic reflètent le progrès des nouvelles technologies. Non seulement les grossistes utilisent des services de livraison express, mais en suivant le trajet de la cargaison par Internet, ils peuvent savoir si elle est arrivée ou si elle a été retenue. Et en prévenant d'une possible interception, empêcher ainsi les autorités d'intervenir à temps. Les ventes de drogue se traitent couramment par téléphones portables, qui sont détruits dans la semaine ; les trafiquants utilisent des messageries instantanées, des comptes Internet et des *chats*, souvent depuis les ordinateurs publics et anonymes de cybercafés. Des réseaux plus sophistiqués emploient leurs propres hackers pour protéger leurs communications et pénétrer les ordinateurs des autorités de contrôle. Les mêmes règles, comme la sécurisation grâce à laquelle on peut commander sans risque un livre sur amazon.com ou participer en ligne à une campagne politique, permettent aux trafiquants de drogue de dissimuler leurs communications, transactions et identités. Les petits comme les grands : Internet déborde d'offres de graines de marijuana, d'équipements hydroponiques pour les faire pousser dans un placard, et de recettes pour se mijoter de la méthamphétamine et autres substances.

C'est peut-être la révolution financière des dix dernières années qui a le plus bénéficié au trafic de drogue. Si un paquet d'héroïne est l'aiguille dans la botte de foin du trafic mondial, son revenu est encore plus difficile à repérer dans le tourbillon quotidien des transactions monétaires. Pour dissimuler les mouvements, payer les fournisseurs, rémunérer les opérateurs et recycler le produit, les trafiquants utilisent la panoplie complète – de l'argent envoyé par lettre ou des petites sommes livrées par des

porteurs connus sous le nom de « fourmis » aux opérations complexes de blanchiment avec des sociétés-écrans, des banques offshore, des correspondants et des intermédiaires dans de nombreux pays. Banques en ligne, e-commerce, transferts électroniques, tous entrent en jeu.

Dans certains cas, le système de circulation de l'argent de la drogue est si bien intégré et institutionnalisé qu'il a développé sa propre « marque ». Dans le circuit connu sous le nom de Black Market Peso Exchange (BMPE), les trafiquants colombiens rapatrient les revenus en confiant leurs dollars aux courtiers, qui utilisent les fonds pour faire des achats aux Etats-Unis, pour le compte de clients colombiens, à un taux de change favorable. Les clients paient en pesos les courtiers, qui les reversent aux trafiquants, après avoir prélevé leur commission, bien sûr. Le système accentue le rôle croissant des intermédiaires et l'enchevêtrement de l'argent « sale » et « propre ». Il montre aussi comment des industriels aux Etats-Unis, qui sont contre la drogue, peuvent se retrouver payés, bien qu'indirectement, par l'argent qu'elle rapporte. Le BMPE a eu tant de succès qu'il a donné naissance à de nombreuses variantes. Il englobe maintenant le Mexique, et offre davantage de possibilités aux intermédiaires de s'abriter derrière de multiples frontières. Il recycle environ 5 milliards de dollars par an.

Parallèlement aux méthodes modernes, les anciennes ont toujours leur utilité, comme le troc. La drogue est une bonne monnaie d'échange dans certaines régions. De tels règlements sont courants dans beaucoup de réseaux de distribution ; la marchandise peut être utilisée comme moyen de paiement, faisant ainsi de nouveaux drogués dans des pays où, il y a dix ans, il n'y en avait aucun. Beaucoup d'échanges à grande échelle dans l'économie souterraine mondiale se traitent avec la drogue comme

garantie ou compensation. A la fin des années 1990, la mafia russe a fourni aux trafiquants mexicains des armes automatiques, des radars et même des sous-marins de poche en échange de cocaïne, d'amphétamines et d'héroïne. On sait que l'IRA a alimenté le marché de l'héroïne à Dublin, et que des officiers de l'IRA sont allés en Colombie en 2001 entraîner les FARC, leur donner des conseils stratégiques, et bien sûr leur ouvrir le marché européen. Dans des régions perdues où l'argent est rare ou peu pratique, l'héroïne ou la cocaïne sont de bons substituts, faciles à transporter et d'une valeur d'échange universelle – la précieuse poudre blanche joue le même rôle que le sel autrefois.

Un contrôle à la source

Le trafic de drogue a évolué ; les méthodes pour le combattre ont, par contre, peu changé. Les Etats-Unis, qui ont incité au début du XX^e^ siècle à rendre la cocaïne et l'héroïne illégales, sont toujours en première ligne – avec la plus forte demande de drogue illicite au monde et les plus grosses dépenses en mesures de répression. Mais ces mesures cherchent bien davantage à stopper l'approvisionnement qu'à réduire, ou à contrôler, la demande de drogue. C'est un choix stratégique qui, au cours des ans, s'est rigidifié : les administrations américaines successives n'ont reconsidéré leur politique, en fin de compte, que pour doubler les budgets d'opérations de police ou militaires. Leur but est d'arrêter et d'incarcérer les dealers, neutraliser les circuits de distribution, fermer les frontières à la contrebande, et éliminer la matière première partout où elle est produite. L'ensemble de ces opérations – la

guerre contre la drogue – fait tourner une grande machine bureaucratique et militaire. Le « contrôle à la source » est accro à lui-même.

Depuis plus de trois décennies, les Etats-Unis ont fait des contrôles à la source un élément essentiel et affiché de leur politique étrangère, encourageant la pulvérisation de produits chimiques sur les champs de coca et de pavots, ou des actions contre les gros trafiquants et leurs organisations. Les pays qui coopèrent reçoivent une aide militaire, technique et financière. Ceux-là ne risquent pas les conséquences : opprobre, sanctions économiques, ou utilisation, en rétorsion, de l'influence américaine auprès des organisations internationales comme la Banque Mondiale ou le FMI. Durant les années 1990, dans un rituel annuel appelé la « certification », le gouvernement US a distribué des notes aux pays qui ont « pleinement coopéré », ou pas, selon l'optique américaine, à la guerre contre la drogue. Evidemment, beaucoup ont trouvé le procédé insultant.

Finalement, il a bien fallu reconnaître son inefficacité et son évidente hypocrisie, et le système a été abandonné. Un ancien haut fonctionnaire de la DEA (Drug Enforcement Administration) m'a confié : « Avant chacun de mes voyages pour vérifier avec mes homologues du gouvernement mexicain les efforts accomplis contre le trafic de drogue, nos services secrets me faisaient un briefing détaillé sur les liens existants entre les hauts fonctionnaires mexicains que j'allais rencontrer et les trafiquants. Après cela, j'allais à un autre briefing où on me disait que le NAFTA était une priorité pour les Etats-Unis et que je ne devais rien faire qui puisse le compromettre. Notre politique était, et est toujours, complètement schizophrène. »

Mais tous les efforts ne sont pas inefficaces et bien sûr, les coups de filet sont parfois fructueux. En 1997 les 773 millions de dollars dépensés en « interdiction » –

l'interception de cargaisons de drogue par voie maritime vers les Etats-Unis – ont rapporté plus de 50 tonnes de cocaïne et 15 tonnes de marijuana. Pas une semaine ne se passe sans qu'on annonce une saisie spectaculaire en Floride, en Californie, ou ailleurs. En 2003, les douanes américaines ont saisi plus d'un million de tonnes de diverses drogues, certaines dans des conteneurs de roues de secours ou d'ours en peluche, mêlées à des perruques, des boîtes de chips au maïs ou de sauce tomate, des sapins de Noël en plastique, ou des sacs de sable, ou encore implantées chirurgicalement dans la cuisse d'un homme.

Le problème est que, malgré tous ces efforts et leur succès temporaire, le flux de drogues, aux Etats-Unis et sur d'autres marchés importants, ne cesse pas. Selon un rapport de l'Office de contrôle national des drogues de la Maison Blanche, le nombre de consommateurs de marijuana qui ont demandé à suivre un traitement a triplé entre 1992 et 2002. Selon ce rapport, cela est dû à la fois à l'augmentation de la consommation de marijuana et à la qualité du produit disponible sur le marché.

Les changements que connaît le trafic expliquent ces augmentations. Les drogues sont de plus en plus difficiles à contrôler à la source, parce que les sources elles-mêmes se multiplient – les nouveaux producteurs, les enclaves rebelles et sans contrôle, ou les sources par procuration qui jouent le rôle privilégié de centres de transit de drogues de diverses origines. Quand elles parviennent sur les marchés importants de la consommation, les drogues sont souvent mêlées à d'autres produits licites ou illicites – pas seulement cachées dans les conteneurs derrière des machines à laver ou dans des jouets, mais noyées dans un circuit complexe de marchandises et d'argent, qui implique de nombreux intermédiaires et lieux différents.

Entre-temps, le « contrôle à la source » et une répres-

sion renforcée ne font qu'ajouter de la valeur aux drogues qui parviennent sur le marché. Passer des frontières, éviter les saisies, verser des pots-de-vin, tout cela coûte de l'argent et doit être intégré. Si les prix et les gains potentiels s'en trouvent augmentés, cela reste sans effet visible sur la demande. Cette valeur ajoutée est d'autant plus forte que le risque est grand – par exemple, traverser les frontières des Etats-Unis ou de l'Union européenne –, mais elle affecte chaque segment de la chaîne d'approvisionnement. L'augmentation du prix de la main-d'œuvre dans les zones rurales de l'Afghanistan pousse les fermiers à cultiver des pavots plutôt que des céréales. Le bakchich est difficile à éviter. Accepter de servir de mulet rapporte beaucoup d'argent. Les trafiquants n'ignorent pas qu'un certain nombre de ces mulets se feront prendre, mais ils considèrent cyniquement ce risque comme inhérent au système. Mais pour une femme seule avec des enfants – le profil fréquent du mulet – la perspective de gagner cinq mille dollars pour une seule traversée de la frontière américaine est plus intéressante qu'aucune autre activité locale.

Bref, le contrôle à la source s'appuie sur de piètres mesures. Mais quoique les critiques soient nombreuses, elles n'ont pas encore atteint l'administration américaine. En Europe, où l'approche n'a jamais été tout à fait la même, les promoteurs d'autres stratégies ont reçu un meilleur accueil. La plupart des pays européens ont simplifié le problème en décriminalisant, soit par la loi, soit en la tolérant de facto, la possession de petites quantités de marijuana. L'Europe a été moins agressive en favorisant (et en finançant) le traitement des drogués. Mais les Etats-Unis, l'acteur le plus influent au niveau planétaire, gardent la certitude qu'ils gagneront la guerre contre la drogue. Si les trafiquants doivent un jour être vaincus, ce ne sera pas par des programmes pleins de bonnes intentions, mais par

une force plus puissante : le réalisme politique. Dans ce domaine aussi les trafiquants ont fait des progrès, avec des conséquences vraiment inquiétantes.

Un conflit de politiques

La puissance économique du trafic de drogue défie les gouvernements. Elle peut aussi les déstabiliser. Prenez, par exemple, le cas de la Bolivie. Fortement encouragée pendant des années par les Etats-Unis, la Bolivie s'est résolue à éradiquer, en 1998, la culture de coca dont les feuilles servent à la fabrication de la cocaïne. Seule une « petite » surface (environ 12 000 hectares) devait être conservée, sous un contrôle très sévère, pour un usage local légal traditionnel. Mais pulvériser les champs et proposer en remplacement des pamplemousses et des bananes s'est révélé bien peu convaincant. La situation des *cocaleros*, les planteurs de coca, a rallié tous les mécontents et exclus de Bolivie : les pauvres, les paysans et la population indigène traditionnellement mise à l'écart. Un *cocalero* indien Aymara, le socialiste Evo Morales, est devenu un des hommes politiques les plus influents du pays. En 2002, Morales est arrivé second aux élections présidentielles, juste derrière le libéral Gonzalo Sanchez de Lozada, partisan convaincu du marché libre, qui avait réussi à stopper une inflation galopante dans les années 1980. L'année suivante, le mécontentement *cocalero* n'ayant cessé de s'amplifier, un mouvement violent protestataire a balayé La Paz. Après moins d'un an aux commandes, Sanchez a dû céder le pouvoir à son vice-président, Carlos Mesa, et se réfugier aux Etats-Unis. Incapable de supporter ces mêmes pressions, le gouverne-

ment de Mesa s'est également effondré; début 2006, Morales le *cocalero* devient président de la Bolivie, remportant une immense victoire aux implications potentiellement explosives.

Sanchez de Lozada m'avait confié que « les narco-syndicalistes, les groupes terroristes et les cartels » étaient responsables de la chute de son gouvernement. Il s'était plaint amèrement du peu d'aide économique reçue des Etats-Unis pour lui permettre d'améliorer les conditions de vie des Boliviens pauvres, obligés d'abandonner leur ancienne activité, la culture de coca. « Quand j'ai eu le plus besoin de leur soutien financier, les Américains m'ont laissé tomber. » Deux politiques engagées par les Etats-Unis, la guerre contre la drogue et le soutien des gouvernements démocratiquement élus en Amérique latine, s'étaient trouvées en conflit, avec des conséquences tragiques. L'une de ces conséquences est que maintenant, non seulement les *cocaleros* sont politisés, mais leurs intérêts convergent tout naturellement avec ceux des trafiquants qui contrôlent la principale exportation de Bolivie. Les *cocaleros* ne se contentent pas d'être à la base du commerce, ils représentent la principale force politique du pays. Ensemble, ils ont réussi à influer sur la politique de la Bolivie, ses institutions et ses relations internationales.

Le cas de la Bolivie n'est pas isolé. Il y a des conséquences politiques partout où l'économie de la drogue prospère. Trop d'argent est en jeu. En tout cas, il est pratiquement acquis que là où la drogue rapporte de façon substantielle, il y a corruption et complicité des autorités – très souvent aux plus hauts niveaux. Les brigades d'élite antidrogue et les unités de police nationale, du Mexique à la Russie jusqu'au Cambodge, sont infiltrées et achetées. Les procureurs et les juges ne sont pas différents. Tout pousse à penser que la corruption est la règle, et non

l'absence de corruption. Les stratégies fondées sur la coopération entre gouvernements ont automatiquement un talon d'Achille. Dans un gouvernement, les membres honnêtes et motivés doivent se charger des moins honnêtes, tâche politiquement coûteuse qui a peu de chance d'aller très loin tant que les incitations financières restent ce qu'elles sont.

D'autres cas sont moins nettement établis. En Colombie, les territoires des FARC et de l'AUC sont des pays dans le pays. Avec leurs propres lois, économies et infrastructures, ce sont des territoires où l'autorité de contrôle se maintient, pour une large part, grâce au trafic de drogue. C'est aussi vrai des barons de la drogue qui tiennent des régions en Afghanistan d'où d'énormes quantités d'opium sont exportées en dépit de la présence de milliers de soldats américains dans le pays. Il n'est pas difficile de comprendre que les guerres entre organisations criminelles au Mexique n'ont pas seulement pour cause la drogue, mais aussi le contrôle politique de régions dont les personnalités officielles sont vénales, ou trop timorées pour représenter une menace. Le maire de la ville de Sinaloa, où s'est réfugié Guzmán, n'a jamais mentionné le nom du criminel au journaliste qui l'interrogeait. On sait ainsi clairement qui détient le pouvoir.

Logiquement, l'étape suivante serait, pour un gouvernement reconnu, officiel, de se soumettre à la réalité économique et de s'engager lui-même dans le business de la drogue. C'est un pas risqué, pas vraiment recommandé pour celui qui voudrait garder des relations cordiales avec les grandes puissances. Mais si vous pensez que vous n'avez rien à perdre, pourquoi pas ? En fait, il y a au moins un pays qui a franchi le pas. Selon des sources bien informées, la Corée du Nord s'est mise à planter des pavots il y a quelque temps déjà. L'hermétique nation communiste est

maintenant, aussi, un producteur de narcotiques pour le marché mondial. C'est une initiative moins connue que son programme nucléaire. Mais elle risque de causer davantage de dégâts, car ce n'est pas un élément de marchandage, mais une source de revenus bien plus nécessaire.

Les narcotiques risquent d'être un nouveau contentieux dans les déjà pénibles négociations entre la Corée du Nord et la communauté internationale. Mais ce serait une erreur de croire que la Corée du Nord est la seule. L'effet, sur des régions vulnérables, des énormes marges de profit du trafic mondial de drogue sera la naissance de forces politiques fondées sur l'argent de la drogue, et vice versa. Les formes que prendront ces combinaisons peuvent varier – de la corruption à la sécession d' « Etats voyous ». Mais la dynamique sous-jacente, cependant, sera certainement la même.

CHAPITRE 5

Le boom de l'esclavage au XXIe siècle

Quelques heures avant l'aube, le 7 juin 1993, un vieux cargo enregistré au Honduras, le *Golden Venture*, s'échoue devant Fort Tilden, près de l'entrée du port de New York. A bord se trouve une cargaison peu habituelle : plus de trois cents immigrés clandestins chinois, de la province de Fujian. Le bateau immobilisé, cent vingt passagers risquent le tout pour le tout et plongent dans l'océan afin de rejoindre le rivage à la nage. Avant que les gardes-côtes et la police puissent tous les récupérer, six d'entre eux étaient morts.

Le *Golden Venture* a sonné l'alarme. Il a attiré l'attention sur une mutation de taille dans le trafic international des êtres humains. Avant le *Golden Venture*, on connaissait dans les pays riches les passeurs qui aidaient les émigrants, contre rétribution, à pénétrer sur la terre promise. L'incident de New York a révélé en fait un commerce de gros organisé qui expédiait très loin des cargaisons humaines, avec beaucoup d'argent en jeu. Depuis, les histoires navrantes de ce genre se sont multi-

pliées. Elles ne font plus la une des journaux pour la pire des raisons : elles sont devenues ordinaires.

Le *Golden Venture* a braqué les projecteurs sur les activités d'un circuit particulier – le circuit de Fujian qui livre, depuis cette province chinoise traditionnellement maritime, des émigrants aux Etats-Unis, à Taiwan, au Japon et en Australie. La province de Fujian fournissait en 1995 plus d'un quart de l'émigration chinoise. Au début des années 1990, 25 000 Fujianais arrivaient chaque année aux Etats-Unis. En 2004, pour New York seulement, ils étaient 10 000. La population fujianaise à New York a poussé Chinatown à s'étendre sur les quartiers adjacents et inondé les restaurants et les ateliers de confection d'une main-d'œuvre bon marché et illégale. Le prix du passage, qui coûtait moins de 2 000 dollars, a atteint la somme record de 60 000 dollars. Une partie est payable immédiatement, le solde représente une dette dont sont redevables l'immigré et ses proches, tant à Fujian qu'aux Etats-Unis. Ce prix couvre soit un transport maritime pénible – 112 jours de mer pour le *Golden Venture* – ou une odyssée en plusieurs étapes, c'est-à-dire un parcours à pied à travers les montagnes de Thaïlande, puis un vol pour un autre pays de transit et de là pour le Canada ou le Mexique, puis le passage aux Etats-Unis par voie terrestre. Le tout se passe dans l'intimidation et la violence. Au début des années 1990, en attendant d'être envoyés ailleurs, les nouveaux arrivés à New York se retrouvaient à trois cents dans des « lieux sûrs » – généralement des sous-sols – menottés ou enchaînés, et régulièrement battus, torturés ou violés. Le remboursement de la dette continue d'être exigé de façon brutale bien après la fin du voyage. Et pourtant, une fois établis, beaucoup de ces immigrés se transformeront en passeurs pour faire venir les proches qu'ils ont laissés au pays.

Hélas, l'histoire est assez classique. Le circuit de Fujian

n'est qu'un cas parmi tant d'autres. Comme celui, par exemple, de l'Asie du Sud vers divers pays européens. Entre 1988 et 1996, un citoyen maltais d'origine pakistanaise, Tourab Ahmed Sheikh, gagna 15 millions de dollars dans un commerce qui se développa vite, à la fois en volume et en surface. Sheikh commença par envoyer des Indiens en Allemagne par avion, via Malte. Puis il se dit que les Bangladais pouvaient être plus intéressants et il changea de spécialité. En trois ans, il convoya 10 000 citoyens du Bangladesh vers l'Italie à bord d'une flottille charter de petits bateaux de pêche. Un gros trafiquant qui affrétait des long-courriers, Mandir Kumar Wahi, découvrant l'activité de Sheikh, lui proposa un partenariat intéressant. Les petits bateaux de Sheikh retrouveraient les grands cargos de Wahi en haute mer et amèneraient discrètement les émigrants sur les côtes italiennes. Sheikh se fit prendre après une collision tragique au cours d'un transfert, qui coûta la vie à 283 émigrants et à deux membres de son équipage. Mais quand un joueur tombe, un autre prend sa place. Certains sont des organisateurs comme Wahi, d'autres des contractants comme Sheikh, et d'autres encore sont les « traditionnels » passeurs locaux, qui font traverser l'Iran et la Turquie à des Pakistanais ou des Afghans pour des milliers de dollars. Tous ces entrepreneurs, avec leurs spécialités, fonctionnent fréquemment en partenariat, en négociant des arrangements et une foule d'accords, d'alliances et de collaborations selon les cas, sans cesse modifiés.

Mouvements de masse

Il a fallu quatre cents ans au trafic transatlantique pour importer 12 millions d'esclaves africains dans le Nouveau

Monde. Douze millions de trop. Mais il faut savoir qu'en Asie du Sud-Est environ 30 millions de femmes et d'enfants ont fait l'objet d'un trafic – dans les dix dernières années. Si le trafic des êtres humains n'est pas le plus rentable des commerces illicites – cet honneur revient à la drogue –, c'est celui qui se développe le plus vite. Les passages de frontière, qui ne représentent qu'une partie du trafic, concernent environ 700 000 à 2 millions d'individus par an. (L'achat et la vente d'êtres humains à l'intérieur des pays font grimper les chiffres.) Certaines statistiques sont difficiles à obtenir. C'est toujours le cas quand il s'agit de commerce illicite. Mais les gouvernements, les organisations internationales et les associations militantes qui suivent ces mouvements sont d'accord sur une chose : aujourd'hui le nombre de personnes qui passent les frontières illégalement, souvent sous la contrainte, est sans précédent dans l'histoire.

La rapidité hallucinante de la progression est également sans précédent. Selon les Nations unies, lorsqu'on additionne trafic et clandestinité, le « commerce des humains » concerne au moins 4 millions d'individus chaque année, représentant une valeur de 7 à 10 milliards de dollars par an. Probablement davantage en réalité, puisque les clandestins de Chine valent à eux seuls de 1 à 3 milliards de dollars par an, et le FBI considère que ceux du Mexique rapportent aux réseaux de 6 à 9 milliards par an. Si les estimations sur sa valeur globale varient, les meilleurs experts s'accordent pour dire que ce commerce déjà florissant se développe encore à toute allure.

Les termes de *clandestinité* et de *trafic* désignent, en principe, deux activités différentes. L'émigrant clandestin paie le passeur. Dans le cas du trafic, le trafiquant trompe ou oblige l'émigrant, le vend ou vend son travail. Mais en réalité, la distinction n'est pas si claire. Beaucoup d'immi-

grés illégaux volontaires doivent des sommes arbitraires et exorbitantes, qui les conduisent à des ateliers clandestins ou les soumettent à d'autres conditions de travail abusives, « arrangées » par leurs passeurs. Clandestinité et trafic se confondent. Les deux sont des aspects d'une vaste industrie qui s'est développée parce que certains individus aspirent à une vie meilleure qu'ils espèrent trouver ailleurs, tandis que les institutions sèment des obstacles sur leur route.

Le commerce des êtres humains est sans doute le plus répugnant moralement de tous les commerces illicites qui prospèrent aujourd'hui. Mais il est étroitement lié aux mouvements migratoires mondiaux, toujours plus complexes. L'impulsion qui incite les hommes à émigrer n'a pas d'âge et elle est difficile à contrôler. Ils y sont amenés par l'occasion, l'espoir, le désespoir ou simplement, la nécessité de survie. Les trafiquants foncent sur ces proies et, grâce à leur habileté à franchir les obstacles mis en place par les autorités, convertissent ces impulsions humaines en argent.

Tout s'y prête. Jamais les individus n'ont autant circulé. En 2004, le monde comptait 175 millions d'immigrés possédant des papiers, 3 % de l'humanité. Et peut-être la moitié autant de sans-papiers. Il faut compter aussi les migrations internes, 150 millions pour la Chine seule, des zones rurales aux zones urbaines et industrielles qui s'étendent rapidement. Et encore 20 millions de réfugiés et de personnes déplacées pour compléter le tableau. Les Etats-Unis et l'Europe occidentale restent des destinations de choix. En 2000, le recensement américain avait relevé plus de 30 millions de résidents nés à l'étranger, soit 11,1 % de la population. Parmi ceux-là, 13,3 millions, soit 44 %, sont arrivés dans les années 1990. En Europe occidentale, près de 30 millions d'individus sont nés à

l'étranger. Pour d'autres destinations de choix, les immigrés représentent l'essentiel de la force de travail, comme dans le Golfe par exemple. Plus de 58 % des résidents au Koweït ne sont pas des Koweïtiens. La population des Emirats arabes unis est à 74 % étrangère.

Cependant, les pays ne se divisent plus aujourd'hui en sources ou en destinations de migrants. Beaucoup sont les deux : une partie de leur population part tandis que des immigrés clandestins arrivent en masse. Le Maroc et la République dominicaine en sont des exemples. D'autres pays sont des points de transit majeurs – ou des zones d'attente – pour ceux qui veulent traverser. Les Guatémaltèques au Mexique ou les Tchadiens en Libye attendent l'occasion de passer aux Etats-Unis ou en Italie. L'Inde, le Mexique, la Turquie, l'Egypte, l'Espagne, le Portugal et le Maroc, pays qui reçoivent habituellement les plus gros virements de l'étranger (l'argent que leurs nationaux envoient), sont eux-mêmes de plus en plus des pays de destination.

Les raisons pour lesquelles le besoin d'émigrer se fait plus pressant sont nombreuses, pour des destinations géographiquement plus étendues qu'avant. Une meilleure information sur les opportunités qu'offre l'étranger, des communications moins chères et plus fréquentes avec les parents et amis qui s'y trouvent, ouvrent les yeux et donnent envie d'aller tenter sa chance. Le prix abordable des communications et des voyages rend aussi l'exil moins absolu, moins définitif, et fait tomber la barrière psychologique du départ. Autre facteur, l'effondrement du Bloc soviétique, avec l'ouverture de ses frontières, libérant soudain des millions de travailleurs potentiels pour des pays qui en avaient besoin – et pour d'autres dont ce n'était pas le cas.

Il y a autre chose encore. C'est la voracité des em-

ployeurs des pays receveurs. Beaucoup sont friands de cette main-d'œuvre qui accepte des bas salaires pour des travaux que les nationaux refusent. Parfois, la croissance économique crée dans certains secteurs un besoin qui dépasse les moyens locaux. Ailleurs, les travailleurs nationaux ne sont pas rares, mais simplement considérés comme trop chers – spécialement quand d'autres sont prêts à travailler à moindre prix. Il en résulte des politiques d'immigration et des lois du travail ambiguës et contradictoires. Certaines catégories de travailleurs sont les bienvenues – des visas spéciaux pour les travailleurs ayant une formation technique aux Etats-Unis, ou le recrutement de 20 000 informaticiens étrangers en Allemagne en 2000. D'autres ont droit à un accueil rétroactif, par exemple en 2005 en Espagne, avec la légalisation des travailleurs clandestins installés dans le pays. Les Etats-Unis envisagent un programme de « travailleurs invités » pour les Mexicains, semblable à celui que les Allemands avaient offert aux Turcs.

Les employeurs sont fréquemment favorables à des lois d'immigration plus souples; l'opinion publique y est souvent viscéralement opposée. Presque aucun pays ne reçoit à bras ouverts tous les types d'émigrants. Le mouvement migratoire cependant s'amplifie, *malgré* les barrières, quotas, prohibitions et contrôles des frontières, malgré les systèmes complexes de visas et de permis de travail avec des règles différentes pour différentes nationalités et professions, des privilèges spéciaux pour ceux qui ont de l'argent à investir, et des milliers d'autres circonstances spéciales qui varient selon les destinations. Le flux des émigrants ne se soumet pas très facilement à toutes ces demandes. Par contre, il menace de les submerger. Cette pression fait prospérer le commerce.

Tout cela s'ajoute à un marché – un marché mondial du

travail plein d'imperfections, avec beaucoup de barrières légales, des goulets d'étranglement et des complications logistiques à surmonter. Et comme tout marché, celui-ci a besoin de courtiers. Mais ces intermédiaires n'ont pas le type Wall Street. Certains sont des recruteurs légaux, comme les agents des sociétés qui embauchent à l'étranger, ou les gouvernements eux-mêmes – par exemple, les Etats-Unis avec leur loterie annuelle de la carte verte. Mais trop d'acteurs à la bourse internationale du travail sont des gens douteux ou des criminels avérés. Ils traitent ce que Kevin Bales, un des meilleurs experts mondiaux sur le sujet, appelle les « esclaves d'aujourd'hui ». La description est d'autant plus terrible qu'elle est, beaucoup trop souvent, exacte.

La pire déchéance

Le trafic des êtres humains est ce qu'il y a de plus sordide dans la circulation de la main-d'œuvre de la nouvelle économie mondiale. Ses victimes finissent dans des ateliers clandestins et des plantations, des usines et des petites entreprises agricoles, ou comme domestiques. Il y a aussi, pire encore, et ce n'est certes pas la seule, l'exploitation sexuelle. De nombreux circuits d'esclaves sexuels se développent aujourd'hui dans le monde : de Birmanie, de Chine et du Cambodge pour la Thaïlande, de Russie pour les Emirats du Golfe, des Philippines et de Colombie pour le Japon, etc. Certains sont particulièrement lucratifs et à grande échelle. Depuis la disparition du rideau de fer, des milliers de jeunes femmes, importées de Russie, d'Ukraine, de Moldavie et de Roumanie, sont prostituées dans des villes d'Europe de l'Ouest et du Japon. Des trafiquants,

pratiquement inconnus à Londres vers le milieu des années 1990, contrôlaient cinq ans plus tard 80 % des tapineuses des quartiers chauds. Dans des villes comme Lyon, le changement a été tel que les prostituées locales ont manifesté pour protester contre cette arrivée massive, sous la contrainte, de femmes d'Europe de l'Est, et les conséquences qu'elle pourrait avoir sur leurs revenus, leur santé et leur sécurité.

La trajectoire de ces femmes est particulièrement dégradante. Les recruteurs, qui gagnent cinq cents dollars par tête, les appâtent avec un miroir aux alouettes, généralement un travail comme mannequin, employée ou vendeuse dans un pays riche. Parfois, elles sont tout simplement kidnappées. Après avoir franchi les frontières grâce à la complicité de fonctionnaires corrompus, elles sont entreposées en des « lieux sûrs » dans des villes comme Budapest ou Sarajevo et conditionnées au moyen de drogues, de coups et de viols répétés. Finalement débarquée dans une ville d'Europe de l'Ouest avec un passeport falsifié ou volé, ou entrée clandestinement, la jeune femme passera un an ou plus comme esclave sexuelle, soumise à un traitement déshumanisant permanent, jusqu'à épuisement ou jusqu'à ce que le trafiquant décide qu'elle a réglé sa « dette » – une somme qu'il aura fixée arbitrairement. Les capitales chic européennes cachent beaucoup de ces esclaves. Il en va de même pour le Japon, où les filles viennent souvent du Brésil, d'Equateur et de Colombie. Ou pour la Thaïlande, où on trouve dans les bordels des adolescentes cambodgiennes vendues par des parents poussés par le désespoir et la pauvreté.

Ces trafics sont aussi efficaces que sordides. Un officier d'Interpol estime que les trafiquants sont en mesure de fournir à la demande, dans les quarante-huit heures à Londres, de la chair fraîche des Balkans. Ils ont également d'autres lignes de produits. Par exemple, des jeunes en-

fants, qui seront utilisés comme mendiants professionnels, ou vendus à l'Ouest pour adoption. En Albanie, ils offrent aux familles pauvres jusqu'à cinq mille euros pour un nouveau-né, et concluent l'affaire parfois avant même que la mère ait accouché. Et c'est un prix intéressant. « Un fils pour une télé », avait titré le *New York Times*, en 2003, en racontant l'histoire d'un enfant albanais de trois ans que son père avait vendu à un intermédiaire pour un poste de télévision. L'acheteur italien avait payé à l'intermédiaire six mille dollars. Malgré tous les efforts entrepris pour que cessent ces pratiques, un rapport des Nations unies et de l'Organisation de Sécurité et de Coopération en Europe constatait en 2003 que cela n'avait eu aucun effet : « Les chefs mafieux opèrent dans la région [les Balkans] et les élus sont parfois complices de leurs crimes. »

Le trafic des femmes pour l'industrie du sexe est également courant aux Etats-Unis, mais il n'a attiré l'attention générale que récemment. En 1998, des esclaves sexuelles mexicaines étaient découvertes en Floride. En 1999, un rapport gouvernemental indiquait que les services de l'immigration avaient recensé dans 26 villes 256 bordels alimentés par ce trafic. Et en 2004, dans un article du *New York Times Magazine*, intitulé « The Girls Next Door » (Les filles d'à côté), Peter Landesmann décrivait avec une précision implacable les traitements imposés aux jeunes victimes du trafic dans l'Amérique « normale » des classes moyennes. Quelques mois plus tard, la police arrêtait une filière présumée de prostitution asiatique dans une ville tranquille du Vermont. « Ils réussissent plutôt bien en s'installant dans les banlieues et même dans les zones rurales, confiait aux journalistes Derek Ellerman, de Polaris Project, un groupe militant qui lutte contre le trafic des êtres humains. Là où il y a de la demande pour du sexe payant, les trafiquants débarquent. »

L'armée de réserve des sans-papiers

Savoir qu'il existe un réservoir de main-d'œuvre illicite pousse à l'utiliser. Les employeurs qui engagent volontiers des sans-papiers ont des besoins sur du court terme, notamment dans les restaurants, la confection ou la construction. Beaucoup sont eux-mêmes des immigrés.

Cependant le recours à la main-d'œuvre illicite ne se limite pas aux affaires des immigrés. Des firmes établies, parfois anciennes et prestigieuses, font la même chose et alimentent ainsi le trafic des passeurs. Des agences de travail temporaire de Chinatown, à New York, spécialisées dans les travailleurs fujianais sans papiers fournissent toute la Côte Est, du nord au sud. Leurs clients ne sont pas exclusivement chinois. En échange de leurs scrupules et de la transgression de la loi, les employeurs bénéficient, par ces arrangements, du service de travailleurs sous-payés et inorganisés, qui ne peuvent rien contre les longues heures de travail et les conditions aberrantes. On épargne également aux employeurs le sale boulot : les agences se chargent des contrats et des salaires, et ils n'ont même pas besoin de savoir combien leurs travailleurs sont payés.

Certains ont franchi le pas suivant – se procurer directement les travailleurs illégaux, en éliminant les agences. De grandes entreprises et leurs sous-traitants se font régulièrement pincer à faire travailler « par inadvertance » des sans-papiers. Aux Etats-Unis les amendes et autres astreintes pénalisant l'emploi des sans-papiers étrangers ne sont pas très lourdes ni contraignantes. Selon un commentateur, « une façon simple de réduire l'immigration illégale serait

de renforcer les lois existantes contre les employeurs des sans-papiers. Le coût de cette politique passerait du contribuable à l'employeur pénalisé... La politique actuelle fait que le gouvernement subventionne *de facto* des industries employant des millions de travailleurs illégaux, par l'abandon des taxes et des charges sociales qui auraient dû être payées ».

Cette attitude laxiste vis-à-vis des employeurs de travailleurs illégaux est planétaire. Dans certains pays, elle permet à certaines industries d'être compétitives. Partout dans le monde, les ateliers clandestins de confection sont devenus le pôle d'attraction des sans-papiers. Ces ateliers, où la main-d'œuvre, principalement féminine, souvent soumise à l'intimidation et à la violence, payée à la pièce, travaille docilement de longues heures, ont été l'objet de campagnes militantes pour leurs liens avec des fabricants connus. Le territoire américain des Mariannes-du-Nord est devenu une destination de choix des émigrants d'Asie. Les trafiquants leur font croire qu'ils pourront de là continuer librement leur voyage vers les Etats-Unis. En réalité, ils sont remis à des entreprises de confection, appartenant parfois à des syndicats asiatiques du crime organisé, pour y travailler jusqu'au règlement de leur dette. Saipan, la capitale du territoire, est ainsi devenue la destination de certains circuits de prostitution. C'est une progression logique.

Dans les pays riches, pôles d'attraction des émigrants, l'afflux des sans-papiers déstabilise complètement des marchés du travail qui ont déjà des problèmes de récession ou ont choisi une délocalisation. Si les protections sociales sont mises en question et les syndicats en perte de pouvoir, les sans-papiers représentent une « armée de réserve », dans le sens où Marx l'entendait – un groupe de travailleurs dociles et bon marché dont la disponibilité fait chuter le prix et la qualité des conditions de travail. Le cri

d'alarme lancé par les syndicats aux Etats-Unis, par exemple, n'est par conséquent pas une surprise. Et on continuera à accuser les corporations d'avoir un intérêt évident à ce que rien ne bouge. Mais l'histoire se répète. Cet afflux a aussi provoqué des conflits dans les communautés d'immigrés, entre les premiers arrivés qui s'étaient syndiqués, souvent au prix d'une lutte âpre, et les nouveaux immigrés et les trafiquants, qu'on rend responsables de la baisse des salaires.

Cependant, d'un autre point de vue – celui des voisins et des proches que les travailleurs ont laissés derrière –, les immigrés clandestins, volontaires ou forcés, sont des sources de revenus, autant que les immigrés légaux. Beaucoup finiront par payer leurs dettes aux passeurs et bénéficieront d'une situation plus stable. Cela fera d'eux, au pays, des investisseurs potentiels aussi bien que des sponsors pour les futurs candidats à l'émigration. Environ 100 milliards de dollars sont envoyés chaque année chez eux par les immigrés, habituellement par sommes d'environ 250 dollars, que même les gagne-petit arrivent à économiser. Ces envois ont progressé de 7 à 10 % par an pour l'Amérique latine et ont déjà dépassé l'équivalent de 10 % des PIB de Haïti, du Nicaragua, du Salvador, de la Jamaïque, de la République dominicaine et de l'Equateur. En Colombie, ils sont équivalents à la moitié des exportations de café ; au Mexique, au montant total des revenus du tourisme. Ces dernières années, les fonds envoyés par les Latino-Américains qui travaillent aux Etats-Unis dépassent les investissements des multinationales dans la région. Cela ne fait que rendre la perspective de l'émigration plus attrayante – et bien entendu nécessaire.

Dans le petit hameau chinois de Langle, il est facile de reconnaître les maisons des familles avec une progéniture féminine. Le journaliste Howard French a remarqué que

les familles qui ont des filles possèdent des maisons avec un toit en tuiles et l'air conditionné. Celles qui n'en ont pas sont très pauvres, et les hommes continuent de chasser dans les collines boisées avec un arc et des flèches. La raison principale pour laquelle les maisons avec des filles sont plus prospères est que les filles ne sont plus là. Elles travaillent comme prostituées en Thaïlande et en Malaisie, et l'argent qu'elles envoient chez elles fait la différence socio-économique. « Toutes les filles voudraient aller [dans les pays étrangers pour travailler dans l'industrie du sexe] mais certaines doivent prendre soin de leurs parents », a déclaré Ye Xiang, vingt ans, elle-même passée par la Thaïlande. Selon French, ces filles étaient devenues le principal moyen pour les familles de la région, sinon le seul, d'accéder à une vie meilleure, sans que cette pratique n'entraîne leur déshonneur.

On retrouve les mêmes réalités et attitudes dans une petite ville semblable, à l'autre bout du monde. Le reporter Somini Sengupta raconte l'histoire de « Becky », une jeune femme de trente-quatre ans revenue à Benin City, au Nigeria, après s'être prostituée pendant dix ans en Italie. « Ses amis comme ses voisins considéraient qu'il n'y avait aucune honte à cela ; la honte aurait été de revenir les mains vides », écrit Sengupta. Car comme à Langle, les revenus de la prostitution des femmes de Benin City changent le paysage social et matériel. Celles qu'on appelle les Italos, écrit Sengupta, « retournent chez elles et se construisent des maisons. Elles creusent des puits privés pour avoir l'eau courante jour et nuit. Elles circulent en 4 × 4 dans les rues de terre battue de Benin City ». Beaucoup de ces femmes sont parties pour l'Italie, non avec le consentement de leurs familles mais plutôt avec leurs encouragements enthousiastes.

Dragons, coyotes, « snakeheads »

« C'est comme un dragon – bien qu'il se présente comme une créature très longue, composée de différentes parties organiques étroitement liées. » Cette formule, qu'un passeur chinois a utilisée pour décrire à un chercheur la structure de son business, correspond assez au circuit de la clandestinité et du trafic humain aujourd'hui. La créature est en effet très longue. Les routes que les émigrants clandestins suivent peuvent être tortueuses et bizarres, avec un nombre incertain de détours et de points de transit. La route de la Chine aux Etats-Unis peut passer par l'Asie du Sud-Est, l'Afrique et l'Amérique latine. Selon certaines estimations, environ 30 000 émigrants chinois se retrouvent chaque jour enfermés dans des lieux sûrs tout autour du monde ; à certains moments, il y avait 4 000 Chinois en transit en Bolivie. Il y a environ en permanence 300 000 illégaux à Moscou en provenance d'Asie, d'Afrique et du Moyen-Orient, en attente de départ. Un réseau démantelé au début de 1998, qui avait amené des Irakiens et des Palestiniens à El Paso, Texas, utilisait des « centres de regroupement » en Jordanie, en Syrie, dans les territoires palestiniens et en Grèce, et des « centres de transit » en Grèce, en Thaïlande, à Cuba, en Equateur et au Mexique. Ce sont là des exemples ordinaires.

Qui fait marcher le commerce ? Les opérations varient en complexité et en importance, de la petite unité artisanale – souvent une véritable entreprise familiale – à des gangs impliqués dans de multiples affaires illicites. Mais une seule entreprise ne peut tout assurer, tant les tâches

sont nombreuses et dispersées. Autrefois, quand il s'agissait simplement de traverser une frontière, le passeur classique était juste un entrepreneur local. Sur la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis, ce passeur était connu sous le nom de coyote. Archétype de la frontière des années 1980, le coyote est depuis passé au second rôle. Lui et ses pareils ne sont plus qu'une des « parties organiques » du dragon. Au Mexique même, le vieux coyote sera bientôt obsolète, tandis que l'augmentation du trafic le long d'une frontière très surveillée a fait monter le prix du passage (de trois cents dollars vers le milieu des années 1990 à deux mille en 2001) et donné l'avantage à des groupes mieux organisés avec des correspondants de l'autre côté de la frontière et un accès à la technologie.

Les Chinois les appellent « snakeheads * ». Les trafiquants dits snakeheads considèrent les coyotes comme des contractants et utilisent localement leurs services en cas de nécessité. En 2005, les autorités estimaient que plus de trois cents groupes identifiables pouvaient opérer illégalement sur la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique. L'un d'entre eux par exemple, le réseau de Salim Boughader, un Mexicain d'origine libanaise, était spécialisé dans le transport des émigrants clandestins du Moyen-Orient, pour la plupart des chrétiens irakiens qui fuyaient la persécution religieuse dans l'Irak de Saddam Hussein. Un autre réseau trafiquant, l'organisation « M », s'occupait principalement d'Egyptiens qui allaient au Brésil comme touristes, et de là au Guatemala puis au Mexique, en route pour les Etats-Unis.

---

* « Tête de serpent », du nom d'un poisson des Fidji, un prédateur capable de survivre dans des eaux à faible taux d'oxygène et de se déplacer par voie de terre, en survivant pendant trois ou quatre jours (NdT).

A côté des coyotes et des snakeheads, il existe quantité de rôles associés, essentiels à l'immigration clandestine et au trafic. Cela comprend des recruteurs (ou « petits snakeheads »), des faussaires pour les documents, des organisateurs de voyage, des transporteurs, des fonctionnaires corrompus, des contrôleurs, des collecteurs de dette, des soi-disant agents d'embauche, des proxénètes, des marins, des guides locaux, et d'autres encore. Un réfugié afghan a raconté à un journaliste qu'il avait été accueilli à Sumatra par un étranger uniquement muni d'un téléphone portable ; à l'autre bout de la ligne se trouvait le trafiquant pakistano-afghan, qui donnait des instructions pour la prochaine étape du voyage. Des individus comme l'étranger au portable jouent dans la chaîne un rôle aussi efficace qu'insaisissable. Les relations peuvent être opportunistes ou établies, dépendre de contrats ou basées sur la confiance à l'intérieur d'une communauté ethnique.

Les raisons qui poussent les gens à ces trafics d'êtres humains sont parfois surprenantes, des conséquences imprévues de certains événements. Doris Meissner, chef des services américains de l'immigration dans les années 1990, m'a raconté comment les pêcheurs de Taïwan sont passés du thon aux hommes. « Quand les pays du Pacifique qui vivaient de la pêche ont accepté, au début des années 1990, de limiter le nombre de leurs filets pour éviter de tuer des dauphins, les pêcheurs se sont retrouvés avec des bateaux en surnombre. Et comme Taïwan est près de Fujian, les émigrants chinois sont devenus la nouvelle marchandise. »

Le trafic des êtres humains et d'autres formes de commerce, illicites ou criminelles, ont d'évidentes connections. Selon Miguel Angel Carranza, un vétéran des services de police des frontières que j'ai rencontré à San Antonio, « il est naturel que des gangs mexicains, qui

possèdent une longue expérience du trafic des clandestins vers les Etats-Unis, doublent leur mise en forçant leurs clients à franchir la frontière avec des "petits paquets"... Plusieurs petits paquets tous les jours, cela finit par en faire un gros. Et si ce gros paquet, c'est de la cocaïne, il rapportera infiniment plus que le prix de passage que paient les pauvres travailleurs transportant les petits paquets, souvent sous menace de mort.

« Quand les gros trafiquants de drogue ont découvert la flexibilité, a poursuivi Carranza, l'efficacité et les risques relativement peu importants du système "petit paquet", ils ont organisé des partenariats très étroits avec les organisations qui contrôlaient les coyotes ».

Une des plus surprenantes et très complexes collaborations entre les différents commerces illicites est celle entre les contrefacteurs et les passeurs. Comment les contrefacteurs chinois de montres, par exemple, s'arrangent-ils pour organiser si efficacement les circuits de distribution pour une vente planétaire au détail ? On retrouve les mêmes copies haute finition de montres au coin des rues de Paris ou en face de Grand Central Station à New York. Qui sont les marchands ? En général, des vendeurs à la sauvette venant des pays de l'Afrique subsaharienne, arrivés clandestinement à Paris et à New York par l'intermédiaire d'un réseau mondial qui s'est arrangé avec les réseaux de contrefacteurs chinois.

Même une grosse multinationale sophistiquée aurait du mal à coordonner aussi efficacement tant d'activités complexes, fabrication, commercialisation internationale, logistique du transport, contrôle des stocks, direction des ressources humaines, distribution, gestion du produit et contrôle financier – sans parler de la sécurité et de la discrétion. Pour le monde des affaires, des organisations possédant de telles capacités de gestion représentent un

modèle qui peut non seulement attirer des managers talentueux, mais aussi générer de gros profits. Malheureusement, elles montrent aussi l'impact limité des contrôles gouvernementaux. Ces échecs sont le lot de tous ; beaucoup de facteurs interviennent, mais le plus grave est que, dans beaucoup de pays, ceux qui sont chargés de lutter contre les commerces illicites en profitent personnellement. Ces opérations complexes sont impossibles à mener avec tant de succès et pendant si longtemps sans la complicité de fonctionnaires.

Pour vos papiers, c'est ici

Fin 2001, en plein conflit entre les Etats-Unis et les talibans, Melinda Liu, journaliste à *Newsweek*, a cherché à se procurer à Peshawar, au Pakistan, tous les documents dont elle aurait eu besoin si elle avait été une Afghane demandant asile à l'Ouest. Elle a découvert que c'était remarquablement facile, et pas très cher. Un photographe local a pris des clichés qui la faisaient paraître vaguement afghane. Elle a acheté un passeport afghan authentique, assorti d'une carte d'identité, d'un permis de conduire et d'un certificat de naissance. Le tout pour moins de trois cents dollars. On lui a fourni aussi des documents essentiels à une demande d'asile : une carte du parti communiste afghan et une convocation de la police des talibans. On lui a même proposé un article dans la presse de Peshawar racontant que son alter ego afghane avait été attaquée par des inconnus.

Liu a arrêté la son expérience, mais pas avant de vérifier que des visas pour des pays de transit étaient également disponibles. Ils l'étaient, localement, à des prix pouvant

aller jusqu'à quatre mille dollars. Mais on pouvait les trouver aussi dans d'autres pays, souvent moins cher.

L'accès à des papiers d'identité crédibles est une ressource importante pour les passeurs et les trafiquants. Ronald Noble, secrétaire général d'Interpol, a reconnu en 2005 qu'un des problèmes les plus frustrants qui se posaient était de savoir que faire alors que sur plus de 20 millions de passeports perdus ou volés, 5,8 millions seulement étaient enregistrés dans des bases de données.

Une fois de plus, le rôle de fonctionnaires corrompus et complices est déterminant. Les snakeheads chinois s'entendent avec les employés des services d'immigration de l'Etat, et les gardes-côtes chinois disparaissent fort à propos quand les bateaux chargés de clandestins prennent la mer. Beaucoup de snakeheads sont eux-mêmes d'anciens employés du gouvernement (et parfois le sont encore). Des fonctionnaires corruptibles font d'un pays une zone de transit appréciée. Dans beaucoup d'aéroports, un billet de cent dollars glissé dans un faux passeport facilite bien des choses au bureau d'immigration. Et sur les routes des clandestins en Europe de l'Est et du Sud-Est, les trafiquants échangent avec les polices des frontières de l'alcool et des cigarettes – et quelques femmes parfois pour cimenter l'accord – contre une liasse de passeports tamponnés. Selon un diplomate italien que j'ai interviewé à Athènes, les fonctionnaires italiens chargés d'empêcher que les émigrants n'embarquent sur les ferries pour l'Italie doivent être mutés fréquemment parce qu'au bout de quelques semaines, ils ont tendance à s'entendre avec leurs collègues grecs pour partager les enveloppes des trafiquants. Plus ça marche, plus les pots-de-vin sont faciles à proposer et difficiles à supprimer.

Les passeurs ne manquent pas d'idées. Avec la complicité de fonctionnaires, ils mêlent les émigrants à des délégations

avec des passeports officiels ; ou les déguisent en touristes et les embarquent dans des bus. Un stratagème beaucoup plus sophistiqué, apprécié des trafiquants russes, est de monter une société bidon avec des bureaux dans plusieurs pays, et de demander des transferts d' « employés » d'un bureau à l'autre. Les passeurs fabriquent des relations familiales ou même, dans certains cas, marient l'émigré à une personne choisie pour sa nationalité ou sa résidence – cela ne fait pas vraiment du chiffre, mais peut être utile en dernier ressort.

Ils utilisent pratiquement tous les moyens de transport possibles – avions, bateaux, bus, autos, charrettes tirées par des animaux, et à pied, avec de longues marches dans les montagnes ou le désert. Aux Etats-Unis, des femmes destinées à la prostitution ont été forcées de traverser le désert de Sonora ou d'escalader les contreforts des montagnes de Californie en tenue de travail – talons aiguilles et minijupes. Les véhicules transformés pour dissimuler les clandestins vont du sommaire – par exemple, des camions avec des compartiments secrets scellés – à l'imaginatif : un camion-citerne avec des bancs aménagé par des Mexicains.

Les lieux sûrs – autre élément clé – sont également camouflés. Dans certaines villes où la police est inepte ou complice, de telles mesures ne sont pas nécessaires. Ailleurs, un sous-sol humide et froid ou un entrepôt suffisent. En février 2004 cependant, 136 immigrés clandestins ont été découverts entassés dans une maison de la banlieue chic de Scottsdale, Arizona, en bordure d'un golf. Les voisins, qui s'étaient plaints à la police, avaient remarqué de l'agitation autour de la maison et beaucoup de camionnettes. Ces immigrés clandestins, tous d'Amérique latine, qui avaient payé chacun six mille dollars pour entrer aux Etats-Unis, étaient gardés prisonniers en attendant que

leurs parents versent encore de l'argent. (Le même jour, on découvrait également 64 immigrés dans un lieu sûr, à Perris, au sud-ouest de Los Angeles.)

Comme pour les autres commerces illicites, le développement de la technologie facilite la tâche des trafiquants et leur permet de garder de l'avance sur ceux qui les pourchassent. Les passeurs font un gros usage de messages radio cryptés, de téléphones à cartes jetables, de courriers Internet et de cybercafés. La surveillance accrue à la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique, et ailleurs, fait de l'accès à la technologie une condition préalable pour réussir le passage, surveiller les patrouilles et échanger des instructions avec les complices. Mais là où on utilise le plus les nouvelles technologies, c'est dans l'industrie du sexe. Avec Internet, des femmes et des enfants sont exposés tels des marchandises dans le cyberespace comme dans un marché aux esclaves. Ces « mariées par correspondance » – un terme ancien pour une transaction dont les étapes, la recherche, le choix, l'enchère, se font aujourd'hui en ligne – servent de vitrine aux trafiquants. Les femmes sont étiquetées « à vendre » tout au long de la chaîne, des centres de transit d'Europe centrale, où les bordel-operators peuvent acheter, à l'autre bout de la ligne où le consommateur peut commander. Cette exploitation du sexe, qui doit son succès à des technologies avancées, choque d'autant plus qu'elle repose fondamentalement sur la violence brutale.

La loi essaie de suivre

Le trafic d'êtres humains est devenu l'objet d'un regain soudain d'activité du côté des lois internationales. A

proprement parler, il n'y a rien de nouveau là-dedans : un projet de convention des Nations unies sur les droits des émigrants avait été établi en 1978, et la convention signée en 1990, puis mise en application en 2003 lorsque le Guatemala, vingt et unième pays signataire, l'a ratifiée. Début 2005, seulement vingt-sept pays l'ont fait, acceptant de se soumettre à ses articles pour la protection des droits des immigrés : conditions légales de travail et de salaire, droit d'envoyer de l'argent à leur famille. Malheureusement ces pays sont presque tous exportateurs de main-d'œuvre ; à ce jour, aucun pays important de destination n'a signé. De plus, selon les experts, ce traité ne valait pas la peine d'être ratifié car il place le niveau trop bas tout en donnant une fausse impression de progrès, alors qu'en fait il n'y en a pas beaucoup.

Les mesures qui se focalisent sur la traite des êtres humains ont eu plus de succès. L'Assemblée générale des Nations unies a passé en 2000 une convention contre la Criminalité Transnationale Organisée, avec un protocole contre « Le trafic clandestin des émigrants par terre, mer et air », et un autre pour « Prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants ». Le protocole sur la traite a atteint le seuil des 40 signatures à la fin de 2003, et celui sur le trafic clandestin au début de 2004. (Les Etats-Unis ont signé les deux, mais n'en ont ratifié aucun.) D'autres efforts multilatéraux concernent le développement des moyens pour lutter contre la clandestinité et le trafic à l'intérieur de l'Union européenne, et l'extension par la Cour criminelle internationale en 2002 de la définition de « crimes contre l'humanité » à toutes les formes d'esclavage nées de ce trafic.

Toutes ces initiatives reflètent l'effort entrepris pour définir et codifier les infractions dont ce trafic est responsable. Les protocoles des Nations unies ont fourni des

définitions larges et détaillées pour les termes de clandestinité et de trafic, en attirant l'attention sur le rôle des intermédiaires et de ceux qui facilitent, et pas seulement des principaux opérateurs et de leurs victimes. Les pays qui ratifient ces protocoles s'engagent à rendre illégales un certain nombre d'activités, à renforcer leurs lois, à coopérer pour protéger et rapatrier les victimes, à échanger des informations et à travailler ensemble pour surveiller les frontières. Ils mettent l'accent sur le fait que l'immigration illégale n'est pas en elle-même un crime selon la loi internationale, et demandent que les victimes soient traitées avec compassion – en garantissant par exemple leur droit à être renvoyées dans leur pays d'origine plutôt qu'être détenues là où elles ont été arrêtées.

Ces efforts sont loin d'être purement de convention. Au contraire, ils attirent l'attention sur le problème fondamental que pose l'application de la loi, et plus particulièrement l'absence, jusqu'à tout récemment, dans la plupart des pays, de lois à appliquer. Aux Etats-Unis, le service d'immigration a conçu en 1997 seulement sa politique contre la clandestinité, et la loi contre le trafic date d'octobre 2000. Et les Etats-Unis sont pionniers en la matière. En Turquie, par exemple, pays de transit important, les arrestations de passeurs ont grimpé de 98 en 1998 à 850 en 2001 – mais seulement pour des motifs mineurs car cette forme d'infraction n'est pas définie par la loi. Beaucoup de pays de destination et de transit commencent tout juste à mesurer l'ampleur du problème. D'autant que, quand les passeurs et les trafiquants sont passibles de prison, les peines sont courtes par rapport à celles qui s'appliquent pour d'autres commerces illicites. Aux Etats-Unis, un trafiquant arrêté avec de la marijuana risque davantage de prison que celui qui fait passer des êtres humains.

Les Nations unies et certains accords internationaux contre la clandestinité et le trafic ont encouragé la création de lois. L'Albanie et la Roumanie, par exemple, ont pour la première fois rendu illégal le trafic des êtres humains en 2001. Dans le même esprit, les Etats-Unis classent chaque année les pays en trois catégories, selon leur rôle dans le trafic des êtres humains, les mesures de prévention qu'ils prennent et les lois qu'ils appliquent. Ce qui risque de punir les plus pauvres en les privant de toute coopération et aide. Mais peut-être le résultat le plus valable est-il la pression morale exercée par la dénonciation de ceux qui ne coopèrent pas avec les efforts internationaux.

Le moteur assez visible derrière ce forcing mondial est une armada de groupes activistes qui ont braqué le projecteur sur l'esclavage des temps modernes et sur les femmes et les enfants victimes de trafiquants. Le succès de ces groupes réside en partie sur la répugnance causée par ces pratiques. De plus, la traite des êtres humains est à la croisée de nombreux domaines d'activité des militants : la violence contre les femmes, l'exploitation des enfants, les conditions de travail, les droits des réfugiés, et le respect des droits de l'homme en général. La nature choquante du sujet a fait de l'exploitation sexuelle les grands titres de reportages, et même de croisades personnelles de journalistes et d'écrivains d'opinion. En 2004, l'exposé sur les « Girls Next Door » de Landesmann et les articles de son collègue Nicholas Kristof, dans le *New York Times*, qui avait « acheté » deux jeunes femmes à leur bordel cambodgien puis les avait renvoyées chez elles, seulement pour voir l'une d'elles revenir l'année suivante au bordel, ont soulevé une indignation générale sur le trafic des êtres humains aux Etats-Unis. Des histoires similaires ont été publiées au Japon et en Europe, et ont également mobilisé l'opinion publique et poussé les hommes politiques à agir.

S'il faut y apporter un bémol, ou tout au moins une certaine circonspection, c'est parce que la traite à des fins sexuelles ne doit pas cacher les autres aspects du trafic des êtres humains, comme la contrainte de la dette, et d'autres formes d'exploitation, le travail en usine ou dans les ateliers. Comme David Feingold, un expert sur le sujet, le fait remarquer, le marché mondial de la main-d'œuvre à bas prix dépasse même celui du sexe à bas prix. De plus, le travail forcé induit souvent de la violence sexuelle et vice versa.

Exploiter le désespoir

Pourtant, considérer le trafic des êtres humains uniquement sur des bases morales c'est courir le risque de perdre de vue quelque chose d'essentiel à sa compréhension : l'économie. Il faut prendre en compte les dimensions financières et commerciales du trafic, en dehors du jugement que l'on peut porter sur les trafiquants et de la juste aversion que l'on éprouve. Mais quand des parents en Albanie échangent leurs enfants pour des postes de télévision, quand des petites bourgades au Nigeria vivent des mandats de leurs émigrées, même quand elles en connaissent le terrible prix, et quand de jeunes Cambodgiennes libérées retournent au bordel parce qu'elles n'ont rien trouvé de mieux, le calcul économique montre ce trafic dans toute son ambiguïté d'une façon bien plus réaliste qu'un discours moral pourrait le faire.

Quand le trafic des êtres humains est considéré comme n'importe quel autre commerce illicite, ses mécanismes deviennent plus lisibles. Les passeurs et les trafiquants sont des réseaux d'intermédiaires efficaces qui profitent

des lois restrictives et des frontières internationales pour mettre en contact l'offre et la demande, et en faire payer le prix. Vu sous cet angle, mettre fin au trafic des êtres humains demandera plus que ce que la plus draconienne des lois peut faire. Les gouvernements n'ont pas seulement besoin de lois applicables, mais de stratégies spécifiques qui feraient perdre sa valeur – l'argent – à ce commerce. Ils doivent augmenter le risque et faire chuter le profit que les trafiquants tirent du trafic humain.

C'est une entreprise délicate, car les trafiquants ont le don de transformer les petites différences entre les lois nationales en occasions de gagner de l'argent. Partout, les gouvernements passent leur temps à faire et défaire leurs lois sur l'immigration, pour des raisons qui vont de la générosité à la xénophobie. Il en résulte une image globale très floue, avec des flux de pays à pays d'individus qui seront légalisés, d'autres criminalisés tandis que d'autres encore resteront dans une zone grise. Cela ne cesse de bouger, or les trafiquants s'adaptent avec encore plus de souplesse aux changements que ne le pourront jamais les bureaucraties gouvernementales.

Tout ceci – en plus de l'extrême indignation que provoquent ses pratiques – signifie qu'attaquer le trafic en lui faisant perdre sa valeur ne suffit pas. Les gouvernements doivent également améliorer les conditions de travail et se débarrasser des ateliers clandestins ou adopter une politique de santé plutôt que de mesures de répression de la prostitution. Ce sont des orientations extrêmement complexes qui concernent l'exploitation sexuelle, le travail des enfants, les mauvaises conditions de travail, les délits d'usure et autres fléaux. Faire du trafic d'enfants et d'individus vulnérables, ou mettre en esclavage des êtres humains mérite le plus sévère des châtiments. Le problème est que les gouvernements se montrent de plus en plus

incapables d'arrêter les coupables et d'appliquer les peines.

De plus, aussi longtemps que les pays n'auront pas un seul et unique marché du travail, mais bien, dans les faits, deux – un légal ou toléré, l'autre clandestin et non réglementé –, les ateliers de confection, le travail domestique ou l'exploitation sexuelle resteront pour les passeurs et les trafiquants la source d'immenses profits.

Face à ces dilemmes, les pays de destination – et particulièrement les Etats-Unis – ont préféré arrêter le trafic à la source, les pays d'origine, en les poussant à renforcer leurs lois et en classant les pays selon la qualité et l'efficacité de leurs efforts. Mais cette approche, qui est comme un écho du « contrôle à la source » de la guerre contre la drogue, doit faire face au fait que les pays d'origine manquent justement d'une infrastructure judiciaire et de la possibilité légale d'empêcher ou d'interdire le trafic. Cela représente un défi politique et culturel à une époque où, depuis la fin de la guerre froide, les frontières se sont de plus en plus ouvertes et connaissent un nombre record de passages tandis que les voyages sont devenus bon marché. La mondialisation semble, dans cette perspective, avoir une connotation très différente.

Mais au-delà de la mondialisation, une force beaucoup plus profonde mène le trafic des êtres humains. C'est tragique, mais c'est vraiment une aspiration de base – le désir, pour soi et ses enfants, d'une vie meilleure. Les économistes et les sociologues pensent que ce qui pousse à émigrer, ce n'est pas le manque ou la pauvreté absolus, mais un manque relatif – le sentiment qu'on pourrait faire mieux ailleurs. C'est cela qui pousse un Fujianais dans un cargo de la mer de Chine, ou une famille albanaise à vendre son bébé à des trafiquants qui l'emmèneront en Italie. Et la récompense de ceux qui persistent – qui font

quand même le voyage quelles que soient les épreuves, et commencent à envoyer de l'argent chez eux – ne peut que souligner cette sensation de manque relatif et rend la tentation plus intense.

Le Maroc n'est certainement pas le pays le plus pauvre du monde. En fait, beaucoup de pays accepteraient volontiers son niveau de vie. Cependant, les Marocains représentent une des plus importantes sources d'immigrés clandestins et illégaux. Pourquoi ? Parce que la proximité de l'Espagne et de l'Europe rend la différence difficile à supporter. C'est par douzaines que les Marocains essaient chaque jour de traverser le détroit, et s'échouent, morts ou vifs, avec leur rafiot sur le rivage d'en face. Les parents paient les passeurs pour qu'ils mènent leurs enfants dans les villes, de l'autre côté de la mer, où les Marocains qui y sont déjà prendront soin d'eux. Un homme qui avait envoyé son fils de quinze ans en Italie avec des faux papiers contre cinq mille dollars a confié à *El País* que s'endetter de quatre mille autres dollars pour envoyer son second fils était une décision facile à prendre. « Vivre au Maroc c'est comme être mort, a-t-il dit. Si la barque coule, ce ne sera pas la faute du passeur, mais le Destin. »

CHAPITRE 6

Le commerce mondial des idées volées

C'est arrivé à Bill Gates et à la rock star Bono. A General Motors et au général Mikhail Kalachnikov, l'inventeur russe du fusil d'assaut qui porte son nom. A J.K. Rowling, qui a créé Harry Potter, et à Pfizer, qui a créé le Viagra. Tous se sont fait voler leurs idées.

« Il n'est jamais agréable qu'un voleur se charge de votre campagne de lancement », dit Bono, le chanteur du groupe U2, en apprenant en 2004 que leur album *How to Dismantle an Atomic Bomb* avait été piraté et se trouvait sur Internet avant la date de sa sortie officielle. En 2003, Microsoft découvrait, des mois avant qu'il soit disponible sur le marché, des copies de son nouveau système d'exploitation Longhorn en vente pour deux dollars en Malaisie et à Singapour. General Motors a accusé un constructeur d'automobiles chinois de copier un de ses modèles. En 2004, le général Kalachnikov a poursuivi les Etats-Unis pour avoir acheté des AK-47 piratés afin d'équiper la police irakienne. Environ 100 millions d'AK-47 existent aujourd'hui dans le monde, et beaucoup

d'entre eux sont de parfaits clones. « Que peut-on faire ? se plaint le général Kalachnikov. C'est l'époque qui veut ça. »

Qu'on les appelle imitation, reproduction, pirate, copie ou simplement faux, les contrefaçons sont partout. Prenez n'importe quel produit de n'importe quelle industrie, il aura vraisemblablement été copié à un moment ou à un autre. Les armes et les parfums ; les voitures, les motos et les chaussures de sport ; les médicaments et les machines ; les montres, les raquettes de tennis, les clubs de golf, les jeux vidéo, les logiciels, la musique et les films – rien n'est à l'abri.

Les clients ordinaires qui achètent des copies ne risquent pas grand-chose, sinon rien. Cependant, les contrefaçons sont des marchandises volées – parce qu'elles sont le résultat du vol d'une marque, d'une création ou d'une idée appartenant à quelqu'un. Pourtant, il est extrêmement facile de les obtenir. La plupart des villes, en fait, ont un marché spécialisé ou un quartier où on sait qu'on va trouver des copies pas chères d'à peu près tout produit – à New York par exemple, Canal Street à Chinatown. Dans ces marchés, on trouve des masses de sacs à main, de montres et de lunettes de soleil d'origine douteuse, entassés sur des étals, boutique après boutique. Ils ne représentent que la partie visible de l'iceberg. A l'intérieur des boutiques, il y a des catalogues sur papier glacé de faux de valeur – difficiles à avoir ou particulièrement demandés à ce moment – que le boutiquier ira chercher dans une planque une fois le marché conclu. Les marchandises s'amoncellent dans des entrepôts, des étages entiers d'articles de contrebande livrés par camions depuis les ports où ils sont arrivés dans des conteneurs de douze mètres de long, échappant à tout contrôle grâce à un heureux hasard ou par fraude. De tels marchés existent par-

tout, c'est un phénomène mondial : dans les pays riches comme dans les pauvres, ils offrent souvent la même marchandise, les mêmes étals devant des boutiques similaires. Souvent les marchands eux-mêmes appartiennent à la même ethnie, quels que soient la ville et même le continent.

D'où viennent les marchandises ? En général d'Asie : la Chine, Taiwan et le Viêtnam sont les principales sources, mais pas les seules, loin de là. Les articles ou leurs composants viennent souvent du même lieu de production que les articles de marque qui ont été copiés. Certaines installations sont plus ou moins clandestines et cachées aux autorités. Du moins quand elles ne sont pas protégées par elles. En Chine, on a découvert que des gouvernements de province et l'Armée de libération populaire ont des intérêts dans la fabrication de certaines contrefaçons, et que le système pénitentiaire leur procurerait une main-d'œuvre forcée. Mais dans d'autres pays, les ateliers qui copient illégalement des articles griffés peuvent très bien être modernes, avec une main-d'œuvre qualifiée.

Quand elles arrivent dans la rue, la plupart des contrefaçons ont été échangées et transportées suffisamment de fois pour que les conditions dans lesquelles elles ont été fabriquées soient difficiles à retracer. Le consommateur s'en préoccupe peu. Les pulsions et les désirs sont plus forts. Les contrefaçons qui inondent le marché répondent à de puissants appels : l'appétit intense du consommateur pour les produits griffés, et l'irrésistible tentation d'une affaire à saisir. Les sociétés qui possèdent les marques espèrent trouver des clients qui paient le prix normal. Les contrefacteurs sont heureux d'offrir une autre approche. La bataille entre les deux – non pour vous séduire, mais pour votre porte-monnaie – est un des grands conflits économiques de notre temps.

La revanche des marques

« Nous avons rencontré notre ennemi, et c'est nous-mêmes » : cette fameuse formule peut bien trouver un écho, par un raisonnement lucide, chez les dirigeants d'Adidas, Guess, Calvin Klein, Sony, Black & Decker, et toutes les autres sociétés qui ont cherché à faire d'elles-mêmes, ou de leurs produits, une griffe internationale. Ironie de l'histoire, mais c'est vrai : tout ce qu'ils ont réussi à ajouter à l'image de leurs produits pour les rendre plus désirables fait précisément d'eux des cibles idéales pour les escrocs et les faussaires. C'est l'évidence, plus la marque aura du succès, plus elle sera piratée. Se trouver à la merci des copieurs est le talon d'Achille de toute marque reconnue.

Tout comme les marques qu'elles imitent, les contrefaçons viennent de loin. Autrefois, on les repérait vite par la maladresse du style et la mauvaise qualité. Parce que ces articles étaient impossibles à confondre avec l'original, leur fabrication et leur vente ressemblaient à un « crime sans victime ». Ce n'est plus vrai. Les contrefaçons aujourd'hui coûtent très cher, d'abord et surtout aux sociétés dont les revenus sont détournés et la réputation atteinte. Les sociétés américaines, par exemple, estiment entre 200 et 250 milliards de dollars leurs pertes annuelles dues aux contrefaçons. L'Union européenne estime qu'environ 100 000 emplois disparaissent ainsi chaque année. Mais les copies illégales coûtent aussi aux gouvernements, en contrôles et en taxes qui ne sont pas perçues. En 2003, selon l'administration, les contrefaçons ont représenté

pour l'Etat de New York un déficit d'environ 34 milliards de dollars en le privant des taxes qui auraient dû lui revenir.

Plus grave, les contrefaçons représentent un danger pour des consommateurs non prévenus, comme ces médicaments piratés ou ces pièces de rechange automobiles de mauvaise qualité, avec des conséquences parfois mortelles. Néanmoins, elles sont partout, de plus en plus sophistiquées par la qualité de la fabrication et la finesse de l'imitation, et elles envahissent le marché mondial à un rythme vertigineux. Selon Interpol, depuis le début des années 1990, ce trafic s'est développé huit fois plus vite que le commerce légitime. Il y a vingt ans, les pertes globales dues à la contrefaçon étaient de l'ordre de 5 milliards de dollars ; aujourd'hui, elles tournent autour de 500 milliards. Cela met le prix de la contrefaçon entre 5 et 10 % de la valeur totale du commerce mondial, l'équivalent du PIB de l'Australie. Et elle continue à se développer, à en juger par le nombre de saisies en douane de marchandises copiées. Pour l'Union européenne, ces saisies ont augmenté de 900 % entre 1998 et 2001, pour doubler encore l'année suivante. Les saisies par les douanes américaines ont augmenté de 12 % entre 2002 et 2003, et le Japon signale également des augmentations importantes.

Une des raisons de ce boom est l'expansion constante sur le marché d'articles portant de faux noms de marques. Autrefois, les contrefaçons qui circulaient concernaient surtout la mode et les produits de luxe : les chemises Pierre Cardin, les sacs Gucci, les bagages Louis Vuitton, et bien d'autres. Ils restent des cibles, bien sûr, mais s'y sont ajoutés des boulons, des cigarettes, des DVD, des détergents, des sacs-poubelles, des jeux vidéo, des airbags, des inhalateurs pour l'asthme, des jauges de marine, des

cigares et du champagne. Des valves défectueuses, portant le logo de fabricants italiens connus gravé dans l'acier exactement là où il faut, sont apparues au Moyen-Orient. Des vidéos de bonne qualité circulent en Asie bien avant que les films ne sortent en salle. 20 % des enseignants japonais admettent avoir acheté en toute connaissance de cause des vêtements et des accessoires avec de faux labels. Au Mexique, on va chercher en Inde les produits de base pour fabriquer et conditionner des médicaments, les éléments actifs étant allongés à l'eau ou tout simplement absents, qui seront vendus aux Américains à Tijuana ou sur Internet.

Les contrefaçons ont saturé certains marchés, en Chine surtout, « point zéro » du trafic. 16 milliards de dollars au moins d'articles copiés sont vendus chaque année dans le pays. 40 % de produits « Procter & Gamble », 60 % de « Honda » et 95 % des logiciels ne sont pas des originaux. Les faux médicaments abondent, les occidentaux comme ceux de la médecine traditionnelle chinoise. La Chine est probablement aussi le plus grand exportateur de faux. Les autres sont Taiwan, le Viêtnam, les Philippines, la Malaisie, la Russie et les anciennes républiques soviétiques, mais aussi des pays d'Amérique latine et d'Afrique. Certains ont des spécialités : l'Ukraine les disques optiques par exemple, la Russie les logiciels et le Paraguay les cigarettes. La distribution est mondiale et utilise les mêmes outils que le commerce légitime. Mais Internet fait la différence : on estime qu'environ 25 milliards de dollars de contrefaçons sont vendus en ligne par an. Les boutiques Internet sont faciles à installer et mettent en contact discrètement et rapidement acheteurs et vendeurs ; le téléchargement et l'email transforment les copies électroniques de films et de chansons en marchandises.

L'autre raison de ce boom des contrefaçons est que les

moyens et l'équipement pour la reproduction sont disponibles partout – grâce aux fabricants eux-mêmes qui ont partagé les technologies et le savoir-faire avec leurs correspondants, leurs fournisseurs et leurs franchisés afin de pénétrer de nouveaux marchés. En fait, la reproduction de produits commerciaux est un des outils les plus puissants du capitalisme. Franchises et licences sont essentielles pour donner à une entreprise une identité distincte – sa « marque mondiale » reconnaissable partout. Beaucoup d'articles classés de luxe – des produits de beauté par exemple, ou des vêtements griffés – sont fabriqués, d'après les spécifications de la marque, par de grosses usines qui travaillent pour de nombreux clients. Un parfum précieux vendu dans des boutiques de luxe peut très bien venir de la même usine que le parfum bon marché d'une chaîne de magasins. Une télévision de marque chère ou un lave-linge séchant peuvent avoir leur « clones » anonymes, disponibles à moindre prix. Les noms de marque évoquent la qualité, la continuité, l'uniformité, mais ils dissimulent la diffusion planétaire des équipements, de la main-d'œuvre et du savoir-faire nécessaires à la fabrication de chaque produit.

L'innovation et la technologie participent aux deux. Les nouvelles technologies signifient de nouveaux produits – des caméras miniaturisées, des remèdes pour les dysfonctionnements de l'érection, des baskets performantes – donc autant d'articles à copier. Les nouveaux procédés de fabrication bénéficient autant aux pirates qu'aux propriétaires des marques, et souvent avec peu, ou pas du tout de décalage. Les imprimantes laser et les scanners ont révolutionné l'art de reproduire les emballages, les étiquettes et les livrets techniques. La technologie du disque optique, disponible à peu près partout, fait que le DVD piraté ukrainien à deux dollars a peu à envier en qualité à

l'original à trente dollars de Hollywood. Les outils eux-mêmes peuvent être des faux – du logiciel sans licence AutoCAD utilisé dans la conception des articles à leur production industrielle, tout peut être contrefaçon.

Dans les pays en développement, les gens restent imperturbables devant tous ces faux, même ceux qui fonctionnent mal, ou qui, comme les médicaments, peuvent être nocifs ou tuer. En partie parce qu'ils n'ont pas le choix. L'industrie pharmaceutique estime que du quart à la moitié des produits vendus en Afrique sont des faux ; une enquête dans les pharmacies à Lagos, au Nigeria, a montré que 80 % des médicaments l'étaient. Dans de telles conditions, on apprend à s'adapter et à trouver les contrefaçons et les vendeurs auxquels on peut faire confiance. Au Togo tout proche, *tous* les distributeurs légaux de disques ont renoncé à se battre ou ont fermé. On ne trouve plus que des CD piratés, qui se vendent très bien sur le marché local et dans toute l'Afrique de l'Ouest. L'article défectueux, avec ses risques et ses inconvénients, fait partie de la vie quotidienne. Et la contrefaçon, génératrice d'emplois locaux et de revenus, serait vue comme un mal moins grave que cette saisie effectuée par la police dans une usine de jouets du centre de la Thaïlande, à laquelle se sont opposées un millier de personnes.

Tant qu'elles sont d'une qualité satisfaisante, les reproductions non autorisées de produits commerciaux sont bien accueillies plutôt qu'évitées. Une des raisons de la progression des médicaments génériques – que les assurances sociales demandent aux pharmacies de fournir quand ils sont disponibles – est le piratage de médicaments courants par des laboratoires en Inde et au Brésil, qui ont analysé leurs formules originales. Tout ce qui a été démonté peut être remonté, comme une automobile. Aujourd'hui, les associations militantes et les experts de la santé disent

que les génériques non autorisés peuvent être d'une grande aide dans la lutte contre des fléaux mondiaux comme la malaria, la tuberculose et le sida. Des reproductions non autorisées d'enregistrements musicaux servent dans des créations artistiques – remix, samplings et electronica. De nombreux programmeurs et ingénieurs informatiques défendent la reproduction au titre du « libre accès », arguant que faire autrement c'est étouffer l'innovation et empêcher du matériel utile de voir le jour.

Bien sûr, une application Linux techniquement réussie n'a rien à voir avec un faux sac en cuir Prada, appelé « Prado », qui tombera en pièces au bout de trois semaines, sans parler des ampoules d'eau du robinet qui passent pour des vaccins contre la méningite. Cependant, la ligne que nous traçons en tant que consommateurs n'est pas toujours très claire. Les contrefaçons sont souvent achetées non par nécessité mais par choix, par des personnes qui ont d'autres possibilités. Certains citadins ont adopté, comme un style, la montre à dix dollars qui dure quelques mois. Beaucoup de femmes en Corée et au Japon gardent leurs sacs de luxe pour les occasions spéciales, et leur préfèrent des imitations pour faire les courses ou quand il pleut – tout comme on peut porter de gros zircons ou des bijoux de fantaisie, et garder les vrais diamants pour une meilleure, et plus sûre, occasion. « J'ai plusieurs faux sacs à main et je ne connais pas une seule de mes amies qui n'en ait pas aussi », admet une New-Yorkaise de la bonne société, qui a certainement les moyens de s'offrir les originaux.

Oui, les marques exercent un grand attrait. Les prix réduits aussi. Et pour des milliards de consommateurs, la combinaison des deux est absolument irrésistible.

On ne touche pas à la propriété intellectuelle

Pour définir ce qui est ou qui n'est pas une contrefaçon, nous devons considérer le concept de propriété intellectuelle. Le terme peut tromper parce que tout ce qu'il recouvre n'est pas « intellectuel » dans le sens d'érudit. La loi de la propriété intellectuelle concerne plutôt le droit d'utiliser une idée originale : les composants d'un médicament, le design d'une voiture, des films de cinéma, des romans, des jeux de société, des chaussures de sport, des tissus synthétiques, ainsi que les noms et symboles distinctifs utilisés pour les identifier. La « virgule » des Nike et les arches dorées de McDonald's sont des symboles qui aident à séduire les clients et à générer des revenus ; ce sont donc des biens évaluables. En bref, la propriété intellectuelle est « l'idée que les idées peuvent être possédées ».

Trois instruments majeurs sont utilisés pour indiquer la propriété intellectuelle. Les marques de fabrique couvrent les mots, les images et les symboles utilisés pour identifier ou distinguer un produit ou une firme ; les patentes couvrent les inventions ; et les copyrights couvrent les œuvres de littérature, d'art, de musique, et les logiciels. Si presque toutes font ces trois distinctions, les lois et les pratiques qui entourent chacune des catégories peuvent varier d'un pays à l'autre, sans parler de la façon dont elles sont appliquées.

Si des idées peuvent être possédées, cela veut dire qu'elles peuvent être commercialisées. La propriété intellectuelle peut être sous licence pour que d'autres

l'utilisent, avec un contrat en échange d'une rémunération. Plus la valeur d'un produit dépend de sa marque – ce qui rend un Mickey Mouse en peluche différent de tous les autres jouets en peluche – et non de ses composants matériels, plus les compagnies devront payer pour la protéger. Contrefaire c'est parasiter cette valeur ; les contrefacteurs injectent leurs propres investissements et le travail, mais ils « empruntent » – ou plus exactement ils volent – la valeur de la marque et empochent tout ce qu'ils peuvent en tirer.

L'affrontement sur la propriété intellectuelle est devenu un conflit économique international de taille. Les pays où se trouvent les principales propriétés intellectuelles – et où les marques génèrent les plus gros revenus – arguent que garantir ces droits de propriété est absolument indispensable au progrès de l'humanité. Sans la garantie des droits de propriété – et des revenus qui en découlent – aux créateurs de nouvelles idées, les motivations des inventeurs disparaîtront et il y aura moins de créations. C'est un argument logique, et même des pays qui manquent d'inventeurs, de détenteurs de patentes et de sociétés possédant des marques en comprennent le principe. En fait, beaucoup l'acceptent, et leurs gouvernements ont promis qu'eux aussi feraient le maximum pour mettre fin à l'usage illicite de la propriété intellectuelle. Cependant, le progrès réalisé ne s'est pas révélé très encourageant. L'une après l'autre, les industries ont fait l'amère constatation que la contrefaçon était décidément trop séduisante.

Inventaire : de Tommy Hilfiger au tout-à-l'égout

Les contrefaçons ne se ressemblent pas. Elles varient par leur qualité et par le degré du pillage. Certains contrefacteurs prennent la peine de reproduire chaque élément identifiant, tandis que d'autres se contentent de suggérer une marque connue, avec moins d'attention pour le détail. Certaines copies sont annoncées carrément comme des faux, tandis que d'autres prétendent être authentiques. Parfois les copieurs s'attendent à ce que les acheteurs sachent que les produits sont des faux ; d'autres se bornent à tromper. Certaines contrefaçons sont des produits parfaitement réussis, qui fonctionnent bien ; d'autres sont défectueux et potentiellement dangereux. Un tour rapide parmi les industries les plus affectées – les vêtements, les produits industriels, les logiciels, la musique et la vidéo, et les médicaments – révèle la compétence des contrefacteurs, leur opportunisme bien placé et leur créativité sans limite. Il montre aussi que les contrefacteurs alimentent un marché aussi désireux d'acheter leurs articles qu'eux de les vendre.

Vêtements et accessoires. En juin 2004, la police découvrait sur Canal Street à New York pour 24 millions de dollars de faux sacs d'une marque connue. En Europe, les contrefaçons de vêtements et de chaussures créés par des stylistes ont atteint les 8 milliards de dollars, et celles de produits de beauté les 3 milliards. En Italie, le pays européen de la mode victime des faux les plus sophistiqués, la contrefaçon concerne 20 % des vêtements griffés achetés, et environ 1,4 milliard de dollars pour la vente locale des

articles en cuir. Les cosmopolites Hong-Kong et Singapour font encore mieux.

La dernière tendance en matière de faux est la « supercopie » – des imitations méticuleuses d'articles de luxe ont même trompé le personnel de Chanel à Paris. La capitale mondiale de la supercopie est la Corée du Sud, avec une production d'environ un million d'articles par an qui peuvent être vendus au dixième du prix de l'article original. Un contrefacteur coréen a admis vendre sa supercopie du célèbre sac Kelly de Hermès 3 900 dollars – bien moins cher que l'original qui peut aller jusqu'à 25 000 dollars du fait de l'extraordinaire renommée de Hermès. Ces supercopies nécessitent des méthodes de fabrication très sophistiquées, la technologie la plus perfectionnée et même les artisans les plus experts de l'industrie du luxe européenne qui vendent leur savoir-faire en secret – des « artisans voyous » comme les savants voyous du commerce illégal des armes. Les supercopieurs savent ce qu'ils veulent : les cambrioleurs qui se sont introduits au siège d'une grande maison de couture italienne l'été 2001 ont volé des modèles de la collection printemps/été 2002 et rien d'autre.

La qualité croissante du piratage inquiète les marques. Deux cent mille fausses Rolex saisies en Italie entre 2000 et 2004 étaient si bien réalisées, jusqu'au très secret poinçon à l'intérieur, qu'elles auraient pu tromper le fabricant lui-même. Les clients, même les plus riches, finissent par trouver que la qualité des faux est telle que payer dix fois plus cher l'original n'a pas grand sens. Certains fabricants espèrent qu'avec des boutiques de grand luxe dans des centres ultrachic, ils lutteront efficacement contre cette tendance en transformant l'acte même de l'achat – qui tient compte non seulement de l'article mais aussi de l'espace où il est vendu – en un

événement particulier auquel les clients fortunés souhaiteront participer.

Tous les propriétaires de marques n'avouent pas leur inquiétude. Certaines maisons de grand luxe, persuadées que les contrefaçons ne touchent pas vraiment à leur clientèle très select, prétendent ne pas s'en soucier et les estiment parfois utiles pour informer les clients des produits à rechercher quand ils en auront les moyens. Parfois les faits semblent confirmer cette opinion : par exemple, les montres Omega à 12 000 dollars ont continué à se vendre pendant des années, alors qu'on pouvait trouver partout des copies à 80 dollars.

Cependant, les propriétaires des marques reconnaissent en privé qu'ils ne détiennent pas toutes les cartes. Le patron d'une des plus grandes marques mondiales de montres suisses m'a dit : « Nous sommes maintenant en concurrence avec un produit fabriqué par des prisonniers chinois. L'entreprise est dirigée par les militaires, leurs familles et leurs amis, et utilise dans l'ensemble les mêmes machines que nous, achetées dans les foires industrielles allemandes où nous allons. Nous avons rationalisé le problème en partant du principe que leurs clients et les nôtres sont différents. Celui qui achète pour cent dollars une copie piratée de notre montre à cinq mille dollars n'est pas un client qu'on perd. Ce peut être même un futur client qui, un jour, voudra posséder l'article original plutôt qu'un faux. Nous pouvons aussi nous tromper, et nous dépensons donc de l'argent pour lutter contre le piratage de nos produits. Mais comme nos efforts ne semblent pas nous protéger beaucoup, nous fermons les yeux et espérons en l'avenir. »

Fermer les yeux et espérer en l'avenir est un luxe que peu d'entreprises peuvent s'offrir. Pour celles qui vendent des produits moins chers comme des vêtements, de la

musique ou des vidéos, la contrefaçon est un fléau qui peut les ruiner.

Produits industriels. Si vous construisez des automobiles et avez des intérêts en Chine, vous êtes probablement enfoncé jusqu'au cou dans un conflit avec un constructeur chinois à propos d'une voiture qui ressemble, s'assemble et se conduit exactement comme votre modèle. Les phares globuleux de la Chery QQ, par exemple, sont le reflet de ceux de la Chevrolet Spark, de General Motors. Mais sur le marché aux voitures de Ya Yun Cun, au nord de Pékin, la QQ se vend à un peu plus de cinq mille dollars – un bon 20 % de moins que la Spark. Pourtant GM peut difficilement accuser la Chery d'avoir volé sa ligne. SAIC, copropriétaire de la Chery, est le partenaire associé chinois de GM ; et les principaux propriétaires de la Chery et de SAIC sont les gouvernements des provinces chinoises. Il n'y a jamais eu de précédent favorable : la réclamation de Toyota auprès d'un autre constructeur, Geery, qui avait copié son logo, a été rejetée par un tribunal chinois. Il y a peu de chance qu'une action de Nissan contre le 4 × 4 Great Wall Sing, qui imite son modèle Paladin, aboutisse. Il paraît évident que le gouvernement chinois encourage tacitement cette forme d'émulation – une sorte de transfert technologique accéléré. Les constructeurs automobiles ne peuvent qu'accepter s'ils veulent continuer à faire des affaires dans un marché chinois en forte expansion.

Les voitures clonées ne sont pas encore disponibles à l'exportation, mais cela ne saurait tarder. De fausses motos Honda se vendent par millions en Chine à environ trois cents dollars, la moitié du prix de l'original, et beaucoup sont maintenant exportées. Les pièces détachées automobiles clonées, qui ont conquis le marché mondial et représentent environ 12 milliards de dollars, viennent principalement d'Inde, de Chine, de Taiwan et de Corée du Sud. La

France estime qu'un dixième des pièces détachées automobiles vendues en Europe sont des contrefaçons, et DaimlerChrysler se plaint que les contrefaçons lui ont pris 30 % de son marché de pièces détachées en Chine, à Taiwan et en Corée. Les fabricants américains ont trouvé des versions de leurs filtres, freins, airbags, pompes, batteries et pare-brise de marque. Ces faux ne sont pas toujours anodins : des plaquettes de frein ont été faites avec de la sciure compressée, du pétrole brut de mauvaise qualité est passé pour du liquide de frein. Plus inquiétante encore est la prolifération des pièces aéronautiques contrefaites. Un mécanicien particulièrement vigilant d'United Airlines a découvert des pièces détachées encore emballées avec leur notice, avec une durée de vie de 600 heures alors que pour les pièces authentiques elle est de 20 000 heures.

Aucun produit ne semble à l'abri. Le représentant jordanien d'une célèbre marque italienne de valves a appelé le siège de l'entreprise pour demander si elle vendait directement des valves sur son marché, avec 40 % de remise. Les articles en question étaient des faux particulièrement soignés, jusqu'au logo gravé sur chaque pièce. Un fabricant de systèmes de vidange de l'Ohio, qui a perdu 5 millions de dollars et été obligé de supprimer vingt-cinq emplois, en rend responsables des entreprises qui, au Brésil et en Chinc, ont copié ses pompes, y compris leur publicité et leur mode d'emploi. Et la liste continue. Beaucoup de pays y participent, mais la source la plus courante est la Chine, où la main-d'œuvre, l'habileté à démonter les mécanismes, et l'omniprésence de compagnies étrangères qui traitent des affaires par l'intermédiaire d'agents et de franchisés, facilitent la contrefaçon. Beaucoup d'entreprises n'essaient plus d'arrêter les faux à la source et préfèrent renforcer le contrôle sur leurs propres circuits de distribution.

Musique et vidéo. La musique ne se mesure généralement pas au poids. Mais en Espagne, par exemple, produire et distribuer un kilo de contrefaçons de musiques et de films est cinq fois plus rentable que vendre un kilo de hasch. Pendant le premier semestre 2002, les douanes américaines ont saisi 2,1 millions de disques piratés, 66 % de plus que l'année précédente. Entre 2000 et 2003, le nombre d'ateliers graveurs de CD a doublé en Russie : elle exporte maintenant des CD piratés vers au moins vingt-six pays. L'Ukraine est considérée comme une autre source importante, Taiwan également où la capacité d'impression des disques dépasse très largement le volume pour la vente licite. Les neuf dixièmes des disques vendus en Chine sont piratés ; sur des marchés africains et latino-américains, il n'y a que des contrefaçons parce que l'industrie du disque légitime n'existe plus. La qualité est peut-être irrégulière, mais c'est toujours mieux que rien.

Les CD préenregistrés ne représentent qu'une partie du problème, bien sûr. Les ventes mondiales de l'industrie du disque déclinent depuis plusieurs années, et la progression du téléchargement sur Internet y est pour quelque chose. En général, les entreprises estiment que les pertes dues au piratage s'élèvent annuellement à 4,5 milliards de dollars, et aux Etats-Unis en tout cas, des mesures sévères ont été prises pour tenter d'identifier et de mettre fin à l'activité des coupables. Pour montrer qu'ils connaissent bien la musique, si l'on peut dire, les principaux labels ont lancé leurs propres services de téléchargement payant ou se sont alliés à des fabricants de logiciels, avec des degrés divers d'enthousiasme. Cependant, en dépit du succès commercial de boutiques légales de musique en ligne comme le logiciel iTunes d'Apple, le piratage reste, selon une étude faite par la profession, « rampant ».

Il est évident que l'accès en ligne et le piratage ont

changé l'industrie de la musique, en forçant des chaînes de magasins à fusionner et les boutiques de disques à l'ancienne à fermer. Il est difficile de savoir si les mesures de protection prises par l'industrie pourront arrêter la tendance. Au début de 2004, par exemple, un DJ d'Atlanta, Danger Mouse, a mis en ligne le « Grey Album » – un remix électronique du *White Album* des Beatles et du *Black Album* du rapper Jay-Z. Cette violation flagrante de deux droits d'auteurs a eu droit à une critique enthousiaste du *New York Times,* qui voit là s'annoncer la musique de demain. Quand l'industrie du disque a menacé de lancer des poursuites, 170 sites Internet ont immédiatement mis l'album en ligne.

Des faits similaires affectent l'industrie cinématographique. Télécharger un film peut prendre des heures, et pourtant un million de films environ sont illégalement disponibles en ligne, avec plus de 500 000 téléchargements quotidiens. Mais l'argent réside surtout dans les DVD piratés par les « usines vidéo » d'Asie et vendus partout dans le monde, infligeant au commerce légitime 3 milliards de perte de revenus. La nécessité de sortir les DVD le plus vite possible a poussé l'art des contrefacteurs à battre ses records. L'acteur Dennis Hopper a acheté à Shanghai une « excellente » copie d'un film qu'il tournait, avec la bande-son qu'il venait d'enregistrer deux jours auparavant dans un studio de Hollywood. Les fans chinois de Harry Potter ont pu acheter pour 1,20 dollar le film de leur héros des mois avant qu'il soit en salle. Le piratage des DVD pose un problème grave à l'industrie cinématographique, qui gagne jusqu'à 80 % de ses revenus avec le second marché – ventes vidéo, câble, chaînes à péage. Se trouvant à l'épicentre de l'offre et de la demande des DVD piratés, l'industrie du film de Hong-Kong se désagrège, et en produit de moins en moins.

Logiciels. Deux semaines avant que Microsoft sorte son système d'exploitation Windows 95, un réseau international appelé DrinkorDie, avec des membres aux Etats-Unis, en Australie, en Norvège, en Finlande et en Angleterre, le distribuait en ligne. Depuis, le géant du logiciel s'est à nouveau affronté à de nombreux distributeurs « freelance » dans le monde. Microsoft est la plus grosse victime, mais pas la seule. Adobe, qui fabrique le logiciel des fichiers .pdf, estime que 50 % des logiciels vendus sous son nom sont piratés. Le fait que la Chine, le Viêtnam et l'Ukraine aient plus de 90 % de logiciels piratés, la Russie, l'Indonésie et le Zimbabwe plus de 80 %, donne l'impression que le problème se confine « là-bas », mais il faut noter aussi qu'environ un quart des logiciels commercialisés aux Etats-Unis sont sans licence, et 50 % en Espagne. Après tout, qui n'est pas tombé un jour sur une version pas-tout-à-fait-légale de Microsoft Word ?

Le piratage des logiciels est une grosse affaire, qui coûte à l'industrie environ 13 milliards de dollars dans le monde et des milliers d'emplois par an aux seuls Etats-Unis. Les volumes et la sophistication peuvent être impressionnants. En novembre 2001, par exemple, 31 000 logiciels piratés venant de Taiwan et valant 100 millions de dollars ont été saisis à Los Angeles. Les autorités ont aussi trouvé des systèmes de sécurité, des manuels, des codes-barres, des cartes d'enregistrement, des certificats d'utilisateur final – avec 85 000 cartons de cigarettes de contrebande. Microsoft, dont l'équipe antipiratage est passée de deux employés en 1988 à plus de 250 aujourd'hui, est la force dominante derrière la Business Software Alliance, un groupe industriel qui fait du lobbying pour la protection mondiale du copyright des logiciels. Il demande que l'on contrôle davantage le phénomène du prolifique « disque reproducteur » qui, parti d'un disque légitime, se copie

jusqu'à inonder le marché local. Dans le même temps cependant, dans les pays en développement, les écoles, les universités, les entreprises et les ONG ont souvent le sentiment qu'elles n'ont pas d'alternative, du fait du prix, à l'utilisation des logiciels sans licence et copiés.

Médicaments. Les histoires horribles concernant des médicaments trafiqués sont légion. En 1995, un faux vaccin contre la méningite a tué des milliers d'individus au Niger. L'année suivante, quatre-vingt-huit enfants sont morts à Haïti après avoir absorbé du sirop pour la toux allongé à l'antigel. En 1999, en Asie du Sud-Est, plus d'un tiers des pilules distribuées contre la malaria se sont révélées être des faux. En Chine, des médicaments vétérinaires sont reconvertis pour un usage humain. Organe du gouvernement, le *Shenzhen Evening News* estime que 192 000 individus sont morts en Chine en 2001 à cause de médicaments trafiqués, soit par les toxines contenues dans certaines contrefaçons, soit par l'absence du principe actif qui rend le produit opérant.

L'Organisation Mondiale de la Santé estime que 8 % des produits pharmaceutiques qui circulent dans le monde, représentant la somme de 32 milliards de dollars, sont des contrefaçons. (C'est probablement une sous-estimation : les médicaments trafiqués ne sont souvent pas signalés parce que la preuve disparaît dans le patient.) Selon une étude, près de la moitié des faux sur le marché ne possèdent pas de principe actif, ou un mauvais, et 10 % d'entre eux des éléments contaminateurs. Les autres ne sont pas forcément légitimes, mais ce sont néanmoins des remèdes – parfois avec une date de péremption dépassée, ou rectifiée, peut-être correctement préparés mais mal étiquetés ou dans un conditionnement trompeur. Des millions de personnes n'ont pas d'autre choix que la contrefaçon – à leur insu ou non – pour traiter leurs maux.

Le risque de tomber sur un faux augmente avec la notoriété du médicament et du prix demandé par la marque. Les antibiotiques, les inhalateurs, les traitements de maladies bénignes, les médicaments contre le sida : ce sont tous des cibles lucratives. Ainsi du Viagra, avec sa popularité étonnante qui en a fait la tête de liste des contrefaçons. Les offres de Viagra sont devenues le fléau des courriers électroniques et proviennent bien souvent d'imposteurs. En 2002, du faux Viagra fabriqué en Chine était envoyé par des intermédiaires en Chine même, en Inde et aux Etats-Unis à des cybervendeurs basés dans le Colorado et le Nevada. Les pilules arrivaient aux Etats-Unis cachées dans des haut-parleurs de stéréos et dans des peluches, puis parvenaient au client par la poste. Un distributeur s'est vanté de pouvoir livrer des millions de pilules par mois.

Le marché de la contrefaçon pharmaceutique est bien organisé, avec une chaîne d'approvisionnement mondiale, comparable à celle des multinationales les plus importantes et les plus sophistiquées. L'Inde et la Chine, les deux plus grands fournisseurs des principes actifs pour l'industrie légitime, le sont aussi pour la contrefaçon. D'autres pays comme le Mexique se spécialisent dans la notice et le conditionnement des médicaments. La dispersion dans de nombreux pays fait que ces médicaments sont difficiles à retracer, et encore plus à éradiquer. A Haïti, la piste du faux sirop pour la toux menait à des sociétés haïtiennes, chinoises, allemandes et hollandaises, mais les enquêteurs n'ont jamais su où le produit avait été fabriqué. Quel que soit le pays, les sites de production sont toujours dispersés ou camouflés. Un lot de 1 800 cartons de médicaments fabriqués en Chine mais étiquetés « made in » Inde ou Pakistan sous licence de sociétés multinationales, s'est révélé provenir de dix contrefacteurs dans cinq

provinces, qui utilisaient cinq conditionneurs. Les lieux de fabrication vont du petit atelier artisanal à l'usine régulière : une firme qui produit un médicament sous licence a seulement besoin d'avoir une équipe supplémentaire avec des matières premières de qualité inférieure. Les ouvriers de la chaîne de production peuvent totalement ignorer ce à quoi ils participent en réalité.

Bref, tout produit populaire, quel qu'il soit, est susceptible d'être copié. Mais l'industrie de la copie n'est pas le miroir parfait de la légitime. Bien au contraire : libérés de l'investissement que leur coûterait la création, les contrefacteurs passent facilement d'un produit à l'autre, les combinant ou mélangeant les marchandises légales et illégales dans les mêmes cargaisons – ou les mêmes lieux de production.

Branchés tous azimuts

Les réseaux de la contrefaçon sont multinationaux, multicartes et décentralisés. En 2003 à Los Angeles, une saisie a révélé 9,7 millions de dollars de contrefaçons de marques dont Black & Decker, Sony, Rolex; Makita et DeWalt, ainsi que des DVD piratés. Les marchandises venaient de Chine mais aucun des cinq individus arrêtés n'était chinois. La même année à New York, six hommes habitant Brooklyn étaient arrêtés pour avoir importé 35 millions de cigarettes contrefaites de Chine, cachées dans des conteneurs derrière des marmites. Ils vendaient la marchandise par l'intermédiaire d'une réserve indienne dans le nord de l'Etat de New York, et aussi sur Internet. Deux de ces individus étaient également accusés d'avoir importé des fausses batteries de Chine, en les faisant

transiter par la Lituanie. Tous étaient également l'objet d'une enquête en Europe.

Ces cas – et bien d'autres – indiquent une chaîne de production morcelée, avec les matières premières, les composants, l'assemblage, l'emballage et la distribution dispersés dans divers lieux. Rendue possible par la technologie de la communication et les réseaux de transport mondiaux, cette stratégie diminue et répartit le risque. Le morcellement permet à chaque stade de mêler discrètement la production à des opérations régulières. Internet combine ces avantages : le nombre infini de sites accessibles, les *chats*, les messageries où s'offrent les marchandises falsifiées démontrent combien les trafiquants se sentent à l'aise dans le cyberespace. Pour les consommateurs, trouver un faux ou un pirate est aussi facile que d'aller faire son marché sur des sites comme eBay.

Des intérêts puissants protègent souvent le trafic de la contrefaçon. L'argent que l'on peut s'y faire est trop important pour résister à la corruption. Dans certains cas, des intérêts politiques puissants se sont transformés en investisseurs directs ou en opérateurs du trafic, mais aucun plus que l'armée chinoise. En théorie, l'Armée de libération populaire a abandonné son commerce, sur ordre du gouvernement, depuis 2001. Mais la politique souffre de nombreuses exceptions, et beaucoup d'officiers de l'ALP, en principe retirés des affaires, ont conservé le contrôle de l'organisation et leurs contacts en haut lieu ; d'autres restent entre les mains des parents et des copains. Débrouiller le rôle des compagnies de l'ALP, et celui de certains fonctionnaires du gouvernement national et des gouvernements provinciaux, est pratiquement impossible, même avec la meilleure volonté politique.

De la même façon, on sait depuis longtemps que les produits piratés sont fabriqués dans les prisons chinoises,

mais cela reste difficile à prouver. En décembre 2004, cependant, on a appris que Sony avait la preuve que des contrefaçons de consoles PlayStation2 avaient été fabriquées par des prisonniers chinois. Selon le *Financial Times*, Sony avait trouvé dix réseaux pirates qui produisaient 50 000 consoles par jour ; au moins un d'entre eux faisait appel à des détenus de la prison de Shenzhen, près de Hong-Kong, pour assembler les consoles. Inutile de dire que cette révélation a provoqué les mêmes réactions politiques que si on avait visé directement l'Armée. Et la Chine n'est pas le seul pays où la contrefaçon bénéficie d'un investissement semi-officiel, de sa connivence et de son assistance grâce à la corruption. Dans certains cas, les contrefacteurs ne laissent pas le choix aux fonctionnaires : des pirates de disques, par exemple, ont menacé de mort les fonctionnaires malais si on ne les laissait pas faire.

La contrefaçon croise d'autres commerces illicites, le crime organisé et les réseaux terroristes. Une connexion naturelle, compte tenu des similarités dans le produit et la forme, existe entre les médicaments falsifiés et le trafic de drogue qui empruntent souvent les mêmes circuits. Il semblerait que le crime organisé ait pénétré certaines branches particulières de la contrefaçon – les gangs russes et asiatiques, par exemple, le trafic des CD/DVD.

Des liens avec le trafic des êtres humains apparaissent au niveau de la distribution. En Espagne, par exemple, les réseaux de contrefaçon de la musique et de la vidéo inondent les rues avec 150 000 CD copiés *chaque mois*. Ces réseaux sont organisés par ethnies, avec les Indiens, les Pakistanais et les Bangladais chargés de la production, et les Africains subsahariens responsables de la vente au détail. De nouveaux concurrents marocains et chinois, avec une organisation verticale, contrôlent à la fois la production et la vente au détail. Beaucoup d' « employés »

sont des immigrés clandestins qui travaillent seize heures par jour, sept jours sur sept, pour remplir leurs quotas de production ou de vente – afin de rembourser leurs dettes aux passeurs qui les ont fait entrer illégalement dans le pays.

Mais de tous, ce sont les liens haïssables que le trafic de la contrefaçon a noués avec les réseaux terroristes qui soulèvent la plus grande inquiétude. Dans les chapitres précédents, on a vu que les cellules terroristes décentralisées sur le modèle d'al-Qaïda se sont appuyées sur le trafic de la contrefaçon pour réaliser leurs opérations. Une partie des revenus des auteurs du premier attentat contre le World Trade Center en 1993 provenait de la vente de contrefaçons de T-shirts dans une boutique de Broadway. En 1996, un chargement de 100 000 fausses Nike et des T-shirts avec le logo des jeux Olympiques, qui devaient être vendus dans la foulée des jeux d'Atlanta, a mené tout droit aux disciples de Sheik Omar Abdel Rahman, le religieux emprisonné. Pour la préparation du 11 septembre 2001, les pirates de l'air avaient vécu sans doute du classique trafic de cigarettes, en achetant des cartouches dans les Etats, comme la Caroline du Nord, où les taxes sont faibles pour les revendre au rabais là où elles sont plus élevées. Et les activistes suspectés de l'attentat à la gare de Madrid en mars 2004 vivaient d'un trafic de CD qu'ils menaient de chez eux.

De nombreux groupes militants semblent avoir adopté cette forme de business. Les destinataires d'une cargaison saisie au Liban de contrefaçons de plaquettes de frein et d'airbags allemands, étaient des disciples du Hezbollah. L'IRA et l'ETA sont fortement soupçonnées de trafiquer toutes sortes de contrefaçons, des sacs à main aux vêtements et des parfums aux DVD, et même, comme on l'a vu en Irlande du Nord, une version pirate du *Roi Lion*.

Cependant, si le contexte de la « guerre contre le terrorisme », qui est devenue une priorité absolue, a braqué les projecteurs sur ces trafics, c'est bien à cause de leurs liens avec le terrorisme. Il y a donc peu de chances que les mesures énergiques actuelles aient un effet à long terme sur les cinq cents millions de milliards de dollars que représente le trafic mondial de la contrefaçon.

Un combat de titans

La bataille livrée à la contrefaçon oppose deux formidables adversaires. Les multinationales qui tiennent à leurs marques cherchent bien sûr à nourrir l'appétit des consommateurs. Mais c'est cet appétit qui justement identifie, pour le contrefacteur, l'occasion à saisir. Les volumes des trafics montrent que partout les acheteurs tendent à succomber à la tentation duale d'acheter l'article de marque légitime *et* la contrefaçon bon marché que son intérêt a fait naître. Cela ressemble à un cycle sans fin.

Dans cet affrontement de forces titanesques, les gouvernements et leurs lois sont bien souvent largués par manque d'à-propos, car le marché évolue si vite qu'ils ne peuvent le suivre. Cependant, ils jouent un rôle crucial en donnant un cadre au trafic et en définissant les règles du jeu par leurs lois sur la propriété intellectuelle – et elles sont très variées. Le délit de contrefaçon aux Etats-Unis peut coûter une amende de 2 millions de dollars et une lourde peine de prison ; en Chine, l'amende serait de 1 000 dollars. En Malaisie, où même un tout petit trafic de narcotiques peut valoir la peine de mort, les CD et logiciels piratés sont passibles d'une amende de 100 000 ringgits (environ 26 000 dollars). Mais l'amende maximum pour les médi-

caments est de 25 000 ringgits seulement (environ 6 500 dollars).

Dans tous les cas, les lois locales sont d'une efficacité limitée contre un trafic qui joue à saute-mouton sur les frontières. Les traités internationaux ont, par ailleurs, au moins le mérite de fournir un cadre de référence commun et obligatoire – un premier pas pour la poursuite en justice des cas délictueux en dehors des frontières nationales. La protection des droits de la propriété intellectuelle a bénéficié de l'intérêt particulier des grandes multinationales, qui ont poussé à la roue pour que les instances internationales s'y consacrent. Peut-être le résultat le plus utile de ces rencontres a-t-il été de soumettre les désaccords internationaux sur le droit d'auteur, la patente et la marque de fabrique à l'arbitrage de l'Organisation Mondiale du Commerce – arbitrage limité aux conflits entre gouvernements, et donc pas vraiment adapté à combattre la contrefaçon, mais c'est néanmoins une avancée significative.

Les gouvernements ne peuvent pas grand-chose dans cet affrontement commercial qui oppose finalement les propriétaires des marques et les contrefacteurs. Face à l'incapacité et dans certains cas le manque d'intérêt des administrations, les propriétaires ont pris en main la protection et la défense de leurs labels, si bien que la protection des marques est devenue une spécialité commerciale. En 2004, à un congrès international sur la contrefaçon à Bruxelles, toutes les entreprises parrainant ou soutenant la manifestation étaient des spécialistes des nouvelles technologies qui permettent d'authentifier les produits et de les rendre difficiles à copier. Les consultants en sécurité comme Kroll et Pinkerton, et les agents locaux dans les pays concernés, se dépensent activement autour de la protection de la propriété intellectuelle. En fin de compte, la lutte contre la contrefaçon a donné naissance à sa propre industrie prospère.

L'histoire le montre, quand une économie se développe localement, on accorde une plus grande importance à la protection de la propriété intellectuelle pour la simple raison qu'elle génère des inventions et fait naître des idées. Les fabricants de médicaments génériques en Inde – autorisés par la loi indienne à décomposer les formules de médicaments sous patente – ont violé les droits de la propriété intellectuelle mais aidé ainsi à développer localement des compétences scientifiques. Et ces compétences ayant abouti à des innovations technologiques, les firmes indiennes souhaitent le retour des patentes. Les firmes chinoises se découvrent soudain elles-mêmes vulnérables à la contrefaçon, et la loi sur la propriété intellectuelle est considérée avec un nouvel intérêt. (Un expert sur le sujet, le Professeur Zhen Chensi, a vu ses propres livres sur la protection de la propriété intellectuelle en Chine piratés et mis en ligne sur Internet.)

Mais ce qui reste le plus évident, c'est l'augmentation formidable en volume et en qualité des contrefaçons de toutes sortes. C'est trop tentant. Il est vraiment trop facile de fabriquer, d'envoyer et de vendre au détail des contrefaçons – et trop facile pour les clients de se les procurer. Plus les marques investissent pour susciter le désir d'achat de leurs produits, plus forte est la tentation de se tourner vers les contrefacteurs, qui les fournissent à moindre prix. Tant qu'il y aura demande, on fournira.

Ceux qui possèdent la propriété intellectuelle ont certainement de bonnes raisons de vouloir protéger les droits et les revenus de leurs biens intangibles. Mais ils ne seront jamais plus motivés que les réseaux dont le but est d'engranger des milliards en fournissant aux clients affamés ce qu'ils désirent. Les gouvernements, pris entre deux feux, n'en garderont que la frustration et la corruption. Les multinationales obtiendraient sans doute de meilleurs

résultats en favorisant l'innovation permanente – la recherche et le développement pour que les produits soient difficiles à copier tout en restant abordables – plutôt qu'en confiant à des armées d'avocats et de groupes de pression la protection de leurs marques.

CHAPITRE 7

Les blanchisseurs de capitaux

Que vaut une vie humaine ?

Au lendemain du carnage, elle a semblé valoir vraiment très peu. Il en a coûté aux terroristes responsables des attentats du 11 septembre 2001 à New York et à Washington moins d'un demi-million de dollars pour mettre fin à environ trois mille vies, dont les leurs. Ce qui fait, selon une sorte de logique morbide, moins de deux cents dollars par personne.

C'est ce qu'a établi l'enquête immédiate. La piste était semée d'indices ; après tout, les pirates de l'air n'avaient aucune intention de survivre à l'opération. Ces indices concernaient des activités tout à fait ordinaires : une voiture louée à Portland, dans le Maine ; des repas dans une chaîne de restaurants en Floride ; des billets d'avion ; de l'épicerie. Beaucoup de ces dépenses étaient faites avec des cartes Visa émises par la South Florida Bank où Mohammed Atta, le chef du groupe, avait ouvert un compte en juin de l'année précédente. Trois mois plus tard, il avait reçu un virement d'un montant de 69 985 dollars d'une

banque d'un émirat du Golfe. Le montant et l'origine avaient attiré l'attention et fait l'objet d'un rapport pour transaction suspecte au Financial Crimes Enforcement Network, le service de renseignements gouvernemental chargé de ce genre d'affaires. Mais le FinCEN, comme on l'appelle, reçoit beaucoup de rapports chaque mois ; ils ne déclenchent pas tous une action, et celui-ci n'a pas été retenu.

Quelques minutes après l'attaque du World Trade Center, les services chargés du contre-terrorisme savaient qu'ils avaient affaire à l'organisation d'Oussama Ben Laden, al-Qaïda. Mais dans les jours qui suivirent le 11 septembre, les virements, les retraits en espèces et les reçus de cartes de crédit étaient à peu près les seuls éléments disponibles pour comprendre comment le nouvel ennemi de l'Amérique avait préparé son attaque. Pour trouver des témoins – la serveuse du restaurant, l'employé de l'agence de location – il suffisait de suivre les dépenses des pirates de l'air. Mais remonter la piste de l'argent promettait beaucoup plus : découvrir les sources et les circuits grâce auxquels ces terroristes et d'autres avaient opéré, afin de les neutraliser en coupant l'accès à l'argent et de les arrêter en surveillant leurs transactions.

« L'argent sépare Oussama Ben Laden des autres fanatiques et assassins du Moyen-Orient, a écrit un chroniqueur américain quelques semaines plus tard. C'est le kérosène qui a provoqué l'incendie et l'implosion des tours du World Trade Center le 11 septembre. Et c'est l'argent du pétrole qui a permis à Ben Laden » de s'installer au Soudan puis en Afghanistan et lancer son organisation. Mais cette logique de haut niveau n'apportait pas grand-chose aux experts du contre-terrorisme. Ils savaient que Ben Laden avait probablement mis à l'abri sa fortune personnelle. Les questions qu'ils se posaient

étaient davantage d'ordre pratique : comment chaque cellule d'al-Qaïda pouvait-elle subsister par elle-même ? Quelles étaient les sources de revenus du réseau, et comment l'argent circulait-il ? Quels étaient à chaque niveau – banques, affaires, individus – les éléments complices et lesquels étaient utilisés à leur insu ? Au fur et à mesure de leurs recherches, les enquêteurs pénétraient plus loin dans un monde complexe et en expansion : le monde du blanchiment des capitaux et le trafic international de l'argent sale.

On en savait déjà pas mal. Ramzi Yousef, un des responsables du premier attentat contre le World Trade Center en 1993, avait utilisé des dons d'une société qui importait au Pakistan de l'eau sainte de La Mecque. Certains fonds utilisés pour les attentats contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie en 1998 avaient été fournis par l'intermédiaire d'une œuvre de bienfaisance domiciliée en Arabie Saoudite, la Mercy International Relief Agency. En fait une chaîne d'associations caritatives dans le monde arabe, et aussi aux Philippines, en Croatie et aux Etats-Unis, avait des liens connus ou suspectés avec al-Qaïda. Ainsi que des entreprises commerciales de plusieurs pays, dans la pêche, l'élevage, le transport, la construction, le miel et le cuir. Certaines cellules terroristes font du trafic dans les pays qu'elles ont infiltrés – ventes de cigarettes au marché noir ou de CD piratés. Grâce à toutes ces informations, la carte du financement du terrorisme commençait à se révéler. Mais comme les événements allaient tristement le prouver, ce n'était pas encore assez.

Il y avait deux façons d'analyser toutes ces informations. D'un certain point de vue, le financement du terrorisme était complexe et divers ; il y avait des milliers d'acteurs, beaucoup hors de portée dans des lieux perdus

ou sans loi, mêlés à d'autres pratiques criminelles, et tous très difficiles à saisir. Mais par ailleurs, le financement du terrorisme était extrêmement simple : aussi lointaine que soit son origine, il suffisait de quelques virements et des cartes de crédit pour commettre le crime. Les communications des cellules terroristes pouvaient se perdre dans le brouhaha de millions de messages téléphoniques et l'anonymat d'Internet, et l'argent se mêler au flux constant des opérations monétaires de la planète. « Suivre l'argent » avec succès menait là où l'exotique et l'ordinaire s'entrelaçaient étroitement.

Ce paradoxe ne se limite pas au financement du terrorisme. En fait, il est aujourd'hui commun à tous les délits financiers, qu'il s'agisse de blanchir les gains d'un commerce illicite, réunir des fonds pour commettre un acte terroriste, ou cacher des revenus au percepteur. Beaucoup de techniques sont de vieux classiques : des comptes bancaires anonymes dans des juridictions permissives, par exemple, ou des commerces-écrans où du cash circule, comme des restaurants ou des laveries automatiques. D'autres sont toutes nouvelles, rendues possibles par l'intégration financière mondiale. Mais toutes ont rendu « l'argent sale » plus rapide, plus mobile et plus insaisissable que jamais. Plus que tout, les barrières qui autrefois séparaient strictement la petite épargne des mouvements financiers internationaux frauduleux n'existent pratiquement plus. Il est de plus en plus difficile pour une banque, un fonds mutuel, un organisme de transferts ou n'importe quel établissement financier, d'être absolument sûr que 100 % de l'argent qui circule par son intermédiaire est « propre ».

L'augmentation et l'intégration de l'argent sale dans le flux régulier ont entraîné une réaction déterminée et souvent ingénieuse des autorités administratives et législatives

de nombreux pays. Cependant, au cours de l'été 2001, ces efforts semblaient menacés : les nations dominantes se querellaient pour savoir quelles activités il fallait criminaliser et comment éviter d'accabler les marchés financiers. La concurrence entre pays pour attirer les dépôts dans les conditions les plus avantageuses, c'est-à-dire souvent le secret et la confidentialité, parasitait également la collaboration internationale.

Les attentats du 11 septembre ont redonné un sens de l'utile et de l'urgence : alors que se révélaient les activités d'al-Qaïda, on voyait les points vulnérables qu'elles pouvaient toucher et on découvrait des entités jusque-là obscures comme les *hawalas* – des officines de compensation utilisées par les immigrés –, les banques et les associations caritatives islamiques. (Dans le même temps, des scandales concernant de grosses entreprises, comme l'effondrement d'Enron qui n'avait pratiquement pas payé d'impôts depuis 1996, braquaient les projecteurs sur la profusion de sociétés fictives offshore. Peu, cependant, ont fait le rapprochement.)

Mais l'inquiétude à propos du financement des terroristes a aussi poussé les autorités à mieux cibler leurs efforts. Après tout, la circulation rapide de l'argent est un des avantages de la mondialisation. Le blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme, l'évasion fiscale et la fraude ont pris place au milieu des investissements directs étrangers, des portefeuilles de titres, des dépôts des immigrés, des transactions par cartes bancaires, de l'e-commerce et le reste. Le problème est que cet enchevêtrement d'activités licites et illicites sert de camouflage aux blanchisseurs dans le système financier global dont nous dépendons tous.

Plus d'argent, plus de caches

Pour comprendre la profusion d'opportunités de blanchir de l'argent aujourd'hui, il faut prendre du recul et considérer tout le tableau. Le système financier global est fondamentalement différent de ce qu'il était il y a quinze ans. D'abord, il a gonflé. Les avoirs des autorités monétaires dominantes dans le monde sont passés de 6,8 trillions de dollars en 1990 à 19,9 trillions de dollars en 2004. Ils ont progressé non seulement en volume, mais en complexité. Les pays ont ouvert leurs économies, dérégulé leurs secteurs financiers, et permis à leurs systèmes nationaux locaux – banques commerciales, sociétés de financement, marchés boursiers, agences de courtage – de trouver des partenaires dans d'autres pays, ou même d'investir l'un chez l'autre. Cela a créé des structures de fonctionnement et de contrôle qui sont devenues bien plus compliquées à gérer et à réguler que lorsque la finance était davantage une affaire locale. Et de nouveaux produits financiers étaient lancés : de la carte bancaire aux contrats dérivés, diaboliquement complexes, capables de faire circuler d'énormes quantités d'argent d'une façon que seuls des spécialistes peuvent comprendre. Derrière ce développement en volume et en complexité se trouvent non seulement de nouvelles politiques mais aussi de nouvelles technologies qui ont fait baisser le prix des transactions et rendu la géographie moins contraignante. Le coût direct d'une transaction ordinaire pour une banque chute de 40 % quand le client fait l'opération par téléphone au lieu de se présenter au guichet. Et cela frise les

98 % quand elle est faite en ligne, quel que soit le lieu où se trouve le client.

Le déclin du rôle de la distance et des frontières nationales comme obstacles à la circulation des capitaux a été accéléré par plusieurs choix politiques faits par les gouvernements dans les années 1990. Quatre de ces réformes financières ont eu des conséquences particulières pour les blanchisseurs.

Premièrement, la plupart des pays ont abandonné le contrôle des changes. Il n'était plus nécessaire d'obtenir une autorisation pour convertir la monnaie locale en devises étrangères, et vice versa. Cela a commencé avant les années 1990, mais c'est au début de cette décennie que la plupart des pays ont rejoint le mouvement vers l'allègement, sinon la suppression du contrôle des changes. Résultat, le volume global *quotidien* des devises échangées a flambé, de 590 milliards de dollars par jour en 1989 à 1,88 trillion en 2004, tandis que certains pays choisissaient une monnaie commune – l'euro, évidemment – et que d'autres adoptaient le dollar ou l'euro comme seconde monnaie quasi officielle. Bien entendu, c'était une excellente nouvelle pour ceux qui blanchissent l'argent, fuient les impôts, et les autres, parce qu'elle étend le terrain de jeu, ajoute de la flexibilité et multiplie les opportunités.

Deuxièmement, les devises librement convertibles ont mené à plus d'ouverture des marchés des capitaux nationaux. Les systèmes financiers fermés sont maintenant une exception, et non la norme. Des intérêts étrangers qui possèdent des banques locales, une pratique longtemps interdite dans de nombreux pays, est chose courante. Des gouvernements et des entreprises locales sont souvent en concurrence pour lever des capitaux sur le marché mondial en émettant des obligations et des actions, et aujourd'hui beaucoup de marchés boursiers locaux permettent aux

étrangers d'acheter des titres. Les agences de notation et les gestionnaires de fonds ne les jugent pas seulement à leur propre mérite mais en comparaison du marché. Les gouvernements qui avaient l'habitude de passer au crible et de restreindre l'entrée de multinationales étrangères commencent à les pousser activement à investir dans le pays. Ce bouleversement a mis d'énormes quantités d'argent en mouvement : depuis 1990, le portefeuille international d'investissements est passé de moins de 5 milliards de dollars par an à 50 milliards en 2000 ; l'investissement annuel direct étranger dans des opérations spéculatives locales va de 209 milliards de dollars en 1990 à 560 milliards en 2003. C'est aussi très bon pour les blanchisseurs. Davantage de transactions signifie plus de possibilités pour l'argent sale de s'insérer aisément dans le courant légal.

Troisièmement, la caractéristique de la finance mondiale, c'est la compétition pour le capital – entre les pays et les entreprises qui émettent des titres, mais aussi les banques, les agents de change, les organismes de transferts, les gestionnaires de biens, et tous les autres intermédiaires qui rivalisent pour livrer le capital à sa destination. Cela convient parfaitement aux blanchisseurs parce qu'ils ont du cash : ils peuvent raisonnablement s'attendre à ce qu'un banquier ou un courtier accepte leurs fonds, à un moment ou à un autre, sans poser des questions gênantes – surtout si le marché est assorti d'un pot-de-vin ou d'une commission complémentaire.

Finalement, la transformation de la finance mondiale doit tout à la révolution de l'information. Les banques ont été parmi les premières et les plus rapides à adopter la nouvelle technologie. La colonne vertébrale électronique du système financier permet des transactions instantanées qui peuvent être réalisées depuis presque n'importe où

dans le monde. Ce n'est, de toute évidence, pas une mauvaise chose si vous êtes un blanchisseur mobile international, désireux de distancer des autorités qui sont beaucoup moins agiles quand elles doivent opérer à l'échelle mondiale.

Ainsi, la facilité grandissante des transactions illicites est due aux mêmes avancées que les utilisateurs légitimes attendent et réclament pour la gestion de leur argent. Mais qu'une grande part de ces progrès nous soient maintenant familiers ne signifie pas que les conséquences d'un système financier international bouleversé sont bien comprises. La nouvelle vague de blanchiment d'argent est l'une de ces conséquences. Parce qu'ils n'étaient pas embarrassés par les lourdeurs d'une gestion d'entreprise et d'une bureaucratie, les blanchisseurs ont été probablement les plus prompts à s'adapter à la libéralisation financière et à l'intégration économique. Ils étaient particulièrement bien placés pour découvrir avant tout le monde que les moyens et les méthodes qu'offraient les années 1990 pour détenir, faire circuler et fructifier des fonds illégaux n'avaient pas de précédent historique.

Discrétion assurée

Qu'il soit désormais facile de blanchir des fonds n'aurait pas beaucoup d'importance si la demande de services financiers illégaux diminuait. Mais, malheureusement, les affaires marchent très bien. Il y a plus d'argent que jamais sur le marché à la recherche de services financiers discrets qui contournent la loi. *Grosso modo*, le montant du blanchiment d'argent représente aujourd'hui entre 2 et 5 % du PIB mondial, soit de 800 milliards à

2 trillions de dollars. Certains l'estiment jusqu'à 10 % du PIB mondial. Ajoutez à cela l'évasion fiscale, naturellement difficile à quantifier, plus différentes sortes de fraudes, et on se retrouve avec plus qu'assez de liquidités et de demandes pour alimenter une industrie prospère.

Evaluer la part de chacun dans ce total est impossible. Mais une chose est claire : chaque fois qu'une activité commerciale illicite s'envole, davantage d'argent entre dans le cycle du blanchiment. Et chaque fois que ces trafics se réorganisent et modifient leurs circuits, de nouveaux besoins de services financiers illicites dans de nouveaux lieux se font immédiatement sentir. Le blanchiment d'argent n'est pas seulement un trafic en lui-même, mais un mécanisme irremplaçable pour les autres. En un sens, le blanchiment d'argent est un miroir de l'économie souterraine globale.

Ces dernières années, le projecteur a été dirigé spécialement sur les financements des opérations terroristes internationales. Mais des connexions se font aussi sur des bases plus flexibles, opportunistes et décentralisées. Pendant un temps, les narcotrafiquants mexicains ont probablement collaboré avec des membres du Hezbollah pour l'importation, du Canada aux Etats-Unis, de pseudo-éphédrine, un composant de la méthamphétamine. Les cellules terroristes locales vivaient également du trafic.

Ces liens, au premier niveau, montrent une convergence entre l'organisation terroriste et le commerce illicite née à la fois de la nécessité et de l'opportunité. Les deux utilisent des réseaux flexibles très efficaces pour contourner la loi tout en exploitant les avantages de la globalisation. Quoique leurs buts soient différents, leurs intérêts opérationnels sont similaires. Et ils peuvent coopérer sur le terrain, parce que les deux sont si décentralisés et si bien camouflés qu'une collaboration locale bien menée ne

risque pas de mettre l'autre à découvert. Cela veut dire que toute enquête sur le « financement du terrorisme » finit de façon presque certaine par aboutir dans la grande machine du blanchiment d'argent et du commerce mondial illicite. Même s'il ne représente qu'une petite part du système financier souterrain – il est bon de garder cela à l'esprit.

Les trafiquants et les terroristes appartiennent à deux sortes d'utilisateurs de services financiers illicites. Une troisième est celle des individus corrompus, qui facilitent souvent des transactions tout en agissant pour leur propre compte. Cela va des fraudeurs du fisc aux régulateurs, fonctionnaires des douanes et autres, jusqu'aux plus hauts niveaux, hommes politiques et chefs d'Etat. Bien sûr, des générations d'autocrates ont planqué les produits des richesses de leur pays dans des comptes numérotés en Suisse. De nouvelles méthodes et opportunités se présentent cependant, qui ne peuvent qu'amplifier l'appel irrésistible du gain illicite. Inutile de le dire, les chefs politiques démocratiquement élus n'en sont pas exempts.

Toutes ces pratiques peuvent être considérées comme criminelles, cela ne fait pas de doute. L'évasion fiscale, cependant, est un peu plus ambiguë. Peu de fraudeurs du fisc opèrent en transportant de nuit des valises de billets. La plupart du temps, l'évasion fiscale est une pratique quasi légale qui utilise des services financiers extraterritoriaux pour réduire l'assujettissement à l'impôt – enfreignant ainsi l'esprit de la loi mais pas sa lettre. De plus, chaque pays ayant son code fiscal, avec ses particularités, toute personne ou société qui évolue dans plusieurs juridictions a, dans une certaine mesure, la possibilité légale de déplacer ses biens, ses revenus, ses dépenses et ses engagements d'un pays à l'autre pour diminuer le montant de ses impôts. Tout ceci rend extrêmement difficile à déterminer le moment où l'évasion fiscale dépasse la ligne.

Dans un cas soulevé par les autorités américaines, la frontière entre l'évitement fiscal et l'évasion fiscale jouait sur la coquette somme de 200 millions de dollars. En 2005, le fisc américain avait accusé Walter C. Anderson, un magnat qui avait fait fortune pendant les années 1990 dans les télécommunications, d'avoir dissimulé 450 millions de dollars offshore afin d'éviter des impôts estimés à 200 millions. Anderson avait réfuté cette accusation, déclarant que cet argent était allé à sa fondation panaméenne qui se consacrait à la défense des droits de l'homme, au contrôle des armes, au planning familial et à la recherche spatiale. Tout en affirmant que ses sociétés installées dans des paradis fiscaux n'avaient violé aucune loi, Anderson admettait que « pour chaque société [légitime] domiciliée dans un paradis fiscal, il y en a cinquante autres qui fraudent. Elles sont là pour dissimuler des biens à votre partenaire, elles sont là pour dissimuler des biens au fisc ».

Toute une catégorie de professionnels est apparue pour se mettre au service de l'argent, le faire profiter des meilleurs avantages, selon le goût du risque du propriétaire, son besoin de discrétion et son degré de volonté de violer la loi. Parmi eux, les blanchisseurs de capitaux, qui prennent en charge toute l'opération contre rétribution – et parfois, en poussant plus loin, se proposent comme gestionnaires des avoirs recyclés. Une armada d'avocats et de courtiers est là pour protéger les transactions et les mettre à l'abri d'une poursuite. On pourrait dire que les conseillers fiscaux qui parcourent la planète afin de trouver des niches pour des intérêts réels ou fictifs jouent un rôle actif dans le maintien du monde financier souterrain. Il est encore relativement facile de trouver un avocat qui accepte de jouer le rôle de directeur, et même de propriétaire, d'une société offshore qui appartient en fait à une autre personne anonyme.

Les règles rigoureuses appliquées depuis le 11 septembre ont certainement augmenté les risques du blanchiment. Mais pas de façon significative ou, encore moins, au point d'être dissuasives pour les flux financiers illicites mondiaux. La plupart des nouveaux contrôles n'ont fait qu'augmenter le coût des transactions et les commissions que les hommes de paille se font payer pour leurs services. L'évaluation la plus complète et rigoureuse faite aux Etats-Unis en 2004 conclut que « le risque couru par les blanchisseurs de capitaux d'être poursuivis est d'environ 5 % par an. Des données fournies par d'autres nations industrialisées indiquent même des chiffres plus bas de poursuites ».

Les nouveaux offshore

Comme certains oiseaux migrateurs, l'argent a depuis toujours des endroits spéciaux où il va quand il désire se reproduire en paix. Le monde financier qui se tient à distance de la loi et de l'appétit des autorités fiscales est depuis longtemps appelé « offshore ». A certain moment, l'offshore était une réalité tangible, des lieux qu'on pouvait localiser sur la carte. Mais mettre le doigt sur les paradis protégés du capital illicite n'est plus aussi facile à faire.

Selon sa définition, *offshore* est un terme du métier qui désigne les facilités financières qu'un pays ou un territoire (une « juridiction ») met à la disposition de non-citoyens. Ces facilités financières offshore ont donc pour principal objet d'attirer les capitaux étrangers, qu'elles récompenseront par des règles moins sévères que celles de leur propre pays. La nation-hôte se rétribue en faisant payer des droits pour la délivrance de différents documents et licences,

comme ceux nécessaires à la constitution d'une société ou les licences pour certains services bancaires, des fonds communs de placement et des fonds spéculatifs.

Ce qui a fait le succès de ce terme, c'est que beaucoup de ces territoires qui offraient ces arrangements étaient, en fait, des îles. Et les plus renommés étaient pratiques pour les centres financiers importants : les Bermudes et les îles Caïmans, un court vol depuis New York ou Miami, ou l'île de Man et les îles Anglo-Normandes, un saut depuis Londres ou Paris. Une simple balade pour remplir des papiers, renouveler des licences ou accompagner une valise de billets. D'autres se trouvaient sur les continents, tels Monaco, Panama, le Liechtenstein ou la Suisse avec son fameux secret bancaire. Ces « îles », comme les autres, étaient de petits – quelquefois très petits – pays avec peu de ressources naturelles, qui cherchaient à gagner de l'argent en offrant ces facilités.

Tout cela n'a pas fondamentalement changé. En fait, le nombre de territoires qui se sont spécialisés dans les services offshore a augmenté, et oui, beaucoup de nouveaux entrants sont aussi des îles. L'Etat de Nauru, dans le Pacifique, avec une population de 12 000 habitants, héberge officiellement 40 000 sociétés dont environ 400 banques fictives qui, en pratique, n'ont qu'un petit bureau avec une plaque en cuivre sur la porte. Les autres paradis offshore comprennent les Bahamas, Bahreïn, Chypre, Malte, les Antilles néerlandaises, Grenade, Antigua, les Seychelles – ainsi que des régions autonomes comme Madère, et même des territoires délibérément coupés du monde ou des zones virtuelles telles Labaun Island en Malaisie ou la Bangkok International Banking Facility.

Naturellement, toutes ces zones ne cherchent pas spécifiquement à attirer des fonds illicites. Comme cette liste le

suggère, les pays et les territoires adoptent le système de services offshore avec différents degrés de crédibilité et ils cherchent à attirer des clients compatibles avec leur politique. Les places les mieux établies ont eu du mal à se distinguer du lot des plus douteuses. A une extrémité du spectre, les îles Caïmans (43 000 habitants) sont devenues un centre financier très important, avec près de six cents banques, toutes (sauf trois) faisant partie des cinquante plus importantes du monde, avec plusieurs milliers de fonds communs de placement et des dizaines de milliers d'affaires offshore. Attentives à leur statut et à leur compétitivité, les Caïmans ont créé de nouveaux produits financiers, par exemple en lançant des « captives » d'assurance – dont le seul objet est de faire couvrir, par des compagnies financières, un risque spécifique d'une société. A l'autre extrémité du spectre, on trouve Tuvalu, un autre micro-Etat dans le Pacifique, qui loue à un courtier son nom de domaine Internet – le si tentant .tv – et touche une petite commission chaque fois qu'une adresse est enregistrée. Tuvalu loue aussi son indicatif téléphonique international, 688, à un opérateur de téléphone rose.

L'idée de louer les biens souverains d'un pays – comme son identité pour une immatriculation internationale ou son sceau officiel pour authentifier des documents financiers – n'est pas une invention récente. Les pavillons de complaisance existent depuis des lustres pour les affaires maritimes ; 60 % de la flotte commerciale mondiale sont enregistrés aujourd'hui au Liberia, au Panama ou en Grèce. En fait, le bureau d'enregistrement maritime du Liberia est tenu par une compagnie installée dans la banlieue de Washington D.C., évitant ainsi le voyage à Monrovia à ceux qui veulent une inscription. (Ceux qui possèdent des avions savent quels pays offrent des conditions d'enregistrement sans exigences onéreuses comme les

inspections de sécurité.) Dans le domaine de la finance offshore, les nouveaux entrants suivent les modèles qui ont réussi, comme les Caïmans. Mais en réalité, beaucoup y sont amenés parce qu'ils n'ont pas d'autres ressources, ni biens à vendre ni main-d'œuvre à exporter. Pour les Seychelles, Niue ou Tuvalu, leur bien le plus précieux est la reconnaissance internationale comme territoire légitime ou Etat : leur souveraineté.

Tout comme le mot *offshore* reste associé à des îles exotiques, prestigieuses ou suspectes, un certain type de vie aussi stéréotypé s'y accole, avec ses play-boys et ses oisifs, ses banquiers discrets et ses gentlemen cambrioleurs. Mais si ce genre de vie persiste, l'image est trompeuse. Il y a beaucoup plus de lieux pour blanchir l'argent que cette collection d'îles aux juridictions canailles. Des lieux stratégiques, à la limite de la loi – ou même en dehors –, où l'on joue plus gros, plus dur.

Ciudad del Este, au Paraguay, en est un. Ville de 300 000 habitants à la « triple frontière » avec le Brésil et l'Argentine, devenue grâce à cette implantation favorable le rendez-vous de trafiquants de toutes sortes, Ciudad del Este est à la croisée de presque tous les commerces illicites, dont les logiciels et l'électronique piratés, les marchandises de contrebande, et semble-t-il les armes. Des communautés ethniques, dont des Taiwanais, des Indiens, des Libanais et des Syriens, sont associées à ces activités. Des membres de communautés du Moyen-Orient de Ciudad del Este ont été suspectés de réunir des fonds et de faire du commerce pour le compte du Hezbollah, du Hamas et peut-être même d'al-Qaïda. Mais ce qui entretient la vitalité de cet endroit, c'est l'argent de la drogue : les revenus de la cocaïne des pays andins, que les autres trafics – secondés par les cinquante-cinq banques de la ville – aident à recycler. En 1997, Ciudad del Este a blan-

chi ainsi environ 45 milliards de dollars provenant de la drogue.

Ce qui rend des villes comme Ciudad del Este très attractives pour les affaires, ce sont des réglementations indulgentes, des gouvernements passifs, et un appareil judiciaire incapable ou corruptible. Ces paradis du blanchiment doivent aussi posséder une certaine infrastructure financière et de télécommunications. Là où il n'y a pas de banque, pas de liaisons avec le marché mondial, les possibilités du blanchiment d'argent sont très faibles. Les éléments qui relient ces lieux souvent lointains au reste du monde n'ont pas besoin d'être variés ou complexes. En fait, beaucoup sont plutôt primitifs et isolés, et n'ont que de maigres contacts avec le monde extérieur – sauf que des banques et des sociétés du monde entier en ont fait leur domiciliation légale. En ce sens, Ciudad del Este, par exemple, n'est pas très différente de la Transnistrie près de la mer Noire, ou de la province du Badaskhan en Afghanistan. Elles fournissent soit un service (des services financiers illégaux), un produit (des armes), ou une matière première (le pavot) auxquels le reste du monde tient énormément.

Grosse banque, petite banque, banque bidon

Le blanchiment d'argent s'est ramifié au point d'être partout présent. Aucun secteur du système bancaire mondial n'est vraiment à l'abri. De grandes places financières comme New York et Londres ont déjà une histoire riche en scandales de blanchiment. Elles sont maintenant plus exposées que jamais.

Cela découle en partie du volume lui-même. Les ban-

ques de la planète effectuent annuellement plus de deux trillions de virements et d'ordres divers. Vérifier l'origine, le but et la destination de chaque opération dépasse certainement les possibilités de la plupart d'entre elles. Et le nombre d'acteurs a explosé. De plus en plus d'institutions, bancaires ou autres, ont le droit de faire circuler de l'argent sans frontières. Grâce à la technologie, toute institution financière, quelle que soit sa taille, peut être presque instantanément une source ou une destination pratiques de fonds.

Le confort du client est essentiel. La carte bancaire a ouvert la voie en simplifiant l'accès et le contrôle individuel ; aujourd'hui, quelques progrès technologiques plus tard, le développement de la banque en ligne est inexorable. Des banques virtuelles se sont créées, des entités sur Internet qui n'ont jamais rencontré un client. L'argent virtuel a aussi gagné du terrain, sous la forme de cartes intelligentes à puce programmées – un grand progrès sur le traveller's cheque, et qui assure aussi l'anonymat. Au confort du client et à l'extension du marché, la Western Union et les organismes similaires ont ajouté la possibilité de faire des transferts depuis des supermarchés, des terminaux de bus et des bars. Un mouvement constant de transactions interbancaires et de règlements électròniques fait tourner la machine à plein régime.

Un sentiment d'urgence politique né après le 11 septembre, une nouvelle législation, de nouvelles formes de collaboration internationale et de nouvelles technologies ont rendu, pour les blanchisseurs, de tels outils moins pratiques et plus risqués à utiliser. Mais la réalité est que dans cette arène également, les gouvernements courent après une génération de trafiquants qui vont plus vite et plus loin que ceux chargés de les arrêter. Ceci grâce aux nombreuses facilités, institutions, règles et même incita-

tions que le système financier fournit à ses clients et dont les blanchisseurs profitent largement. Des comptes dans des banques régulières servent couramment à blanchir les revenus de commerces illicites. Un blanchisseur a fait passer 36 millions de dollars provenant du trafic de la cocaïne des Etats-Unis en Colombie par l'intermédiaire de l'Europe, en utilisant une centaine de comptes répartis entre soixante-huit banques dans neuf pays. Les transferts et autres facilités bancaires ont poussé les blanchisseurs à fragmenter leurs avoirs en une multitude de petits comptes non repérables, premier pas indispensable au blanchiment. Morceler chaque transaction ajoute si peu de frais que désagréger et reconstituer les fonds ne les gêne en rien. La banque à distance – par carte électronique, téléphone, Internet – permet plus de discrétion et de dissimulation. En dépit des puissantes nouvelles technologies mises à la disposition des autorités de contrôle qui surveillent ces transactions, attraper ceux qui doivent l'être est un défi presque impossible à relever.

Les banques ont aussi institué de nouvelles formes de relations qui peuvent ouvrir la voie à des transactions illicites. Parmi ces relations, le correspondant bancaire. Pour anticiper les besoins de leurs clients ou suivre l'expansion des marchés financiers, des banques connues se sont dépêchées de s'établir elles-mêmes dans chaque place, soit directement, en ouvrant de nouvelles succursales ou en achetant des banques locales, soit indirectement, en créant des réseaux de partenaires bancaires préférentiels tout autour du monde. Ces correspondants bancaires jouent un rôle vital dans la finance mondiale, en faisant circuler l'argent depuis ou vers des zones lointaines, aussi bien au bénéfice d'investisseurs étrangers que de diasporas d'immigrés. Mais ils ont aussi ouvert une voie d'accès au réseau global bancaire qui ne peut être ni dirigée ni contrô-

lée, et par laquelle les fonds peuvent transiter d'une simple frappe sur un clavier d'ordinateur.

Le correspondant bancaire est apparu dans les années 1990, dans la foulée du boom des marchés émergents. A la fin de la décennie, certains de ses pièges ont commencé à se révéler. En 1999, un scandale a éclaté dans la vénérable Bank of New York, mettant en cause 160 correspondants bancaires en Russie, des services de transferts électroniques, des établissements bancaires à Nauru et les agissements criminels d'une ancienne haut responsable de la banque et de son mari qui ont permis de faire entrer aux Etats-Unis 7 milliards de dollars d'origine douteuse en provenance de Russie sur une période de trois ans. Ces transactions avaient rapporté à la Bank of New York des millions de dollars de commissions. Le scandale a mis à l'ordre du jour le problème du correspondant bancaire, qui a été soumis au Congrès. Cependant il n'a pas été facilement résolu, car la pratique non seulement s'est répandue mais correspond aussi à un besoin actuel si l'on veut que les marchés intégrés mondiaux exploitent tout leur potentiel.

Les terroristes ont également pratiqué cette formule. Lorsqu'il était basé au Soudan, de 1991 à 1996, Oussama Ben Laden utilisait des comptes dans la al-Shamal Islamic Bank de Khartoum pour accéder au système bancaire mondial. Quoique établie seulement en 1984, dans un pays considéré à cette époque comme un trou perdu dans les sables, al-Shamal était la correspondante locale du Crédit Lyonnais, de la Commerzbank, de Barclays, et une filiale saoudienne d'ABN AMRO. C'est par elle, par exemple, qu'en 1993, les entreprises soudanaises de construction de Ben Laden ont viré 179 955 dollars à l'agence de Dallas de la Bank of America pour l'achat d'un avion qu'al-Qaïda utilisera plus tard pour transporter des missiles Stinger du

Pakistan au Soudan. Après le 11 septembre 2001, on a découvert que les capitaux d'al-Qaïda bénéficiaient de facilités bancaires au Soudan, au Yémen, à Chypre, en Allemagne, à Hong-Kong, en Afrique du Sud et au Royaume-Uni.

On peut déduire de tels exemples qu'on risque fort de rencontrer de l'argent sale dans le système bancaire mondial. Ce ne sont peut-être pas uniquement les moyens techniques qui rendent la chose possible, mais aussi les incitations commerciales qui les encouragent. La concurrence pour la conquête des marchés, des clients et les commissions pousse parfois les banquiers à la générosité. La même pression compétitive conduit des Etats à offrir des services offshore et des courtiers véreux à fermer les yeux.

Des initiatives gouvernementales récentes ont rendu cet aveuglement volontaire plus coûteux et plus risqué. Mais l'attrait du blanchiment de capitaux continue à être énorme et le besoin est là : où iraient autrement les milliards du boom des commerces illicites ? De plus, les profits impliqués compensent largement les surcoûts, tandis que les mécanismes, les institutions et les technologies qui existent maintenant pour diminuer les risques les rendent sinon négligeables, du moins supportables.

Une solution extrême pour les blanchisseurs est de tout s'approprier et d'acheter leur propre banque. Ce n'est pas très difficile. Beaucoup de juridictions spécialisées offshore rendent la création d'une banque factice aisée. A Nauru, par exemple, cela coûte seulement 25 000 dollars. Mais les pays très corrompus, qui jouent cependant un rôle important dans l'économie globale – par exemple, la Russie et le Nigeria –, sont des lieux parfaits où il faut acheter une banque pour infiltrer la finance mondiale. On craint que les affairistes se tournent de plus en plus vers

cette méthode, particulièrement en Afrique et en Amérique latine.

Cycles et écrans

Après avoir réussi à injecter de l'argent sale dans le système mondial sans avoir été repérés, les blanchisseurs vont pouvoir commencer à le « recycler » – les cycles de rinçage et d'essorage du blanchiment, pendant lesquels les fonds tournent jusqu'à ce que leur origine ne soit plus identifiable. La méthode classique est la société-écran – une affaire où circulent beaucoup d'espèces dans laquelle les fonds blanchis pourront être discrètement versés. Mais la société-écran a gagné en sophistication, ce n'est plus la pizzeria d'autrefois ou la firme d' « import-export » immédiatement suspecte.

Une des approches possible est l'affaire « plaque en cuivre », mais sans présence effective, installée dans une juridiction qui en fait sa spécialité. Quelques places financières – Nevis dans les Caraïbes, les îles Cook et Niue dans le Pacifique – permettent même aux administrateurs de cacher les identités des véritables propriétaires. Mais la société-écran peut être une société en fonctionnement, quel que soit le domaine de son activité. Elle peut aussi bien être domiciliée dans le Delaware. Selon Nigel Morris-Cottrill, qui publie le *World Money Laundering Report*, « les blanchisseurs de capitaux qui cherchent un cadre légal dans lequel s'incorporer pourraient faire pire que choisir les Etats-Unis », où certains Etats offrent des conditions assez souples.

Certains experts ont découvert des faiblesses dans les lois commerciales européennes qui pourraient, à leur avis,

favoriser les sociétés-écrans. Des différences légales ésotériques d'un pays à l'autre offrent beaucoup d'opportunités de dissimulation et d'arbitrage. « Les secrets sales de Londres : les escrocs peuvent blanchir leur argent grâce aux sociétés de gestion », titrait le *Financial Times* fin 2004. Selon cet article, le Royaume-Uni comptait environ 10 % de tous les fonds blanchis sur la planète parce que « les autorités britanniques cherchaient moins que les autres places financières à s'attaquer aux blanchisseurs ». Ironie de la chose, ces autorités ont exigé de places financières offshore qu'elles renforcent leurs lois mais ont omis de demander l'équivalent « onshore » – c'est-à-dire en Angleterre. Durant les années 1990, vingt-trois banques domiciliées à Londres ont blanchi 1,3 milliard de dollars volés par le général Sani Abacha, l'ex-dictateur nigérian. Pas une seule institution ni un individu n'a été cité et encore moins poursuivi par les autorités britanniques pour avoir participé, et peut-être même organisé, l'opération.

Poursuivre des cas de blanchiment d'argent n'est pas facile. Une société-écran a de nombreuses techniques à sa disposition pour recycler des fonds. Surfacturer, sous-facturer, gonfler les prix du transport maritime sont des méthodes classiques. Tout comme investir dans d'autres sociétés-écrans et monter des opérations bidon entre elles, ou alors enterrer l'origine de l'argent sous une montagne de paperasserie diverse, *en grande partie légale*, ordres d'achats, factures, frais de transport et autres. *Matriochka*, du nom des poupées gigognes russes en bois, est le nom donné aux sociétés-écrans d'Europe de l'Est qui sont affiliées les unes aux autres dans une chaîne sans fin. En Italie, on les appelle des boîtes chinoises.

Internet a élargi l'horizon, ajoutant toute une nouvelle catégorie de business qui peuvent servir de sociétés-écrans

au blanchiment. Des sites pornographiques aux casinos et officines de jeu et de paris sportifs en ligne, ce sont des affaires où la réglementation est, au mieux, balbutiante, l'anonymat facilement conservé, et où aucune juridiction n'est en mesure de recevoir les plaintes. En dépit de ce qu'affirme l'industrie du jeu, les blanchisseurs semblent s'être installés dans son secteur.

Les paradis offshore, les villes-frontières sans lois, les capitales financières prestigieuses et le royaume virtuel, tous servent de refuges aux blanchisseurs (aussi bien qu'aux fraudeurs du fisc et escrocs en tous genres) pour « travailler le système » et déguiser ou cacher des flux financiers illicites. Et l'enchevêtrement serré de ces pratiques avec les institutions et systèmes familiers aux innombrables utilisateurs légitimes – grandes banques mondiales, banques « communautaires » locales, cartes bancaires et opérations électroniques, e-commerce, virements des immigrés, investissements des marchés émergents – a aidé à brouiller les cartes. La frontière entre les mouvements et utilisations de fonds licites et illicites n'est absolument pas définie. Et aucune institution dans le système financier mondial intégré ne peut affirmer de façon convaincante qu'aucune partie de l'argent qui transite par elle n'est passé par des mains criminelles. Etudiant le tableau, un critique, Ronan Palan, a décrit un « monde offshore » émergent fait de « marchés souverains, de places virtuelles et de millionnaires nomades ». Pour autant qu'on est connecté de quelque façon au système financier moderne, on peut dire qu'il y a un petit peu d'offshore en chacun de nous.

Les espèces et la valise

Tant de moyens sophistiqués permettent aux blanchisseurs de pénétrer dans le courant régulier de la banque et des affaires qu'on pourrait penser que la mallette bourrée de billets appartient au passé. Ce n'est pas le cas. De grandes quantités d'espèces circulent tous les jours sans être signalées. Certaines transportées par des mulets, ces individus payés pour convoyer des fonds comme ils l'auraient fait pour la drogue. L'argent qui entre et sort des Etats-Unis est souvent réparti entre des coursiers, et ne dépasse jamais les 10 000 dollars, limite légale au-delà de laquelle il devrait être déclaré. Des liasses de billets voyagent par DHL ou FedEx. Aux postes-frontières, des chiens spécialement dressés recherchent l'argent caché dans les marchandises. Les autorités américaines ont intercepté des espèces destinées à la Colombie dissimulées dans des voitures, des poupées, des postes de télévision, et des colis de sperme de taureau réfrigéré.

Les transferts électroniques ont aussi leurs équivalents informels hors système. Ce sont des méthodes de transfert par compensation dans chaque place. Ces systèmes de remise basés sur la confiance, qui évitent à la fois les frais de change et les risques et périls des transferts illégaux, ont de tout temps existé. Les *hawalas*, utilisées par les communautés musulmanes partout dans le monde, fonctionnent d'une façon telle qu'elles ont attiré l'attention après le 11 septembre sur une possible implication d'al-Qaïda dans leur réseau. Mais les *hawalas* et leurs équivalents comme les *fie chen* (« argent volant ») chinois sont

autant des services vitaux pour les diasporas d'immigrés que des couvertures pour des affaires illicites. Un ouvrier du bâtiment pakistanais à Dubaï qui a besoin d'envoyer de l'argent à sa famille le donne à son *hawaladar* de confiance, qui ordonne à son homologue à Karachi de remettre la même somme au destinataire, moins la commission. La balance des versements entre les *hawaladars* se fait toutes les semaines ou tous les mois, et la plupart du temps se règle en marchandises qui vont du tapis au diamant ou à l'or. On a vu également des armes et de la drogue livrées en Afghanistan via le Pakistan dans des conteneurs remplis d'un miel soudanais très convoité.

Ces arrangements permettent de résoudre des problèmes associés aux espèces, parfois encombrantes et dont de grandes quantités seraient susceptibles d'attirer l'attention. Une autre façon de contourner ces obstacles est de convertir le cash en marchandises de grande valeur facilement transportables. Dubaï, par exemple, se vante d'avoir la formule gagnante pour les blanchisseurs : plaque tournante en matière de transport, place financière offshore et l'un des marchés les plus importants de l'or. Les diamants se sont révélés très attractifs comme monnaie d'échange – al-Qaïda les aurait utilisés pour une de ses importantes opérations. Selon Doug Farah, du *Washington Post*, après le gel des biens liés à al-Qaïda en 1999, le réseau aurait mis à l'abri des millions de dollars en achetant, par des connexions au Liberia, des diamants illicites aux rebelles de Sierra Leone. Des intermédiaires libanais et pakistanais étaient apparus dans la région entre 1999 et 2001, et avaient acheté tous les diamants disponibles au-dessus du prix du marché local.

Le commerce illicite des minéraux représente une forme de blanchiment et parce qu'il se fait dans des zones de conflit ou avec des gouvernements corrompus, il tend à renforcer la violence et le pourrissement politique. Le

coltan, par exemple, utilisé dans les téléphones cellulaires, vient d'une région du Congo qui a été ravagée par la guerre civile pendant une décennie. Ce conflit n'empêche pas le coltan de sortir du pays – sous les auspices de groupes rebelles, de mercenaires et d'armées étrangères. Le bois qui sert à faire des parquets luxueux joue un rôle similaire en Indonésie, en Afrique de l'Ouest et au Brésil. Des gangs brésiliens ont monté des affaires de commerce du bois et utilisent l'argent de la drogue pour acheter des troncs d'arbres illégalement abattus, mêlant divers trafics dans un circuit beaucoup trop commun.

La drogue peut être un substitut dans le système de blanchiment, et pas seulement une source d'argent à blanchir. Transportable et compact, un paquet d'héroïne ou de cocaïne prend beaucoup moins de place que son équivalent en billets. Souvent la drogue et les autres marchandises servent à dissimuler l'argent, et pas le contraire. Dans l'économie illicite globale, des choses encore plus étranges se sont produites.

La pression des pairs

C'est grâce à la drogue, en fait – grâce au boom dans les années 1980 du trafic de drogue organisé –, que le blanchiment d'argent a été inscrit au programme international de lutte contre la criminalité, avec un sentiment réel d'urgence. De l'aveu général, le problème avait été jusqu'ici mal compris et toujours traité comme une ramification du crime organisé national. Le développement alors spectaculaire du trafic de la cocaïne et de l'héroïne avait attiré l'attention des gouvernements sur les flux transfrontaliers d'argent de la drogue : selon les estimations, ce

trafic générait chaque année environ 85 milliards de dollars prêts à être blanchis, et on en avait déduit qu'il était possible d'attaquer les cartels en entravant leurs opérations financières.

Les méthodes, cependant, manquaient. Certains pays avaient des lois contre les délits financiers, mais à un niveau international, il y avait peu de coopération ou de partage d'information, en fait aucun accord sur les définitions ou les règles. A la fin des années 1980, quantité d'efforts avaient été entrepris pour changer tout cela. En décembre 1988, les Nations unies avaient signé la Convention de Vienne sur le trafic de drogue, qui demandait aux pays de criminaliser le blanchiment d'argent, de coopérer aux enquêtes et de faciliter les extraditions. Le même mois, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, qui fait partie de l'organisation regroupant les banques centrales de la planète, avait établi les principes de base que les banques devaient suivre pour prévenir le blanchiment d'argent. Aucun n'était révolutionnaire – identifier les clients, constituer des dossiers sérieux, refuser d'exécuter des transactions suspectes – mais c'était la première fois que le bon sens bancaire avait été publiquement formulé comme une déclaration de principes.

Mais le progrès le plus significatif a été fait en 1989 quand les pays industrialisés faisant partie du G-7 ont décidé de créer un groupe opérationnel pour centraliser leurs compétences sur le blanchiment d'argent. Le Groupe d'action financière sur le blanchiment des capitaux (GAFI) n'aurait pas un personnel important, seulement un petit secrétariat. Ce serait un regroupement volontaire et pratique des pays du G-7 et de quelques pays européens invités à y participer au début. Il fonctionnerait par évaluations mutuelles attentives – celles des pairs – dans le but de généraliser des pratiques financières « propres ». En 1995,

le GAFI avait terminé sa première évaluation des membres. De nouveaux membres allaient s'y joindre et des groupes similaires se créaient ailleurs.

Ce pragmatisme distinguait immédiatement les programmes contre le blanchiment des anciennes méthodes, plus lourdes, de coopération internationale. Cependant, le problème s'aggravait. En dehors des pays du GAFI, les opérations de blanchiment explosaient, sous de nouvelles formes et avec de nouveaux outils, à une telle vitesse qu'il devenait impossible de les recenser ou même de les surveiller. De nouvelles juridictions, qui offraient des facilités offshore, surgissaient partout sans trop se préoccuper du GAFI ; même à l'intérieur du GAFI, tous ne suivaient pas de la même façon les recommandations du groupe. Quant aux agences nationales, elles avaient, chacune selon sa politique, des priorités et des approches différentes. Toutes ces particularités ont permis à l'argent sale de s'écouler. Et comme pour se moquer des organismes de contrôle, des cas flagrants et spectaculaires n'ont cessé d'apparaître, de ces 70 milliards de dollars transférés de Russie à Nauru durant la crise du rouble en 1998 aux dictateurs comme Slobodan Milosevic déplaçant des fonds en toute impunité. L'estimation du blanchiment mondial atteignait le trillion de dollars – un niveau de crise, s'il en est.

Poussés en particulier par l'administration Clinton, les gouvernements des pays industrialisés avaient corrigé le tir en 1996, en le dirigeant vers les pays et territoires qui se spécialisaient dans les services offshore et utilisaient de nombreux mécanismes nouveaux à cet effet. Le G-7 avait commencé à classer les juridictions offshore en trois groupes, selon leur qualité : bonne, moyenne, mauvaise. En 2000, le GAFI rendait son verdict : vingt-neuf juridictions offshore étaient déclarées insuffisantes, et les quinze plus mauvaises « pays et territoires non coopératifs ». Une

initiative similaire de l'OCDE avait préparé une liste de paradis fiscaux. Le G-7 avait alors déclaré vouloir utiliser ces listes noires pour des sanctions contre les contrevenants les plus sérieux – comme leur interdire tous rapports avec les banques des pays membres.

C'était une menace sérieuse et certaines des cibles y réagirent promptement. En quelques mois, les Bahamas, les îles Caïmans, les îles Cook, Israël, le Liechtenstein, les îles Marshall et le Panama prirent des mesures importantes – de nouvelles lois, une vigilance accrue et des contrôles – afin de remplir les conditions imposées. Quelques pays répertoriés par l'OCDE avaient réussi également à ne plus apparaître sur sa liste de paradis fiscaux. Mais tout ceci ne se passa pas sans méfiance ni résistance. Quelques pays refusèrent d'agir, comme Nauru, ou adoptèrent une nouvelle législation qui s'embourba, comme la Russie. Certains se plaignirent d'être obligés de prendre des mesures que les pays de l'OCDE et du GAFI ne s'appliquaient pas toujours à eux-mêmes. Ils avaient raison : les rapports du GAFI reconnurent que plusieurs de ses membres étaient à la traîne. En fait, les pays riches devaient d'abord déterminer quels flux d'argent devenaient illégaux. C'était le cas pour l'évasion fiscale, que certains considéraient comme équivalente au blanchiment et que d'autres ne criminalisaient pas.

Les pays puissants étaient loin de parler d'une même voix. Querelles et méfiances mutuelles étaient devenues l'ordinaire. Et au lieu d'une action commune multinationale pour contrôler le trafic de l'argent illicite, les réunions du GAFI se transformaient souvent en négociations comme celles de l'Organisation Mondiale du Commerce, où chaque pays protège ses propres intérêts. Au bout de dix ans, la croisade antiblanchiment semblait à bout de souffle.

Réveil brutal

Les attentats du 11 septembre 2001 ont provoqué un réveil brutal. Dans les jours qui suivirent, les journaux publiaient des exposés sur le réseau d'al-Qaïda et des commentaires sur le financement du terrorisme. Face à la demande de geler immédiatement les avoirs des individus et des groupes liés au terrorisme désignés par le gouvernement américain, les banques se sont trouvées en butte à certaines difficultés. Un petit établissement d'épargne anglais avait trouvé 1 800 clients qui pouvaient – ou non – avoir un rapport avec la liste des suspects. Les banques se sont efforcées de convaincre les autorités qu'éplucher tous leurs dossiers prendrait des semaines et non des heures.

Ces constatations ont entraîné un rapide changement dans la politique américaine. En déclarant la « guerre au terrorisme », les Etats-Unis demandaient à la communauté internationale l'application de certaines mesures, l'accès aux dossiers financiers, la levée du secret bancaire et la saisie des avoirs d'individus suspects. « L'attitude de la communauté internationale doit (...) changer, rapidement et de façon permanente », exigeait un rapport signé par celui qui était alors secrétaire d'Etat au Trésor, Paul O'Neill, et par l'attorney général, John Ashcroft. « Que vous le vouliez ou non, déclarait un haut fonctionnaire à la justice lors d'un congrès de banquiers américains, vous allez être en première ligne dans la guerre contre le terrorisme qui s'annonce. » En quelques semaines, les Etats-Unis adoptaient les règles d'identification des clients qu'ils avaient tout récemment rejetées. Beaucoup sont

incluses dans le USA-Patriot Act. La réaction mondiale était de sympathie. Aux Nations unies, le Conseil de sécurité demandait aux pays membres de criminaliser les fonds destinés à des actions terroristes et de geler les avoirs des suspects. Et pratiquement toutes les organisations contre le blanchiment d'argent faisaient du financement du terrorisme leur priorité.

Ce défi, repérer et supprimer le financement du terrorisme, insufflait une nouvelle vie aux efforts internationaux pour combattre le blanchiment. Cela soulevait pourtant un certain nombre de questions. La crainte était que le projecteur braqué sur l'antiterrorisme fasse perdre de vue aux fonctionnaires harassés le trillion de dollars du blanchiment d'argent. Une autre inquiétude légitime concernait la coordination et l'information entre agences. L'impératif du secret pouvait empêcher les organismes de contrôle financier de comprendre ce qu'on leur demandait, et encore plus de le faire. Le directeur de l'organisme de régulation des Pays-Bas, lui-même ancien chef des services secrets, se plaignait en 2004 que le « manque d'information mette les régulateurs dans une position plus difficile que celle de l'homme qui cherche la proverbiale aiguille dans une botte de foin. Et on ne nous dit même pas si nous devons chercher une aiguille ou une épingle ».

Cependant, tandis que la confusion, l'inefficacité et les rivalités de territoire compliquent encore la lutte contre le blanchiment, il est certain que le 11 septembre lui a donné une priorité qu'elle n'avait jamais eue. Cela veut dire que la meilleure technologie disponible sera déployée pour traquer, détecter et saisir l'argent illicite partout dans le monde. Certains de ces outils sont déjà disponibles, tandis que d'autres se développent rapidement. Les organismes judiciaires ont aussi recruté les meilleurs et les plus brillants comptables, analystes de système et experts

financiers pour renforcer l'application des lois antiblanchiment et développer de nouveaux systèmes et contrôles qui fassent obstacle aux blanchisseurs, les empêchent de faire circuler et d'utiliser impunément l'argent. La collaboration internationale a acquis une nouvelle urgence. Ces intentions sont partagées par tous.

Mais il y a les autres. Des réalités têtues qui vont inévitablement gêner les efforts des gouvernements désireux de contrôler le blanchiment des capitaux. Le problème le plus évident est que tous les gouvernements ne donnent pas la même priorité à cette activité. Même parmi ceux qui y voient une priorité première, beaucoup manquent de capacités financières, techniques et structurelles pour le combattre avec efficacité. Comme Rudolf Hommes, ancien ministre des Finances de Colombie, me l'a déclaré : « Il est évident que pour nous le blanchiment d'argent était un problème majeur. Je me souviens très bien combien il m'était difficile de décider de dépenser ce qui, pour la Colombie, représentait beaucoup d'argent pour créer un organisme de lutte contre les délits financiers. Je savais parfaitement que ce n'était qu'une petite partie de ce qui était réellement nécessaire. Je savais que la somme que nous dépensions était infime comparée aux ressources des narcotrafiquants. Et je savais aussi que pendant que nous allions dépenser cet argent, il y avait d'autres besoins sociaux importants qui n'en bénéficieraient pas. »

Hommes est connu pour son intégrité et sa compétence. Mais tous les ministres des Finances ne le sont pas. En fait, on peut dire que tous ses pairs en Amérique latine ou ailleurs ne se sont pas engagés dans la lutte contre le blanchiment. On peut dire aussi que pour certains pays le déploiement d'une politique efficace de lutte mondiale contre le blanchiment n'est pas dans leur intérêt national. Ça peut être trop cher ; ça peut gêner sa compétitivité

financière internationale ; ça peut provoquer une fuite de capitaux ; ça peut représenter un risque dans certaines circonscriptions politiques puissantes – et dans certains pays jouer même contre les intérêts *personnels* des hommes politiques, des membres du gouvernement et des hauts gradés militaires. Et c'est là que se trouve une autre réalité têtue. Pour que la lutte contre l'argent sale ait la moindre chance de succès, elle doit être un effort commun, partagé par plusieurs pays qui ont des objectifs, des priorités et des engagements similaires.

L'efficacité et l'impunité relatives dont jouissent les blanchisseurs tiennent dans leur capacité à faire circuler les fonds à travers frontières et juridictions, souvent très rapidement. Cela signifie que les efforts unilatéraux déployés par un ou plusieurs gouvernements contre les blanchisseurs tournent en faveur de ces derniers, en dépit de la technologie et des moyens utilisés. Bien sûr, si une nation puissante comme les Etats-Unis décidait d'en faire une priorité pour arrêter un blanchisseur spécifique ou un réseau dans une juridiction étrangère donnée, elle pourrait être en mesure de le faire grâce à ses ressources et sa capacité à persuader la nation-hôte de l'aider – y compris par la contrainte. Mais cette approche « *ranger* solitaire » ne peut pas se substituer à un régime antiblanchiment international, stable et crédible, et dans lequel la collaboration volontaire et active de toutes les parties concernées – ou la plupart d'entre elles – est absolument nécessaire. Le ministre allemand des Finances, Caio Koch-Weser, me l'a présenté ainsi : « A moins qu'on lui prête une totale attention, qu'on y réfléchisse et lui apporte une coopération accrue des gouvernements, la lutte contre les abus du blanchiment d'argent dans le système financier international est une bataille perdue. »

Malheureusement, alors que des batailles se perdent,

certains groupes et individus s'en sortent très bien. J'ai rencontré à Zurich un banquier privé spécialisé dans « l'administration des biens » de « grosses fortunes ». « Si quelqu'un réclame vos services pour "administrer", disons, cinquante millions de dollars, lui ai-je demandé, est-il plus difficile aujourd'hui d'aider cette personne à dissimuler cet argent aux autorités, comparé à ce que c'était il y a dix ans ? » Il a souri et répondu : « La différence principale est que maintenant je me fais payer davantage. »

CHAPITRE 8

Qu'est-ce que les orangs-outans, les reins, les déchets et Van Gogh ont en commun ?

Le jeune Allemand avait seulement trente ans, et quatre années de dialyse pour un grave problème rénal lui avaient volé sa vitalité et sa jeunesse. Son cas nécessitait une greffe, mais la liste d'attente était bien plus importante que le nombre de reins disponibles, ce qui signifiait qu'il lui fallait patienter plusieurs années encore. Finalement, des amis décidèrent d'accélérer les choses ; ils réunirent une grosse somme d'argent pour l'aider à obtenir un rein par d'autres moyens. Un intermédiaire israélien proposa plusieurs options. Pour un quart de million de dollars, on pouvait lui faire rapidement une transplantation dans un hôpital de premier ordre, avec les meilleurs soins et un suivi médical, dans un des pays suivants : l'Allemagne, l'Afrique du Sud ou les Etats-Unis. Cela pouvait être aussi la Turquie, beaucoup moins chère : 160 000 dollars. L'homme choisit le moins cher. Quelques semaines plus

tard, il quittait l'hôpital d'Istanbul muni d'un nouveau bail pour la vie, son corps hébergeant le rein d'un étranger dont il ne saurait jamais le nom, le sexe ou la nationalité.

Le quotidien pour les réseaux de commerce illicite ; un client satisfait de plus, un bénéfice net de plus sur ce que beaucoup d'entre nous considéreraient comme une partie précieuse de notre corps et qui, pour les trafiquants, n'est rien qu'un produit de plus. Si la nature déteste le vide, la cupidité est dans la nature humaine, donc la cupidité déteste aussi le vide. Que se présente l'occasion d'un gain, elle ne tardera pas à être saisie même si elle est tout à fait illégale. On ne s'étonnera pas que des réseaux ayant les moyens de trafiquer toutes sortes de marchandises en dépit des frontières se lancent dans de nouveaux domaines et ajoutent des articles à leur catalogue. C'est souvent le cas dans les affaires, les nouveaux venus sont les premiers à repérer les nouvelles opportunités avant les acteurs déjà établis ou à leur place. Ils s'emparent des niches encore inexploitées qui apparaissent grâce à une nouvelle source d'approvisionnement, une nouvelle catégorie de clients, ou de nouvelles technologies.

Le trafic international de reins, marché inconnu jusqu'à récemment, est en pleine expansion grâce aux nouvelles technologies. Le pillage général de Bagdad en 2003, dont son important musée archéologique, a alimenté le marché mondial des antiquités volées, comme l'a fait la chute de l'Union soviétique. Notre souci actuel de l'environnement a entraîné des directives gouvernementales qui ont rendu le recyclage des ordures et des déchets industriels beaucoup plus onéreux, et donc donné à ceux qui savent comment s'y prendre, l'occasion de les faire disparaître plus vite et moins cher. Dans ce cas, plus vite et moins cher signifie illégalement et dans un autre pays. En dehors des cinq grands trafics décrits dans les chapitres précédents, de

nombreux marchés mondiaux illicites ont largement prospéré au cours de la dernière décennie, animés par les mêmes forces. Les réseaux qui fonctionnent dans des secteurs plus obscurs ou « niches » de produits – organes humains, espèces en danger, déchets dangereux, objets d'art volés – opèrent avec les mêmes méthodes que les autres, plus connus. En fait, ce sont souvent les mêmes.

Ces trafics – entre autres les automobiles volées, l'exploitation illégale des forêts ou la contrebande de cigarettes – sont « secondaires », dans le sens où ils n'ont pas attiré l'attention particulière des autorités, ou l'intérêt des médias, ou provoqué d'inquiétude sérieuse dans les populations comme les trafics notoires évoqués dans les chapitres précédents. Ils ne rapportent peut-être pas autant que des trafics plus vastes, et encore, cela n'est pas prouvé, précisément parce que les lois nationales et internationales restent vagues sur leurs définitions, et les données disponibles insuffisantes. Ce qui ne fait aucun doute, cependant, c'est qu'ils progressent. Ce n'est pas une surprise parce que chacun, dans son domaine, profite des mêmes changements accélérés, techniques, politiques, économiques et sociaux, des années 1990. Le trafic d'organes résulte de grands progrès scientifiques et de la diffusion des techniques, matériels, médicaments et connaissances chirurgicales nécessaires à la transplantation. Le trafic des espèces en danger dépend étroitement du fait que l'homme occupe un plus grand territoire, de nos besoins en ressources naturelles, et de notre goût pour la nourriture et le plaisir. Le trafic des déchets résulte tout simplement de la consommation. Et le trafic des objets d'art volés – aussi vieux que l'art – profite de tout, des troubles politiques qui facilitent l'approvisionnement, des nouvelles donnes du marché, d'une forte croissance économique qui, en multipliant les rangs des riches, stimule la demande. Appe-

lons-les l'ombre dans la lumière – les progrès que nous apprécions et recherchons fournissent, au trafic et au profit, des opportunités scélérates.

Organes sans frontières

Les reins rapportent gros. D'autres parties du corps également : cornées, foies, pancréas pour la transplantation ; cœurs, poumons et parties génitales pour les médecines traditionnelles et les préparations. Certaines substances corporelles sont déjà en vente : dans plusieurs pays, le sang et les « dons » de sperme sont rémunérés, le plasma et la moelle épinière commercialisés dans certains établissements médicaux. Les organes internes sont une chose différente, cependant. Il n'y a pas de loi internationale qui définisse et réglemente leur commerce. Les lois nationales varient, de pays qui ont interdit la vente d'organes à ceux qui permettent à des courtiers de traiter librement leurs affaires ; beaucoup n'en ont jamais étudié la possibilité, laissant le problème dans une zone grise légale. Entretemps, l'offre et la demande augmentent rapidement. Le progrès de la technologie médicale et l'allongement de la durée de la vie dans les pays riches amènent des hordes de candidats à la transplantation. Des vies misérables et sans avenir font du don d'organes une option tout à fait acceptable, et même intéressante, pour les pauvres de nombreux pays, tandis que l'absence de protection légale signifie que les donneurs décédés – de maladie, d'accident ou par exécution – ont peu de choix en la matière.

Dans l'ensemble, des conditions parfaites pour un marché global. Pour mettre en rapport des acheteurs décidés

avec des vendeurs (plus ou moins) décidés, s'est développé un système mondial avec des médecins et des chirurgiens, des intermédiaires, des transporteurs, des cliniques, des recruteurs de donneurs, et des fonctionnaires qui collaborent sciemment au trafic d'organes contre des pots-de-vin ou des commissions. Les pays les mieux placés pour la transplantation d'organes de donneurs vivants sont ceux qui allient un système hospitalier de haute qualité à du laxisme ou des possibilités de corruption. Certains, comme l'Inde, la Chine et le Brésil, sont eux-mêmes des fournisseurs importants. D'autres, comme la Turquie et l'Afrique du Sud, reçoivent plutôt les « donneurs », qui viennent d'ailleurs : du Brésil, du Mozambique, de Roumanie. Beaucoup de courtiers connus agissent depuis Israël, où les lois dans ce domaine ont été longtemps permissives ; d'autres flottent dans le cyberespace, offrant des services et mettant en contact acheteurs et vendeurs via Internet, tout comme les médecins qui font de la publicité directe afin d'éliminer l'intermédiaire. Pour finir, les transactions se font par-dessus les frontières et les océans. Une opération conclue en 2003 s'est déroulée de Recife à Tel-Aviv, les interventions chirurgicales ayant été réalisées dans un hôpital de haut niveau d'Afrique du Sud.

Les organes de donneurs décédés sont aussi de plus en plus demandés, avec l'avantage qu'ils peuvent être parfois commandés et envoyés par colis. Dans la mesure où il est correctement emballé et transporté rapidement, vous pouvez prendre l'avion ou, selon vos moyens, votre jet privé, avec l'organe dans votre bagage à main. La technologie de la greffe, longtemps le domaine réservé de grands spécialistes, est maintenant plus courante ; la cyclosporine, qui réduit les risques de rejet, est facilement disponible. La transplantation ne réclame plus le grand art magique d'un gourou ; tout chirurgien compétent qui possède l'équipe-

ment adéquat peut, en théorie, installer sa clinique. Et beaucoup le font.

Les reins sont le moteur du trafic. Il n'y a pas suffisamment de reins disponibles pour satisfaire la demande des pays riches, et le manque se fait de plus en plus sentir. Aux Etats-Unis, par exemple, les dons d'organes de personnes décédées n'avaient progressé que de façon marginale dans les années 1990, tandis que la liste d'attente avait plus que triplé. Résultat, 8 000 reins seulement sont disponibles chaque année pour 80 000 patients. Même chose ailleurs. Les affections hépatiques sont universelles, bien sûr, mais dans les pays riches, une durée de vie plus longue et une meilleure hygiène font que les patients n'en meurent généralement pas et restent dans l'attente d'une transplantation. Dans les pays développés, les receveurs d'organes qui ont profité d'un trafic appartiennent pour la plupart à l'élite économique.

Et il n'y a pas de diminution de l'offre. Au Brésil, en Inde, aux Philippines, en Roumanie ou ailleurs, vendre un rein est devenu une façon de gagner de l'argent, surtout pour les jeunes gens qui font parfois de la publicité directe, coupant l'herbe sous les pieds des intermédiaires. Le tarif actuel est rarement supérieur à 10 000 dollars. C'est généralement entre 2 000 et 5 000 dollars, suffisamment pour convaincre des vendeurs dans des régions où cela dépasse le revenu annuel. Quant aux prix facturés aux receveurs, ils varient selon les lieux mais ils sont très élevés partout. Un Israélien de quarante ans a payé 100 000 dollars – une offre à prix réduit – pour une transplantation effectuée en Afrique du Sud. Un intermédiaire propose, lui, à de riches patients arabes des transplantations dans « des hôpitaux réputés à l'étranger » pour plus d'un demi-million de dollars. Avec de telles différences, la qualité du service est un must. Certains intermédiaires assortissent l'opération

d'un voyage en première classe par avion et d'un circuit touristique local. Les vendeurs de reins ne profitent d'aucun de ces luxes. Ils sont hébergés dans des refuges clandestins, et ne font qu'entrer et sortir le plus vite possible de l'hôpital et du pays où a lieu le prélèvement. Il n'y a pas de suivi médical, ni d'assurance en cas de complications. Malheureusement, le trafic international des organes est très lié au trafic des êtres humains. Le troupeau des pauvres immigrés clandestins, effrayés, affamés et sans protection légale, est un beau terrain de chasse pour les réseaux internationaux qui doivent satisfaire un nombre presque infini de demandes d'organes.

Ces cas concernent du moins des donneurs volontaires. Les histoires horribles de « dons » forcés abondent. L'Inde et le Brésil sont riches en récits de patients entrés en chirurgie pour des motifs bénins et qui en ressortent avec un rein en moins – ce n'est pas une légende urbaine, mais du gros business. (On a dit à une femme, après son opération, que son kyste ovarien avait tellement grossi qu'il avait enveloppé son rein.) Dans certains cas, les donneurs sont séduits par la perspective d'un travail à l'étranger et, une fois arrivés, n'ont aucun moyen de s'échapper quand ils découvrent l'intention de l'intermédiaire. Quand le sujet est mourant ou mort, on peut prélever tous les organes qu'on veut, ce qui ouvre le champ à toute une variété de scénarios macabres. Les orphelins ou « les enfants des rues » qui n'ont pas de parents – une espèce en progression dans plusieurs pays du fait de la misère, de la guerre, de la drogue et du sida – sont particulièrement vulnérables. En Azerbaïdjan, des enfants ont disparu au cours de transferts entre des orphelinats et des hôpitaux, et les autorités pensent qu'ils ont été tués pour leurs organes. En Afghanistan, les enfants que l'on recrute pour les envoyer, via le Pakistan, comme domestiques, prostitués ou pour le prélè-

vement d'organes, font partie d'un seul et même trafic, la différence étant le sort final des enfants.

Des prisonniers ont été utilisés comme distributeurs d'organes sous les dictatures, à différentes époques, en Argentine, au Brésil et à Taiwan. Aujourd'hui, le système pénitentiaire chinois est un fournisseur important à la fois pour le marché local et l'international. Dans l'île d'Hainan, un intermédiaire a présenté une offre de gros au militant Harry Wu, qui avait infiltré le réseau : les organes de cinquante prisonniers par an, à des prix allant de 5 000 dollars pour une paire de cornées à 25 000 dollars pour un foie. Dans un autre cas, un médecin a déclaré avoir assisté au prélèvement des deux reins d'un prisonnier qui devait être exécuté le lendemain matin. Le prélèvement d'organes dans les prisons dépend des autorités. Certains chercheurs pensent que ce marché lucratif est une des raisons pour lesquelles la Chine a multiplié les motifs de délits entraînant la peine de mort : plus d'exécutions signifie plus de profit.

Tous les organes ne servent pas le marché de la transplantation. Certains vont à la recherche pharmaceutique, ou aux écoles de médecine qui demandent des cadavres entiers. Dans plusieurs pays africains, on utilise des parties du corps – cerveaux, cœurs, foies, organes génitaux féminins et masculins – comme ingrédients dans la médecine traditionnelle, destinés au marché local ou à l'exportation. Les régions où ont lieu des guerres civiles sont des sources particulièrement propices. Dans le nord-est de la République démocratique du Congo dévasté par la guerre, par exemple, on soupçonne les milices de vendre des parties de corps humains à des acheteurs étrangers – une marchandise comme une autre avec le coltan, le cuivre, les diamants, les armes, les enfants soldats et les esclaves sexuels, trafiqués sous le couvert des conflits dans la zone. En 2004, une religieuse brésilienne était assassinée au

Mozambique parce qu'elle enquêtait sur la découverte des corps d'un adulte et d'un enfant à qui on avait retiré leurs organes vitaux.

Il peut sembler choquant que dans tant d'endroits, l'homme ait gagné plus de valeur en tant que source de pièces détachées que pour son intelligence ou son travail. Cependant, les disparités économiques entre pays, la maladie et les conflits d'un côté, et la facilité avec laquelle on peut faire de la publicité, recruter et voyager de l'autre, ont créé les conditions d'un trafic lucratif. Même là où cela est strictement interdit, les trafiquants ont trouvé des moyens de contourner les lois. Des enquêteurs ont découvert au Brésil des cas de reins « offerts » – ostensiblement gratuits, donc légaux – entre des patients de conditions sociales très éloignées et qui ne se connaissaient pas auparavant, mais ils ont été dans l'incapacité d'intervenir faute de preuve concrète de la transaction. Le recours n'est pas évident, rendu difficile par ses aspects légaux et éthiques. Tandis que certains font campagne pour l'application de lois plus strictes, d'autres, y compris en Israël et aux Etats-Unis, ont commencé à soutenir une certaine forme de légalité en organisant le commerce de la transplantation d'organes. Pour l'instant, le simple jeu de l'offre et de la demande et les immenses profits potentiels font qu'il y a peu de chance de voir le trafic s'arrêter un jour.

Du caviar et des orangs-outans, des grands arbres et des cactus

Le trafic des espèces en danger ne concerne pas seulement l'ivoire et les peaux d'animaux. Plus de 30 000 espèces d'animaux et de plantes sont considérées comme

protégées, et le commerce de 1 000 de ces espèces est totalement interdit. La charge de les contrôler et de les répertorier revient à la CITES, la Convention du Commerce International des espèces en danger de la faune et de la flore – une des plus anciennes conventions internationales, signée en 1963, et qui a désormais été adoptée par 166 pays. Un réseau international d'organisations gouvernementales et privées, connu sous le nom de TRAFFIC, surveille le commerce illicite et agit comme une sorte de service central de recherche pour la CITES, et en fonction du trafic global décide des méthodes légales et économiques pour que les directives soient mieux suivies. En outre, la plupart des pays s'enorgueillissent des lois de protection de leurs propres espèces, des parcs nationaux ou sanctuaires, et la conservation – des animaux en particulier – est une cause populaire auprès des Occidentaux. Comparées à d'autres victimes de commerces illicites, les espèces en danger et protégées sont bien défendues.

Cependant le marché leur trouve encore plein d'emplois. Les têtes et les peaux d'animaux sont appréciées pour la décoration, tout comme certaines parties du corps par les médecines traditionnelles chinoise et africaine. Les collectionneurs européens cherchent des plantes rares comme certains cactus mexicains. Des bois protégés apparaissent dans des catalogues de chaînes de magasins d'ameublement. La demande d'animaux non domestiques est plus forte que jamais, comme aux Etats-Unis, marché florissant pour des espèces aussi exotiques que les pythons, les boas, les macaques, les cabiais, les paons – dont beaucoup ont pu échapper à leur captivité et se reproduisent avec bonheur sous le climat tropical du sud de la Floride. Les braconniers continuent de tuer les éléphants pour leur ivoire, vendu à Guangzhou, en Chine, où les marchands l'exposent sans se cacher en dépit de

l'interdiction totale du commerce. Selon TRAFFIC, les six pays les plus concernés par le trafic de l'ivoire sont la Chine, la Thaïlande, le Cameroun, la République démocratique du Congo, l'Ethiopie et le Nigeria. Mais ils sont loin d'être les seuls. Singapour, par exemple, est considéré comme un centre de transit important, et pourtant il n'y a jamais eu de saisie. Et bien sûr, il y a une demande persistante pour des gourmandises de toutes sortes, à base d'espèces en danger. De la chair de baleine au Japon (un des rares pays qui autorise encore la pêche à la baleine) au caviar des esturgeons en voie d'extinction de la mer Caspienne, et au bélouga de Patagonie, apprécié par les restaurants qui le vendent sous le nom de bar chilien.

Tous ces usages ne sont pas illégaux partout, mais la distinction importe de moins en moins dans un commerce mondial qui peut mêler dans une même cargaison les espèces, les finalités et les destinations des animaux. Il est souvent difficile de déterminer si un fret donné remplit toutes les conditions. La surveillance repose en grande partie sur les documents. Dans le secteur des crocodiliens (crocodile, alligator et caïman), par exemple, un système de certificats d'origine est supposé assurer que la peau tannée, ou le sac ou la paire de chaussures vendus dans la boutique de luxe, seront conformes aux standards mondiaux et aux quotas. En pratique, ces certificats, comme les certificats d'usage final dans le commerce des armes, sont couramment falsifiés ou achetés. Pour ces espèces et d'autres, les fournitures licites et illicites finissent en pratique toutes dans le même marché mondial de gros.

Certains itinéraires du trafic de la faune et de la flore sont bien connus ; d'autres apparaissent quand le marché évolue. Pour des raisons qui ne sont pas entièrement claires, l'Allemagne et la République tchèque sont devenues les destinations premières des cactus, souvent inter-

ceptés dans leurs aéroports et dans d'autres aéroports européens. La saisie en 2003 au Tibet d'une cargaison comprenant les peaux de 31 tigres, 581 léopards et 778 loutres a permis de découvrir une filière importante entre l'Inde, le Népal et la Chine, où les peaux de tigres – dont le commerce est interdit par la CITES – finissent en décoration dans des appartements tendance. Un châle en laine d'antilope du Tibet coûte 15 000 dollars dans les boutiques de Milan ou de Paris. En 2004, un camion chargé de 600 pangolins – une sorte de fourmilier – arrêté par la police des forêts thaïes confirme l'augmentation du trafic, par la Thaïlande et le Laos vers la Chine, où on les mange, d'espèces protégées venant d'Indonésie et de Malaisie. La Thaïlande est une sorte de plaque tournante : sur une période de trois mois en 2003, les autorités ont récupéré auprès des trafiquants 33 000 animaux, qui vont des tigres et des ours jusqu'à un millier d'espèces protégées d'oiseaux. Le bassin amazonien est devenu une zone d'approvisionnement, avec de multiples routes qui traversent le Brésil, le Pérou, le Venezuela et la Colombie. (Une cargaison de boas constricteurs, qui associait deux trafics, a été saisie à l'aéroport de Miami. Le système digestif des boas était rempli de préservatifs bourrés de cocaïne. Peu de serpents avaient survécu.)

Les réseaux qui opèrent dans la faune et la flore sont difficiles à démonter, les arrestations aboutissant généralement au menu fretin – les passeurs, les chauffeurs de camions, les détaillants – facilement remplaçable. Les saisies régulières de parties ou de peaux d'animaux en Afrique du Sud, au Mozambique et ailleurs, conduisent rarement à des arrestations plus importantes. Souvent les fournisseurs et les courtiers pratiquent leur commerce douteux sans se cacher, protégés par des lois ambiguës ou incomplètes, la corruption ou les faveurs politiques. Un

trafiquant belge d'animaux s'est spécialisé dans les « surplus » d'animaux rares élevés dans les zoos anglais et les revend sans jamais demander la destination ou la raison de l'achat.

Exemple très représentatif de ce trafic, les « Quatre de Taiping », quatre jeunes gorilles d'une espèce rare capturés en 2001 au Cameroun, puis passés en fraude au Nigeria et de là, cédés pour 1 million de dollars au zoo de Taiping, en Malaisie. Quand les militants ont dénoncé ce marché illégal, le zoo a décidé en 2004 d'envoyer les Quatre de Taiping à un autre zoo en Afrique du Sud, qui espère que leur présence attirera, au cours de la prochaine décennie, six millions de visiteurs. La technologie a aussi un impact sur le commerce des espèces en danger. Selon un rapport de TRAFFIC, les Etats-Unis sont à la fois un des pays les plus virulents contre le trafic de l'ivoire et le marché le plus important de sa contrebande. Pourquoi ce paradoxe ? Un des facteurs est le site eBay qui, en 2004, a compté un millier de ventes aux enchères d'ivoire par semaine. « Nous ne pouvons pas refuser la vente de l'ivoire, ce ne serait pas correct pour ceux qui vendent de l'ivoire légal », a déclaré un responsable d'eBay au *Washington Post*. Mais TRAFFIC soutient que les dealers chinois dissimulent dans ces enchères leur ivoire sous l'appellation d' « os ».

En Indonésie, une compagnie appartenant à un membre du parlement, Abdul Rasyid, a fait abattre illégalement dans le parc national une espèce d'arbre exotique protégé, le ramin ; quand les enquêteurs d'une ONG, l'Environmental Investigation Agency, se sont présentés, le personnel de la compagnie les a retenus en otages et les a battus. Vendu par les courtiers malais, le bois a été retrouvé taillé, selon l'ONG, chez les principaux revendeurs.

Le pillage des forêts indonésiennes illustre le cercle vicieux des effets du commerce illicite. Près de trois quarts

de l'abattage des arbres en Indonésie se fait dans des conditions illégales ; un pourcentage égal des forêts primaires indonésiennes a été perdu. En limitant leur habitat, une menace pèse sur des espèces comme les orangs-outans, déjà recherchés pour leur chair ou capturés pour des collectionneurs privés. Dans de nombreux pays, la déforestation illégale a exposé des villages à des coulées de boue et des inondations, en mettant le sol à nu. Des implications encore plus sinistres s'annoncent. Des chercheurs font le lien entre un trafic du monde animal non surveillé, non régulé, et les progrès de la zoonose – le transfert aux humains de maladies animales, comme le SRAS avec les chauves-souris et le virus Ebola avec les singes.

Quand déchet signifie richesse

Au printemps 1987, l'image des « cargos errants » a frappé l'opinion publique. Pendant plusieurs mois, deux gros bâtiments, l'un venant de New York et l'autre de Philadelphie, ont erré sur les océans à la recherche d'un lieu où décharger leur marchandise, des tonnes de cendres toxiques. Le *Mobro* était retourné à New York après avoir tenté en vain pendant trois mois d'accoster dans des ports caribéens. Le *Khian*, affrété par une compagnie des Bahamas et enregistré au Liberia, était parti pour une plus longue aventure. Refusé par les Bahamas, les Bermudes, la République dominicaine, les Antilles néerlandaises et la Guinée-Bissau en Afrique de l'Ouest, il s'est finalement présenté à Gonaives, en Haïti, où il a déversé 4 000 tonnes de cendres sur la plage. Les documents de transport indiquaient que la marchandise était des fertilisants. Encore

lourdement chargé, le *Khian* a filé vers Philadelphie pour réapparaître en Yougoslavie rebaptisé le *Felicia*, et finalement à Singapour, libre de toute cendre. Le capitaine avait tout simplement balancé à la mer les 10 000 tonnes restantes.

Cependant, cette époque de poubelles internationales à vider paraît rétrospectivement simple. Aujourd'hui, le trafic illicite de déchets dangereux est associé à un phénomène plus large, le « crime écologique », avec des réseaux spécialisés et des entreprises de façade modernes dans de nombreux pays, une structure financière sophistiquée, des liens étroits avec des politiciens, des généraux, des autorités de contrôle dans des pays clés et un rayon d'action mondial. Le trafic comprend non seulement les résidus chimiques et les cendres, mais aussi des composants d'ordinateurs et de télévisions, des téléphones cellulaires, des réfrigérateurs, des bateaux, etc. Dans le même temps, le vieux système des décharges continue tranquillement. Selon des écologistes italiens, la Somalie, qui n'a pas de gouvernement officiel national depuis 1991, héberge actuellement trois énormes décharges de matériels radioactifs que les ouvriers manipulent sans équipement de protection. Le Soudan, l'Erythrée, l'Algérie et le Mozambique sont autant de destinations suspectes des déchets radioactifs de l'Italie, débarqués directement, ou enfermés dans des conteneurs qui sont coulés – quand ce ne sont pas les bateaux eux-mêmes – dans les eaux territoriales.

Le trafic des déchets reflète à la fois les réalités politiques et une sorte d'efficacité économique sinistre. Générateurs d'énormes quantités de détritus, les pays riches prennent le « pas chez moi » à la lettre et exportent ces détritus chaque fois que c'est possible. Les pays pauvres – ou plutôt leurs élites dirigeantes – peuvent être tentés d'accepter la proposition. De plus, il est souvent difficile

de distinguer les toxiques des « propres » dans la masse des substances et matériels recyclés légalement – des anciens bus aux voitures d'occasion et aux piles de vêtements usagés qui habillent toute une génération de jeunes Africains. Le recyclage procure des emplois et des revenus : le démembrement des bateaux est une activité importante pour les chantiers navals indiens comme pour d'autres, et selon les caprices du hasard, la fouille des détritus ramène de nombreux articles qui seront vendus dans les rues des pays en développement.

Ces ramasseurs et recycleurs professionnels sont les plus menacés. Quand en 1997 Formosa Plastics de Taiwan a déposé des cendres au mercure (résultant de la fabrication de polychlorures de vinyle, le PVC) près d'un village cambodgien, les villageois qui l'ignoraient ont arraché pour les récupérer, à mains nues et même avec leurs dents, les emballages de plastique qui contenaient les blocs de cendres. Et en Chine, au Pakistan, en Inde et dans des pays africains, les ouvriers qui démantèlent des appareils électroniques ou ménagers sont exposés à l'acide, au plomb et aux toxines en brûlant les déchets. Au moins deux zones en Chine, Guiyu et Taizhou, sont devenues des centres pour cette activité et souffrent d'une pollution extrême ; selon les écologistes, tous les puits à Guiyu sont contaminés et l'eau doit être apportée par camion.

Les réglementations autour des déchets dangereux ne sont pas très évidentes. La Convention de Bâle, signée en 1989 et appliquée depuis 1992, a été ratifiée par 160 membres ; seuls parmi les pays développés, les Etats-Unis n'ont pas ratifié le traité. Même dans l'Union européenne, où les exportations de déchets dangereux sont théoriquement interdites, une étude officielle sur six ports importants a constaté que près d'un quart des déchets exportés étaient illégaux. Les méthodes habituelles sont utilisées,

des documents falsifiés ou le transport des produits d'un port à l'autre à l'intérieur de l'Union européenne qui complique la traçabilité, un emballage nouveau et un changement de dénomination au cours du trajet. Souvent, les produits dangereux partent sans encombre parce que les autorités portuaires ont été incapables de distinguer une cargaison légale d'une illicite.

Comme d'habitude, les réseaux trafiquants exploitent ces ambiguïtés. En Italie, où de tels trafics sont courants tant au niveau national qu'international (les déchets toxiques du Nord sont déchargés dans le Sud), le terme *ecomafia* est passé dans le vocabulaire, désignant à la fois ceux qui les pratiquent et les pratiques elles-mêmes. Et en effet, un nombre considérable d'incidents locaux, attribués à la *Camorra*, la *'Ndranghetta* et à la *Cosa Nostra*, rappellent le cliché de la Mafia impliquée dans le trafic des déchets aux Etats-Unis. Mais comme les écologistes italiens le font remarquer, ces trafics peuvent impliquer, ou non, des réseaux qui appartiennent, ou non, au crime organisé, et dans lesquels les entreprises légales et illégales coexistent, sont partenaires ou se rendent des services à l'occasion.

Commercialiser l'atmosphère

Couramment utilisés dans la réfrigération, les chlorofluorocarbones (CFC) sont depuis longtemps reconnus comme un agent majeur de l'appauvrissement de la couche d'ozone. Et la convention internationale pour mettre fin à leur utilisation, connue sous le nom de Protocole de Montréal, est, dans une certaine mesure, une des plus réussies. Ses membres sont passés des 27 premiers signataires en 1988 à 188 en 2004. Le protocole a été très apprécié pour

son approche pragmatique : il permet le commerce des CFC usagés récupérés dans l'équipement industriel. Il donne aux pays industrialisés un délai supplémentaire pour arrêter l'utilisation de ces produits chimiques, et autorise une « consommation réglementée minimum » en attendant que les produits de substitution et les nouvelles technologies les remplacent. En principe, les CFC devraient être complètement retirés de la circulation en 2010.

Mais le marché pense autrement. Quand les lois pour contrôler les CFC ont été applicables, un trafic florissant en violation avec ces lois s'est développé, jusqu'à atteindre les 30 000 tonnes et 300 à 450 millions de dollars annuellement. Résultat, les industries des pays développés ne se convertissent pas aux produits de substitution dans les temps ; le prix des CFC sur le marché reste bas tandis que celui des substituts, dont on pensait qu'il allait baisser en fonction de la quantité, ne l'a pas fait. L'Union européenne, où l'interdiction devrait être appliquée, reste un producteur important de CFC pour le marché international légal. Mais cette production passe aussi à la contrebande sous forme de cylindres avec des étiquettes mensongères ou mêlés à des produits chimiques autorisés, ou dans des bidons plus petits dissimulés au milieu d'autres marchandises, ou qualifiés de lubrifiants ou de peinture. Les cargaisons illicites de CFC apparaissent également aux Etats-Unis, avec de fausses destinations, ou certifiés comme recyclés, ce que les Etats-Unis autorisent, alors qu'en fait ils ont pu être produits récemment.

Les fabricants et les consommateurs de CFC sont rarement en contact. Les affaires se font par des courtiers et des intermédiaires, qui mêlent leur activité illicite à d'autres transactions et commerces autorisés. Les militants de l'Environment Investigation Agency ont dépêché des agents à Singapour – un centre du commerce, avec Dubaï

– qui se sont annoncés comme les représentants d'une société désirant envoyer des CFC en Afrique du Sud, où de telles importations sont interdites. Ils n'ont eu aucune difficulté à obtenir des offres pour une livraison immédiate ; les courtiers ont discuté ouvertement de méthodes « créatives » pour contourner l'interdiction, dont des documents falsifiés, des cylindres avec des fausses étiquettes, et un transit par des pays voisins aux contrôles souples. Les courtiers ont précisé qu'ils employaient de nombreux intermédiaires, qui se retiraient le plus vite possible, laissant le risque de la transaction aux agents locaux, plus familiers du terrain et possédant les connexions nécessaires. « Le transitaire a des contacts dans les services douaniers, a confié le courtier à l'équipe qui enquêtait, ils ont les coudées franches. »

Le commerce autorisé de la récupération des gaz a généré ses propres opportunités. Une autre équipe de l'EIA a découvert un trafic dans lequel des CFC qui venaient d'être fabriqués étaient introduits en Afrique du Sud pour remplacer des gaz épuisés dans des refroidisseurs pour les mines d'or, gaz revendus aux Etats-Unis comme étant recyclés. La vieille contrebande par camion fonctionne toujours et suit les tracés changeants que dictent la demande et les contrôles. Peu de CFC pénètre en Inde depuis le Népal aujourd'hui ; la contrebande la plus courante se fait par la frontière du Bangladesh, où il suffit de passer le cylindre par-dessus de la barrière. Au Pakistan, preuve est faite que les CFC et l'héroïne voyagent ensemble ; ce ne sont pas seulement les narcotiques, mais aussi les CFC qui envahissent le Pakistan par la frontière afghane depuis que le régime des talibans est tombé en 2001.

Où le sublime rencontre le criminel

Le vol d'objets d'art a été autrefois le domaine réservé du « gentleman cambrioleur » dont la bonne éducation et les goûts raffinés compensaient la conduite répréhensible – en tout cas, c'était l'idée qu'on s'en faisait. Il n'y a plus rien du gentleman dans les vols qui se produisent aujourd'hui avec une fréquence et une violence accrues dans les musées et les résidences particulières. Les systèmes de sécurité perfectionnés montrent bien que l'agilité et la ruse n'ont plus cours. Place au braquage brutal. Le vol audacieux au musée Munch d'Oslo, en août 2004, des tableaux d'Edvard Munch, *Le Cri* et *La Madone*, a eu lieu en plein jour et à main armée. Au riche musée d'Art contemporain de Caracas, un Matisse valant plusieurs millions de dollars, *L'Odalisque en pantalon rouge*, a disparu.

Où vont tous ces chefs-d'œuvre ? Des bureaux d'enregistrement internationaux gardent la liste des objets d'art volés ou disparus, dont certains le resteront pendant des décennies. Selon un pointage du *New York Times*, 551 Picasso, 43 Van Gogh, 174 Rembrandt et 209 Renoir étaient toujours manquants en 2004. De telles œuvres réapparaissent rarement sur le marché légal, pour des raisons évidentes. Beaucoup de voleurs se retrouvent avec un choix réduit du fait du caractère unique et de la notoriété de leur gibier. Certains, dans le monde de l'art, estiment que le voleur moyen est en fait un petit escroc sans plan vraiment établi.

Mais cette activité aussi a changé dans les années 1990. Il semblerait, par exemple, qu'un grand nombre d'œuvres

d'art volées en circulation constitueraient une sorte de monnaie de réserve et une façon de cacher des gains illicites. En 2001, deux marchands d'art new-yorkais proposaient à un agent camouflé de Boston deux tableaux, la *Jeune femme aux yeux bleus* de Modigliani et *La Coiffure* de Degas, valant 4,1 millions de dollars, et l'envoyaient chez un courtier pour assurer le blanchiment d'argent : ou comment organiser la revente, faire circuler l'argent et échanger les espèces, les pierres précieuses et les objets d'art quand besoin est. Un autre cas de trafic singulier en 1999, qui impliquait un prince saoudien et sa maîtresse, un banquier espagnol domicilié en Suisse et un Colombien, faisait passer par jet privé pour 20 millions de dollars de cocaïne de Caracas à Paris et s'achevait par l'apparition à Miami d'un tableau de Goya et d'un autre de Tsuguharu Foujita.

Avec de telles sommes d'argent demandant à être utilisées discrètement, le marché des chefs-d'œuvre volés n'est sans doute pas près de diminuer, mais plutôt de se diriger vers de nouvelles opportunités. L'approvisionnement n'est pas un problème, avec les richesses que renferment les musées de l'ancienne Union soviétique (dont beaucoup avaient été confisquées par les nazis). Un bureau d'enregistrement international des objets d'art volés, qui comportait 20 000 entrées en 1991, en compte aujourd'hui plus de 145 000.

Mais le marché actuellement en plein boom est celui des antiquités. De la Chine au Cambodge et au Pérou, des objets sont sans cesse déterrés et très souvent pillés avant que les autorités les mettent à l'abri. En janvier 2001, des habitants de Jiroft, dans le sud-ouest de l'Iran, ont découvert un site archéologique contenant des objets datant du quatrième millénaire av. J.-C. Le temps que la nouvelle arrive à Téhéran et que le ministère de la Culture envoie

une équipe pour inspecter le site, l'équipe découvrait une immense excavation faite par les villageois – où chaque famille prospectait une zone déterminée – et qu'ils exploitèrent pendant un an avant que la police décide de fermer le site. Depuis, les antiquités de Jiroft sont apparues sur le marché international de l'art, dans de prestigieuses salles de ventes. A Londres, un journaliste a signalé quatre-vingts pièces estimées à un million de dollars, et vu personnellement une autre collection dans « une importante galerie londonienne ». De plus, selon le marchand, il existait aussi des faux, fabriqués probablement à Jiroft même – avec des matériaux et des modèles malgré tout d'origine.

L'accumulation de richesse dans le monde des marchés de l'art a fait considérablement monter les prix des antiquités asiatiques et de certaines autres, et les trafiquants en ont pris note. Les antiquités ont plusieurs avantages. D'abord, les locaux se chargent du sale boulot – trouver les sites et creuser. Ils courent également de grands risques, car la police peut leur tomber dessus – la Chine est réputée pour exécuter les petits pillards tandis que les trafiquants prennent le large –, et ne se font pas payer très cher. Le plus gros des profits du trafic d'antiquités va aux intermédiaires individuels et aux réseaux organisés qui comprennent des galeries d'art, des salles de ventes, des compagnies de transport, des directeurs de musées complices, des hauts fonctionnaires et des banquiers. Enfin, les antiquités ne font pas l'objet d'une surveillance attentive comme les peintures de maîtres et les sculptures. Les marchands se montrent moins pointilleux à propos des origines quand elles viennent d'Asie ou d'Afrique, par exemple, surtout quand elles sont de découverte récente avec peu de documentation à leur sujet.

Les trafiquants d'art n'ont pas besoin d'être des spécia-

listes. En Italie, une plaque tournante du trafic, les groupes mafieux ont simplement ajouté l'art à leurs activités commerciales habituelles. De plus, les méthodes sont les mêmes : exploiter les niches et les différences entre les lois des pays, falsifier les documents, et bien sûr la corruption et la complicité des fonctionnaires. La tentative de vente aux Etats-Unis pour 1,6 million de dollars d'une antiquité péruvienne impliquait un ancien colonel de la police et un diplomate péruvien qui avait fait venir la pièce à New York par la valise diplomatique.

Cependant, le commerce illicite de l'art a ses caractéristiques. D'abord, il n'y a pas d'accord international précis sur les lois et les sanctions ; les trafiquants peuvent transporter des sculptures, des icônes et des pièces de monnaie anciennes avec beaucoup moins de risques que, disons, des armes ou de la drogue, et potentiellement pour un plus grand profit. Ensuite, le contrôle repose en grande partie sur l'autorégulation par les musées et les commissaires-priseurs, et sur les dénonciations : un enquêteur hollandais excentrique, Michel Van Rijn, ancien voleur réformé, a déclenché quelques-unes des récentes enquêtes les plus célèbres. Le trafic d'un très grand nombre d'antiquités et d'œuvres, en particulier de pays en développement appartenant à une civilisation ancienne, a attiré beaucoup moins d'attention et continue sans qu'on puisse le juguler.

Organes et déchets

Qu'est-ce que ces trafics ont en commun ? Pour commencer, si les produits concernés sont différents, leurs modes opératoires sont très proches. Ensuite, ils ont gardé plutôt profil bas jusqu'à présent pour des raisons spécifi-

ques aux produits trafiqués, dont aucun n'a inquiété l'opinion ni provoqué de nouvelles lois comme l'a fait la drogue, par exemple. Cependant on les retrouve de plus en plus ensemble, associés ou mêlés à des marchandises légales et des services, ce qui fait que les commerces les plus obscurs ne le resteront pas longtemps.

Mais peut-être y a-t-il autre chose. Une des raisons pour lesquelles ce genre de commerce a été relativement peu dénoncé est peut-être qu'il est clairement lié à l'insatiable intérêt des consommateurs des pays riches. Les demandes de transplantations par les pays riches dirigent le trafic international des organes. L'ameublement luxueux, les vêtements, les accessoires, sont le moteur du trafic des espèces en danger. En bout de chaîne, les acheteurs des objets d'art et des antiquités pillées sont, par essence, les riches du monde. Et il n'y a pas d'illustration plus forte de la façon dont le trafic mondial illicite est lié aux inégalités économiques que celui des déchets dangereux.

Les organes d'un côté, les déchets de l'autre. Comme toujours, le commerce illicite suit le courant. Aujourd'hui, le courant est plus fort que jamais.

CHAPITRE 9

Que font les gouvernements ?

Pour les douanes, voyez la patrouille frontalière. Pour l'immigration, les gardes-côtes. Au cours de l'hiver 2002-2003, une équipe d'une dizaine de fonctionnaires appartenant à diverses agences américaines de contrôle des frontières visita un certain nombre de ports et de villes-frontières du pays – New York, Baltimore, Detroit, El Paso, et d'autres – pour échanger des informations sur leur mission et comparer leur organisation en matière de procédures, ressources et technologie. Ils se demandèrent pourquoi cela n'avait jamais été fait jusque-là. Relevant pourtant du même domaine, ils ne se connaissaient presque pas. Certains agents, comme ceux de l'Agricultural and Plant Health Inspection Service (APHIS), chargés du contrôle des animaux et des végétaux entrant dans le pays, restaient pratiquement dans l'ombre, aux côtés des Douanes et de l'Immigration. Certains bureaux couvraient plusieurs activités. Chacun avait son boss, et cela n'arrangeait pas les choses. Les Douanes dépendaient du Trésor, l'Immigration de la Justice, APHIS de l'Agriculture, et ainsi de suite.

Tout cela allait changer, et vite. Le 1er mars 2003, toutes ces agences disparates étaient regroupées sous l'égide du nouveau Department of Homeland Security, la nouvelle administration gouvernementale américaine mise en place après les attentats du 11 septembre 2001 pour assurer la sécurité intérieure. Les planificateurs à Washington avaient senti qu'il serait utile que ces organisations se connaissent un peu mieux avant leur mariage forcé, et telle était la raison de ce tour des frontières. La méconnaissance mutuelle qui se manifesta durant ce voyage souligna les problèmes que le nouveau Département aurait à régler.

Réunir vingt-deux agences fédérales, représentant 186 000 employés, et un budget de 36 milliards de dollars, plus important que l'économie entière de certaines nations, se présentait comme un défi sans précédent. Et toute erreur pouvait coûter des milliers de vies et mettre en péril la sécurité nationale des Etats-Unis. De plus, le monde observait, car le succès ou l'échec de ces réformes pouvait influer sur la façon dont les alliés de l'Amérique entreprendraient les leurs. Il était donc tout naturel que de l'anxiété, du stress, des doutes et des conflits politiques amers accompagnent la naissance du mammouth. Ses promoteurs affirmaient – ou espéraient – que mettre toutes ces fonctions et agences sous un même toit institutionnel, avec un chef, un budget, et des responsabilités clairement établies, augmenterait l'efficacité du gouvernement dans sa difficile tâche de sécurisation des frontières et de neutralisation des terroristes. La conséquence immédiate du changement serait la façon dont les frontières des Etats-Unis seraient désormais administrées. Les douanes et les patrouilles frontalières seraient réunies en un seul bureau. Les fonctions de police qui étaient assurées par les Douanes et les services de l'Immigration seraient fondues dans une seule force, le Bureau of Immigration

and Customs Enforcement – bientôt connu sous l'acronyme ICE.

Mené par un jeune procureur énergique de Brooklyn, Michael Garcia, ICE allait devenir un acteur important de la réponse américaine à l'agressivité des trafiquants de la planète. Ayant déjà enquêté sur le terrorisme – il avait travaillé sur le premier attentat du World Trade Center en 1993 et en 1995 sur le projet avorté d'al-Qaïda d'abattre en même temps douze avions américains au-dessus du Pacifique –, Garcia savait bien que les terroristes utilisaient souvent le trafic pour financer leurs cellules. Mais il était peut-être moins préparé aux défis que présentait son nouveau Département. Réunir certains services des Douanes (mais pas tous) avec certains services de l'Immigration (mais pas tous) signifiait souder des cultures, des savoir-faire, des réseaux informatiques, des procédures différents, et quantité d'employés inquiets ou perplexes devant leurs nouvelles tâches. Les agents chevronnés des Douanes protestaient contre le système informatique de l'Immigration, qu'ils trouvaient inefficace et daté, et certains reprirent le crayon et le papier. Les officiers des Douanes avaient besoin de cours de rattrapage sur les lois concernant l'Immigration, et vice versa. Il y eut conflit à propos des armes : la nouvelle agence devait-elle adopter le pistolet 9mm des Douanes, ou l'arme de poing calibre .40 de l'Immigration ? Pendant ce temps, les centres de détention manquaient de lits. Il n'y avait pas assez de place dans les bureaux. Et personne ne savait qui était chargé de quoi. Beaucoup d'agents ignoraient même ce qu'était leur nouvel emploi.

On ne savait pas davantage comment ICE allait travailler une fois sa tâche nettement définie. Avec plus de 20 000 employés, il se présentait comme la « seconde plus grande agence d'investigation » du gouvernement, après le

FBI, et les gradés insistèrent pour rebaptiser l'unité Investigation and Criminal Enforcement. Une année de négociations à un niveau élevé sur le nom suivit quand le FBI déclara qu'aucune autre agence ne pouvait utiliser le mot *investigation*. Les officiers d'ICE durent donc circuler sans badges – à défaut de savoir ce qu'il fallait y inscrire. Le FBI finit par gagner cette bataille. Cependant, la Drug Enforcement Administration (DEA) faisait également le point avec son nouveau partenaire. La puissante DEA était restée avec la Justice. Mais sa tentative d'annexer la brigade antidrogue des Douanes pendant la fusion des services échoua. La brigade fut intégrée à ICE, laissant les deux agences avec des missions qui se chevauchaient et une mutuelle suspicion latente à propos des budgets, du territoire et du prestige.

La frustration et l'anxiété couvaient. Un officier supérieur des Douanes m'a confié : « Je perdais autrefois le sommeil en me demandant ce que les trafiquants et les escrocs et – depuis le 11 septembre – les terroristes manigançaient. Maintenant je m'inquiète parce que je sais que nos querelles internes leur laissent la voie libre alors que nous devrions avoir le maximum d'efficacité. Je sais à quel point les sales types peuvent être rapides, créatifs et dangereux. Et là, nous perdons notre temps en réunions et autres présentations de PowerPoint par des avocats et des politiciens. » Qu'ICE se trouve chargée de missions additionnelles loin de sa mission originelle – diriger le Federal Protection Service (FPS) responsable de la sécurité des bâtiments gouvernementaux et mettre des Federal Air Marshals, des flics en civil, à bord des avions pour éviter les détournements – n'arrangea pas les choses. On lui confia également la charge de protéger l'espace aérien de Washington D.C. D'autres surprises agrémentèrent les premiers pas de la nouvelle agence. Bizarrement, Garcia

choisit de consacrer les premières grosses opérations d'ICE non aux narco-terroristes, aux trafiquants d'êtres humains ou à la contrebande des armes, mais aux pédophiles et à la pornographie enfantine sur Internet : une noble entreprise, mais pas exactement ce qu'on attendait de son mandat. « ICE ressemble à une INS (l'ancienne agence de l'immigration) retapée par la brigade des mœurs », a confié un agent perplexe à un reporter. En fait, ICE se cherchait encore une niche, une spécialité qui serait à elle, loin des luttes de territoire. De toute évidence, cette recherche continue.

« C'est impossible »

Les problèmes de coordination entre agences qui luttent contre les trafiquants mondiaux ne sont pas une exclusivité américaine. Simplement, parce qu'elle est spectaculaire par son envergure, l'expérience américaine révèle des difficultés familières aux grandes organisations gouvernementales en général. Presque partout, ces agences tendent à être fragmentées et peu maniables. Trop souvent, leurs activités sont victimes de forces puissantes qui les altèrent : des intérêts privés, la corruption, l'inertie bureaucratique, la politisation, ou la simple inaptitude. La Russie, par exemple, a créé en 2003 un nouvel organisme de lutte contre la drogue qui, avec son armée de 40 000 agents, est quatre fois plus important que son homologue américain, la DEA. Mais comme le rapporte Susan Gasser du *Washington Post*, « les moyens qui auraient pu être consacrés à la lutte contre les gros trafiquants ou la guérilla tchétchène ont été utilisés pour des campagnes contre des vétérinaires, des médecins et des dentistes, des ven-

deurs de T-shirts décorés de feuilles de marijuana et des librairies qui vendent des bouquins sur l'utilisation médicale de narcotiques illégaux ».

Le Homeland Security Department américain et la brigade russe des stupéfiants sont deux des nombreuses initiatives gouvernementales prises en réponse aux activités des trafiquants de la planète, entre autres fléaux. Après avoir exploré la nature du trafic aujourd'hui et le comportement des trafiquants, voyons ceux qui mènent la contre-attaque : nos gouvernements. Comment relèvent-ils les défis ? Avec quels outils ? Qui sont les soldats qui mènent ces guerres pour notre compte ?

Les réponses sont, bien sûr, différentes selon les pays, et même selon les organismes dans un même pays. Le profil et la formation des agents qui combattent le blanchiment d'argent ne sont pas les mêmes que pour ceux qui s'occupent du trafic des êtres humains ou de drogue. Néanmoins il y a des points communs. Les efforts que font les Etats-Unis en sont une illustration frappante. Ils sont si intenses, massifs, et (au crédit de l'Amérique) si débattus en public que les disséquer permet d'avoir une vision du travail énorme accompli par le gouvernement, et des défis auxquels il fait face.

Cela commence, bien sûr, avec les attentats du 11 septembre 2001. Depuis, beaucoup de changements sont intervenus dans la façon dont partout, de l'Asie à l'Europe et à l'Amérique latine, les gouvernements ont lutté contre les criminels et les terroristes transnationaux. Mais nulle part autant qu'aux Etats-Unis. Et nulle part ailleurs ils n'ont autant montré combien il était difficile de faire coïncider lutte contre le terrorisme et contre les trafics. En 2004, un rapport de l'inspecteur général du Département de la Justice, Glenn A. Fine, indiquait que le FBI, qui avait donné la priorité à l'antiterrorisme, prêtait moins

d'attention au crime organisé. Entre 2000 et 2003, les équipes du FBI qui se consacraient au crime organisé et au trafic de drogue s'étaient trouvées amputées de 758 agents au profit de l'antiterrorisme, principalement ceux qui s'occupaient des cartels mexicains. Deux ans plus tard, Porter Goss, le nouveau chef de la CIA, annonçait au Congrès américain qu'il craignait qu'al-Qaïda fasse passer ses opérateurs par la frontière mexicaine.

Aussi inquiétant que cela puisse paraître, ce n'est que le début du problème. Comme on l'a vu, les réseaux qui trafiquent des clandestins ou de la drogue ne sont pas seulement mexicains, et ils peuvent rapidement se reconvertir dans d'autres trafics. A ces défis, les gouvernements doivent encore trouver les bonnes réponses. Au lieu de quoi, ils allègent les contrôles aux frontières – alors que celles-ci deviennent de plus en plus difficiles à gérer. Là encore, les Etats-Unis offrent un exemple marquant. Chaque année, 60 millions d'individus entrent dans le pays par plus de 675 000 vols commerciaux ou privés, et 370 millions par voie de terre. De plus, 116 millions de véhicules traversent les frontières. Plus de 90 000 navires marchands et de passagers accostent dans les ports américains. Ils transportent 9 millions de conteneurs avec 400 millions de tonnes de marchandises. D'autre part, 157 000 bateaux de petit tonnage se présentent dans les ports. Qu'une agence gouvernementale, même avec 186 000 employés, puisse maîtriser une frontière aussi poreuse paraît pour le moins hasardeux. Robert Hutching, qui a dirigé le National Intelligence Council de la CIA entre 2003 et 2005, me l'a dit carrément : « C'est impossible. »

Agents, analystes, contrôleurs

Choquant ? Peut-être – du moins quand on compare l'attention que le public porte à la sécurité et les déclarations politiques affirmant que les mesures prises par le Department of Homeland Security avaient déjà rendu l'Amérique plus sûre. Mais pas choquant pour qui est habitué à travailler pour une bureaucratie ou y a recours. Depuis les études pionnières de Max Weber, les sociologues ont montré que le but premier d'une administration était de se perpétuer ; et les sciences politiques expliquent que les institutions gouvernementales sont « collantes » – une fois que vous les mettez en place, elles sont très difficiles à décrocher. Aussi fort qu'ait résonné le 11 septembre, cela ne couvrira pas l'immense clameur de l'autopréservation bureaucratique et des rivalités.

Personne ne devrait s'attendre à autre chose. Les grosses bureaucraties menées par la routine font partie de la vie d'un gouvernement. Et c'est aux gouvernements que nous demandons, d'abord et surtout, de lutter contre les trafiquants. Pour ce faire, ils ont utilisé leurs outils habituels : les budgets, les lois, les organisations, les tribunaux, la police, les fonctionnaires, les traités internationaux. Aujourd'hui, la plupart des pays ont leur propre armada d'agences destinées, d'une façon ou d'une autre, à contrôler le commerce illicite, chacune avec ses unités multiples, ses spécialités et son personnel. Pendant des siècles, le commerce illicite a été considéré sous l'angle du contrôle aux frontières – il était endémique, mais localisé et habituellement le fait d'individus sans grande importance,

comme les bandes locales qui rôdaient sur les frontières de pays voisins. C'était principalement le problème des douanes et des patrouilles frontalières. Mais au XX^e siècle, les notions traditionnelles de « pays voisins » se sont effondrées face aux voyages de masse et au commerce. Aujourd'hui, pour le trafic de drogue, la Colombie et l'Espagne sont considérées comme des « voisins », tout comme le Nigeria et l'Italie pour le trafic des êtres humains. Le sens actuel du terme *trafiquer* – et ses associations implicites avec le crime organisé – a modifié notre compréhension du commerce illicite. Il met aussi en avant le rôle que doit jouer la police pour le combattre.

Le maintien de l'ordre, tel qu'on le connaît aujourd'hui, est relativement récent. Au début du XX^e siècle, il était, comme fonction publique, devenu la norme dans les sociétés « avancées ». Comme métier, il s'était sophistiqué et disposait d'un équipement technique spécialisé. Mais nulle part les polices ne sont organisées ni n'opèrent de la même façon. Quoique les bases du maintien de l'ordre soient locales, beaucoup de pays ont aujourd'hui une police nationale divisée en plusieurs services sous un commandement unifié. Les Etats-Unis se détachent nettement du lot, avec plus de 18 000 unités séparées, dont 60 opèrent sur tout le territoire. Dans plusieurs pays, la police a repris aux militaires le contrôle des frontières. Mais l'innovation la plus importante par rapport au crime organisé a été la création de puissantes et prestigieuses unités d'investigation, comme le FBI américain (1908) et la Police judiciaire française (1907).

Cependant, les douanes et la police ne sont qu'une partie du tableau. Comme l'art et la science d'un gouvernement se sont perfectionnés durant le XX^e siècle et que les services de l'Etat sont devenus une profession, il en va de même pour la spécialisation. Résultat, la lutte contre les

trafics engage des fonctionnaires de toutes sortes : pas seulement des policiers, des soldats et des agents des douanes, mais aussi des juristes, des procureurs, des comptables, des diplomates, des experts en communication et en technologie, des chercheurs, des analystes et des espions. A chaque trafic ses spécialistes. Le blanchiment d'argent, par exemple, demande des comptables, des informaticiens et des juristes constitués en sections financières. La répression du trafic de drogue est une activité policière traditionnelle ; la plupart des pays ont une brigade nationale des stupéfiants, même si sa structure et sa direction varient. Le commerce illicite des armes revient en général aux militaires et aux services de sécurité de l'Etat tandis que la contrefaçon est normalement de la responsabilité des ministères du Commerce et de l'Industrie.

Toute cette spécialisation n'est qu'un demi-bienfait. Elle a été à l'origine d'une expérience considérable, mais a aussi créé le besoin d'une coordination importante et a souvent abouti à une myopie latente des services. Les fonctionnaires chargés de lutter contre le trafic de drogue se préoccupent moins ou pas du tout du trafic des êtres humains, ou vice versa. Mais comme nous l'avons vu, les trafiquants sont arrivés au point où ils peuvent passer aisément d'un produit à l'autre et d'un marché à l'autre. Beaucoup de réseaux mondiaux ont la possibilité d'assurer à tout moment l'approvisionnement, le transport et le règlement que toute « marchandise » réclame.

En dehors de la myopie que la spécialisation peut provoquer, l'action des gouvernements se trouve aussi retenue par deux autres obstacles spécifiques. Le premier est que les bureaucraties tendent à s'organiser en hiérarchies rigides, qui les rendent réfractaires au partage des informations et à la coordination des efforts autrement que dans

le sens vertical, vers le commandement. Le second est leur dépendance aux procédures routinières. Achats, dépenses, promotions du personnel et salaires, l'administration fonctionne sur des règles préétablies et des habitudes. Cela donne aux actions gouvernementales une certaine stabilité, une prévisibilité, de la transparence et de l'homogénéité, mais également une certaine rigidité et un allongement du temps de réponse devant des événements inattendus. D'énormes efforts ont été faits pour essayer de « réinventer le gouvernement » et rendre les agences plus dynamiques. Le secteur public n'en demeure pas moins tenu par trop de règles écrites et non écrites qui semblent provoquer les mêmes comportements à peu près partout.

C'est pratiquement un axiome de dire que le travail d'équipe dans les services d'un ministère ou de la police est compliqué par les rivalités, les luttes de territoires, la concurrence entre individus et les intérêts institutionnels. La même chose est vraie – et souvent davantage – pour les organisations. Et les difficultés sont pratiquement insurmontables quand la coordination doit se faire entre pays. Selon Tom Ridge, le premier secrétaire du Homeland Security, « la Sécurité intérieure veut réunir les nations. Nous devons (...) partager les informations et les meilleures méthodes, développer les technologies qui nous protégeront dans le futur ». Ce n'est pas facile. Si la CIA et le FBI ont déjà eu du mal à partager une information de base qui aurait peut-être pu éviter les attentats du 11 septembre, s'assurer que le FBI et son homologue russe, ou thaï, ou bulgare, coordonnent leurs actions et partagent leurs informations aussi rapidement et avec autant d'efficacité que les réseaux qu'ils combattent, paraît encore moins évident.

Derrière ces motifs de « politique interne » si critiqués et cette recherche éperdue de moyens et d'influences se

cachent en fait des questions fondamentales de responsabilité et de confiance. Parce que le service public dépend de barèmes de salaires rigides qui sont en général plus bas que dans le secteur privé, les fonctionnaires chargés de la répression des trafics ne reçoivent pas de primes selon leurs performances. Bien sûr, beaucoup dans le secteur public sont motivés par le sens du devoir, le patriotisme et la défense de valeurs dans lesquelles ils se sont investis personnellement. Mais à côté d'eux, il y a aussi ceux qui sont moins compétents et même vénaux.

Un contrôle inefficace reflète souvent le niveau auquel s'impliquent les fonctionnaires qui ne gagnent pas suffisamment dans leur administration pour régler leurs factures, ce qui les pousse à la négligence ou à avoir deux emplois. C'est le cas dans la plupart des pays. La démotivation expose les agents du gouvernement à la corruption, bien sûr – surtout quand les trafiquants leur mettent des billets sous le nez. La coopération entre services du gouvernement demande qu'existe entre eux une certaine confiance, par leur engagement, leur fidélité, leur éthique et leur compétence, ce qui est extrêmement rare en pratique. Et c'est encore plus difficile entre services de différents pays. « Vous croyez vraiment que je vais donner à la police locale les noms de mes informateurs dans la Fraternité Solnetsevo ? », m'a dit avec un grand sourire un agent américain que j'interviewais à Moscou, et qui se référait à un réseau criminel russe connu pour avoir des « amis » très hauts placés.

Faire avancer la collaboration – même entre des services d'un même gouvernement – demande plus que réorganiser la forme de leurs rapports, comme les agents de l'Immigration and Customs Enforcement (ICE) ont pu en faire l'amère expérience. Et les obstacles dressés par la loi – certains d'entre eux bureaucratiques, mais d'autres néces-

saires, pour garder la confiance du public – contrastent fortement avec les innovations que les trafiquants, les financiers et les intermédiaires apportent à leur organisation. Voyez combien de services sont impliqués pour réussir une opération basique, la « saisie ». Une belle prise classique demande la participation de douzaines de services nationaux et locaux. Ni les méthodes ni les résultats n'ont changé notablement ces dernières années, en dépit de l'état d'esprit post-11 septembre. Mais les trafiquants ont adapté leurs opérations afin d'exploiter précisément les obstacles qui alourdissent les administrations.

Illicite, illégal, mal défini

Faire remarquer que le commerce illicite est une sorte de crime peut paraître banal. Après tout, le commerce illicite est par définition en dehors des lois. Mais là réside un problème qui complique les choses : *les lois de qui ?* Elles diffèrent d'une nation à l'autre. Et là aussi se trouve une différence stratégique que les trafiquants ont appris à exploiter.

Bien sûr, certaines formes de trafics sont à la fois moralement monstrueuses et criminelles partout. Mais tous les cas ne sont pas aussi évidents. Depuis la fin 2004, par exemple, posséder une arme d'assaut de type militaire n'est plus un délit aux Etats-Unis. L'ancien président de la Colombie, Andres Pastrana, m'a dit : « Tandis que nos policiers et nos soldats sont constamment sous le feu des narco-guérillas, les Etats-Unis facilitent la possession et le commerce des plus dangereux fusils d'assaut. Si nous avions fait la même chose, le Département d'Etat américain nous aurait probablement mis sur une liste noire. »

Pour prendre un autre exemple, tandis que le gouvernement fédéral américain serre la vis aux étrangers illégaux, beaucoup d'Etats leur délivrent des permis de conduire. Et celui qui fait entrer de la cocaïne dans le pays encourt une peine plus sévère que le « coyote » qui fait passer la frontière à des clandestins. C'est ainsi aux Etats-Unis, où pourtant les lois contre les trafics ont été réfléchies. Beaucoup de pays n'ont pas institué de lois ni prévu de peines pour les formes les plus courantes de commerce illicite.

Donc, en pratique, ce qui peut être « illicite » dans un pays ne l'est pas forcément dans un autre. Souvent, les lois doivent rattraper l'évolution du commerce illicite, en créant de nouveaux concepts et définitions comme le « cybercrime » ou la « piraterie digitale », afin de faire une différence entre des pratiques innovantes, considérées comme positives pour la société, et celles qui lui portent préjudice. Parfois les lois redéfinissent un vieux problème : la notion de « trafic des êtres humains », par exemple, aide à attirer l'attention, à établir des lois et à prévoir des peines pour des pratiques qui pourraient autrement être sous-estimées ou ignorées. Mais même quand deux pays s'accordent pour considérer une pratique particulière comme criminelle, ils peuvent lui donner une autre valeur politique, ou même morale, ce qui entraînera une sanction différente. Et bien sûr ce qui est toléré dans un pays donné sort souvent de la légalité, parfois parce que l'autorité judiciaire est submergée, manque de personnel, ou est corrompue, et parfois parce que le législateur n'a pas encore assimilé les dernières innovations criminelles. Pour les trafiquants, toutes ces différences – à multiplier par plus de 200 pays – dessinent une carte du monde plutôt singulière. C'est une carte qui leur donne le goût du commerce, où plus les zones sont grises, plus ils y voient l'occasion de gagner de l'argent.

Les règles sont toujours en évolution, défiées non seulement par les trafiquants mais par les querelles politiques, la manipulation des experts qui jouent avec le système, et souvent par la modernisation et des circonstances nouvelles. La distinction entre évasion fiscale et évitement fiscal dépend souvent plus du talent du comptable que d'une règle claire en vigueur. On détermine les pratiques financières qui relèvent du blanchiment d'argent en fonction du flux constant, et non des différences de politiques uniquement parce que la gamme des transactions financières possibles ne cesse de s'accroître en nombre et en complexité. Cette ambiguïté ne réduit en rien le rejet moral de beaucoup de commerces illicites. Mais, de toute façon, les trafiquants ont tendance à ignorer les considérations morales. Pour eux, des règles sans cesse modifiées se traduisent par des opportunités. Prenez deux pays, et il se trouvera toujours un trafiquant assez malin pour profiter de leurs différences – dans les lois, les impôts, les régulations bancaires, les lois sur l'environnement, le travail, etc.

Travailler ensemble : dur mais nécessaire

Des lois internationales contraignantes et efficaces peuvent permettre de voir plus clair. Ce n'est pas une surprise, mais concevoir des lois communes pour lutter contre le commerce illicite a été une tâche difficile et fastidieuse. Le droit international avait été refondu à la fin de la Seconde Guerre mondiale, mais il était resté focalisé sur les relations entre Etats, et ne s'appliquait pas aux crimes commis par les individus. Il revenait à chaque pays de juger des infractions commises sur son territoire. Ce n'est que récemment qu'une débordante activité législative interna-

tionale a tenté de trouver quelque chose qui ressemble à des normes communes pour les trafics. Malheureusement, leur pouvoir s'est trouvé limité à l'outil le plus communément utilisé pour les cadrer – le traité international.

Au cours du siècle dernier, la portée des traités s'est élargie non seulement pour couvrir les conséquences des conflits militaires mais aussi codifier le souhait des pays de s'attaquer à des problèmes particuliers, et trouver parfois les méthodes pour le faire. Les noms formels de ces accords se sont multipliés – conventions, protocoles, etc. –, tout comme le nombre des participants. La création des Nations unies a constitué naturellement un forum, qui abrite ce genre de discussions, avec tous les inconvénients qu'évoque son qualificatif moqueur d' « usine à blabla ». Des organismes spécialisés sont nés cependant sous l'égide de l'ONU pour la recherche et le partage d'information sur le commerce illicite, notamment l'Office contre les Drogues et le Crime, basé à Vienne, alors qu'au même moment beaucoup de membres de l'ONU ignoraient impunément les recommandations de cet Office.

Le dossier des traités contre le commerce illicite est aussi ambigu. Avant 2000, seul un accord international important avait fait du trafic son principal objet : la Convention Internationale sur l'Opium, mise en place en 1912. Les autres formes de trafics illicites intéressaient moins que les narcotiques. C'est l'efficacité limitée de ces accords qui a provoqué une nouvelle vague de traités internationaux quand, dans les années 1980, la forte expansion du trafic de drogue a attiré l'attention des politiques et des législateurs. Pour la première fois, les juristes et les autorités judiciaires ont commencé à penser la loi internationale appliquée à autre chose qu'aux activités des Etats. La formule de *criminalité transnationale* est apparue, définie comme « une activité considérée comme un délit par au

moins deux pays ». La Convention des Nations unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes – la dernière incarnation du vieil accord sur l'opium, signée en 1988 et appliquée deux ans plus tard – a mis ce concept en pratique. Pour la première fois, elle obligeait les Etats participants à faire une liste des délits en corrélation avec des activités criminelles concernant la drogue et motifs d'extradition.

Pendant les années 1990, les spécialistes ont planché pour définir les différentes formes de trafics criminels et proposer des cadres globaux pour les contenir. En 2000 et 2001, plusieurs conférences des Nations unies ont présenté leurs conclusions. La signature de la Convention contre la criminalité transnationale à Palerme, en Sicile (lieu qui n'a pas été choisi innocemment), en décembre 2000, a établi pour la première fois les cadres mondiaux pour un grand nombre de délits relatifs aux trafics illicites. Cela concerne la criminalisation, l'extradition et les procédures, l'assistance mutuelle et les programmes de formation pour mener les tâches à bien. Elle a été livrée avec des addenda importants : deux protocoles séparés, un sur la migration clandestine et l'autre sur le trafic des êtres humains, protocoles pour lesquels les Etats pouvaient opter.

Cependant les Nations unies, sans lesquelles ces conventions n'auraient probablement jamais vu le jour, ne peuvent pas grand-chose pour s'assurer qu'elles seront appliquées. Pour les pays membres, voter la convention était le plus facile. Mais la signer, puis la ratifier et enfin l'appliquer représentent autant de « grands si » qu'aucune organisation internationale ne peut contrôler, et qui se trouveront confrontés à toutes sortes d'obstacles politiques et pratiques. En 2004, par exemple, quatre-vingt-quatorze pays avaient ratifié la Convention de Palerme ; ils étaient respectivement soixante-quatre et soixante-seize pour les

protocoles sur la migration clandestine et le trafic des êtres humains. Un autre protocole, sur le trafic illicite d'armes, est en cours de négociation mais n'a pas encore été voté.

Le plus grand intérêt de ces instruments est qu'ils établissent des normes et des définitions – et donc les bases pour une autorité morale, une pression diplomatique, le soutien et l'attention du public. Mais que ces traités soient adoptés et ratifiés par un grand nombre, ne fera pas régner la confiance pour autant. Dans les affaires internationales, c'est toujours la suspicion qui mène le jeu.

Flics contre frontières

« Le crime est international. Telle est la loi. » Cette voix off solennelle ouvrait chaque épisode de *Man from Interpol*, une série télévisée anglaise lancée en 1959. L'homme en question était Anthony Smith, un détective anglais affecté à l'Organisation internationale de police, incarné par l'acteur Richard Wyler. Dans la série, le débonnaire Smith poursuivait des criminels au-delà des frontières pendant trente minutes d'aventures saugrenues avant le *happy end* de rigueur. L'Homme d'Interpol pourchassait des assassins, des kidnappeurs, des escrocs, des maîtres chanteurs et bien sûr des contrebandiers, dont des trafiquants de diamants, de cigarettes, et luttait contre ce qui était encore appelé la « traite des Blanches ». Sans se prendre trop au sérieux, la série évoquait quand même l'impressionnant pouvoir de forces de police travaillant ensemble, agrémenté d'une bonne dose de glamour et d'intrigue – une sorte de James Bond du pauvre.

Mais c'était une image trompeuse, parce que le principe était faux. La loi n'était de toute évidence *pas* internatio-

nale – ni sur le papier ni dans la pratique, et encore moins dans son exécution. La coopération policière en était encore à ses premiers pas – limitée, expérimentale, précautionneuse. Sa manifestation concrète, Interpol, manquait de personnel, de fonds et d'autorité. Elle ne faisait pas grand-chose de plus que transmettre en morse des communications entre forces de polices nationales. Ce qu'annonçait d'ailleurs la voix off de la série télé : « En contact permanent avec les forces de police du monde entier... l'Homme d'Interpol. » Rien de vraiment renversant.

Les progrès technologiques au tournant du XX^e^ siècle avaient ouvert la voie à la coopération policière. Le télégraphe, le téléphone et l'automobile facilitaient le travail d'équipe – rendu nécessaire, car les mêmes progrès favorisaient et agrandissaient le champ d'action des criminels. Mais des progrès aussi sûrs que le relevé des empreintes digitales donnaient aux forces de police d'excellentes raisons de partager leur savoir. Une série de conférences qui s'étaient tenues à partir de 1888 en Europe avaient abouti à la formation d'une Commission de Police Criminelle Internationale en 1923. Mené par le chef de la police de Vienne, ce nouveau groupe établit son quartier général dans cette ville. Mais la CPCI n'était pas un organisme international reconnu, soutenu par l'autorité des Etats ; c'était une association volontaire de forces de police. Quand les nazis prirent le pouvoir en Autriche en 1938, rien ne pouvait les empêcher de s'emparer de la CPCI. Les partenaires quittèrent l'organisation, et elle cessa finalement ses fonctions.

Après la Seconde Guerre mondiale, les forces européennes de police relancèrent l'organisation, la France en prenant la tête. Elle ne devait pas tarder à se faire connaître par son adresse télégraphique, Interpol. Ses membres

étaient maintenant mieux établis, mieux centralisés et plus puissants. La plupart des pays européens avaient constitué des forces de police nationales. Les Etats-Unis avaient le FBI, mené par l'indomptable J. Edgar Hoover. De nouvelles nations nées de la décolonisation organisaient leurs propres agences nationales. Interpol semblait capable de mener des enquêtes criminelles, et si elle restait pratiquement inconnue des Américains, elle avait acquis en Europe une certaine aura. L'annonce dans les nouvelles du matin que « Interpol avait été alertée » donnait au crime en question une extrême gravité et à ses auteurs un caractère plus dangereux et plus sinistre. Mais ce que la formule signifiait réellement, c'était que les suspects avaient passé la frontière et disparu dans la nature ; ayant perdu leur trace, les autorités lançaient l'équivalent d'un bulletin mondial de recherche. Malgré les efforts de quelques visionnaires, la coopération internationale des polices n'allait pas très loin.

Interpol ou Minipol ?

Soixante ans plus tard, les difficultés persistent. Une fois encore, les nouvelles technologies ont amélioré l'aspect technique du travail de la police et l'ont rendu plus efficace que jamais : la généralisation de l'empreinte ADN et les autres expertises, la transmission instantanée cryptée des données dans le monde, les technologies biométriques, qui permettent d'identifier des individus par des caractéristiques uniques, tels les scans d'iris. Mais le travail de la police est par nature secret et territorial, et chaque pays qui cherche à collaborer avec des services de police étrangers se trouve opposé à un souci de souverai-

neté légitime et un problème de confiance fondamental de tout temps présent.

La contradiction laisse Interpol dans une position ambiguë. Jusqu'au milieu des années 1990, c'était une institution plutôt apathique. En 1986, un attentat terroriste par un groupe anarchiste européen avait conduit au déménagement du quartier général d'un immeuble anonyme de la banlieue parisienne à un ensemble moderne fortifié à Lyon. A l'intérieur cependant, les choses allaient leur train. D'abord parce qu'Interpol fonctionnait comme une bureaucratie, pas comme une force de police : 9h-17h, du lundi au vendredi. (En outre, la fameuse cuisine lyonnaise encourage sans doute les longs déjeuners.) Elle remplissait sa mission – faire le lien entre des forces de police et centraliser une base de données importante sur les criminels et leurs activités – d'une façon qui allait devenir rapidement obsolète. Les communications se faisaient en morse et dans le code particulier d'Interpol ; les archives s'accumulaient dans des rangées et des rangées de dossiers cartonnés entre lesquelles les analystes circulaient sur des sièges à roulettes. Interpol n'adopta qu'en 1994 un système de communication moderne. En 2000 encore, elle tâtait à peine du monde en ligne, et commençait seulement à faire basculer son réseau interne sur un système IP.

Cette année-là, Interpol eut son premier secrétaire général – le plus haut poste – non français depuis des décennies. Ronald Noble avait été un haut fonctionnaire du Trésor sous l'administration Clinton, responsable de plusieurs services, les Douanes et le Secret Service [1], entre autres. Il avait aussi représenté les Etats-Unis au Conseil exécutif d'Interpol et était à la fois intrigué par le potentiel

1. Service de Sécurité présidentiel dépendant du Trésor (NdT).

de l'organisation et inquiet de sa perte de pertinence. Parlant couramment plusieurs langues, fils d'un Afro-Américain et d'une Allemande, il était internationaliste d'instinct. Il avait fait activement campagne pour obtenir ce poste et pris son service en novembre 2000.

Comme patron, Noble commença par tout changer en donnant l'exemple. Il travailla tard dans la nuit et, dès la première année, fit passer Interpol au régime des 24 h/24, sept jours sur sept, douze mois sur douze. Il réduisit rapidement le temps pris pour faire circuler une « communication » – terme utilisé pour les recommandations de toutes sortes à ses membres – de trois mois, parfois, à trois jours. Mais tout ceci, bien sûr, n'était pas suffisant. Noble lança un programme technologique afin d'installer une banque de données sur Internet, accessible à toute force de police dans le monde, pour effectuer des recherches et fournir des informations en temps réel. Il affecta davantage de personnel à la transmission directe des communications. Les attentats du 11 septembre 2001 le convainquirent plus encore, s'il était possible, de l'urgence de sa tâche.

En théorie, le programme de Noble se tient bien. Mieux que n'importe quel spécialiste de l'application des lois, il constate la croissance explosive et la mutation continuelle de l'économie souterraine globale – les réseaux trafiquants, les cellules terroristes, les marchés parallèles – et comprend trop bien pourquoi les gouvernements ne suivent pas. Ce besoin évident et les technologies avancées mises à la disposition des forces de police devraient représenter une immense opportunité pour Interpol. Cependant Interpol n'a aucune autorité sur ses membres et doit continuer à travailler sans pouvoir compter sur leur coopération, même dans les secteurs essentiels à son activité.

Une première contrainte est l'argent. Le budget d'Interpol

a augmenté depuis 2000, mais il reste mince : environ 50 millions de dollars en 2004, soit à peine 2,5 % du budget d'ICE pour la même année, ou un cinquième des fonds dont aurait disposé Oussama Ben Laden en 2001. Cela force Noble à jouer moins le rôle du superflic que celui du lobbyiste, à trouver de l'argent, à voyager dans le monde pour « vendre » la nouvelle Interpol aux pays membres et les pousser à mettre la main à la poche, tout comme un président d'Université passe son temps non à enseigner mais à courtiser les donateurs. Il serait plus facile bien sûr de financer Interpol, si tous les pays membres étaient pleinement convaincus de sa mission. Mais le niveau actuel auquel chaque pays est prêt à « jouer le jeu » varie fortement, jusqu'à l'empêcher de remplir ses tâches fondamentales. Aujourd'hui encore, par exemple, ses « communications rouges » – les mandats d'arrêt internationaux – ne sont pas suivies par les Etats-Unis.

Il est malheureusement facile de comprendre pourquoi les membres d'Interpol sont si réticents. Ils sont face à un problème de coopération entre des bureaucraties jalouses de leurs informations, de leurs procédures, de leurs cultures de clocher – le tout exacerbé par des considérations de souveraineté nationale. Même si un réformateur idéaliste arrive à faire tomber les barrières, l'importance prise par la corruption chez de nombreux membres de l'organisation lui donnera à réfléchir et aura rapidement raison de cette grande ambition. La nouvelle brigade des stupéfiants russe, par exemple, a été vite la proie de la corruption. Au Mexique, l'élite des *federales*, la police fédérale, créée pour parer la prévarication endémique des forces de police locales, a été elle-même touchée par la corruption, les conflits internes et la défection de certains de ses membres au profit de bandes criminelles. Le manque d'enthousiasme pour une pleine et entière collaboration dans de tels

partenariats, sans parler du partage d'informations, est évident.

Il y a donc une limite intrinsèque à ce qu'Interpol peut réaliser. Elle a, ce n'est pas une surprise, des rivales : des agences régionales comme Europol pour l'Union européenne, ou Aseanapol pour l'Asie du Sud-Est, organisées sur son modèle mais rendues plus efficaces par des liens politiques plus forts entre les pays membres – et une volonté plus grande d'associer leurs ressources. Ceux qui soutiennent Interpol affirment qu'on a encore besoin d'un système planétaire de recherche et d'information réellement efficace. Pour l'instant cependant, la tendance penche au mieux vers une coopération régionale entre polices, et toujours avec une bonne dose de suspicion.

Le succès... et ses limites

Un jour, début mars 2004, une équipe de la DEA s'arrêta devant un restaurant routier à la sortie de Buffalo, New York, à la suite d'un véhicule qu'elle filait depuis la frontière canadienne. Alors que le chauffeur allait manger, un agent monta dans le véhicule suspect et partit avec tandis que ses collègues simulaient un vol en répandant des morceaux de verre sur son emplacement. La fouille révéla aux agents 30 000 pilules d'Ecstasy, et 5 kilos d'herbe de qualité pour faire bonne mesure – exactement ce qu'avait annoncé leur indic.

Cette prise ne fut qu'une des dernières péripéties de trois ans d'enquête, baptisée Opération Candy Box (« boîte à bonbons »), à laquelle avaient participé soixante-quatre services judiciaires aux Etats-Unis et au Canada. Selon les autorités, le réseau visé fournissait près de 15 % de

l'Ecstasy aux Etats-Unis, produite par des laboratoires canadiens capables de fabriquer un million de pilules par mois. Au cœur du réseau se trouvaient une série de sociétés-écrans qui menaient à deux femmes. Les autorités arrêtèrent Ze Wai Wong, une immigrée chinoise qui dirigeait toute la distribution du réseau, tandis que Mai Phuong Le était, semblait-il, chargée du blanchiment de l'argent par l'intermédiaire de commerces vietnamiens dans une douzaine de villes et des organismes légitimes de transfert. Beaucoup d'espèces circulaient, soit par des passeurs soit dissimulées dans des voitures, et surtout par virements électroniques. Des banques américaines avaient accepté de gros dépôts et viré l'argent dans des comptes partout dans le monde, sans se douter de rien. Moins de trois semaines après la prise de Buffalo, l'enquête s'acheva en beauté : 150 arrestations coordonnées dans quatre-vingt-dix villes, de Toronto à Jacksonville et de Boston à San Jose.

Comme le montre cette histoire, la lutte contre les trafiquants ne se résume pas à une bureaucratie déprimante et sinistre. Les agents travaillent dur, en équipe, et obtiennent des résultats encourageants. Chaque semaine, les forces de police annoncent des arrestations et des saisies importantes. Quelques semaines après Candy Box, l'Opération Streamline (Aérodynamique) a mis fin à l'activité d'une filière qui avait fait passer des centaines de kilos d'une héroïne extrêmement pure de Colombie aux Etats-Unis via le Nicaragua et l'Argentine, et blanchi l'argent par virements électroniques ou grâce à des mules qui l'avalaient dans des préservatifs. L'Opération Decollo (Décollage, en italien) s'est conclue au petit jour par soixante-quinze arrestations par les *carabinieri* italiens, et d'autres simultanément en Espagne et en Colombie ; pendant quatre ans, des agents de huit pays avaient traqué des expéditions

massives de Colombie et du Venezuela vers l'Australie et l'Europe, sur une piste qui les avait conduits à la Mafia calabraise. L'Opération United Eagles (Aigles Unis, ces flics ont le don des noms) a abouti à l'arrestation par les *federales* mexicains de deux membres importants de l'Organisation Arellano Felix, avec la participation de plus d'une douzaine de services américains et mexicains. Et un bâtiment de la Marine française a intercepté en haute mer un remorqueur togolais avec deux tonnes de cocaïne du Venezuela qui devaient être transbordées en Afrique de l'Ouest.

Ces succès sont les bonnes nouvelles. Certaines opérations – comme l'interception du cargo *BBC China*, qui a permis de remonter l'affaire des centrifugeuses nucléaires du Dr A.Q. Khan – jouent des rôles majeurs pour la sécurité mondiale. D'autres, cependant, semblent se répéter année après année sans empêcher la fourniture de marchandises illicites au-delà d'une brève période, et c'est là, bien sûr, la mauvaise nouvelle. Une des raisons de ce problème est que le fonctionnement des réseaux ne dépend plus uniquement des chefs : les arrestations d'une blanchisseuse d'argent vietnamienne au Canada, d'un chef de la Mafia calabraise ou d'un lieutenant du cartel mexicain mettent un certain nombre de personnes hors circuit, mais leur réseau, direct ou indirect, régulier ou occasionnel, de partenaires en affaires complices ou de bonne foi, ne subira, de par sa nature, qu'un désagrément fâcheux mais temporaire.

Les enquêtes internationales qui durent plusieurs années et concernent plusieurs agences sont impressionnantes et ont l'avantage d'être volontaires et ciblées. Elles impliquent un nombre limité de personnes qui ont à la fois le temps et la volonté de se connaître et de se faire confiance. Elles n'impliquent pas des organisations entières et, sur-

tout, elles ne demandent à personne de divulguer ses informations. En la matière, l'information fait la force, et peu aiment montrer leur jeu. Le modèle de la loi n'a pas changé. Selon John Bolton, haut fonctionnaire de l'administration Bush, la stratégie américaine contre le trafic préfère ce genre d'opérations aux modèles structurés de coopération. « Plutôt que de se reposer sur des bureaucraties encombrantes installées par des traités, a-t-il écrit, cette administration a lancé des actions avec la collaboration active d'autres Etats souverains. » Il a présenté cette politique comme une innovation, bien sûr, mais elle se rattache aussi bien à la période antérieure au traité.

Quelque part entre les deux – les traités et les partenariats opportunistes – un troisième modèle se dessine, en particulier dans la lutte contre le blanchiment d'argent. Le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI), évoqué dans le chapitre 7, a réussi à coordonner les règles bancaires des pays du G-8 (moins la Russie) et un nombre croissant de leurs pairs en recombinant des stratégies traditionnelles par des moyens nouveaux. Le GAFI a regroupé les pays membres, un par un, sur la base du volontariat, jusqu'à ce que tous les principaux centres financiers « on-shore » soient à bord ; il a menacé ensuite les pays connus pour abriter les blanchiments de les couper des marchés financiers mondiaux et des banques. Le GAFI compte sur la surveillance des pairs : chaque pays membre voit son secteur financier inspecté par un groupe d'experts des autres pays membres qui identifient les réformes nécessaires et supervisent leur application. Une suspension volontaire aussi radicale de la souveraineté pour lutter contre le trafic s'imagine difficilement appliquée aux forces de police. Mais dans le domaine financier au moins, elle a mieux fonctionné que dans les autres secteurs de la lutte contre la criminalité mondiale.

Cependant le GAFI est moins le succès d'une nouvelle approche pour combattre le commerce illicite qu'une adaptation raisonnablement efficace aux limites que cette lutte a rencontrées. Qu'elle repose plus sur les comptables et les analystes devant leurs ordinateurs dans des agences montre que les gouvernements ont du mal à miner les réseaux par des taupes et des actions de terrain fiables. De plus, le GAFI a dû modifier son programme pour conserver le soutien de gouvernements puissants. Il avait failli mourir en été 2001 quand la toute fraîche administration Bush envisagea d'assouplir les lois américaines contre le blanchiment; les pays visés, enhardis, s'apprêtaient à refuser de se soumettre aux demandes du Groupe. Le 11 septembre a changé la position de l'administration. Le compromis s'est fait sur une demande politique : le GAFI – comme d'autres organisations – devait se focaliser sur le financement du terrorisme. Une tâche importante certainement, mais rien qu'une infime partie du problème.

Un travail inspiré par l'amour

Les gouvernements sont gravement handicapés par toutes sortes d'obstacles quand ils font la guerre aux réseaux trafiquants mondiaux. Cependant, surgit parfois des eaux troubles de la bureaucratie et des querelles interagences une arme secrète surprise : un héros. La lutte contre les trafics attire encore des personnages remarquables, qui se dévouent au bien public et s'engagent corps et âme pour arrêter les criminels. Plus que par la détermination, c'est un travail inspiré par l'amour, peut-être même une obsession.

Ces professionnels s'activent dans les environnements

les plus dangereux – des pays comme la Colombie par exemple, où l'infiltration de la vie publique par les trafiquants a fini par devenir un cliché. Déjà risquée pour un journaliste, la Colombie l'est encore davantage pour les juges et les procureurs. Peu de personnes auraient trouvé enviable le poste de Maria Cristina Chirolla, par exemple.

Quand Chirolla est devenue chef du Département contre le blanchiment des capitaux au bureau du procureur de l'Etat, elle a pris en charge une des activités judiciaires les plus dangereuses du monde. Sa tâche était de fermer les laboratoires de drogue dans la jungle colombienne, de saisir les villas, les avions et les autres biens des trafiquants, et d'infiltrer les réseaux financiers qui rapatrient des Etats-Unis les revenus de la cocaïne et de l'héroïne. Chirolla, la quarantaine, juriste scrupuleuse et passionnée, mènerait la barque. Elle devait affronter également les ennemis de l'intérieur – la corruption, les pots-de-vin. Tous ceux qui devaient l'aider dans sa tâche étaient potentiellement vulnérables : les enquêteurs, les gouverneurs régionaux, les officiers de police et militaires, les juges. Durant les raids, des soldats sans contrôle pouvaient faire main basse sur de l'argent et des drogues, et les garder pour eux. Les collègues de Chirolla n'étaient pas à l'abri non plus. Par la suite, on en accusa certains, qui avaient mené des opérations contre les trafiquants, de manquements graves à l'éthique de leur fonction. Chirolla reprit leurs dossiers et devint immédiatement la plus grande et la plus visible adversaire, donc une femme à abattre.

Il est difficile d'imaginer que seul le goût du droit a poussé Chirolla à assurer ce rôle, ou que l'ambition l'a rendue aveugle à ses risques mortels. L'histoire de son ascension est beaucoup plus personnelle et complexe. Chirolla était entrée dans l'administration au début des années 1990 comme adjointe du maire de Bogotá, respon-

sable d'un programme d'information et d'assistance aux personnes défavorisées et de réhabilitation des prostituées. C'est le temps passé dans la rue avec les travailleurs sociaux qui la mit face aux réalités du monde de la drogue – non l'attrait du danger que peut présenter le trafic international, mais la déchéance sordide des prostituées dans une spirale sans fin : la drogue pour apaiser la douleur, le sexe pour payer la drogue. Chirolla aida ces femmes à créer une organisation pour financer des programmes de réhabilitation et d'emploi, afin de briser le cycle prostitution/addiction. Elle finit par quitter son poste à la mairie et devint leur défenseur, jusqu'à ce qu'une des prostituées soit en mesure de prendre sa place.

L'histoire aurait pu s'arrêter là, mais Chirolla allait bientôt voir la tragédie de la drogue sous un autre angle – non plus au niveau de la rue, où l'addiction brisait des vies déjà désespérées, mais à celui du rôle, tout aussi catastrophique, de la Colombie dans le trafic de drogue mondial. Rejoignant le ministère de la Justice, Chirolla fut chargée de vérifier que le pays était bien en conformité avec les traités et conventions internationaux. En pratique, cela signifiait s'occuper des affaires de drogue : interpréter les traités, créer de nouvelles lois, assister les autres départements du gouvernement pour combattre la production et le trafic de drogue afin que la Colombie respecte bien ses engagements officiels. Sa compétence était telle qu'on lui demanda bientôt de contrôler tout ce qui concernait la drogue au ministère de la Santé. Là, sa vision s'élargit encore, d'une façon inattendue. Elle se rendit compte d'un paradoxe : tandis que la Colombie luttait contre le trafic et la vente de la drogue, les malades dans les hôpitaux et les cliniques souffraient inutilement parce qu'il n'y avait pas de narcotiques usuels, comme la morphine. Les volumes nécessaires étaient bas, mais le prix humain élevé. De plus,

lancer un programme public pour *distribuer* des narcotiques réclamait la coopération et un contrôle étroit des spécialistes de la santé tout au long du parcours jusqu'à l'hôpital. Non seulement Chirolla y réussit, mais le système qu'elle mit au point devint un modèle pour d'autres pays, adopté par l'Organisation des Etats américains.

En tant que procureur général, Chirolla est retournée à la justice et à la répression, « consciente qu'il n'y avait pas qu'un aspect dans le monde de la drogue ». Son aventure personnelle, qui lui a fait voir la cocaïne et l'héroïne non seulement comme un crime mais aussi sous leurs différents aspects sociaux, médicaux et économiques, lui a donné une approche passionnante des choses et la possibilité de mieux cibler ses efforts. Mais cette aventure, cet engagement, l'ont peut-être poussée à accepter de plus hauts niveaux de risque personnel alors que sa carrière progressait. Dans un documentaire de la télévision anglaise en 2004, elle déclarait avoir été informée d'une menace précise de mort de la part de paramilitaires de droite colombiens – et qu'elle se trouvait devoir choisir entre l'exécution ou l'exil. Pourtant, tout en calculant le coût personnel, elle se sentait encore le besoin de continuer. « C'est étrange, m'a-t-elle dit un jour, mais vous apprenez à vivre avec la pensée qu'il y a des gens vraiment mauvais qui cherchent à vous tuer. »

Elle n'est pas la seule. Chaque pays a ses croisés engagés qui continuent à se battre, malgré des conditions effrayantes et démoralisantes. Et à la fin, quels que soient le pouvoir et les moyens de l'Etat – alourdi par la bureaucratie, érodé par la corruption, compliqué par le protocole et les obstacles pratiques –, cela aboutit à de tels personnages. Des individus menés par des motivations personnelles autrement plus profondes et psychologiquement plus complexes que d'accomplir un travail de fonctionnaire et

de toucher une pension de l'Etat. Une libre fraternité devant la grande vague de la mondialisation – des combattants solitaires engagés chacun dans un combat parmi des milliers, et qu'on baptise héros une fois qu'ils sont tombés.

CHAPITRE 10

Citoyens contre criminels

Les enquêteurs réussirent un sacré coup. Se présentant comme des acheteurs désireux d'envoyer en Chine un chargement de merbau, un bois tropical de haute qualité dont l'Indonésie interdit l'exportation, ils avaient déniché un courtier à Djakarta qui leur raconta bien naïvement comment, avec ses collègues, ils violaient la loi. « En Indonésie, leur dit Yaman Yeo, tout est possible. » Il expliqua que sa concession de bois dans la province éloignée de Papouasie occidentale était gardée par des soldats à sa solde, qu'il utilisait des faux documents de Malaisie pour dissimuler l'origine réelle du bois et assura les enquêteurs qu'il avait des relations haut placées qui leur permettraient d'expédier le bois – bien sûr, contre rétribution. Son culot n'avait d'égal que sa naïveté, et il présentait sa société sur son site Internet comme « soucieuse de l'environnement ». En réalité, comme le savaient les enquêteurs, Yeo et ses confrères profitaient de zones grises légales, intimidaient les populations indigènes locales, et avec des pots-de-vin et la complicité officielle, procédaient

chaque année, sur une surface aussi grande que la Suisse, à la déforestation de la Papouasie, la troisième plus grande forêt tropicale du monde, où se trouvent des milliers d'espèces uniques de plantes et d'animaux.

Les agents infiltrés reconstituèrent le système. En Papouasie même, ils trouvèrent des membres d'une communauté qui leur expliquèrent comment les trafiquants de bois avaient trompé les villageois ; ils leur avaient fait signer un accord de coopération leur donnant accès aux terres tribales en échange de modestes compensations – une moto, une église pour la ville – sans commune mesure avec les immenses profits qu'ils en retiraient. Quand les villageois voulurent protester, ils furent menacés par des soldats complices des trafiquants. En remontant la filière des courtiers à Singapour et Hong-Kong, les agents finirent à Zhangjiagang, une ville portuaire près de Shanghai qui était devenue en moins de cinq ans « probablement le plus grand centre de commerce de bois tropicaux du monde ». La Chine avait des besoins grandissants de bois pour la construction d'immeubles d'habitation et la fabrication de parquets et de meubles pour l'exportation. Environ 600 000 mètres cubes de merbau indonésien illégal arrivent chaque année avec des faux documents, a déclaré un marchand de Hong-Kong. « Ils fabriquent tout le lot [de documents]. Je suis un expert en la matière. »

Une bien belle preuve, grâce à l'excellent travail des agents infiltrés. Sauf que ces agents n'étaient pas des flics. C'étaient des militants de l'Environmental Investigation Agency (EIA), qui n'est pas une antenne de la police mais une ONG basée à Londres, et de son partenaire, le groupe indonésien Telapak, basé à Bogor. Leurs méthodes, cependant, montrent que les ONG ont progressé depuis le stéréotype qui les définissait, et encore parfois aujourd'hui, comme organisations « caritatives ». La sur-

veillance, l'expertise et la clandestinité sont les nouvelles armes des groupes activistes qui se battent contre les commerces illicites.

Les souricières aussi. En mars 2003, à peu près à la date où l'équipe de l'EIA battait la campagne autour de villages reculés à la pointe de la Papouasie, au Cambodge une autre équipe d'une ONG travaillant sous couvert essayait d'entraîner la police dans une action conjointe contre des trafiquants d'un autre type : ceux qui prostituent les enfants. Cette fois, les agents travaillaient pour une organisation américaine, International Justice Mission, basée en Virginie. Leurs cibles étaient les bordels de Svay Pak, un village pratiquement en ruine près de Phnom Penh, célèbre dans le sordide monde des touristes pédophiles. Là, toute la journée, des rabatteurs envoyaient des adolescentes se proposer aux étrangers et aux touristes qui prenaient le frais aux terrasses poussiéreuses de tavernes délabrées. Dans les bordels, les enfants étaient encore plus jeunes. Ils venaient de tout le Cambodge, ou du Viêtnam et de Chine, souvent pour être revendus en Malaisie ou en Thaïlande. Rien n'empêchait Svay Pak de fonctionner au grand jour. Un journaliste anglais avait vu un policier local se promener devant la porte d'un bordel et ramasser en passant une enveloppe – un échange courant.

Il était clair qu'il fallait fermer Svay Pak. Le problème était que cela avait déjà été tenté, en vain. Des forces de police de la capitale avaient fait des descentes, mais les rabatteurs semblaient connaître les dates à l'avance. Les proxénètes et les patronnes des bordels avaient eu le temps de fermer boutique. Ceux qui avaient été arrêtés revenaient très rapidement, après avoir graissé quelques pattes au commissariat. Tout cela était bien familier, presque rituel. La chose s'était encore produite à peine deux mois avant que IJM arrive. Le chef de la police locale avait alors

déclaré à un journaliste que « la fermeture serait permanente cette fois ». Mais Svay Pak revenait toujours à ses vieilles et détestables habitudes. L'équipe d'IJM avait donc choisi une nouvelle approche. Ils ne s'étaient pas contentés d'engager d'anciens officiers de police, des enquêteurs locaux, et enfin une agence de détectives internationale pour s'informer des activités des bordels ; ils étaient venus, le jour de la rafle, avec l'équipe d'un programme populaire de la télévision américaine, *Dateline NBC*. Quelques jours plus tôt, des reporters télé avaient rejoint les enquêteurs pour s'introduire dans les bordels avec des caméras cachées. Ils revenaient filmer la rafle pour leurs téléspectateurs.

Finalement, celle-ci ne fut pas un vrai succès. Des rabatteurs s'étaient méfiés et tenus à distance du piège où les agents avaient essayé de les attirer. Cependant, un certain nombre d'entre eux furent malgré tout arrêtés, et trente-sept jeunes victimes envoyées dans un refuge qu'une ONG locale avait installé. Beaucoup s'en échappèrent plus tard en faisant le mur, probablement pour retourner au bordel. Mais pour IJM, organisation évangélique chrétienne, sauver une seule victime, c'est déjà bien.

Le temps des militants

Comme ces histoires l'illustrent bien, la lutte contre le commerce illicite n'est pas réservée aux gouvernements et aux organisations internationales. Bien au contraire : les ONG font désormais partie du tableau, parce qu'elles sont devenues très actives au cours de la dernière décennie et aussi parce qu'elles apportent des outils et des compétences dont manquent souvent les gouvernements. Ainsi des

grandes sociétés et entreprises qui ont pris la tête de la lutte dans des secteurs où leur réputation et leurs profits pourraient être mis en péril. Les lieux communs que les sociologues utilisent pour les définir, « société civile », ou pire, « acteurs non étatiques », disent mal l'incroyable diversité et la vitalité de ces intervenants privés dans la bataille – et qui ont un rôle essentiel à jouer pour trouver des solutions.

Ce boom est la marque des années 1990, qui ont vu non seulement arriver de nouvelles organisations non gouvernementales, en particulier dans les pays en développement, mais aussi l'expansion internationale de celles qui existaient déjà. Certaines se voulaient mondiales : Transparency International, par exemple, un groupe à but non lucratif, déterminé à combattre la corruption, créé en 1993 avec un programme global, et des correspondants dans plusieurs pays. D'autres se manifestaient par des campagnes locales, des organisations traditionnelles de secours, et des actions militantes de toutes sortes en groupes ou de plus en plus par des indépendants. Les fondations, les groupes de réflexion et les instituts de recherche jouaient également un rôle actif.

Les entreprises se sont aussi largement impliquées dans ces actions internationales par le biais d'organisations professionnelles, de programmes philanthropiques, de campagnes d'information, telles de bonnes « entreprises citoyennes ». Le rôle des médias s'est également transformé : quoique les journaux aient toujours joué le rôle de tribunes virulentes, depuis la fin de la guerre froide et l'explosion d'une presse libre un peu partout, la presse d'information et d'opinion est devenue plus active et plus agressive que jamais. Les nouveaux moyens de communication, des technologies de vidéo par satellite aux minicaméras et aux blogs, n'ont fait qu'accentuer la tendance.

A cette allure et avec son champ géographique, l'évolution de l'action internationale concertée des militants ressemble à celle du crime. Après tout, les nouvelles politiques et technologies qui ont permis aux réseaux criminels de s'étendre aident de même les réseaux champions de l'esprit civique. La collaboration étroite de l'EIA avec ses collègues indonésiens de Telapak n'aurait pas pu fonctionner il y a vingt ans. Ni les conditions politiques ni les outils n'existaient alors. Mais les ONG peuvent maintenant travailler facilement avec leurs homologues de la planète, tout comme des réseaux criminels peuvent coordonner leurs activités pratiquement sans limitations géographiques – les deux ayant un immense avantage sur les gouvernements qui peuvent essayer de les rattraper, mais sans espoir de jamais les égaler.

Ainsi armées, les ONG se distinguent dans la lutte contre le trafic en faisant ce que les gouvernements ne peuvent ou ne veulent pas faire. D'abord, elles sont en mesure de travailler hors des frontières sans qu'il soit besoin de négociations diplomatiques fastidieuses. Les plus importantes ONG mondiales – aux noms familiers, Human Rights Watch, Greenpeace, Oxfam, CARE – ont des bureaux dans des dizaines de pays, avec du personnel local expérimenté. Mais les ONG locales se sont aussi développées en formant des partenariats internationaux, grâce aux ressources, à l'assistance technique et aux compétences que des organisations de pays riches peuvent leur apporter. Il en va de même pour les ONG mondiales ou les fondations internationales, telles la Ford Foundation ou l'Open Society Institute.

Ensuite, les ONG sont en mesure de collecter des fonds – internationalement si nécessaire – et les consacrer à une cause spécifique choisie par leurs sympathisants, contrairement aux gouvernements qui doivent mettre en balance

la lutte contre les trafics avec des centaines d'autres priorités budgétaires. Le contribuable ne peut pas déterminer ce que lui rapportent les moyens investis avec ses impôts contre les trafics. Mais il lui est plus facile de juger si l'ONG dont il a encouragé l'activité a bien rempli son programme et mérite toujours son soutien. La concurrence entre groupes de pression pour collecter des fonds peut les amener à cibler très précisément leur objectif, et un petit groupe qui se lance peut vite devenir très influent si son activité est jugée cruciale et bien menée.

Autre avantage sur les gouvernements, ces groupes peuvent dénoncer la corruption, galvaniser aussi les médias en alimentant les journalistes en sujets et en lançant des campagnes sophistiquées d'information. L'action concertée des militants est devenue un vrai métier à l'échelle mondiale, avec ses innovateurs, ses pratiques et ses icônes – et aussi ses avocats, ses publicitaires, ses collecteurs de fonds, ses conseillers bénévoles et autres fournisseurs de services désireux de proposer leurs savoir-faire. Quels que soient les nobles objectifs que beaucoup défendent, les résultats qu'ils obtiendront dépendent de considérations plus ordinaires – méthode, compétence, intégrité financière, moyens de communication, recrutement, etc. Ce qui les différencie encore du fonctionnarisme qui est la caractéristique des agences gouvernementales et des services de sécurité.

L'atout des ONG réside surtout dans leur art – dans certains cas, leur prédilection – de pousser à la roue, trouver de nouvelles méthodes agressives pour constituer des dossiers sur les sujets qui les préoccupent, encourager la prise de conscience et le contrôle. Cela est dû, dans une large mesure, au fait que beaucoup des militants sont des idéalistes – mais comme beaucoup de ceux qui choisissent d'entrer dans la fonction publique. Les gouvernements ne

sont pas seulement tenus par leurs propres frontières, mais aussi par la procédure : du fait de leur responsabilité, nous attendons des fonctionnaires qu'ils respectent des méthodes et des règles fixées par la loi, et nous sommes inquiets quand ils ne le font pas. Mais le privé est libre de faire tout ce qui n'est pas spécifiquement interdit – ce qui signifie qu'il peut expérimenter, changer d'objectif, n'étant dépendant que des intérêts des sympathisants et des compétences du personnel.

Ce que les ONG font de cette latitude varie, bien entendu. Celles qui s'intéressent aux commerces illicites ont en général des motivations morales : mettre fin à l'exploitation de l'homme et à l'esclavage, protéger les espèces en danger, prévenir la dégradation de l'environnement, aider les drogués à se désintoxiquer, arrêter les flux d'argent destiné aux rebelles et aux dictateurs. Mais leurs idées sur la façon de les aborder, qu'elles soient dictées par une idéologie politique, la religion ou la compassion, peuvent être diamétralement opposées ou même en conflit, ce qui mène aussi inévitablement à des différences dans les méthodes. En Asie du Sud-Est, par exemple, les militants d'IJM qui voulaient fermer les bordels d'enfants ont eu des difficultés pour travailler avec les ONG locales, comme le Cambodian Women's Crisis Center ou l'Afesip (Agir pour les femmes en situation précaire), créée par un couple franco-cambodgien. Ce n'était pas un désaccord sur le fond (la nature ignoble du trafic d'enfants) mais sur les méthodes. Les ONG locales se plaignaient qu'IJM mette l'accent sur la rafle spectaculaire, mais de courte portée, le « sauvetage », qu'ils trouvaient contre-productive pour une action de longue durée de réhabilitation des victimes grâce à laquelle les enfants pourraient apprendre des métiers plutôt que de retourner au bordel.

Parfois les différences tiennent dans le point de vue des

ONG sur leurs propres actions. Le trafic des êtres humains peut être abordé dans le sens des droits des enfants et des femmes, de la pauvreté ou des conditions de travail. Le Solidarity Center, par exemple, une ONG qui dépend de AFL-CIO, la principale fédération syndicale américaine, envisage le trafic des êtres humains sous l'angle des ateliers clandestins et des conditions de travail abusives – moins horribles que l'esclavage ou la coercition sexuelle, mais néanmoins importants. Les réseaux d'organisations qui protègent les immigrés clandestins, mettant l'accent sur les droits de l'homme, sont beaucoup plus discrets.

Ces différences, cependant, peuvent aussi cacher des motivations moins altruistes. Un débat, qui peut affecter l'action contre le trafic des êtres humains, oppose ceux qui voient la prostitution comme une exploitation à ceux qui préféreraient plutôt la légalisation de la profession. En Russie, par exemple, la Coalition Angel réclamait l'illégalité et la répression de la prostitution pour mettre fin au trafic, tandis que d'autres groupes de la société civile penchaient pour la libéralisation – groupes derrière lesquels il y avait, comme le suspectait la Coalition Angel, des politiciens corrompus impliqués dans la prostitution. Et bien sûr, certaines ONG craignent que des mesures contre les trafics mettent en péril leur propre domaine ; la National Rifle Association, aux Etats-Unis, opposée à la réglementation internationale des armes de petit calibre, en est un exemple notable.

Vendre l'objectif

Les militants tiennent-ils leurs engagements ? Si on parle d'information et de prise de conscience, la réponse

est oui. Beaucoup de sources d'information parmi les plus réputées et les plus complètes sur le commerce illicite ne sont pas des organisations officielles, mais plutôt des ONG, des fondations et des instituts spécialisés. L'annuaire *Small Arms Survey*, par exemple, est devenu la principale source d'information mondiale sur le commerce des armes. Publié par l'Institut Universitaire des Hautes Etudes Internationales de Genève, il ne figure peut-être pas dans les bibliothèques privées, mais il est très influent dans les cercles politiques. Human Rights Watch, Global Witness, Amnesty International, Greenpeace et Oxfam sont des références dans leur domaine. De petites ONG de pays en développement font d'énormes efforts là où les gouvernements ont échoué. Viva Rio, une ONG contre la violence au Brésil, a organisé le premier centre civil de collecte des armes. Par mesure de prévention, ses collaborateurs mettent les armes hors d'état *avant* de les remettre à la police.

Leur maîtrise des données permet aux ONG de négocier avec une autorité grandissante avec les gouvernements, d'obtenir une nouvelle législation ou l'attribution de fonds pour un objectif qu'elles défendent. Là encore les efforts les plus visibles concernent le trafic des êtres humains. Ainsi par exemple, la loi adoptée par les Etats-Unis en 2000, le Victims of Trafficking Protection Act, doit beaucoup à l'action commune d'organisations évangéliques chrétiennes et de groupes de pression libéraux. En Russie, les dirigeants de la Coalition Angel ont aidé à faire passer en 2003 la première loi du pays contre les trafics.

Usant de la persuasion et du lobbying pour faire adopter des lois, les militants ont aussi un rôle majeur comme incubateurs et diffuseurs de nouvelles idées. Comme le concept de « réduction des dommages », que les militants appliquent généralement au trafic de drogue. Il s'agit de

calculer l'effet total des drogues et de leur trafic et de vérifier si chaque nouvelle mesure réduit les dommages ou les augmente. En pratique, cela signifie investir dans la prévention et le traitement, et envisager de décriminaliser et de légaliser certaines drogues. Le sujet peut être politiquement délicat. On préfère l'enrober dans un vocabulaire technique le situant sur le terrain de l'économie plutôt que de la politique. Ethan Nadelmann, un militant influent de la réduction des dommages aux Etats-Unis, n'est pas un activiste radical mais plutôt un sociologue, un auteur respecté, diplômé en droit et en sciences politiques de Harvard. Il est tombé dans la politique en matière de drogue un peu par accident, en cherchant des sujets de cours pour l'Université. Depuis 1994, il est à la tête de la Drug Policy Alliance, un groupe qui milite avec énergie pour la réduction des dommages, soutenu financièrement par le philanthrope George Soros.

L'information, c'est bien ; les idées, c'est encore mieux. Mais *quid* des résultats concrets ? On trouve pas mal de petites réussites – rafles chez des trafiquants, dénonciation de politiciens corrompus, adoption de nouvelles lois – qui doivent beaucoup aux efforts des militants. Cependant, l'expansion suivie des commerces illicites depuis 1990 – en parallèle avec le boom de l'activité économique internationale – montre que les militants ne peuvent renverser seuls les courants. Malgré les avantages opérationnels qu'ils possèdent sur les gouvernements, les militants sont aussi tenus que les bureaucraties par deux éléments : les moyens et une vision limitée. Si les gouvernements ont du mal à disposer d'autant de ressources que les trafiquants, les organisations non gouvernementales doivent faire face à des problèmes encore plus grands. Comme les gouvernements, elles sont handicapées par leur spécialisation, et donc par leur vision partiale : l'attention portée sur un seul

aspect de l'objectif, une partie de l'éléphant, au risque d'ignorer celle sur laquelle les trafiquants prospèrent. Les groupes de pression sont en fait presque forcés, d'une certaine manière, de garder des œillères parce que la compétition pour trouver de l'argent est rude et que le public est inconstant et volatile.

On le sait, certains objectifs « vendent » mieux que d'autres. En général, plus le sujet est fort et dramatisé – la fin du trafic sexuel des enfants en Europe de l'Est, la protection des espèces en danger, la formation des planteurs de coca à une culture alternative –, plus la cause est facile à vendre et les fonds à trouver. Elle gagne le droit à la parole. Le choix des objectifs par les militants est le résultat d'une sorte de concurrence entre plusieurs causes sociales, ou du moins entre les mots et les images qui seront utilisés pour les représenter. Ce qu'ils collecteront dépend en très grande partie de leurs talents en la matière. Les militants trouveront du soutien et des fonds auprès des philanthropes, des directions d'entreprises, des croyants dans les églises et les mosquées, ou des donateurs modestes qui mettront leur petite monnaie dans des boîtes de collecte, sponsoriseront un coureur de marathon ou achèteront un calendrier. Beaucoup de groupes estimables continuent aussi de travailler avec des moyens modestes et loin des projecteurs.

La force des ONG devient ainsi leur principale faiblesse quand il s'agit de lutter contre le commerce illicite. Leur capacité à réunir des fonds et à cerner intelligemment un problème leur donne beaucoup d'influence, mais cela les oblige également à se spécialiser. Or se déterminer contre une seule forme de commerce illicite tient difficilement la route quand les trafiquants adoptent des tactiques très flexibles et, comme on l'a vu, passent rapidement d'une « ligne de produit » à l'autre.

Par ailleurs, il n'est pas sûr que les initiatives des ONG « vendues » au public (et autres donateurs) dans les pays riches soient utiles aux militants locaux des pays en développement, qui doivent traiter le trafic dans des conditions complètement différentes – dans des contextes de grande misère, de changements économiques et sociaux accélérés ou de guerre civile. Les ONG qui réussissent le mieux préfèrent en général centraliser leurs efforts et dépenser l'argent collecté auprès des pays occidentaux dans les « pays à la source » des trafics d'esclaves, d'animaux, de drogue, et autres. Même si de tels programmes sont en eux-mêmes dignes de louanges, ils ont peu d'effet sur le commerce illicite à moins qu'on arrive à convaincre le public occidental de ne pas rechercher les produits des trafics.

Business Brigades

Voici la police des logiciels. Non, ce n'est pas non plus une force de police officielle. Mais comme les ONG avec leurs enquêteurs, les principales entreprises se sont mises d'accord pour régler elles-mêmes leurs problèmes face au commerce illicite et leur organisation commence à ressembler à une force de police traditionnelle : la Business Software Alliance, consortium de vingt-six grands noms internationaux, d'Adobe à Veritas en passant par Avid, Intel, Microsoft et Symantec. Depuis le milieu des années 1990, la BSA s'est donné pour mission de sévir contre les utilisateurs de logiciels sans licence ou frauduleux là où ils sont. Comme on l'a vu au chapitre 6, cela signifie partout. La BSA a ouvert des bureaux dans une douzaine de pays répartis sur trois continents, dont des *hotlines* pour signaler la fraude.

Le groupe fait beaucoup plus que de recevoir des tuyaux. Il contrôle. Avec ses propres enquêteurs professionnels, d'autres qu'il engage et, quand c'est possible, avec l'aide de la police locale, la BSA s'est fait une spécialité de débarquer sur les sites où l'on fabrique et utilise des logiciels illégaux – le crime en col blanc par excellence de l'ère cyber. La descente, qui avait duré quinze heures, faite en 1997 chez un fabricant de logiciels sur CD-ROM de Singapour, par exemple, n'avait rien à envier aux actions de terrain des polices des pays auxquels appartenaient les enquêteurs, des Américains, des Australiens et des Chinois de Hong-Kong. La police de Singapour était présente mais laissait l'initiative à l'équipe de privés, qui avaient suivi la piste d'un achat clandestin de 10 000 CD-ROM illégaux auprès d'une autre société de Singapour.

Déployer une force de police internationale quand ce n'est pas votre activité régulière revient cher. Beaucoup de fabricants vous diront qu'ils n'ont pas le choix. Le volume des contrefaçons est tel, et la faiblesse des gouvernements par rapport aux contrefacteurs si évidente, que l'industrie n'a d'autre solution que d'en assumer elle-même la charge. En Chine, l'industrie pharmaceutique a engagé des sociétés privées de sécurité pour l'aider à dénicher les contrefaçons de ses produits de marque. C'est un travail frustrant : le *Washington Post* a rapporté en 2002 le cas d'une société de sécurité à Guangzhou, appelée « Loup Souriant Conseils », qui avait fait dix descentes dans des lieux où de faux médicaments étaient fabriqués sans jamais y trouver un responsable. Son directeur, Liu Dianlin, avait confié au *Post* que c'était une tâche de Sisyphe. « Vous en fermez un, ils déménagent ailleurs. Il est pratiquement impossible de les arrêter. Nous gérons le problème plus que nous ne le réglons. » Ce qui peut être finalement intéressant pour la

société de Liu, mais pas bon du tout pour les entreprises qui l'emploient.

Et pourtant il n'y a pas d'alternative. Ces opérations ont eu lieu *après* que le gouvernement chinois a pris des initiatives pour mettre fin à la contrefaçon. Même avec la loi et l'ordre venant du sommet, la police locale a peu l'envie, ou les moyens, de tomber sur le dos de contrefacteurs furtifs – à supposer qu'ils n'ont pas des liens avec elle. En Chine et ailleurs, les enquêteurs des entreprises doivent eux-mêmes arriver à convaincre les autorités de monter une souricière, souvent en fournissant les preuves et les véhicules pour l'opération – et ils doivent aussi courtiser les chefs de la police afin de s'attirer leurs bonnes grâces.

La police des entreprises adore les informateurs, et sait comment les entretenir. En Grande-Bretagne, celui qui signale une infraction de magnitude conséquente – par exemple une société de moyenne importance qui travaille avec des logiciels sans licence – peut gagner jusqu'à 10 000 livres. Passant du rôle de la police à celui du procureur, la BSA ou son agent local informe alors la société que sa fraude a été repérée et propose de négocier un accord. L'offre sert des buts multiples. D'abord, elle permet à une société de bonne foi, inconsciente de l'infraction, de la régler au mieux, dans des conditions (relativement) intéressantes. Ensuite, elle évite à la BSA le coût de la seconde étape, les poursuites judiciaires. Mais il y a aussi une troisième raison, et c'est là où l'analogie avec la police ne tient plus. L'industrie des logiciels préfère éviter la procédure quand elle peut transformer un utilisateur illicite en un utilisateur légal, et le garder désormais comme client.

Décidément, les associations d'entreprises ne sont plus ce qu'elles étaient. Faire pression auprès des administra-

tions pour légiférer et réglementer a été longtemps une pratique pertinente et continue de l'être. La BSA, par exemple, a fait du lobbying auprès de la Chine pour que le piratage des logiciels soit reconnu comme un délit, ce qui permet à l'association de poursuivre les contrevenants, et en 2002, la Cour suprême chinoise a pris une décision à cet effet. Mais les risques auxquels les expose le commerce illicite ont obligé les groupes industriels à affirmer leur rôle s'ils veulent éviter d'être accusés d'incompétence. Moins de tournois de golf et de déjeuners avec les politiciens, plus de caméras de surveillance, d'achats piégés, et de contrôles de l'activité sur Internet. Quelque chose est en jeu que le business comprend très bien : le profit. Conséquence de cette avalanche de produits copiés, de modèles volés et de logiciels piratés qui constituent le marché mondial des contrefaçons, les barrières – la méfiance et le secret – qui séparaient naturellement les entreprises concurrentes sont tombées, et les rivales sont devenues partenaires pour des raisons de survie. Leurs associations, les mieux placées pour remplir ce rôle, sont désormais des centres de recherche et de collecte de données, des bureaux d'information, d'enquête et de contrôle – tout l'attirail de défense et d'attaque d'une corporation moderne, sinon plus.

Les industries qui ont beaucoup gagné grâce aux nouvelles technologies d'information et de communication, et qui ont donc beaucoup à perdre, sont les plus agressives. Avec la BSA, la Motion Picture Association (MPA) et la Fédération Internationale de l'Industrie Phonographique (IFPI) se montrent les plus actives et poursuivent le piratage des CD et des DVD et les téléchargements illégaux sur Internet. Ces organisations reflètent la composition de chaque industrie. Domiciliée à Washington, la BSA a une dominante de membres américains. La MPA est une

émanation directe de la Motion Picture Association of America, longtemps représentée par son chef, le célèbre et politiquement très influent Jack Valenti, qui a pris sa retraite en 2004. Quant à l'IFPI, au champ plus large constitué par les principales maisons de disques, basée à Londres, elle est, assez logiquement, la plus ancienne de ces associations. Mais tout le monde est concerné, et la contrefaçon est autant le souci des fabricants de moteurs ou de valves que de Rolex ou de jeux vidéo. S'en faisant l'écho, la Chambre de Commerce internationale, à Paris, a lancé en 2005 un ambitieux programme pluri-industries, le Plan d'action du monde de l'entreprise pour mettre un terme à la contrefaçon et au piratage (BASCAP).

S'organiser pour combattre la contrefaçon se comprend fort bien. Mais l'industrie doit aussi jouer un rôle dans la lutte contre d'autres formes de commerces illicites – des produits dont l'usage risque d'être détourné. L'American Chemical Council, par exemple, travaille régulièrement avec la Drug Enforcement Administration pour repérer les achats douteux et les fournitures de produits chimiques qui peuvent servir dans les labos de cocaïne. Les associations de banques ont créé des unités spécialisées qui mettent au point les meilleures techniques contre le blanchiment, et souvent essaient d'instituer leurs propres règles avant même que les autorités n'en imposent. Les associations d'entreprises et les organismes professionnels comptables développent des systèmes pour repérer le blanchiment d'argent et la fraude. Le monde des affaires intervient d'autres manières, moins directes mais néanmoins significatives, sur le terrain du commerce illicite. Faire pression par exemple afin d'obtenir des visas pour des travailleurs qualifiés en Europe et aux Etats-Unis se répercute sur le marché mondial de « l'assistance » à l'immigration illégale. Ces activités vont de pair, d'une certaine façon, avec

l'effet général que les décisions des grandes entreprises ont sur leur environnement politique et économique. Cependant, la leçon à tirer de la police des logiciels et de ses équivalents est que l'instinct vital de protection de l'industrie est – potentiellement – une force positive dans la lutte contre le trafic.

Reporters dans la ligne de mire

Les ennemis non gouvernementaux des trafiquants prennent des risques. Certains en meurent. Des enquêteurs qui travaillaient clandestinement pour les ONG et les groupes d'entreprises se sont trouvés parfois dans des situations dangereuses. Mais parmi les ennemis des trafiquants, ce sont les journalistes qui sont le plus souvent dans la ligne de mire. Littéralement. Selon une autre ONG, le Committee to Protect Journalists, basé à New York, un nombre important de journalistes sont attaqués et tués chaque année, victimes des trafiquants sur lesquels ils enquêtaient. Cela révèle, de façon macabre, par qui les trafiquants se sentent le plus menacés. Cependant, quoique le public soit bien informé des cas de grands reporters enlevés et tués par des terroristes, les histoires de journalistes d'investigation attaqués à cause de leur reportage sur des trafiquants sont beaucoup moins connus. On a peu entendu parler, par exemple, du Pakistanais Sufi Mohammed Khan, abattu à Karachi en 2000 pour avoir enquêté sur la prostitution et le trafic de drogue. Bien que l'assassin ait été rapidement arrêté, ceux qui étaient derrière lui sont restés dans l'ombre. Il s'agirait, entre autres, d'une famille impliquée dans un trafic de jeunes femmes contraintes à la prostitution en Inde.

Parfois, les victimes appartiennent au gratin de la profession dans leur pays. C'était le cas de Georgy Gongadze, un journaliste ukrainien décapité en 2000, cas délibérément ignoré par le gouvernement jusqu'à la « révolution orange » qui a amené quatre ans plus tard au pouvoir le leader de l'opposition, Viktor Yushchenko. Un reporter de la télévision brésilienne, Tim Lopes, a obtenu en 2001 l'équivalent au Brésil du prix Pulitzer pour un reportage sur le trafic de drogue à Rio de Janeiro. L'année suivante, des racketteurs à la solde d'un des caïds de la drogue de Rio ont kidnappé Lopes, l'ont battu et condamné à mort au cours d'une farce de procès, exécutant la « sentence » avec une épée.

Bien entendu, le « point zéro » de beaucoup de commerces illicites de la planète est aussi un des lieux les plus dangereux pour un journaliste d'investigation : la frontière mexicaine avec les Etats-Unis – ce qui signifie en pratique une large bande dans le nord du Mexique, d'une côte à l'autre. A Matamaros, sur le Golfe, le directeur d'un journal, Antonio Martínez Guttiérez, a été torturé puis tué de quatre balles dans la tête en mars 2001. Les soupçons pèsent entre autres sur des trafiquants de drogue et des passeurs, à propos desquels son journal avait enquêté. Un éditorialiste, syndicaliste engagé, Francisco Arratia, a subi un sort similaire en août 2004. A Tijuana, le reporter local le plus connu qui enquêtait sur les trafics, Jesus Blancornelas, fondateur et rédacteur en chef du magazine indépendant *Zeta*, a été gravement blessé par balle en 1997 mais a survécu. En juin 2004, son corédacteur en chef, Francisco Ortiz, a eu moins de chance. Après plusieurs années passées à vivre sous l'œil attentif de gardes du corps, Blancornelas a fini par s'en lasser. Il a confié à l'agence Reuters en 2005 : « Je regrette d'avoir créé *Zeta*. »

De toute évidence, le risque pour les médias est propor-

tionnel à leur importance aux yeux des trafiquants. Le journaliste bénéficie d'une tribune comme peu d'ONG en ont, même les plus influentes. Intrépide, il peut monter un dossier qui fera tomber un secteur particulier du trafic, ou davantage. Un journaliste d'investigation poursuit souvent ses recherches avec obstination, sinon obsession, pour faire aboutir une enquête. Un observatoire américain, le Center for Public Integrity, a formé ainsi une équipe de journalistes pour enquêter sur certains sujets. Cette équipe, baptisée International Consortium of Investigative Journalistes (ICIJ), a publié une enquête détaillée sur le commerce international des armes, entre autres sujets.

Cependant, il est évident que les journalistes ne peuvent à eux seuls défaire un réseau, tout au plus peut-être interrompre brièvement l'une ou l'autre des chaînes d'approvisionnement ou du circuit de distribution. Paradoxalement, c'est peut-être la fiction populaire, dans les livres et les films, qui a le plus de chance de révéler au public les réalités complexes du commerce illicite. Mais pour une œuvre comme le film de Steven Soderbergh, *Traffic* (2000), dont beaucoup de spectateurs avertis ont apprécié la qualité documentaire, combien d'autres décrivent les réseaux de trafics de façon au pire absurde, et au mieux dépassée ?

Petites batailles, grande guerre

En 1997, Jessica Mathews, actuelle présidente de la Fondation Carnegie pour la paix internationale, a écrit un article souvent cité, intitulé « Changement de pouvoir », dans lequel elle dit ceci :

« La fin de la guerre froide n'a pas apporté un réajuste-

ment entre les Etats, mais une nouvelle redistribution des pouvoirs entre les Etats, les marchés et la société civile. Les gouvernements nationaux ne sont pas simplement en train de perdre leur autonomie dans une économie mondialisée. Ils partagent des pouvoirs – y compris les rôles politique, social et de sécurité qui sont au cœur de leur souveraineté – avec des entreprises, des organisations internationales et une multitude de groupes de citoyens, reconnus comme organisations non gouvernementales (ONG). La concentration permanente du pouvoir dans les mains des Etats qui a commencé en 1648 avec le traité de Westphalie n'est plus, au moins pour un temps. »

Mathews a raison. Le commerce illicite n'est pas une exception à la dynamique qu'elle a identifiée. Tandis que les gouvernements ont du mal à lutter contre les trafics, de plus en plus d'organisations privées ont surgi et se mobilisent pour remplir le vide. Elles font partie des éléments les plus bienveillants des nouveaux groupes de la société civile qui ont soudain pris du pouvoir avec la globalisation. Le problème est qu'elles se dressent contre un ennemi qui est renforcé par exactement les mêmes facteurs. Résultat, elles gagnent certaines batailles, mais elles sont engagées dans une rude et longue guerre.

Dans ce combat, elles font preuve de certaines faiblesses inhérentes à leur statut. L'une est qu'elles sont divisées. Contrairement aux entreprises illicites, motivées par la valeur universelle du profit, elles sont animées par des idéaux, qui diffèrent fortement d'un militant à l'autre, d'un groupe à l'autre. Jusqu'à présent, cette fragmentation a été un handicap dans les actions que les ONG et les groupes d'entreprises ont par ailleurs réussies dans certains domaines et lieux particuliers – le tourisme sexuel au Cambodge, le bois tropical en Indonésie, les « diamants de conflit » en Sierra Leone, les CD piratés à New York. Malgré des

victoires sur des fronts spécifiques, reste la frustration de savoir que les réseaux trafiquants s'adaptent et se regroupent même quand une entreprise n'a plus de fournitures suspectes ou que les dealers ne sont plus dans les rues.

Les militants ont également des motifs cachés. Ils peuvent être altruistes et pourtant en conflit, parce qu'ils proviennent de mondes et de systèmes moraux différents. Les motivations religieuses sont particulièrement chargées. Des religieuses ont été tuées au Brésil parce qu'elles menaçaient de signaler des trafiquants de bois et au Mozambique des trafiquants d'organes. Mais certains militants religieux sont aussi très critiqués pour leur prosélytisme auprès de la population – les victimes du trafic, par exemple – qu'ils étaient venus aider. L'alliance des groupes féministes et des groupes évangélistes pour soutenir la législation contre toutes les formes d'esclavage aux Etats-Unis peut être considérée comme un succès, mais elle est aussi extrêmement fragile par nature et n'entreprendra sans doute pas d'autres actions communes.

De la même façon, des motivations économiques et morales ont des chances à certain moment de se rejoindre sur un sujet d'un intérêt mutuel, tout en gardant des différences drastiques dans leurs approches commerciales et militantes. Tandis que les militants peuvent s'entendre avec les organisations des industries pharmaceutiques, par exemple, sur la nécessité d'arrêter la diffusion de contrefaçons dangereuses ou inefficaces, leurs opinions peuvent diverger quand il s'agit de décider comment accélérer la distribution de médicaments moins chers dans les pays en développement.

Ces mésententes n'empêchent pas nécessairement de travailler ensemble. Plus inquiétant est le danger que les trafiquants infiltrent les groupes de pression. Et le nouvel intérêt que la société civile porte à l'aide financière inter-

nationale a conduit, inévitablement, à la prolifération dans beaucoup de pays d'organisations qui se baptisent elles-mêmes ONG sans qu'on sache toujours qui les soutient. Autres composants de la société civile, les médias peuvent braquer le projecteur sur ce qui marche et démasquer les imposteurs. Mais l'attention des médias a tendance, bien sûr, à être versatile et brève.

Cependant, il ne faut pas accuser les militants d'inefficacité. Ils ont été très efficaces dans leurs domaines – suffisamment du moins pour arrêter certains criminels, libérer des victimes et faire cesser des commerces illicites en ménageant risques et récompenses. Mais miner la progression du trafic dans son ensemble est un projet beaucoup trop vaste, qui va bien au-delà de ce qu'il est raisonnable d'attendre d'une entreprise civique ou commerciale. Sans la prise de conscience générale du commerce illicite comme un tout intégré, un aspect intimement lié au marché mondial « légitime » – et des politiques gouvernementales qui répondent à cette réalité –, les groupes privés et civiques doivent souvent se contenter de livrer des petites batailles qui ne peuvent pas faire gagner la guerre.

CHAPITRE 11

Pourquoi nous perdons

Qu'ont en commun tous ces commerces illicites ? La réponse la plus immédiate est qu'ils sont grands et qu'ils se développent. Le corollaire à cette conclusion est que, dans tous les cas et en dépit d'efforts massifs, les gouvernements n'arrivent pas à en endiguer le flot. La troisième conclusion de notre revue des principaux marchés illicites est qu'ils n'auraient pu se développer autant sans la complicité active des gouvernements, ou sans une solide infrastructure commerciale comprenant des entreprises souvent légales, importantes et visibles. Les commerces illicites sont profondément enchâssés dans le secteur privé, la politique et les gouvernements.

Depuis les années 1990, entraîné par la vague d'une intense mondialisation, le commerce illicite s'est transformé lui-même de trois façons. Il a énormément progressé en valeur ; il a étendu le champ de ses produits et de ses activités ; et les différentes spécialités d'autrefois se sont rejointes, les courtiers et les intermédiaires prenant l'ascendant sur les fournisseurs. La combinaison de ces

trois tendances a abouti à une réorganisation profonde du commerce illicite, comparable aux mutations qui se font de temps à autre dans les grandes entreprises qui cherchent à devenir plus compétitives, productives et efficaces.

Comme on l'apprend dans les écoles de commerce, des mutations industrielles majeures se font quand de nouveaux produits révolutionnaires apparaissent et de nouvelles technologies modifient de façon drastique la fabrication ou la fourniture d'un produit. Elles ont lieu également quand les préférences du consommateur évoluent ou qu'une nouvelle clientèle se manifeste, souvent à l'occasion de l'ouverture de nouveaux marchés géographiques. L'équilibre se perd quand de nouveaux concurrents défient les traditionnels, quand les gouvernements changent les règles du jeu, ou quand des accords anciens et souvent tacites entre des firmes dominantes sont rompus. Comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, *toutes* ces forces transforment les marchés illicites – dont certains étaient restés stagnants pendant des siècles et d'autres n'existaient même pas. De plus, tous ont été stimulés par une demande grandissante rapide et soutenue, de nouvelles sources d'approvisionnement, et une régulation gouvernementale inefficace.

Cette nouvelle configuration a gratifié les trafiquants de résultats superbes. Mais peut-être la transformation la plus importante est-elle l'influence politique proportionnelle à leurs énormes profits acquise par les principaux acteurs des commerces illicites. Cette influence politique va au-delà de l' « achat » traditionnel de politiciens ou de bureaucrates. Elle inclut la « capture » prolongée de certains gouvernements locaux ou de l'Etat, presque un contrôle souverain sur des territoires qui peut, ou non, coïncider avec des liens politiques, et dans des cas extrêmes le contrôle de centres de décision cruciaux dans les gouver-

nements nationaux. Il s'ensuit, dans certains cas, que l'intérêt national d'un pays s'aligne complètement sur le progrès et la protection des activités internationales illicites.

Les affaires et la politique du commerce illicite ont considérablement changé. Ce qui a beaucoup moins changé, c'est la façon dont nous le considérons et dont, avec nos gouvernements, nous nous mobilisons et nous organisons pour y faire face. Cette différence dans la perception – et de fait, dans l'action – ne diminue pas malgré l'évidence flagrante de son importance et de l'inefficacité de nos méthodes. Quelquefois nous nous intéressons à un domaine particulier quand des événements ou les médias le désignent. La découverte du réseau de composants nucléaires de A.Q. Khan, par exemple, a attiré ce genre d'intérêt public mondial. La persistance des trafics d'êtres humains provoque l'indignation générale. Cependant, nous reconstituons rarement le puzzle – les gouvernements et les organismes de contrôle, bizarrement pas davantage. Par contre, surtout en suivant l'argent et en ajustant leurs opérations aux opportunités du marché, les trafiquants se fraient une piste dont nous tous – gouvernements, entreprises, organisations civiques et citoyens – perdons vite la trace.

C'est en confrontant la nouvelle réalité du commerce global illicite et en comprenant pourquoi nous avons été si impuissants à le stopper que nous pouvons espérer trouver une meilleure façon d'avancer. Il s'agit dans ce chapitre de faire l'inventaire et d'affronter la situation.

Cela commence, une fois encore, avec la mondialisation. Depuis 1990, la prolifération phénoménale de réformes politiques a débloqué les échanges commerciaux et l'investissement, et l'accélération du changement technologique a communiqué au commerce mondial une énergie

sans précédent. Le commerce illicite a bénéficié du même essor pour les mêmes raisons. Dans la première décennie du XXI[e] siècle, il est arrivé à un point jamais atteint jusque-là – en termes de géographie, de profits, et de la proportion de la population mondiale qu'il touche. Les chapitres précédents nous en donnent de nombreux exemples.

Mais il faut gratter la surface et voir exactement *comment* tous ces changements ont affecté les trafiquants en particulier, et les conditions de leur succès économique. Faire du business coûte moins cher. De la même façon, le coût des transactions a baissé tout au long de la chaîne compliquée qui relie les fournisseurs aux consommateurs finaux des produits, que ce soit de l'héroïne ou des munitions, des DVD pirates ou du travail clandestin. Ce qui a permis aux filières d'approvisionnement d'aller bien au-delà de ce qui avait été sa limite viable. Aujourd'hui, les routages labyrinthiques de la contrebande à travers de multiples continents sont chose commune et faciles à exécuter. Les sociétés-écrans sont faciles à créer, donc en monter douze, ou davantage, pour camoufler les traces, n'est pas une grosse affaire. Résultat, les intermédiaires dans le commerce international de produits illicites, de services et des êtres humains ont gagné en importance et en profits. Ce sont des courtiers, par exemple, qui contrôlent aujourd'hui le commerce illicite des armes, et qui organisent, pour des profits énormes, les transplantations illicites de reins. Cette prééminence vaut pour tous les commerces illicites.

Ayant gardé l'image des cartels et des syndicats – des organisations rigides, du haut vers le bas –, nous ne sommes pas encore habitués à penser en termes de réseaux flexibles, pas toujours repérables, d'intermédiaires qui opèrent par-delà les frontières et fournissent différents services. Certains ont des liens permanents, d'autres

varient dans leur composition, leurs activités et la géographie, selon les marchés et les circonstances. De ce fait, les courtiers et les agents qui ont accès à des fournisseurs, des transporteurs et des acheteurs multiples sont mieux placés dans le trafic de drogue que ne l'étaient les anciens barons. Pour tous ces courtiers, développer de nouvelles lignes de produits, légales ou illégales, est dans la logique des affaires.

Le résultat prend la forme de chaînes à valeur ajoutée qui se moquent de la sagesse conventionnelle. Oui, à première vue, les fabricants chinois de fausses montres de luxe ont peu en commun avec les gangs subsahariens qui transportent des émigrants désespérés des villages du fin fond du Niger ou du Mali en Italie ou en Espagne. Mais en y regardant de plus près, on découvre une chaîne à valeur ajoutée mondiale qui emploie des immigrés clandestins africains comme vendeurs de contrefaçons de montres dans les rues des capitales européennes. Quand les trafiquants de drogue népalais opèrent en Thaïlande pour le compte de groupes criminels nigérians qui raffinent le produit à Lagos avant de l'exporter vers les Etats-Unis par Bruxelles ou Francfort dans les bagages d'une Européenne, il est pratiquement certain que des éléments de la filière trafiquent d'autres marchandises aussi – peut-être des peaux d'animaux exotiques d'Asie du Sud-Est, ou des CD pirates, ou de la main-d'œuvre enfantine. On ne serait pas surpris qu'ils s'occupent également d'opérations parfaitement légales d'import-export. Les affaires sont les affaires.

Il est difficile ainsi de situer le front de la « guerre contre la drogue » ou contre tout commerce illicite, quel qu'il soit. La guerre contre la drogue doit-elle se faire en Colombie ou à Miami ? En Birmanie ou à Milan ? Où livrer les batailles contre les blanchisseurs de capitaux ? A Nauru

ou à Londres ? La Chine est-elle le principal théâtre de la guerre contre le piratage de la propriété intellectuelle, ou les tranchées se trouvent-elles sur Internet ? Il est de plus en plus difficile de répondre à ces questions parce qu'elles ont de moins en moins de sens.

Les gouvernements échouent

Dans la lutte contre le commerce illicite global, *les gouvernements échouent*. Il en va de même des entreprises et des associations citoyennes. En dépit de tous nos efforts, nous perdons cette bataille.

Cet échec apparaît dans le panorama dressé aux chapitres précédents, non comme une impression subtile mais comme une conclusion indiscutable. Il n'y a aucune preuve qu'une victoire gouvernementale évidente, irréversible sur les commerces illicites évoqués ait eu lieu. Il ne semble pas raisonnable d'espérer que dans un futur proche, un événement majeur ou une nouvelle technologie renverse la vapeur contre le trafic global. Absolument rien dans les cartes n'indique un revers de fortune imminent pour les milliers de réseaux actifs de trafics illicites. Il est même difficile de trouver la marque d'un progrès substantiel dans les efforts entrepris pour ralentir, ou simplement contenir, l'expansion de ces marchés illégaux.

Bien sûr, la lutte a ses grands moments. On apprend chaque jour que tel ou tel gouvernement a réussi à repérer un chargement, à geler le compte bancaire d'un trafiquant, à démanteler un réseau criminel mondial, ou à arraisonner un bateau avec une cargaison prohibée. Malheureusement, trop souvent ces dépêches relatent des cas isolés, qui ne reflètent pas une tendance. En fait, même des succès

spécifiques peuvent s'effacer si rapidement qu'ils auraient pu ne jamais avoir eu lieu. On le voit dans ce rapport de la *Jane's Intelligence Review* de Thaïlande :

« A un prix très élevé en vies humaines et en fonds publics, la "guerre contre la drogue", déclarée en 2003 par la Thaïlande à grand renfort de publicité, a démantelé de façon significative les réseaux de trafiquants dans le Royaume. (...) Un an plus tard, cependant, de nouveaux réseaux se sont de toute évidence développés. La circulation de stimulants de type amphétamine et de l'héroïne est à nouveau à la hausse dans le Royaume. (...) La Thaïlande n'a aucune victoire décisive à célébrer. »

Après une offensive, un revers. Les variations sur ce thème sont nombreuses dans le monde des marchés illégaux. La mort de Pablo Escobar en Colombie n'a pas stoppé la production et l'exportation de la drogue. Au Mexique, les arrestations spectaculaires des chefs de l'organisation Arellano Felix et du cartel du Golfe en 2002-2003 n'ont pas abouti à une réduction du trafic, mais à un simple réajustement : de nouveaux acteurs sont apparus, de nouvelles alliances se sont créées, et les chefs arrêtés, autrefois des rivaux belliqueux, ont constitué début 2005 une alliance en prison. « La bonne nouvelle est que le gouvernement du Mexique a arrêté plus de barons et démantelé plus de cartels, confiait un spécialiste mexicain des trafics au *New York Times*. La mauvaise nouvelle est que cela ne signifie rien. »

Le blanchiment des capitaux donne un autre exemple à grande échelle. C'est la facette du commerce illicite où les efforts conjoints des gouvernements ont été les plus intensifs, et les résultats les plus gratifiants. Mais même dans ce domaine, ils sont loin d'être prometteurs. L'économiste international Ted Truman et l'expert en économies criminelles Peter Reuter ont entrepris pendant trois ans une

étude exhaustive sur l'efficacité de mesures contre le blanchiment des capitaux après le 11 septembre 2001. Ils n'ont pas vraiment trouvé de quoi se réjouir :

« Les critiques prétendent que la lutte [mondiale contre le blanchiment d'argent] n'a rien fait d'autre que forcer les blanchisseurs à changer leurs méthodes. La vie des criminels est un peu plus compliquée et quelques-uns sont pris, mais il y a peu de changement dans l'étendue et la forme du blanchiment ou du crime. Les critiques pourraient bien avoir raison. »

Le sens commun et l'observation quotidienne suggèrent déjà que la lutte contre les commerces illicites ne fonctionne pas bien. Nous savons que le prix des drogues baisse tandis que l'addiction augmente, des médicaments sur ordonnance des lycées US et des métamphétamines dans les petites villes américaines et dans toute l'Europe, à l'héroïne sur les routes du trafic de Chine et d'Asie centrale. Nous savons aussi que se procurer des armes n'est pas si difficile pour ceux qui sont déterminés à en avoir. Il y a suffisamment de guerres civiles et de conflits régionaux pour le vérifier. La recherche semble bien rejoindre l'observation de bon sens. Aucun pays ne peut affirmer qu'il a réduit de façon significative le flux des immigrés clandestins. En dépit de la rhétorique et des moyens colossaux consacrés pour contenir la vague, les gouvernements perdent sur toute la planète la bataille contre les trafiquants.

Dernier épisode, le plus important

La guerre contre les trafiquants oppose la force des gouvernements à celle du marché. L'histoire et le sens com-

mun indiquent que, sur le long terme, les forces du marché tendent à prévaloir sur celles des gouvernements. En ce sens, le trafic moderne a beaucoup en commun avec la contrebande ancienne, apparue dès que les gouvernements ont imposé des barrières au commerce. Les produits et les méthodes en jeu ont peut-être changé. Mais les motivations économiques n'ont pas d'âge. Le sel, par exemple, a été pendant des siècles une valeur refuge importante et universelle. Au IIIe siècle av. J.-C., les Chinois ont imposé au sel le premier monopole de l'histoire. Les Romains ont accepté qu'il soit commercialisé, mais à des prix fixés par le gouvernement impérial. Des textes anciens racontent les punitions sévères qu'encouraient ceux qui violaient ces lois. Ils montrent que les motivations économiques étaient suffisamment fortes et que les punitions même les plus sévères n'empêchaient pas certains d'essayer – comme c'est le cas aujourd'hui.

L'histoire continue : au XVIe siècle, les contrebandiers français profitaient des différences entre les taxes sur le sel, fortes dans certaines régions et minimes ailleurs. Les femmes traversaient la Loire avec des sacs de sel cachés dans leurs sous-vêtements et dans de faux-culs. Au XIXe siècle, la contrebande du sel battait son plein entre l'Inde britannique et la Chine impériale. Il n'y a qu'une centaine d'années environ que le trafic du sel a perdu son sens et sa valeur face à de nouveaux produits qui rapportent davantage. Rien n'a vraiment changé depuis cette époque – sinon la taille des marchés, la diversité des produits dans la demande globale et le niveau presque inconcevable des profits impliqués.

Aujourd'hui, les conditions pour trafiquer sont meilleures que jamais. Déterminant la demande et évaluant les opportunités à l'échelle mondiale, les trafiquants peuvent exploiter au maximum les différences de prix entre pays

ou les avantages à tirer d'un vol. Un cuisinier chinois qui travaille dans un restaurant de Manhattan gagne en un mois ou deux ce qu'il gagnerait en un an en Chine dans un emploi similaire. Un gramme de cocaïne à Kansas City est trente fois plus cher qu'à Bogotá, et le bois de revêtement est deux cents fois plus élevé à Londres qu'en Papouasie. Les fausses valves italiennes sont 40 % moins chères parce que les contrefacteurs n'investissent pas dans la conception du produit. Des copies de médicaments miracles lancés aux Etats-Unis ou en Europe peuvent être achetées quelques semaines plus tard en Chine au dixième de leur prix. Un groupe de guérilla qui dispose de fonds paiera n'importe quoi pour obtenir les armes dont il a besoin – surtout si ces fonds proviennent d'autres circuits prohibés.

Dans chaque cas, les motivations pour contourner les limites imposées au commerce par les gouvernements sont absolument énormes. Du fait de leur nouveau champ d'action global et de l'influence politique que leur argent achète, les trafiquants ont accumulé un immense pouvoir. Ils ne sont plus dépendants d'un ou plusieurs fournisseurs, mais peuvent se procurer ce qu'ils veulent à l'échelle de la planète, en tenant compte des prix, des disponibilités, de la logistique et autres facteurs de risques et de profits. De la même façon, leurs clients ne sont plus quelques « réguliers » dans les marchés traditionnels ; ils peuvent maintenant s'aventurer aussi loin que leur chaîne d'approvisionnement et leur esprit d'initiative les emmènent. Effet caractéristique, ils ne sont plus obligés de vendre leurs marchandises chez eux ou dans des pays voisins, mais peuvent fournir des clients sur d'autres continents. Il y a quelques années encore, on n'aurait pas vu des trafiquants nigérians opérer en Thaïlande ou des jeunes Colombiennes envoyées se prostituer au Japon.

La transformation du réseau

Aucun de ces avantages ne suffirait à propulser les trafiquants si loin devant les gouvernements s'ils ne savaient s'adapter et s'organiser comme aujourd'hui – ce que les gouvernements sont incapables, par nature, de faire. Le commerce illicite est actuellement mené par les réseaux. De nombreuses références à ces réseaux, dans les chapitres précédents, ont donné des exemples de leur fonctionnement et de leur succès. Mais pour comprendre à quel point leur structure est essentielle au commerce illicite, il faut examiner rapidement la nature des réseaux et comment les trafiquants les utilisent.

Mais d'abord, qu'est-ce qu'un réseau ? La définition consensuelle est minimale : un réseau est un système de nœuds connectés par des liens. Ces nœuds peuvent être n'importe quoi : des gens, des entreprises, des objets. Et leurs connexions peuvent être des relations, des transactions, des signaux radio, ou tout ce qu'on veut. Certains réseaux sont inanimés ; d'autres sont actifs et délibérés au point que le mot anglais *network* est devenu un verbe.

Voyons les réseaux humains. Certains sont tenus par des liens qui ne sont pas particulièrement délibérés : un voisinage peut être considéré comme un réseau, mais une association dans un immeuble qui réunit la même catégorie de gens suggère des liens plus étroits. Les membres de l'association sont liés par des intérêts partagés et des objectifs communs pour faire avancer ou protéger ces intérêts. Un groupe d' « amis d'amis » est un réseau, mais un service en ligne qui leur permet de se réunir et de com-

muniquer révèle un lien potentiellement plus important. Il n'y a pas une formulation universelle qui permette de déterminer clairement ce qui est réseau et ce qui ne l'est pas. Si vous cherchez des réseaux dans les organisations sociales, il y a de fortes chances que vous en trouviez partout.

Ce qui est possible, cependant, c'est de comparer les réseaux par la structure qu'ils adoptent, la fonction qu'ils remplissent, et la façon dont leurs membres établissent leurs liens. Les réseaux appartiennent à trois types canoniques. L'un, de base, est une simple chaîne dans laquelle chaque nœud a une connexion dans un sens ou dans l'autre, comme une guirlande de Noël. Le deuxième est un noyau avec des rayons, comme sur les cartes des routes aériennes. Le troisième est un multifilaire dans lequel tous les participants sont liés les uns aux autres. Par exemple, les individus avec des liens ethniques ou nationaux – les Colombiens du Queens à New York, ou les Sénégalais à Paris – qui aiment avoir des liens entre eux, personnels à l'intérieur du groupe et universels en tant que groupe.

La seconde distinction entre les réseaux est la fonction qu'ils remplissent, et comment ils sont utilisés. Une communauté d'immigrés de même origine partagera de l'argent, des journaux ou des agences matrimoniales, mais un conflit politique au pays peut facilement détruire ces liens. Les directeurs d'une société forment un réseau officiel, ils se rencontrent régulièrement selon un calendrier, mais l'équipe de foot de la société ou les habitués de l'*happy hour* peuvent former un réseau plus détendu mais plus résistant (certains diraient plus utile). Les réseaux peuvent avoir de multiples objectifs ou pas d'objectif spécifique du tout. Et les liens qui unissent les membres peuvent être une reconnaissance spontanée et mutuelle, ou consciente et sélective comme des idées politiques ou une religion en commun.

Ce qui appelle une troisième distinction sur les réseaux : est-ce que leurs membres les constituent par leurs actions, ou y sont-ils assignés par naissance ou par éducation ? Certains réseaux se font d'office : ils réunissent des individus qui partagent une caractéristique identitaire comme l'ethnie, la religion, la nationalité ou la caste. D'autres sont entièrement construits : les franchisés McDonald's, les militants de Greenpeace, les arbitres de football. Les lignes qui les séparent ne sont pas toujours claires. Le réseau des diplômés d'Oxford, par exemple, est en partie construit (du fait qu'Oxford est un choix), mais aussi en partie obligé du fait que tout diplômé est membre, qu'il ou elle le veuille ou non.

Chaque réseau a son propre mélange d'attributs. Néanmoins, identifier sa place dans les catégories définies – structures simples ou complexes, fonctions latentes ou actives, identités obligées ou construites – permet de comprendre ce qui fait bouger le réseau ; comment ses membres y entrent ou en sortent ; ce qui le fait résister au temps ; et quelles sont les faiblesses qui peuvent provoquer son mauvais fonctionnement.

Qu'est-ce que tout cela nous apprend à propos du commerce illicite ? Ses réseaux sont tout à fait délibérés, parce qu'ils ont un objectif précis – le profit en violant des lois –, et quand des réseaux délibérés prennent forme et fonctionnent, c'est parce qu'ils aident à résoudre un problème. Pour réussir, les réseaux de commerce illicite doivent être a) lucratifs, et b) sûrs. Mais ces conditions préalables ne dictent pas par elles-mêmes la structure d'un réseau trafiquant réussi. Les groupes ethniques, par exemple, ont toujours été des éléments actifs. Mais une connexion ethnique n'est ni nécessaire ni suffisante pour réaliser avec succès une opération.

Depuis les années 1990, cependant, les réseaux de

commerce illicite ont adopté une forme distinctive. La structure gagnante s'éloigne très fort du modèle des cartels du crime organisé, ou même des modèles antérieurs. Aujourd'hui, les réseaux trafiquants sont largement décentralisés, même atomisés. Leurs cellules – ou participants – tendent à être autonomes et autosuffisantes. Les transactions transfrontalières se font par des chaînes qui peuvent être longues et complexes et cependant très adaptables et efficaces. Les interactions peuvent être aussi bien transitoires que permanentes. Une opération peut être unique ou partie d'un ensemble.

Comme on l'a vu dans les chapitres précédents, toutes les organisations trafiquantes majeures ont dû modifier leurs réseaux dans les années 1990, en transformant leur champ d'action ou en établissant des liens les unes avec les autres. Cela a permis, par exemple :

— **La globalisation de l'approvisionnement, la forme ou l'assemblage du produit.** Aujourd'hui, les usines mexicaines qui fabriquent et assemblent des contrefaçons de médicaments avec des produits chimiques venant d'Inde et des emballages de Chine jouent un rôle crucial dans le commerce illicite. Tout comme les labos d'héroïne du Nigeria avec de l'opium d'Afghanistan ou de Birmanie qui a transité par le Pakistan, l'Ouzbékistan, la Thaïlande ou la Chine ; ou les usines en Malaisie qui assemblent des centrifugeuses pour la Libye selon des plans pakistanais sous une supervision sri-lankaise et des fonds venant des banques de Dubaï.

— **Une modification du rôle des centres de transit sur les routes des trafics.** Autrefois « lieux sûrs » où les contrebandiers pouvaient bivouaquer, ce sont maintenant pratiquement des entrepôts dans lesquels les marchandises peuvent être stockées en attendant que les conditions soient favorables. Des baraques en Bolivie, au Mexique,

en Espagne et en Hongrie servent à parquer par dizaines des immigrés clandestins de Chine ou d'Afghanistan, ou des esclaves sexuelles de Moldavie et d'Ukraine. Les entrepôts rendent possible également un marché de gros où acheteurs et vendeurs peuvent se rencontrer sur terrain neutre, discret – ou, grâce à Internet, ne pas se rencontrer du tout.

— **L'émergence d'un marché financier illicite international qui fonctionne bien.** L'époque où les narcotrafiquants se démenaient pour transporter et utiliser leurs montagnes d'espèces est loin. L'argent est encore collecté, et rentre bien, mais maintenant ses détenteurs disposent de plus d'outils et de structures pour transporter et utiliser des richesses si mal gagnées. Des *hawalas* aux réseaux financiers sophistiqués qui lient les banques offshore aux banques d'affaires, les entrepreneurs illicites ont maintenant beaucoup plus d'options. Le financement de grandes opérations risquées n'a plus besoin de se faire par un petit groupe d'associés. Ces opérations peuvent être réparties entre différents réseaux qui en financent chacun une part, sans même savoir parfois qui d'autre y participe. Les lancements d'emprunt en participation et les projets de financement ne sont plus la chasse gardée des grands organismes.

— **La fin du principe de « commande-et-contrôle ».** Si les opérations dépendent d'instructions données par un siège social, elles peuvent être faciles à retracer. Mais elles ne le sont pas. Le modèle du cartel ne s'applique plus. Dorénavant, les réseaux trafiquants sont décentralisés et peuvent avoir plusieurs chefs ou pas de chef du tout, afin qu'aucun élément vital ne puisse être précisément visé. Les réseaux multiplient les options, et l'autonomie opérationnelle de chaque cellule leur permet de se fondre facilement dans l'environnement local.

Un marché est né

La décentralisation des réseaux apporte aujourd'hui aux trafiquants une amélioration sur toutes les dispositions antérieures pour quatre raisons au moins.

Premièrement, elle est le résultat d'avancées technologiques. Les trafiquants, souvent parmi les premiers à les adopter, ont su faire bon usage de la dispersion des opérations que les outils d'information et de communication actuels permettent.

Deuxièmement, la décentralisation fait baisser le coût des opérations illicites parce qu'elle diminue les risques, en particulier celui de se faire prendre. Par ces opérations transfrontalières dispersées, les trafiquants échappent plus facilement à la vigilance des autorités et réduisent le risque qu'une arrestation n'entraîne toute la chaîne avec elle. Les réseaux multifilaires peuvent faire face à une arrestation ou à une saisie, parce que des canaux alternatifs sont toujours disponibles.

Troisièmement, comme la décentralisation et la dispersion ne leur coûtent plus cher, les trafiquants peuvent en profiter pour prendre le contrôle du marché et tirer le maximum de l'offre et de la demande. L'engagement de fournir aux moindres frais et la possibilité immédiate de financement – une lettre de crédit d'un banquier coopératif ou un virement par l'intermédiaire de nombreux agents – permettent de monter une « affaire » en un temps record. Plus la structure du réseau est souple, et le maximum d'options disponibles en permanence, plus rapide est la transaction. Comme dans n'importe quel business, les trafiquants heureux sont ceux qui ont des options.

Enfin, plus il a d'options et moins le trafiquant s'attachera à un produit particulier. D'où la prolifération des transactions multiples, comme des drogues contre des armes, ou des drogues plus des contrefaçons contre du cash. Il arrive aussi que chaque transaction soit un acte unique que les parties n'ont pas besoin de renouveler pour maintenir leurs revenus. Ce n'est pas parce qu'un suspect se trouve mêlé à un trafic de DVD qu'il en est spécialiste : sa prochaine affaire peut concerner une marchandise totalement différente.

Le commerce illicite ne s'est pas encore débarrassé des spécialités. Les membres du réseau qui sont encore attachés à un produit particulier se trouvent principalement dans l'approvisionnement ou la distribution. La flexibilité et le vrai pouvoir se trouvent aujourd'hui entre les deux. On découvre que tous les trafiquants associés à un trafic particulier, de la masse des anonymes aux individus les plus connus, ont depuis longtemps élargi leur champ d'action. Cela va de Victor Bout, qui a ajouté à son trafic d'armes les « diamants de conflit », le poisson congelé, les fleurs coupées et même des services de transport pour les autorités américaines en Irak, aux bandes qui, à Tirana, à Casablanca ou à Tijuana, font de la contrebande de n'importe quoi et de n'importe qui, vers l'Italie, l'Espagne ou les Etats-Unis si le prix leur convient.

Le commerce illicite n'est plus une collection de spécialités obscures et dangereuses. Par contre, il est beaucoup plus proche maintenant d'un marché d'échange à part entière, où des marchandises légales, illégales ou de la zone grise, peuvent en permanence se substituer et se combiner, et où les agents (hommes d'affaires, fournisseurs de services, financiers) sont à la fois plus autonomes et mieux connectés – un marché qui ne cesserait de devenir plus efficace. Pas un vrai de vrai, bien sûr. Parce que le

commerce illicite par définition ne peut se faire à découvert, l'information sincère – une des caractéristiques du marché idéal vu par un économiste – est hors de question. Et comme la cocaïne, les armes, les vidéos pirates et les esclaves sexuels ne sont pas des marchandises indexées dans une bourse d'échange, avec des cotes qui apparaissent sur les terminaux d'ordinateurs partout dans le monde, le marché de ces articles est irrégulier et affecté par les conditions locales, et pas simplement l'offre et la demande globales.

Mais une structure de réseau flexible peut réussir à aplanir ces disparités. Utilisant tout l'arsenal de la technologie du XXI^e^ siècle, un réseau fragmenté peut mettre en relation participants et opportunités de façon très efficace. Dans le même temps, il limite le risque en isolant les parties : personne n'a besoin de connaître l'identité des membres du réseau au-delà d'un lien ou deux. Il offre des routages alternatifs pour chaque transaction et réduit le risque qu'une affaire qui tourne mal pollue les autres en cours.

La structure organisationnelle ne compte pas pour tout, bien sûr. La transformation du commerce illicite reflète la créativité des « chefs de file » également, des innovateurs qui ont réagi aux limitations du précédent modèle. Mais quel que soit le flair des innovateurs, le changement est dû autant à des indépendants, le type artisan, et des nouveaux venus presque accidentels comme Don Alfonzo, l'homme d'affaires mexicain rencontré au chapitre 4 – qui tous ont profité de l'ouverture des frontières pour entrer. Il est dû aussi aux courtiers et aux intermédiaires – des banquiers aux transporteurs et officiels complices – qui ont mis au point l'art de mêler les transactions illicites aux échanges licites de manière invisible. Ces pionniers ont créé ensemble un environnement commercial pour les affaires

dans lequel les signaux décisifs viennent moins d'eux que du marché. Et cela pourrait bien se révéler la force distinctive du commerce illicite au XXIe siècle : plus il prend les caractéristiques d'un marché global, et plus il y a de probabilités qu'il continuera sur sa lancée.

Une lutte inégale ?

Maintenant, comparez avec les gouvernements. La raison essentielle pour laquelle ceux-ci perdent la bataille contre les réseaux criminels n'est pas une caractéristique perverse de la mondialisation. C'est plutôt parce que ce sont des gouvernements et que les réseaux sont... des réseaux, justement. Ce n'est pas une boutade, mais une réalité fondamentale qui détermine l'asymétrie entre deux organisations antagonistes. Malgré leur argent et leur technologie, l'idéalisme héroïque et l'engagement de leurs agents, ou la créativité et l'audace de leurs tactiques, reste que les agences gouvernementales chargées de lutter contre les réseaux criminels internationaux sont des bureaucraties. Et que les bureaucraties publiques, partout, tendent à montrer certains schémas prévisibles.

Structure. Les bureaucraties ont tendance à s'organiser selon une hiérarchie où l'autorité et l'information circulent du haut vers le bas et vice versa, plutôt qu'entre unités. La coordination et la collaboration entre unités qui ne sont pas dans cette ligne de commande verticale se transforment en affrontement et se font rarement naturellement. Le *Rapport d'enquête sur le 11 septembre*, concluant sur les raisons pour lesquelles les terroristes avaient pu toucher aussi efficacement les Etats-Unis, abonde d'exemples du manque de « coordination interagences » qui avait laissé la

voie libre à al-Qaïda. Même chose en ce qui concerne le commerce illicite. Toutes les interviews que j'ai faites pour ce livre relèvent la difficulté à synchroniser les activités de centaines d'agences impliquées dans la lutte contre le commerce illicite et la considèrent, de façon unanime, comme un frein fondamental au progrès. En fait, beaucoup d'experts et de gens de terrain interrogés trouvent la tâche pratiquement impossible.

Budget. Les bureaucraties gouvernementales ont souvent aussi des budgets orientés. Cela veut dire que pour les agences du secteur public, obtenir le maximum des caisses de l'Etat prend, dans la tête des dirigeants, et dans le temps, la préséance sur toutes les autres priorités. Bien sûr, pour les chefs des agences gouvernementales, poursuivre les criminels, réagir rapidement aux menaces, saisir les opportunités et autres signaux qu'ils reçoivent de l'extérieur peuvent être des priorités. Beaucoup de fonctionnaires sont entièrement dévoués à leur mission. Mais prêter attention au monde extérieur peut sembler vain s'ils ne se sont pas d'abord assuré une part du budget public. La lutte contre les réseaux est une entreprise coûteuse, et sans les budgets adéquats, elle n'a aucun sens.

Limites légales et politiques. Les gouvernements sont des entités politiques. Et même les plus politiquement isolées des bureaucraties gouvernementales ne sont pas immunisées contre les manœuvres politiques et l'ingérence dans le choix de leur personnel ou l'obtention et l'affectation de leurs maigres ressources. Les agences gouvernementales sont également limitées par la loi. Elles ne peuvent opérer que dans le cadre de leur charte – qui tend d'ordinaire à évoluer bien plus lentement que leur environnement.

Frontières. Toutes les bureaucraties gouvernementales ont du mal à travailler effectivement hors de chez elles,

dans le cas où elles en auraient la possibilité grâce à un partenariat ou à un accord diplomatique. Leur habitat naturel est le pays, pas l'étranger. Une agence gouvernementale a besoin d'un bon entraînement et d'un équipement spécialisé pour opérer dans une autre juridiction nationale, comme un plongeur se prépare à l'action. Les bureaucraties ne fonctionnent généralement pas bien en dehors du cadre légal et politique de leur propre pays.

Cette description des agences gouvernementales est bien sûr schématique, mais elle reste valable. Comparée à celle également schématique des réseaux illicites mondiaux, les différences sont surprenantes. Les réseaux tirent leurs ressources de leurs clients, pas d'un budget public. Des rendements concrets et des bons résultats sont leur unique préoccupation : pas de livraison signifie pas d'argent. Rater ou mal interpréter un signal du marché ou un indice sur le terrain d'opération peut être catastrophique. Le profit et la survie personnelle motivent les opérateurs. Ils se sentent aussi bien chez eux qu' « à l'étranger » – un concept qui a de moins en moins de sens pour eux. Tandis que les agences gouvernementales ne peuvent faire que ce que leur permet explicitement la loi, celles qui n'en font pas partie font ce qu'elles veulent, excepté ce qui est explicitement prohibé par la loi. Les réseaux criminels font les deux : ce qui n'est pas explicitement interdit, et ce qui est explicitement prohibé.

Alors que les gouvernements sont plutôt rigides, les bureaucraties verticales limitées dans leur champ d'action, les réseaux se comportent comme du mercure. Si on essaie de le saisir, il s'échappe entre les doigts en formant des gouttelettes. La différence est que les réseaux qui réussissent ne restent pas longtemps petits ; et leur nouvelle mobilité mondiale leur a donné la possibilité de se développer très vite.

Le problème de l'approvisionnement

Le bond spectaculaire en puissance économique et en mobilité des réseaux déconcerte les gouvernements. Leurs efforts pour contrôler le commerce illicite sont entravés par des lourdeurs bureaucratiques, des frontières nationales, des juridictions légales, des objectifs diplomatiques conflictuels et des intérêts politiques sensibles. Les gouvernements ne restent pas sans rien faire. Ils essaient de ralentir ou de contraindre la demande du consommateur de produits illicites. Ils enferment les toxicomanes et les pourvoyeurs de drogue, dénoncent les clients des prostituées, poursuivent les étudiants qui téléchargent des films et des musiques, taxent les banques qui oublient de « connaître leur client » et pénalisent les employeurs des immigrés clandestins.

Les gouvernements travaillent dur également pour réduire l'approvisionnement des marchandises illicites. Pour cela, ils ferment leurs frontières à tout ce qui est illégal, aux étrangers et aux armes, aux contrefaçons et aux drogues, répandent des herbicides sur les champs de coca et de pavot, ferment les laboratoires voyous qui préparent les composants pharmaceutiques et transforment les plantes en narcotiques, contrôlent étroitement les fabricants d'armes et forcent les autres gouvernements à fermer les usines qui piratent les articles.

Très bien, en théorie – sauf que les réseaux manifestent une rapidité et une flexibilité surprenantes pour intégrer ces données dans leurs études de l'offre et de la demande

de chaque marché, et adapter leurs stratégies en personnel, approvisionnement, prix, distribution, à un environnement risqué comme n'importe quelle entreprise prudente le ferait. Ils ne manquent ni de ressources ni de motifs pour poursuivre malgré tout leur commerce. Souvent, l'interférence des autorités ne représente rien de plus qu'un des risques du métier, qui sert à faire encore monter les prix.

Cela apparaît dans tous les cas de commerce illicite : malgré ce qu'ils prétendent, la stratégie préférée des gouvernements est de s'attaquer à l'approvisionnement. Ils dépensent presque tout leur budget, leur personnel et leur technologie à traquer les producteurs, les transporteurs et les fournisseurs. Ces efforts pour maîtriser l'approvisionnement dépassent toujours, et de loin, ceux investis pour réduire la demande. Le gouvernement américain consacre beaucoup plus d'argent à l'interdiction – par exemple, poursuivre les vedettes rapides et les petits avions des trafiquants dans les Caraïbes ou répandre des désherbants sur les champs de pavot – qu'au contrôle d'un marché si lucratif qu'il pousse les trafiquants à risquer leur vie en introduisant la drogue aux Etats-Unis. L'adolescente brésilienne arrêtée à l'aéroport Kennedy, des préservatifs de cocaïne plein l'intestin, risque un avenir bien plus navrant entre les mains de la justice américaine que l'étudiant du même âge pris à sniffer de la coke lors d'une bringue dans sa *fraternité*. Les employeurs en Europe, qui attirent nombre d'immigrés africains, risquent moins que les étrangers qui traversent la Méditerranée sur des bateaux de fortune. Les marchands à la sauvette de fausses montres Cartier encourent, de façon disproportionnée, davantage de risques et de sanctions que les clients qui s'y intéressent, qui eux ne risquent rien du tout. Dans la plupart des pays, la police poursuit les femmes qui se prostituent, et non leurs clients.

Pourquoi cette préférence persistante de s'attaquer à l'approvisionnement ? Les raisons sont multiples. Pour les gouvernements, protéger les frontières nationales est une réaction plus automatique qu'essayer, par des mesures complexes, de dissuader les citoyens de consommer certains produits ou d'employer des clandestins. Accuser les criminels étrangers est politiquement rentable, mais s'en prendre aux compatriotes qui consomment de la drogue, ou aux entreprises et aux familles qui emploient des étrangers illégaux peut aboutir à un suicide politique. Maîtriser la demande réclame un changement complexe et au résultat souvent incertain des valeurs, éducation, institutions familiales et autres politiques sociales « douces » – soit, pour les politiciens, un terrain risqué. Attaquer l'approvisionnement, c'est choisir au contraire ce qui est prouvé et établi : l'usage de la force, la coercition et la loi. Les outils mêmes utilisés à cet effet sont plus télégéniques : des hélicoptères, des canonnières, des hommes lourdement armés, des juges et des généraux. Le même monde que nous aimons parfois appeler un monde sans frontières est celui où nous sommes encore attachés au contrôle des frontières.

Plus que tout, cette préférence pour le contrôle de l'approvisionnement reflète une vision menaçante du commerce illicite qui trace encore une ligne nette entre les bons et les méchants, alors que la réalité est beaucoup plus ambiguë. Cela suggère que les trafiquants peuvent être repérés et arrêtés, alors qu'en fait non seulement ils se perdent dans la nature, mais leurs réseaux se prolongent dans le monde ordinaire : les banques qui font circuler leur argent volontairement ou non, les entreprises légitimes avec des franges douteuses ignorées de la plupart, les fonctionnaires – et pas seulement dans les pays pauvres – qui choisissent les pots-de-vin des trafiquants, et le reste. Attaquer l'approvisionnement revient à sous-estimer la

prévalence, la persistance et l'influence de ces éléments. Cela laisse penser aussi que le commerce illicite peut être confiné géographiquement, alors que tout montre qu'il est plus mobile que jamais.

Ce que nous avons communément supposé ne colle tout simplement pas avec la façon dont les réseaux illicites se sont mis à opérer et à prospérer. La question est de savoir si, en prenant le temps de repenser la nature de la menace, nous pouvons trouver les moyens de faire mieux.

CHAPITRE 12

Que faire ?

La situation n'est pas désespérée.

Dans les années 1990, une convergence de nouvelles technologies et de changements politiques avait renforcé les criminels et affaibli les gouvernements. Après 2001, une convergence similaire se produisait, laissant entrevoir, cette fois, la possibilité de renverser la tendance en faveur des gouvernements.

Cela commença à l'aube du nouveau siècle quand un événement inattendu redessina la carte du territoire mondial sur lequel les criminels transnationaux opéraient. Le 11 septembre 2001, la suffisance et le manque d'intérêt général vis-à-vis des réseaux criminels apatrides et de leurs capacités nouvelles s'effondrèrent dans les décombres des Twin Towers du World Trade Center, à New York. Les attentats de Bali en octobre 2002, de la gare d'Atocha à Madrid en mars 2004, et de Londres en juillet 2005, soulignèrent le message. La nouvelle menace globale opérait par l'intermédiaire de réseaux. Les terroristes s'étaient déployés grâce à des réseaux très flexibles, décen-

tralisés. Ils utilisaient des réseaux similaires furtifs pour leurs communications. Ils comptaient pour leur financement sur des réseaux financiers internationaux, pas toujours légaux ; et leurs cellules pratiquaient souvent le commerce illicite – la contrefaçon, par exemple – pour survivre. Alors que la politique internationale s'inquiétait de la « finance terroriste » quelques jours à peine après le 11 septembre, on prenait de plus en plus conscience que le commerce illicite faisait partie du problème.

Rapidement, cette prise de conscience douloureuse trouva un exutoire dans une boulimie de nouvelles lois, institutions et technologies – de celles qui pouvaient contenir et idéalement juguler la nouvelle menace. Partout, on réclama des méthodes plus efficaces pour renforcer la sécurité publique et protéger les frontières de l'entrée d'individus et de marchandises non désirés. La population américaine réclama ces mesures après le 11 septembre, et les hommes politiques s'empressèrent d'y répondre. Et quoique les mesures prises en Amérique soient souvent reçues avec une certaine réserve par les autres pays, celles-ci trouvèrent rapidement un écho favorable partout dans le monde.

Alors que les brillants pionniers de la finance internationale des années 1990 perdaient de leur lustre, les services de police et de sécurité prenaient de l'importance et devenaient une priorité politique. Soudain, les Américains découvraient des « héros » dans leurs soldats, leurs pompiers, leurs services d'urgence. En Europe, les ministres de l'Intérieur retrouvaient de la popularité et de l'influence. Les frontières étaient à nouveau importantes, même essentielles, comme remparts contre l'infiltration – un renversement étonnant de l'histoire, familière aux Européens, selon laquelle les frontières nationales disparaissaient au bénéfice des marchés régionaux qui seraient grands, ouverts et libres.

Quelques semaines après le 11 septembre, la forte demande sécuritaire se donnait des moyens, sous de multiples formes. Fin 2001, de nouvelles lois antiterroristes étaient appliquées, ou celles existantes renforcées, en Angleterre, au Canada, en France, en Inde, au Japon et aux Etats-Unis. « Il y a un avant 11 Septembre et un après », déclarait Daniel Vaillant, alors ministre de l'Intérieur français, en novembre 2001, qui obtenait du Parlement des pouvoirs étendus pour la police. Même chose ailleurs. Et même si dans plusieurs pays, y compris l'Angleterre, la France et les Etats-Unis, des clauses de révision limitaient de deux à quatre ans l'application des nouvelles dispositions, fin 2005 toutes avaient été renouvelées ou remplacées par une législation plus sévère sur le long terme.

Mais les gouvernements se rendaient compte, bien sûr, que les lois ne seraient pas suffisantes. La nouvelle menace terroriste et toutes ses ramifications défiaient la manière dont les pays organisaient leurs services, développaient leurs stratégies et appliquaient leurs tactiques de défense nationale. Ainsi, la plupart des gouvernements créèrent des commissions prestigieuses et des groupes d'intervention pour étudier la nouvelle menace et recommander des solutions. De nombreux pays commencèrent à réorganiser leur sécurité et leurs services de renseignements, tandis que les budgets nationaux étaient augmentés pour faire face aux nouvelles dépenses. Le secteur privé suivit immédiatement. Des entreprises-conseils proposèrent de nouvelles méthodes liées au marché de la sécurité. Les universités créèrent de nouveaux instituts pour étudier le terrorisme et la sécurité intérieure, ressentant le besoin et voyant là l'occasion d'attirer des fonds publics pour la recherche. Des centres d'entraînement offrirent des cours de formation et d'assistance pour tous les cas d'urgence, catastrophes, défense civile, contrôle des frontières, sur-

veillance, cryptage, stratégies commerciales dans des lieux dangereux, et stratagèmes pour ne pas se faire enlever. Les firmes qui vendaient les tout derniers appareils de contrôle, avec hologrammes ou dispositifs électroniques, pour authentifier les personnes, les marchandises et les documents, virent leurs actions monter en flèche. Le maire sortant et le chef de la police de New York, dont l'attitude héroïque le 11 septembre fut célébrée, prirent leur retraite et se mirent à vendre aux autres villes de la planète des conseils sur la préparation à la catastrophe et sa gestion.

Et le commerce illicite dans tout ça ? Pour le public et les médias, il passait sans doute bien après la menace que le terrorisme faisait peser sur la sécurité. Mais pour les organismes publics et privés qui traitaient directement le problème, les liens entre eux étaient trop nombreux pour qu'on les ignore. Enquêter sur les cellules terroristes – Comment s'étaient-elles formées ? De quoi vivaient-elles ? Pourquoi étaient-elles restées clandestines si longtemps ? – menait au commerce illicite, à l'immigration illégale et au marché des faux documents. Le financement du terrorisme menait aux bureaux de transfert d'argent, aux correspondants bancaires et aux systèmes de transfert internationaux informels comme les *hawalas* qui, tous, servaient à une grande variété d'opérateurs illicites (comme à beaucoup d'immigrés honnêtes). Le terrorisme et le commerce illicite fonctionnaient bien de la même façon, au moyen de réseaux décentralisés et mobiles, d'une grande efficacité. Ils s'aidaient et se nourrissaient l'un de l'autre.

Face à de telles menaces, la lutte contre le commerce illicite s'est intensifiée. Bien sûr, enquêteurs zélés et militants n'ont jamais cessé de combattre les trafiquants. Mais, comme nous l'avons vu à multiples reprises, malgré tous les efforts déployés dans les années 1990, ils n'avaient pu suivre l'expansion explosive du commerce

illicite. Dans le climat actuel, cependant, les officiels du gouvernement, les militants, les concepteurs de technologies, les chercheurs universitaires, et bien d'autres, ont redoublé d'activité. Des lois, des méthodes de police et des procédures nouvelles, des techniques d'expertise innovantes et de nouvelles formes de collaboration internationale prennent forme. Le public, consulté, apprécie et soutient dans l'ensemble ces changements, manifestant peu de doutes.

Mais comment être sûr que tous ces efforts déployés seront efficaces ?

Il est certain que pour réussir dans cette lutte contre le commerce illicite, il faut changer la façon dont nous la menons. Les méthodes du passé ont totalement échoué. Cependant, partout, les gouvernements ont continué trop souvent à les utiliser, encore et encore. Ils ont réinvesti dans des stratégies qui n'ont pas porté leurs fruits, tout en négligeant les angles morts persistants. Bien trop souvent, les citoyens ne les ont pas sanctionnés pour ce manque d'imagination. En Europe et en Amérique du Nord, où l'attente est la plus forte, l'opinion publique et les leaders politiques commettent souvent les mêmes méprises et montrent les mêmes hésitations quand il s'agit d'affronter le commerce illicite.

Le premier devoir, par conséquent, est de décider de rompre le cycle ; de se débarrasser de l'incapacité collective des gouvernements et des citoyens à apprendre, qui a bloqué le progres de la lutte contre le crime mondialisé.

Le second devoir est de ne pas céder à la tentation de recourir à l'indignation morale comme base politique. Bien sûr, presque tout ce qui se cache sous le parapluie du commerce illicite viole non seulement les lois, mais heurte des convictions largement partagées sur le bien et le mal. Pourtant, dans tous les pays, les exhortations morales ont souvent servi de substitut à une analyse honnête du pro-

blème. Cette tendance est pratique pour les politiques et dangereuse pour la société. Elle nourrit une certaine complaisance vis-à-vis de solutions qui ne marchent pas et présente plus de risques et d'embûches à ceux, hommes politiques et citoyens, qui cherchent à innover.

Mais une voie s'ouvre. Si nous apprenons à retenir les leçons du passé et à ne pas céder à la tentation de la morale, nous nous trouvons en excellente position pour comprendre à quoi nous avons affaire et comment l'aborder. Nous pouvons alors tirer le maximum des nouvelles technologies, des idées, et changer nos stratégies nationales et internationales contre le commerce illicite pour avoir une chance de gagner.

La base : utiliser ce que nous savons

Le commerce illicite n'est pas forcément mystérieux. Nous avons toute l'information nécessaire pour comprendre aujourd'hui la façon dont il fonctionne et la raison pour laquelle il est devenu si envahissant et si puissant. Par conséquent, avant de penser à de nouvelles politiques, à des lois, à des institutions ou à des stratégies, il est important d'utiliser les connaissances que nous avons amassées. Il faut garder en tête quelques éléments de base simples, mais souvent négligés.

Le commerce illicite est motivé par le profit et ignore la morale. Cela devrait être évident. Et cependant, la motivation fondamentale du commerce illicite nous échappe trop souvent. Nous avons trop vite recours au langage de la morale pour le condamner. Certes, ses acteurs sont pour la plupart d'abominables criminels. Mais ce qui les motive, ce sont le profit et un jeu de valeurs

souvent imperméables à la dénonciation morale. Le trafic illicite est un phénomène économique, et non moral. Les outils de l'économie sont plus utiles pour en comprendre le sens que des idées tirées de l'éthique et de la morale. L'offre et la demande, le risque et le rapport, sont les premiers moteurs du trafic. Que les trafiquants et leurs réseaux adaptent et affinent continuellement leurs activités, même au prix d'échecs temporaires qui arrêteraient la plupart des individus, comme le risque d'être condamné à de longues peines de prison ou d'être tué, s'explique par des motivations économiques. A moins que les trafiquants ne voient ces motivations s'affaiblir – qu'il y ait moins de demande, des marges plus faibles et des risques plus élevés –, il est presque inutile d'évoquer d'autres remèdes.

Le commerce illicite est un phénomène politique. Les trafiquants ne peuvent prospérer sans l'aide de gouvernements ou de complices dans les services publics clés. De fait, certains gouvernements sont devenus eux-mêmes des trafiquants. Nous disposons d'une montagne de preuves qui montrent que le trafic est politique. Il infiltre les gouvernements et peut aller jusqu'à contrôler l'administration d'une province entière, ou prendre le pouvoir dans un Etat faible ou failli. A nouveau, ce sont les énormes profits liés aux trafics qui provoquent cette criminalisation de la politique et du service public. Trafiquer est politique dans un autre sens encore : l'opinion publique et les hommes politiques interviennent pour une grande part dans la forme et l'application des efforts de répression. Cela inclut la définition de ce qui est criminel, la sévérité des peines selon les crimes, et les budgets alloués pour les combattre. Le trafic illicite ne pourra peut-être jamais être vraiment compris ni réprimé efficacement si nous ne mettons pas l'économie et la politique qui le mènent au centre de l'analyse et des recommandations.

Le commerce illicite concerne davantage les transactions que les produits. Nous sommes habitués à analyser les commerces illicites selon des lignes de produits. A tel point que nous chargeons des agences gouvernementales différentes ou des organisations internationales de poursuivre chaque secteur distinct. Mais les commerces ne sont plus distincts. Les trafiquants passent d'une ligne de produit à l'autre, selon ce que leur dictent et leur permettent des considérations économiques et pratiques. C'est seulement aux extrémités très précisément localisées de la chaîne qu'on peut trouver les spécialistes d'un produit : le planteur de coca bolivien ou le vendeur de CD pirates dans un marché nocturne asiatique. Mais ce sont des personnages marginaux. Nous devons une fois pour toutes nous débarrasser de l'illusion que les différents commerces illicites peuvent être séparés et commencer à voir les trafiquants comme des agents économiques qui ont développé des spécialités fonctionnelles, et non pas des niches pour des produits. Au lieu de faire des distinctions entre trafiquants, contrebandiers, pirates, coyotes, snakeheads, mulets et fourmis, nous ferions mieux de penser aux négociants illicites dans les rôles qu'ils remplissent réellement : investisseurs, banquiers, entrepreneurs, courtiers, transporteurs, stockistes, grossistes, logisticiens, distributeurs, etc. Quand on considère les trafiquants comme des agents économiques opportunistes, motivés par le profit, on comprend qu'il n'y a aucune raison pour qu'ils s'en tiennent à un seul produit.

Le commerce illicite ne peut pas exister sans le commerce licite. Toutes les affaires illicites sont étroitement liées à des affaires licites. De fait, les trafiquants ont intérêt à combiner leurs opérations avec celles d'entreprises légitimes. Les profits extraordinaires qu'ils accumulent, par exemple, poussent tout naturellement à

diversifier. Souvent cela veut dire investir dans des activités légales qui n'ont absolument rien à voir avec l'aspect criminel des autres affaires. Et, complices ou innocentes, les professions qui permettent au commerce illicite de fonctionner si bien sont nombreuses et variées : banques, compagnies aériennes et maritimes, transitaires, transporteurs, camionneurs, coursiers, bijoutiers, galeries d'art, docteurs, avocats, entreprises pharmaceutiques et chimiques, sociétés de transfert d'argent, et des milliers d'autres qui fournissent l'infrastructure permettant au commerce illicite d'opérer rapidement, efficacement et secrètement.

Le commerce illicite concerne chacun de nous. Penser qu'il y a une ligne de partage nette entre les bons et les méchants, c'est tout ignorer de la réalité du trafic aujourd'hui. Le fait est que le commerce illicite intervient dans notre vie de tous les jours de multiples manières subtiles. Certaines sont intentionnelles : le fonctionnaire des douanes, le directeur d'usine ou le banquier privé qui facilitent seulement certaines activités de commerce illicite, ou les conseillers financiers qui mettent des fonds à l'abri du Trésor en violant une ou deux lois mineures. Mais d'autres sont courantes et fortuites : des individus qui paient toujours leurs impôts et ne brûlent jamais un feu rouge, fumeront peut-être par hasard – si c'est vraiment un hasard – un joint, écouteront de la musique illégalement téléchargée sur Internet, achèteront la copie d'un sac Vuitton – toutes choses qui font partie du commerce illicite aujourd'hui.

Il ne s'agit pas de comparer des acheteurs ordinaires à des criminels internationaux. Bien sûr, le chef de la bande qui trafique des femmes pour les prostituer mérite la peine la plus sévère. Mais que dire des hommes qui achètent ces services ? Ou des familles qui ont recours à des travailleurs étrangers illégaux pour des tâches domestiques afin que les

parents puissent poursuivre leur carrière professionnelle ? Est-ce que ce sont des crimes équivalents ? Bien évidemment non. Mais nous ne ferons jamais de progrès si toute notre attention va aux fournisseurs de marchandises illicites et non vers le citoyen honnête dont la demande suscite l'offre. Trop souvent, combattre les commerces illicites est présenté, sans aller voir plus loin, comme la bataille de « nous » – les citoyens honnêtes – contre « eux » – les criminels, souvent étrangers. Alors qu'en réalité, la différence entre « nous » et « eux » disparaît fréquemment. Toute solution doit inclure les consommateurs : les membres « normaux » de la communauté dont les habitudes, les besoins et les comportements contribuent à rendre les trafiquants immensément riches.

Les gouvernements ne peuvent pas y arriver seuls. Les stratégies de la lutte contre le trafic fondées sur la seule action du gouvernement sont condamnées à être cantonnées à ses limites inhérentes – des frontières nationales et des procédures bureaucratiques – que les trafiquants ont su si bien tourner à leur avantage. Et si un gouvernement ne peut seul contrôler le commerce illicite à l'intérieur de ses frontières, il ne le fera pas davantage en dehors – quelle que soit sa puissance. Le commerce illicite présente un problème si important qu'aucun pays, force de police, militaire ou de renseignements, ne peut l'aborder seul. Cela reste aussi vrai pour des gouvernements ayant la capacité d'intervenir en dehors de leurs propres frontières que pour des nations moins puissantes, aux ressources plus réduites. Des actions unilatérales peuvent produire des résultats occasionnels spectaculaires à court terme, mais n'ont encore jamais remporté une victoire sur le long terme dans la lutte contre le commerce illicite. Il n'y a aucune raison de croire qu'il y en aura jamais.

Mais les gouvernements doivent faire partie de la ré-

ponse. La plus grande partie, en fait. Combattre le commerce illicite demande des lois et leur application, qui sont des prérogatives gouvernementales. Cela nécessite une coopération légale, policière et de renseignements transfrontalière. Sans l'autorité légale et le pouvoir coercitif des gouvernements, la bataille est perdue. C'est d'autant plus inquiétant que le commerce illicite a réussi à infiltrer de nombreux gouvernements – et pas seulement dans les sociétés pauvres et instables. Il est essentiel que nous trouvions les moyens d'équiper les gouvernements pour la lutte. Que ce soit des autorités nationales, comme la police des aéroports, des procureurs ou des ministres de l'Intérieur, ou supranationales comme celles de l'Union européenne ou Europol – là où une autorité publique est responsable de la lutte contre le commerce illicite, nous devons à ses agents et aux citoyens qu'ils puissent le faire avec les moyens appropriés. Et ces moyens signifient beaucoup plus que de l'équipement ou de l'argent. Le moyen le plus important que nous pouvons fournir à un organisme public est une mission et un cadre qui aient un sens.

Que faire ?

Avec ces principes pour guides, nous pouvons tracer une voie du succès contre le commerce illicite global. Elle comporte six étapes, qui se suivent et dépendent l'une de l'autre. Comme on le verra, aucune de ces étapes ne permet de résoudre le problème à elle seule. Cependant, la bonne nouvelle est qu'aucune n'est une idée gratuite. En fait, chacune prolonge et capitalise les plus prometteuses des actions déjà engagées. Le plus dur n'est pas de décider

de la stratégie mais de mobiliser la volonté politique pour que cela se réalise – surtout dans les pays les plus riches et les plus influents. Mais si nous nous en tenons à ce que nous avons appris, nous pouvons y arriver également.

Optimiser, développer et déployer la technologie

L'extraordinaire rapidité du développement technologique ouvre, comme dans chaque combat, de nouvelles perspectives dans la lutte contre le commerce illicite. Là aussi, comme dans chaque combat, la technologie seule ne suffit pas. Néanmoins, depuis le tournant décisif du 11 septembre, la recherche et le développement se sont portés beaucoup plus nettement sur un défi déterminant : rompre le lien entre l'expansion du commerce et une vulnérabilité accrue. Les scientifiques et les ingénieurs se sont attachés aux outils qui neutralisent les activités anonymes et la porosité des frontières du passé récent. L'identification, la surveillance, le pistage, la détection sont les nouveaux mots clés de la recherche et du développement. A l'origine de quantité d'innovations commerciales, ce seront de nouveaux obstacles pour les trafiquants. Beaucoup sont déjà en circulation, envahissant notre vie quotidienne plus ou moins discrètement. En voici quelques exemples.

RFID. (*Radio Frequency Identification Devices*) La technologie de radio-identification. De tous les nouveaux outils, celui qui se répand le plus rapidement. Cette technique est destinée à remplacer le désormais familier code-barres et s'impose comme le meilleur moyen d'identifier un article, confirmer son authenticité, enregistrer son origine, la date de sa fabrication et son prix. Un RFID

transmet des radiofréquences à un lecteur spécial qui recueille et confirme les signaux. Certains RFID ont leur propre émetteur; d'autres répondent au signal que le lecteur leur envoie. Leur application va déjà de l'identification des étiquettes sur les paquets et flacons de médicaments aux stocks de marchandises dans les supermarchés : suivant le géant de la distribution Wal-Mart, les supermarchés européens Tesco, Carrefour et Metro souhaitent établir un marqueur standard tandis que d'autres comme Auchan et Casino préfèrent étudier leur propre marqueur. Les RFID peuvent être également utilisés pour les passeports et les visas : les Etats-Unis ont commencé à remettre des cartes identifiantes aux visiteurs étrangers à plusieurs points d'entrée aux frontières, et réfléchissent à la possibilité de généraliser la pratique. Les RFID peuvent être de taille si réduite que les implanter sous la peau de l'animal et de l'homme ne poserait pas de problème d'inconfort. C'est une méthode déjà utilisée, pour des motifs scientifiques ou de préservation, sur des animaux sauvages. Le temps où les humains se présenteront avec enthousiasme pour recevoir leur implant de RFID n'est pas très loin. A Barcelone, par exemple, une boîte de nuit a lancé en 2004 un service spécial pour ses clients VIP : grâce à une puce sous-cutanée, ils ne s'embarrassent plus de leur portefeuille. Si l'objectif principal de cette nouvelle technologie a été commercial, on voit l'intérêt qu'elle pourrait avoir pour identifier les marchandises (et les animaux) illicites. Mais comme les RFID nécessitent des détecteurs pour être lus, cela demande quelques investissements.

Les marqueurs d'emballages et de produits. Quoique les RFID soient les plus connus, on trouve quantité de nouvelles étiquettes intelligentes pour marquer les paquets et les produits. Cela va des encres, couleurs, filigranes,

hologrammes, emballages et papiers spéciaux aux marqueurs chimiques et biologiques minuscules, utilisables quelle que soit la taille du produit. Certains peuvent être synthétisés ou incorporés en cours de fabrication. Ces technologies permettent d'identifier et de suivre les produits aussi bien que leurs utilisateurs.

La biométrie. Une méthode également de plus en plus employée : l'utilisation d'une caractéristique physique unique pour identifier un individu. La technologie de reconnaissance de la voix a fait de gros progrès depuis les rudimentaires appareils d'enregistrement aux résultats pas toujours certains. Mais les techniques de reconnaissance de l'iris de l'œil, de la forme de la main ou du visage, ou même de la démarche particulière d'un individu, sont plus fiables, plus sûres, et ne tarderont pas à devenir familières à ceux qui voyagent de par le monde. Parallèlement au programme américain connu sous le nom de US-VISIT, l'Union européenne a décidé, fin 2003, que tous les visas nécessaires pour voyager dans les pays de l'Union comporteraient des informations biométriques, avec la photo et l'empreinte digitale enregistrées dans une puce. Une banque de données centrale, le Système Européen d'Information sur les Visas (VIS), compilera ces informations et les diffusera auprès des autorités d'immigration des pays membres. L'information biométrique sera intégrée très prochainement dans tous les nouveaux passeports dans le monde : la France, par exemple, a lancé l'émission de passeports biométriques (avec des RFID pour une identification rapide) au printemps 2006. Plusieurs pays qui ont des cartes d'identité nationales envisagent la possibilité d'y inclure des données biométriques. Cela changera profondément le marché des millions de passeports perdus annuellement sur la planète. Et avec les documents d'identification biométriques qui ne vont pas

tarder à être une norme internationale, les implications potentielles de cette technologie sur les mouvements des trafiquants et de leurs produits, quand il s'agit d'êtres humains, sont énormes.

La détection et les dispositifs de sécurité. Les voyageurs ne vont pas tarder à découvrir d'autres outils : les dispositifs de détection qui permettent d'identifier des objets suspects ou de découvrir des traces de drogues et d'explosifs plus sûrement que les classiques rayons X et détecteurs de métaux. Cela comprend des portiques à rétrodiffusion – des scanners qui font le tour du corps et révèlent sans pitié tout objet étranger – et des « aérosols » qui soufflent sur les passagers et analysent les particules libérées – l'idéal pour repérer les traces de drogues et d'explosifs. Dans les ports marchands et les terminaux de chemins de fer, des scanners à grande échelle sont installés, utilisant trois technologies différentes : rayons X, rayons gamma et activation neutronique.

La surveillance et l'écoute. Aujourd'hui, et spécialement dans les pays riches, les carrefours, les guichets de banques, les halls d'immeubles, les magasins, les parkings et même certaines rues sont constamment sous la surveillance de caméras vidéo et photographiés. Et la combinaison d'Internet et de caméras numériques a fait de la surveillance une activité ordinaire qui ne coûte pas cher – même à grande distance et vue du ciel. Les satellites ou les sous-marins qui peuvent enregistrer des échanges passant par des câbles au fond de l'océan sont très performants. De nouveaux dispositifs de balayage peuvent repérer des conversations, des individus, des lieux spécifiques ou déchiffrer des ensembles de mots. Certaines formes de surveillance font maintenant partie de la vie quotidienne : en Grande-Bretagne, où les caméras en circuit fermé sont partout depuis le début des années 1990, on a estimé en

2001 leur nombre à 4,8 millions sur tout le territoire, dont 500 000 en contrôle permanent rien qu'à Londres. Mais d'autres formes sont encore mal connues du public, et leur portée peut être immense. Un projet ultrasecret appelé Echelon, qui concerne les Etats-Unis, le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, consiste en un système d'écoute mondial qui serait capable, en théorie, de permettre à ses utilisateurs d'écouter toute conversation partout. Il a été utilisé pour des opérations contre le terrorisme, et aurait aidé en 2003 à l'arrestation de Khalid Shaikh Muhammad au Pakistan ; mais le secret qui l'entoure, strictement maintenu par les gouvernements promoteurs, empêche de connaître sa portée réelle.

Les logiciels. De puissants modèles d'ordinateurs et des outils d'exploration en profondeur des données portent la détection à un nouveau niveau extraordinaire. Les banques, par exemple, dépensent des sommes considérables pour installer l'AML (*Anti-Money Laundering*), un logiciel contre le blanchiment d'argent, pour satisfaire à l'exigence de « connaître son client ». Des applications de détection de comportement peuvent contrôler des centaines de millions de transactions auxquelles procède une grande banque mondiale, et immédiatement repérer celles qui ont un caractère douteux. Les agents gouvernementaux font appel à un logiciel similaire pour constituer une « topographie sociale » – en interprétant un nombre considérable de transactions et d'interactions afin d'établir la structure et le comportement des réseaux.

Pister les êtres humains. Une technologie pour localiser et retrouver les êtres humains, avec des outils riches de promesses commerciales, en particulier ceux utilisant le positionnement global par satellite (GPS). Les téléphones cellulaires équipés d'un GPS sont devenus très populaires dans beaucoup de pays auprès des parents d'adolescents,

qui gardent ainsi un œil sur eux et savent où ils sont, et s'ils vont bien. Alors que les kidnappings sont de plus en plus en vogue dans certains pays, de tels outils prennent une valeur considérable. Par exemple, ce qui nous semble extrême aujourd'hui mais ne nous paraîtra peut-être plus tel dans quelques années, de riches hommes d'affaires de São Paulo, au Brésil, se sont fait implanter des micropuces sous la peau pour qu'on puisse les localiser en cas d'enlèvement.

La biotechnologie. La révolution biotechnologique ajoutera à ce que nous apportent déjà les méthodes d'identification par l'ADN. Une société de biotechnologie anglaise, Xenova, par exemple, a testé un vaccin anticocaïne qui a permis à 58 % des individus testés d'abandonner leur pratique. La biotechnologie combinée à la microélectronique et aux nanotechnologies promet de fournir un arsenal puissant aux gouvernements qui souhaitent lutter contre les commerces illicites.

Ce déploiement sans limite de la technologie de surveillance, de détection et d'identification éveille une sérieuse et légitime inquiétude. La possibilité d'une invasion de la vie privée n'a jamais été aussi forte. Elle a atteint des niveaux que beaucoup trouvent choquants et potentiellement dangereux. Les gouvernements qui possèdent les détails de la vie privée de leurs citoyens – leurs emplois, avoirs, revenus, familles et habitudes personnelles – sont assez enclins à en user improprement. Des peurs justifiées d'incompétence et d'abus font que les citoyens regimbent à l'idée de permettre l'accès à leur vie privée à ceux qui sont au pouvoir. L'histoire est pleine d'exemples tragiques où les gouvernements ont brimé des innocents en utilisant des données erronées, ou en usant de leurs moyens de recherche privilégiés pour intimider ou réprimer des opposants politiques. Les temps où des listes de

citoyens ont été utilisées pour persécuter des groupes sociaux, et même commettre des génocides, pèsent lourd dans les débats. Jusqu'où les gouvernements peuvent-ils s'immiscer dans la vie de leurs citoyens ? C'est pourquoi beaucoup de démocraties privilégient le droit individuel à la vie privée, du Quatrième Amendement de la Constitution américaine à la Convention européenne des droits de l'homme qui établit « le droit au respect de la vie privée et familiale ».

Mais il semble plus facile d'énoncer ces principes que d'établir en pratique une séparation nette entre le public et le privé qui aboutisse à un consensus dans chaque pays, sans parler d'une norme internationale. Les pays parviennent à des résultats différents quand ils cherchent à équilibrer la sécurité publique et la vie privée, la sécurité intérieure et la liberté individuelle. La société américaine montre une tolérance troublante vis-à-vis de compagnies privées qui « explorent » des données personnelles. Les citoyens partagent souvent volontairement des informations confidentielles avec des employés anonymes d'entreprises privées, mais refusent au gouvernement l'accès à une infime partie de ces mêmes informations. Dans beaucoup de nations de l'Union européenne, par contre, la collecte d'informations par des organismes privés est regardée avec suspicion, mais il y a moins de contrôle et de résistance face au gouvernement qui compile des informations sur ses citoyens. Et comme nous l'avons vu depuis le 11 septembre, l'attitude même de la population peut changer considérablement quand elle se sent menacé. Les offices de surveillance de l'UE, comme le bureau de Contrôle Européen de la Protection des Données ou le CNIL français (Commission Nationale Informatique et Libertés), ont une tâche difficile d'équilibre entre des normes changeantes et l'évolution

des nouvelles technologies. Aux Etats-Unis, cela se termine souvent en justice.

Pourtant, c'est un fait, les technologies qui permettent au pouvoir de s'immiscer dans nos vies sont là. Jusqu'à quel point seront-elles adoptées ? Cela dépendra de la manière dont les gouvernements sauront les utiliser et de leur efficacité pour combattre les criminels et les terroristes. Après tout, un développement technologique abouti ne garantit pas qu'il réussisse et s'implante internationalement. La recherche coûte cher. Les pays riches se montrent naturellement méfiants, et ils renâclent à partager leurs moyens avec des gouvernements en qui ils n'ont pas confiance. Mais rien ne garantit que les pays riches investiront toujours intelligemment. Comme nous avons pu le voir dans d'autres domaines, la technologie n'est qu'une des conditions nécessaires au progrès. En fait, penser que la technologie seule peut l'emporter dans la lutte contre le commerce illicite peut être une erreur fatale. Elle représente une partie de la solution, mais elle est loin d'être suffisante.

Défragmenter le gouvernement

Il est facile d'attendre trop de la technologie et de tomber dans une sorte de fantasme technocratique où les problèmes de nature socio-économique et politique se trouvent enfin résolus grâce à elle. La technologie seule ne marche jamais si les individus et les organisations qui la possèdent ne l'utilisent pas correctement. Si les gouvernements ne changent pas leurs méthodes, les nouvelles technologies ne seront qu'un énorme gâchis qui donne l'illusion du progrès quand il ne fait que révéler de grosses

insuffisances. Une mésaventure récente du FBI devrait servir d'avertissement à tout gouvernement. En mars 2005, le Bureau a perdu la somme de 170 millions de dollars qui avait été investie dans un système de gestion de données qui n'a pas marché. Plus de trois ans après le 11 septembre, les agents du FBI se trouvaient toujours dépourvus de l'outil essentiel à leur travail quotidien. Les raisons de cet échec sont instructives. Le projet, raconte un sénateur qui connaît bien l'histoire, a coulé du fait « d'un surcoût excessif, d'une planification imprécise, d'une mauvaise gestion, de problèmes dans l'exécution et de retards ».

Le FBI n'est pas le seul dans ce cas. Des enquêtes universitaires et journalistiques menées sur le fonctionnement des autorités de contrôle dans différents pays ont fait apparaître de nombreuses faiblesses génériques : des bureaucraties redondantes, des agences dont les objectifs se télescopent, un manque de clarté dans les missions, des problèmes internes de brouille et de concurrence entre agences. Le résultat est loin de ce qu'attendaient les hommes politiques qui ont alloué d'énormes budgets à ces agences. Et trop souvent, l'appareil finit par se bloquer. Ou, comme l'a dit un officier de police anglais à un reporter du *Guardian* en 2003 : « Imaginez une balance géante, mettez sur un plateau le poids de notre inertie politique, sur l'autre il vous faudra bien 3 000 cadavres pour trouver l'équilibre. »

Les technologies n'ont jamais résolu nulle part les conflits de territoire entre agences ou même les simples différences entre conceptions bureaucratiques. Chaque agence a sa culture et ses procédures propres. Les douanes, la police des frontières, les services d'immigration, la police, l'armée, les gardes-côtes, les brigades financières, les diplomates et les espions ont des cadres, des formations et des priorités différents, même lorsqu'ils partagent les

mêmes objectifs fondamentaux. Ces différences peuvent trop facilement mener à une impasse. Même les gouvernements les plus compétents ont du mal à savoir si une main ne défait pas le travail de l'autre. Les agents qui combattent la grande criminalité, que j'ai interviewés tout autour du monde, éprouvent une profonde frustration devant la fragmentation apparemment congénitale de la réponse gouvernementale au commerce illicite.

Alors, que faire ? Malheureusement, la solution serait dans une organisation gouvernementale unifiée – avec l'envergure, l'autorité et la compétence pour s'opposer à l'éventail complet des activités du commerce illicite. Ce qui est dommage, parce que les petites agences sont en général plus efficaces. Cependant, les alternatives sont bien pires. Alors que les trafiquants ne font plus de distinction entre les produits qu'ils commercialisent, les agences gouvernementales séparées par branches sont devenues des obstacles dans la lutte contre le trafic. Leurs contraintes bureaucratiques font le jeu des trafiquants. Tout comme la façon dont ces agences compartimentent les disciplines. La plupart du temps, la police qui fait des saisies dans les entrepôts et les analystes financiers qui repèrent des transactions bancaires douteuses ne communiquent pas. Les procédures compliquées de partage de l'information donnent aux trafiquants une précieuse longueur d'avance. Dans un monde de réseaux criminels décentralisés et souples, le temps disponible entre l'analyse (savoir ce qui se passe) et les opérations (l'arrêter) court très vite. Attribuer ces tâches à des agences séparées est une pratique fragilisante, mais ordinaire. Tout comme les laisser s'éparpiller dans la même agence.

Réunir des flics, des avocats, des comptables, des économistes, des informaticiens et même des sociologues dans des équipes bien intégrées, très fonctionnelles, avec

une grande latitude d'action, est un défi, c'est vrai. Mais il n'est pas insurmontable. Des forces opérationnelles prises dans différentes agences – même transfrontalières – ont réussi à démanteler des trafics et à mettre un certain nombre d'acteurs importants hors circuit. Le problème est que ces forces opérationnelles sont parfois dissoutes, chaque membre retournant à son agence d'origine, tandis que les trafiquants se regroupent et s'adaptent. Soutenir une « mentalité de force opérationnelle » entre de multiples agences sur un temps indéfini s'oppose à tout ce que nous savons de la manière dont les administrations publiques préfèrent opérer. Mais la lutte contre le commerce illicite est trop importante et les adversaires trop puissants pour la laisser à des agences séparées.

C'est pourquoi une vue unifiée du commerce illicite dicte une approche unifiée pour le combattre. Et il n'y a pas de substitut à une agence unifiée qui aurait une pleine responsabilité pour cette tâche. C'est ce que signifie *défragmenter* un gouvernement : unifier des efforts éparpillés pour être plus efficace. Mais tout comme le recours unique à la technologie peut créer l'illusion d'une solution, réunir des efforts en se contentant de bouger des « boîtes » organisationnelles ici et là et les placer sous l'autorité d'un « tsar » peut provoquer une dangereuse illusion. Quand des idées confuses se trouvent combinées à d'énormes sommes d'argent, à une politique bureaucratique mesquine, à une tâche importante, urgente, l'inefficacité et l'incompétence sont garanties. Aux Etats-Unis, le Department of Homeland Security, hâtivement mis en place après le 11 septembre, a créé une illusion d'unité quand, en réalité, en réarrangeant la même pagaille, des agences non coordonnées sont devenues des sources de gaspillage et ont peut-être même augmenté la vulnérabilité. Cette expérience sert ailleurs de leçon aux réformateurs bureaucrati-

ques – y compris en Europe, à ceux qui doivent affronter ces problèmes tant au niveau national qu'européen.

Ce qui soulève, bien sûr, la question du bon fonctionnement d'une agence. Une partie de la réponse est banale, et pourtant essentielle : des plans clairs, des budgets établis sur plusieurs années qui étendent l'horizon au-delà des besoins les plus immédiats, et une direction solide et compétente.

Mais il y a plus, bien sûr. Aucun gouvernement ne peut être efficace si ses objectifs sont irréalistes. Il n'y a pas de solutions organisationnelles au problème des bureaucraties chargées de tâches sans cesse croissantes et pratiquement irréalisables. Si on ne les simplifie pas, si leurs priorités ne sont pas plus sélectives, croire que le problème peut être résolu uniquement par une réorganisation continuera d'être une illusion. Défragmenter le gouvernement doit signifier également faire le point.

Donner aux gouvernements des objectifs réalistes

Quels que soient l'organisation ou le budget, aucune agence gouvernementale ne peut lutter contre les lois de la pesanteur. Cependant, c'est ce que nous attendons de celles chargées de contrôler le commerce illicite. S'interposer entre des millions de clients avides d'acheter et des millions de marchands pressés de vendre, et les arrêter – voilà ce que nous demandons aux gouvernements de faire. Dans la plupart des pays, les résultats ne diffèrent pas trop de ce qui se passe si on essaie d'arrêter un rocher qui dévale la pente d'une montagne : le gouvernement est écrasé. Plus concrètement, il est soit corrompu par les trafiquants, soit prêt à croire que les succès quotidiens

qu'il remporte contre eux sont le signe que la victoire est à portée de main. Ou pourrait l'être si seulement il y avait plus de ressources, plus de technologie et plus de pouvoir pour lutter contre les lois de la pesanteur.

Malheureusement, la plupart des sociétés, des gouvernements ou des agences ne semblent pas prêts à reconnaître le fait – et agir en conséquence – qu'il y a de plus en plus de fournisseurs et de clients, que les volumes des marchés explosent et que de nouveaux commerces illicites surgissent constamment. Et ils sont encore moins prêts à accepter le fait qu'une approche différente pourrait être nécessaire. Cependant, toute évaluation honnête montrera que cette réalité est aussi indéniable que les lois de la pesanteur. Une autre approche est vraiment nécessaire.

Et il faut commencer par admettre que certains de ces commerces illicites devraient devenir licites. Est-ce que cela veut dire une décriminalisation des trafics d'esclaves sexuels, du matériel nucléaire ou de l'héroïne ? Bien sûr que non. Mais cela signifie que les ressources actuellement dépensées pour renforcer l'interdiction du cannabis, des contrefaçons, ou des travailleurs illégaux temporaires devraient être engagées dans la lutte contre des commerces illicites beaucoup plus dangereux. En dépit des interdictions, le cannabis est disponible un peu partout, comme toutes sortes de contrefaçons ; et trouver un travailleur au noir est un jeu d'enfant. Malgré tout, les décisions de décriminalisation sont difficiles, discutables, imparfaites, et non sans risques. Tout comme le fait de continuer à prétendre que l'approche actuelle améliore la situation sociale. Elle ne le fait pas.

Décriminaliser certains de ces commerces est une nécessité pragmatique, qui découle de la réalité. A l'ère de la mondialisation, il est tout simplement impossible de protéger les frontières de tout, en tout temps. Même le

rideau de fer était perméable. Avec la densité actuelle de la circulation des marchandises et des hommes, les outils de communication et le cyberespace, il n'y a pas de barrière qui soit infranchissable. Nous devons faire des choix – entre les activités sur lesquelles nous dépensons nos ressources en répression et celles pour lesquelles une approche différente serait plus adaptée.

Heureusement, nous avons des outils pour nous aider à faire des choix intelligents. Les économistes, les sociologues, les spécialistes de la santé publique et d'autres chercheurs nous aident à comprendre les motivations économiques du commerce illicite et à calculer leurs coûts financiers et sociaux aussi bien que ceux de propositions alternatives. Deux principes, qui devraient être appliqués en même temps, sont indispensables à ces décisions.

Le premier principe est la *réduction de valeur*. Comme dans n'importe quelle activité économique, plus ses participants en tirent bénéfice, plus le commerce illicite grossit. Enlevez sa valeur à une activité économique, et son importance diminuera en conséquence. Ce principe élémentaire d'une réforme basée sur le marché est aussi valable pour le commerce illicite que pour n'importe quel autre domaine.

Le deuxième principe est la *réduction des dommages*. Cela signifie tout simplement calculer et comparer les dommages sociaux qu'une activité commerciale illicite cause aux moyens employés pour les réduire. Les chercheurs ont mis au point des outils pour ces estimations. Ils soulignent, par exemple, le choix de certains pays d'investir dans le traitement plutôt que dans l'incarcération, ou dans les seringues et une information sur le sida pour les drogués. Penser le commerce illicite en termes de dommages est une alternative productive au discours de réprobation morale. Ce n'est pas un changement si important qu'on pourrait le croire. Car ces activités que la plu-

part des gens trouvent totalement amorales sont aussi parmi celles qui coûtent le plus par leur impact social.

Il y a une troisième considération, plus pragmatique. L'ignorer serait manquer de réalisme. Ce sont les contraintes budgétaires imposées aux gouvernements. Concevoir une stratégie de répression contre tous les aspects du commerce illicite est impossible même aux plus riches. Pour les pays pauvres, qui ont d'autres préoccupations plus urgentes comme la qualité de l'eau, l'analphabétisme ou la mortalité infantile, c'est tout simplement chimérique. Focaliser la lutte contre le commerce illicite est essentiel si on veut que les pays en voie de développement aient une chance. Du fait que les trafiquants ignorent les frontières, il est essentiel de réussir dans les pays riches pour réussir dans les pays pauvres, et vice versa.

En pratique, cela veut dire quoi ? La dérégulation, la décriminalisation et la légalisation doivent être des options politiques, une fois vérifié qu'elles réduisent la valeur pour les trafiquants *et* les dommages pour la société. Cela veut dire aussi que s'il n'est *pas* prouvé que ces politiques ont cet effet, elles doivent être réévaluées. Car pour chaque mesure envisagée contre le commerce illicite, nous devons nous poser ces questions : Est-ce qu'elle rendra le trafic moins lucratif et moins attrayant ? Est-ce qu'elle poussera les trafiquants vers des activités moins dommageables ? Est-ce qu'elle diminuera les motivations de tant de fonctionnaires, de cadres d'entreprise, de banquiers et de consommateurs à jouer un rôle, grand ou petit, dans le commerce illicite ? Bien sûr, on ne peut répondre à ces questions à l'avance. Néanmoins, la valeur économique et le coût social doivent être au cœur de notre réponse au commerce illicite, plutôt que mis de côté, comme cela arrive trop souvent.

Ce remodelage est en cours, sous forme d'expériences

qui varient d'un pays à l'autre. Dans certains pays, la décriminalisation de la possession de petites quantités de certaines drogues a allégé la tâche de la police et des tribunaux, leur permettant de se focaliser sur des sujets plus urgents. Au Portugal, par exemple, quoique l'usage de la drogue reste illégal, la possession de moins de dix doses, héroïne et cocaïne incluses, n'entraîne ni arrestation ni pénalité, mais une simple comparution devant une cour qui peut exiger un traitement si l'individu est un drogué notoire. La France et l'Italie, par contre, refusent la décriminalisation. Hors de l'Europe, même le Chili, plutôt conservateur en la matière, est en train de réviser ses lois sur la drogue, en distinguant le trafic, de la vente et de l'usage en petites quantités. De tous les principaux pays industrialisés, ce sont les Etats-Unis qui résistent le plus à la décriminalisation.

Des débats importants se poursuivent : dans quelle mesure, par exemple, la décriminalisation et l'obligation éventuelle de traitement ont-elles réussi à baisser les taux d'addiction ? Il est généralement admis que la décriminalisation n'a augmenté ni le crime ni les comportements antisociaux.

Les drogues ne sont pas le seul front sur lequel se battent les pays. En Europe et aux Etats-Unis, la pression pour réprimer l'immigration illégale est égale à l'intérêt économique que présente l'immigration légale d'une main-d'œuvre qualifiée ou non. Des régularisations périodiques de certains immigrés sont courantes, même si elles sont soumises à conditions. De telles amnisties prouvent la reconnaissance par les gouvernements de l'impossibilité de contrôles très rigoureux des frontières. Et que les lois doivent quelquefois – souvent – rattraper des réalités sociales qui vont déjà de soi pour la plupart des gens.

D'autres expériences encore sont en cours. La Suède, par exemple, a légalisé la vente de services sexuels. Cela ne veut pas dire légaliser la prostitution, car l'achat de tels services est maintenant interdit. En d'autres termes, la Suède a fait porter le risque de la ou du prostitué(e) sur le client, estimant que pénaliser le client est plus efficace pour dissuader la demande – ce qui aboutit à une réduction des bénéfices des trafiquants. Cet exemple montre que prêter attention au côté demande n'est pas un euphémisme pour la légalisation. C'est plutôt une manière d'affronter le commerce illicite pour ce qu'il est, un phénomène strictement économique.

La même chose se produit avec les contrefaçons. Les entreprises découvrent de plus en plus que c'est la technologie, et non les avocats, qui apporte la meilleure protection contre la copie. Investir dans de nouvelles techniques pour rendre la contrefaçon plus difficile ou impossible est une stratégie plus sûre que croire, par exemple, à une très aléatoire protection du brevet par le gouvernement chinois. Toutes les entreprises ne peuvent se permettre ce luxe, et beaucoup interviennent auprès de leurs gouvernements pour qu'on les protège des lois économiques de la pesanteur : les marchandises très demandées qui peuvent être copiées le seront de toute façon, ici ou là. Demander aux gouvernements de se battre pour tout affaiblit leur capacité à défendre la propriété intellectuelle là où elle le nécessite le plus.

Rendre le gouvernement plus efficace, c'est donner à ses agences des objectifs réalistes, et cela signifie, en retour, retirer au gouvernement certaines activités afin qu'il puisse faire mieux avec les plus urgentes et les plus nécessaires.

A problème mondial, solutions mondiales

Soulager les gouvernements est essentiel. Bien sûr, ce que rapporterait la stratégie gouvernementale la mieux conçue court le risque d'échouer aux frontières de ce pays – et avec, toutes les perspectives de succès à long terme. Or le commerce illicite est un problème transfrontalier. Et la seule solution à un problème transfrontalier est une solution transfrontalière. Ce qui veut dire qu'une coopération internationale est impérative. Ce sont des faits incontestables fondés sur la simple logique. Ils compliquent aussi diaboliquement l'action.

Travailler avec les autres n'est jamais facile. Travailler avec des étrangers l'est encore moins, surtout pour les gouvernements. L'arsenal des traités internationaux et des conventions qui contrôlent le commerce illicite fonctionne mieux pour sauvegarder des standards globaux que pour lancer avec succès des poursuites. Les histoires de collaborations internationales minées par la corruption, le non-respect ou l'absence de confiance sont légion. Mais dans le cas du commerce illicite, l'alternative à la coopération internationale est de céder le terrain aux trafiquants, qui arriveront toujours à pénétrer dans les pays aux frontières les mieux gardées. En d'autres termes, une alternative qui n'est pas acceptable. Nous devons faire en sorte que la coopération internationale contre le commerce illicite marche.

Les moyens existent. Tout d'abord, une approche multilatérale intelligente du commerce illicite doit être sélective. Les organisations universelles tombent dans les

mêmes pièges que les traités qui les ont fait naître. L'exemple d'Interpol – l'agence de coopération internationale des forces de police, handicapée par le manque de confiance entre ses membres – contraste avec la réussite de nombreux pays qui ont travaillé à deux, ou en petits groupes. Des approches marginales, fondées sur la confiance, donnent des résultats plus convaincants que ne le ferait un ambitieux traité mondial que la plupart des pays ne suivraient pas. Des traités bilatéraux, une assistance technique, et des accords d'extradition n'ont rien de neuf. Une approche plus récente qui connaît un certain succès est le contrôle des pairs. C'est la méthode mise au point par le Groupe d'Action Financière (GAFI), groupe d'experts issu du G-8 contre le blanchiment de capitaux. Le GAFI résulte de la cooptation d'un nombre limité de pays répondant à des qualifications précises. Tous les pays n'y sont pas invités. Bien au contraire. La clé de la réussite du GAFI est une confiance mutuelle, qui ne peut se faire que d'une façon – prudente et réfléchie.

Les énormes difficultés rencontrées par l'Union européenne pour coordonner étroitement les politiques et établir des institutions communes durables – la Commission, le Parlement, la Cour de justice – ont renforcé sa capacité à régler les problèmes transnationaux. L'Union européenne fait de l'adhésion à ses normes sur nombre de sujets, y compris le commerce illicite, un préalable pour les nouveaux membres. Et à l'intérieur de la Commission, la direction de la Justice et des Affaires intérieures a institué une politique commune et des approches coordonnées pour combattre le crime, y compris le commerce illicite. Il faut noter, cependant, que la Commission détermine le commerce illicite selon les types de produits, et classe le trafic de drogue à part, tandis que toutes les autres formes de commerce illicite se retrouvent sous l'appella-

tion de « crime organisé ». De toute évidence, la fragmentation qui a handicapé la lutte contre le commerce illicite au niveau national a été simplement reproduite au niveau de l'Union.

Néanmoins, l'engagement partagé – autant que l'existence des institutions politiques pour l'appliquer – signifie que des types de collaboration auxquels certains autres pays rechignent vont sans doute réussir entre les pays européens. L'office européen de police, Europol, est une expérience intéressante. Europol a été créé en 1994 comme Unité européenne pour les drogues et s'est rapidement transformé en office de police sur le modèle d'Interpol. Comme Interpol, Europol est petit – seulement 500 employés environ – et agit comme un bureau central plutôt que comme une force directe de police. Mais les pays membres de l'Union européenne font plus confiance à Europol qu'à Interpol. Un autre office, Eurojust, créé en 2002, cherche à coordonner les autorités judiciaires des Etats membres dans la lutte contre le crime transfrontalier. Pour le moment, cependant, Eurojust est un mécanisme de transmission, et non une autorité judiciaire européenne en mesure de poursuivre le crime hors frontières.

On peut se trouver des partenaires et établir la confiance. Mais ce qui est inévitable dans ces approches, c'est un certain degré de flexibilité vis-à-vis du concept de souveraineté nationale. Le GAFI, l'Union européenne, par exemple, ont limité dans une certaine mesure l'exercice de la souveraineté des pays membres sur des sujets spécifiques. Bien que personne n'ait encore élaboré une stratégie solide contre le commerce illicite, le concept d'un *pool* de souverainetés, comme l'Union européenne, apporte aussi le seul espoir de limiter les violations constantes et toujours plus néfastes de la souveraineté nationale que les trafiquants infligent quotidiennement aux Etats-nations.

La leçon que l'on en tire est dure pour les gouvernements. C'est que les formes de coopération les plus efficaces pour contrôler le commerce illicite sont aussi celles qui invitent à un examen mutuel rigoureux – ce que les gouvernements qualifient vite d'ingérence. Cela s'oppose aux notions traditionnelles de gouvernement national fondées sur le privilège de la souveraineté, à la prérogative de l'Etat de légiférer comme il l'entend, sans consulter personne. Néanmoins, sans cette « ingérence », il semble peu probable que les gouvernements se feront jamais confiance, apprendront l'un de l'autre, et travailleront ensemble avec assez d'énergie pour prendre le pas sur les réseaux trafiquants. Tout cela peut paraître, et est peut-être naïf. Mais il serait encore plus naïf de croire qu'un gouvernement qui agit seul peut s'attaquer à un problème mondial comme le commerce illicite.

Avoir une volonté politique

Les outils pour lancer une guerre contre le commerce illicite sont à portée de main. Attaquer de front ses moteurs économiques et son coût social est une approche nouvelle. Comment organiser et équiper les gouvernements pour la lutte ? Des modèles existent. Mettre sur pied une coopération internationale pour livrer une bataille planétaire, problème épineux, laisse entrevoir une possibilité. Tout cela devrait faire naître de l'espoir.

Alors, qu'est-ce qui nous arrête ? La réponse réside dans la politique. Prenons les hommes politiques auxquels incombent ces changements. Leur intérêt pour des réformes potentielles et des innovations se mesure en fonction des réalités politiques de leur électorat. Leurs électeurs,

leurs bailleurs de fonds, leurs alliés dans leur parti, les intérêts investis dans leur région ou leur groupe ethnique, etc., continueront-ils à les soutenir s'ils adoptent de nouvelles mesures politiques ? L'opinion publique sera-t-elle sensible et suffisamment convaincue de leur intérêt ?

Cela vaut-il le risque de s'exposer et de défendre une modification importante pour une politique établie de longue date ? De repenser des intérêts bien ancrés ? Il est facile de reprocher aux hommes politiques d'être frileux, ou de trop dépendre de l'opinion publique exprimée par les sondages et les groupes de réflexion. Adopter aujourd'hui des mesures pour combattre le commerce illicite comporte de réels risques politiques. Nous pouvons attendre des responsables politiques un certain courage, mais pas un comportement suicidaire.

Parce qu'il y a là des choses sacro-saintes. La première est que nous sommes habitués à penser le commerce illicite principalement en termes de morale. Il est tout à fait vrai que le commerce illicite tel qu'il se présente aujourd'hui provoque un choc et suscite l'horreur par sa dureté, son avidité, sa violence et la corruption que le trafic peut entraîner. Mais les exhortations morales peuvent étouffer le genre d'innovation politique dont nous avons désespérément besoin si nous voulons laisser tomber ce qui n'a pas marché et avoir le courage d'adopter de nouvelles stratégies. Nombreux sont les hommes politiques qui se sont réfugiés dans des dénonciations teintées de morale comme un substitut de transparence et d'éducation du public.

Malheureusement, l'apparente hypocrisie des hommes politiques reflète souvent celle de leurs électeurs. Peu d'entre eux possèdent le pouvoir de mener leur électorat au-delà des certitudes morales du moment. Un sénateur américain m'a confié, navré, sous le couvert de

l'anonymat : « Je sais que ce que nous faisons pour lutter contre la drogue ne marche pas. Mais je sais aussi que si je le dis, et propose la légalisation de certaines drogues, la marijuana par exemple, je perdrai la prochaine élection. Je suis prêt à accepter de nouvelles mesures audacieuses qui se démarquent de ce que nous avons fait jusqu'ici. Mais mes électeurs ne le sont pas. » Les certitudes morales simplistes rendent difficiles les innovations politiques. Tout comme les certitudes simplistes sur la souveraineté nationale et le monde extérieur.

Qu'une souveraineté se constitue entre des partenaires qui se font confiance est nécessaire pour lutter contre le commerce illicite. Mais elle est souvent interprétée par le public comme un signe de faiblesse, une soumission à une autorité supranationale non élue, inconcevable et étrangère. Donner l'impression de faire joujou avec le sentiment national peut mener les politiciens droit vers la sortie, comme avoir l'air de prôner l'immoralité. Une rhétorique nationaliste sans nuance rend difficile la distinction entre des mesures spécifiques prudentes prises dans des associations de pairs, ou des concepts comme le « principe de subsidiarité » de l'Union européenne, qui détermine les privilèges souverains à mettre en commun et ceux que les pays membres conservent. Dans beaucoup de pays, en fait, un nationalisme enragé se démène pour s'assurer qu'aucun projecteur étranger ne viendra jouer les trouble-fête dans les affaires de criminels qui ont depuis longtemps abandonné toute loyauté vis-à-vis d'un drapeau ou d'un pays.

La vigilance est plus que jamais nécessaire, car tant qu'ils pourront trouver refuge dans des lieux comme la Transnistrie, le Liberia, l'Ukraine, le Cambodge, la Chine et la Russie, les réseaux pourront se regrouper et se reconstituer après chaque coup porté. Dans ces pays, la

volonté politique de combattre les trafiquants doit venir et être soutenue de l'extérieur. Il appartient aux moins corrompus des gouvernements des autres pays de leur apporter cette aide, de favoriser l'ouverture, la transparence et la démocratie, et de créer des partenariats efficaces contre le trafic entre des nations qui se font confiance. Mais ces gouvernements doivent aussi reconnaître le rôle que leurs propres lois jouent souvent en laissant fructifier le commerce illicite.

Impliquer tout le monde

Les gouvernements ne peuvent pas faire cela tout seuls ; les hommes politiques pas davantage. Eduquer la volonté politique pour qu'elle affronte le commerce illicite est un projet qui devrait nous concerner tous. Les hommes politiques ont besoin de la pression de l'opinion publique pour prendre une décision, et de son soutien quand ils la mettent en pratique. Rien de cela n'est possible sans une certaine conscience de ce qui reste à faire. Cela demande la participation des militants, des journalistes, des universitaires, du clergé, des éducateurs et même des écrivains et des scénaristes pour montrer au public la réalité du commerce illicite et comment il se heurte aux idées reçues du passé.

Il faut comprendre la nature de la menace. Alors que le public a appris que les organisations terroristes sont aujourd'hui des réseaux flexibles, avec des cellules décentralisées, nombre de médias et de discussions politiques évoquent encore la guerre contre le terrorisme en termes de leaders, de cerveaux et de régimes voyous. Ce n'est pas que les cerveaux et les régimes voyous n'existent pas. C'est plutôt que le public a du mal à visualiser ce que sont

exactement ces réseaux, leur importance et l'implication qu'ils peuvent avoir dans la vie quotidienne. De plus, la discussion se trouve généralement limitée à la menace d'attentats terroristes. L'idée que les terroristes ne représentent qu'une petite partie des réseaux mondiaux de commerce illicite, avec des motivations spécifiques, commence à peine à se faire jour. Tout comme savoir à quel point les réseaux de commerce illicite ont détourné la nouvelle économie planétaire.

Comprendre la menace, c'est faire des connexions. Les points sont là pour être connectés. Cependant, nous persistons à envisager le trafic des êtres humains, le trafic de drogue, le piratage de logiciels, etc., comme des agissements discrets ayant entre eux des rapports tout au plus fortuits. Ces œillères servent à nous rassurer. Nous n'aimons pas nous voir comme des criminels, et les interconnexions entre des délits mineurs comme le téléchargement non autorisé de musique avec des horreurs comme l'esclavage des enfants et les guerres civiles africaines nous mettent très mal à l'aise. Mais ce serait passer à côté de l'essentiel. La plupart d'entre nous ne sont pas des criminels. Cependant nous gagnons à savoir qui bénéficie de nos activités et qui en paie le prix ; quelles sont les lois et les motivations à l'origine de cet état de fait ; et comment nous pouvons y remédier.

Faire les connexions est un devoir pour la société civile – c'est-à-dire pour nous tous. C'est ce que nous savons faire quand nous ne sommes pas aveuglés par la structure hiérarchique des gouvernements ou des grosses institutions. Munis des mêmes outils qui rendent les réseaux si efficaces – organisation horizontale, inefficacité des frontières, communications et direction décentralisées, propagation virale des idées, liberté d'échange utilisant les nouvelles technologies –, des groupes formés dans l'intérêt

public ou simplement des citoyens engagés peuvent y apporter une importante contribution. Comme les citoyens organisés en groupes de « surveillance du voisinage » quand ils se rendent compte que le gouvernement ne peut pas, ou ne devrait pas, contrôler tout, tout le temps, la lutte contre le commerce illicite réclame une surveillance de voisinage, dans laquelle les professeurs, les militants et les médias stimulent, cajolent et persuadent les responsables politiques de se lancer dans l'action et les soutiennent et les assistent quand ils y sont engagés.

Comment ? Par l'éducation, la mobilisation, les élections. C'est un travail difficile, et il y a plein d'autres priorités. Cependant, si nous prenons du recul et considérons combien le monde a changé et vers quel monde nous nous dirigeons, les raisons pour lesquelles nous devons nous mobiliser contre les réseaux criminels mondiaux deviennent évidentes. Et urgentes.

CHAPITRE 13

Le monde à venir

Le monde envahi par le commerce illicite est partagé à nouveau entre deux pôles. Ce n'est plus la vieille opposition entre l'Est et l'Ouest, ni celle du Nord riche contre le Sud pauvre. C'est encore moins celle, que certains croient voir, entre les cultures judéo-chrétienne et islamique. C'est plutôt quelque chose d'inédit, la collision entre les points phares et les trous noirs géopolitiques.

En astrophysique, les trous noirs sont des zones dans l'univers où les lois traditionnelles – newtoniennes – de la physique ne s'appliquent pas. Les pages de ce livre sont pleines d'exemples où les façons traditionnelles de penser en matière de politique mondiale et de relations internationales ne s'appliquent pas non plus. Ces pages montrent aussi que le monde ne manque pas de régions et même de pays qui ne sont pas « normaux » par rapport aux standards habituellement retenus par les sciences politiques. Ce sont, de multiples façons non négligeables, des « trous noirs géopolitiques ».

Les trous noirs géopolitiques sont des lieux où les ré-

seaux trafiquants vivent et prospèrent. Pour en trouver un, vous n'avez pas besoin d'aller bien loin. Essayez par exemple la Costa del Sol, en Espagne, depuis des décennies la destination des voyages organisés des classes moyennes anglaise et allemande. Malgré un des taux de chômage les plus élevés et les plus bas revenus d'Espagne, Málaga, la grande ville de cette région touristique populaire, a connu une augmentation de la construction privée de 1 600 % en cinq ans. Pourquoi ? Parce que, comme l'a dit un commissaire de police au *Financial Times*, « de nos jours, les criminels sont des hommes d'affaires, (...) ils veulent pouvoir voyager facilement, trouver des banques efficaces, un climat agréable et l'anonymat. Ils ont tout ça à Málaga ».

Le même rapport indique que 550 groupes criminels opèrent en Espagne, la moitié d'entre eux étant étrangers. Selon José Antonio Alonso, le ministre de l'Intérieur, le crime organisé est « une menace aussi forte pour l'Espagne que le terrorisme islamique ». Cette révélation peut surprendre dans un pays connu pour être une des bases européennes du terrorisme islamique, et victime en 2004 d'un attentat qui a fait 191 victimes, 1 500 blessés, et provoqué la chute du gouvernement. En tout cas, la Costa del Sol est maintenant communément appelée la « Costa del Crime ». Quoique ensoleillée, elle est devenue un trou noir géopolitique que toutes sortes de trafiquants transnationaux, dont les actions contribuent à l'instabilité mondiale, utilisent comme l'un des multiples relais de leurs réseaux.

Manhattan, malgré toutes les mesures draconiennes prises pour renforcer la sécurité depuis le 11 septembre, reste un point d'entrée pour les menaces provenant des trous noirs géopolitiques. C'est ce qu'une enquête menée en 2004 sur le crime organisé russe par le FBI et la police de New York a révélé. Se faisant passer pour les membres

d'une organisation terroriste, l'équipe a rencontré un Arménien, Artur Solomonyan, et un Sud-Africain, Christiaan Dewet Spies, qui étaient prêts à leur vendre tout un lot d'armes de guerre russes sophistiquées, dont des missiles antiaériens thermoguidés et des missiles guidés antichars. La livraison pouvait être faite, à la convenance du client, à New York, Los Angeles ou Miami. On proposait également d'autres articles très intéressants. Selon le témoignage sous serment d'un des agents, « Solomonyan a informé l'IC [informateur confidentiel] qu'il pouvait aussi lui obtenir de l'uranium enrichi qui pourrait, à la suggestion de Solomonyan, être utilisé dans le métro ».

Bien sûr, les trous noirs géopolitiques correspondent parfois avec les frontières d'un Etat. Des « Etats faillis » ou des « Etats voyous » peuvent facilement se transformer en trous noirs géopolitiques. Les Etats faillis comprennent ces zones lointaines et isolées où la loi n'existe pas, et où des seigneurs de la guerre et des despotes gouvernent à leur manière, en toute impunité, de façon parfois médiévale. La Somalie, le Congo ou Haïti en sont des exemples flagrants. La Corée du Nord, l'Irak de Saddam Hussein, le Belarus de Lukashenko et (jusqu'en 2004) la Libye ont tous été communément considérés comme « voyous ».

Les trous noirs peuvent être des régions « sans loi » – disons anarchiques – dans des pays, comme la Transnistrie en Moldavie, les montagnes de Corse, ou les Etats mexicains qui bordent la frontière avec les Etats-Unis. Ou des régions frontalières qui coupent les pays, comme le Triangle d'or en Asie du Sud-Est, ou la « triple frontière » en Amérique du Sud. Ou encore des systèmes de voisinages et de localités, comme les communautés libanaises dans les capitales d'Afrique de l'Ouest. Et de plus en plus, des espaces désincarnés sur Internet. Qu'il soit difficile ou impossible de les repérer sur une carte ne signifie pas

qu'ils n'existent pas. Au contraire même – ce sont ces qualités qui attirent les réseaux.

L'opposé du trou noir géopolitique, c'est le point phare. Ce qui distingue les deux, ce n'est pas le choix des réseaux illicites. Les réseaux sont partout. La différence réside, pour un cadre donné, dans la capacité de l'Etat et des citoyens de s'opposer aux réseaux et d'en venir à bout. Et ce n'est pas simplement la responsabilité des gouvernements ou celle des citoyens. Les deux sont nécessaires. Voilà la différence entre un point phare et un trou noir géopolitiques. Une différence qui peut partager en deux un pays, une ville ou même une famille.

Trous noirs contre points phares

Alors que la souveraineté s'érode et que les nations doivent faire face à des difficultés grandissantes pour contrôler leurs frontières, il semble que les trous noirs géopolitiques, occupés et entretenus par les réseaux illicites, ne peuvent que se développer. Et à moins qu'il se produise un bouleversement majeur, il y a de fortes probabilités pour qu'à l'avenir ils se développent encore, au lieu de disparaître.

Les gouvernements déjà faibles des pays moins développés s'affaibliront encore davantage tandis que les réseaux illicites travaillant sur leur territoire amasseront des fortunes. Inévitablement, les réseaux investiront ces fortunes pour gagner une influence politique et une force militaire rivalisant avec celle des gouvernements des pays où ils opèrent. Dans le même temps, les pays riches connaîtront des difficultés croissantes à réduire chez eux l'influence de trous noirs, discrètement mais effectivement

connectés à d'autres. Le gouvernement néerlandais, par exemple, a livré une bataille difficile contre les réseaux qui, en Hollande, sont le prolongement des réseaux puissants de trafic de drogue du Surinam – une ancienne colonie hollandaise en Amérique du Sud devenue un « connecteur » entre les Andes et l'Europe. Des cas similaires existent dans toute l'Europe et au Japon, où les trafiquants locaux travaillent pour des réseaux qui remontent jusqu'à l'Asie du Sud-Est et la Chine.

On pense généralement que l'Etat-nation a un gouvernement unique, souverain, avec une autorité exclusive sur une juridiction territoriale déterminée. Le sociologue allemand Max Weber a défini le gouvernement comme « l'organisation qui a le monopole de l'usage légitime de la violence sur son territoire ». De plus, selon une définition courante, un Etat-nation se caractérise par : (a) une population permanente ; (b) un territoire défini ; (c) un gouvernement ; et (d) la capacité d'entrer en relation avec d'autres Etats.

Aucun de ces critères ne s'applique aux trous noirs géopolitiques. De nombreuses autorités peuvent exercer un contrôle sur le même territoire, et à l'intérieur des trous noirs géopolitiques, les trafiquants de marchandises illicites qui sont connectés à de plus grands réseaux mondiaux ont un rôle déterminant dans les affaires économiques, politiques et militaires. Les représentants du gouvernement central peuvent contrôler la police, les écoles, et d'autres aspects de la vie civile, mais les réseaux trafiquants contrôleront la production, la protection armée, et la distribution internationale de tout ce que la région possède qui a de la valeur sur les marchés mondiaux – de l'opium aux armes et aux hommes. Les réseaux trafiquants contrôleront aussi les revenus et utiliseront des moyens coercitifs pour protéger leurs activités des menaces (les gouvernements) et des

prédateurs (les réseaux concurrents). Dans certaines régions de Colombie, de Russie, d'Afghanistan, du Mexique, du Laos, et dans de nombreuses parties d'Afrique et d'Asie aujourd'hui, la situation correspond à cette description.

Un facteur essentiel – qui donne aux trous noirs beaucoup de leur pouvoir – est leur *corrélation* spécialisée avec les points phares. Une région perdue, primitive et mal gouvernée – ou pas gouvernée du tout – n'est pas un trou noir géopolitique à moins qu'elle puisse émettre ses menaces à distance. Les réseaux, qui opèrent internationalement, servent de relais aux menaces venant de régions retirées vers le reste du monde.

Dans ce monde futur profondément divisé entre points phares défendus et fortifiés, et trous noirs, vulnérables et envahis par des trafiquants internationaux, un paradoxe important apparaît.

Plus les points phares fortifiés réussissent à se défendre, plus faire une brèche dans leurs fortifications prend de la valeur. Plus le point phare est brillant, plus il devient attractif et lucratif pour les réseaux opérant depuis les trous noirs, qui chercheront à y faire entrer leurs produits et leurs services. Le commerce illicite est essentiellement déterminé par les différences de prix : le bois est beaucoup plus cher à Los Angeles qu'en Indonésie, les feuilles de coca peuvent être transformées et vendues à Miami cent fois leur prix d'achat en Bolivie, les travailleurs camerounais gagnent à Londres des sommes inimaginables dans leur propre pays. Plus le point phare est brillant, plus les prix des marchandises illicites grimpent. Plus le trou noir est sombre, plus les individus qui le peuplent chercheront à vendre leurs marchandises, leurs idées, leur travail et même leur corps aux trafiquants. Ensemble, ces deux tendances provoquent des écarts de prix toujours plus

importants – et, donc, des incitations toujours plus fortes à connecter les trous noirs aux points phares.

Idées et conséquences

Vus sous cet angle, et vérifiés tous les jours, les liens entre commerce illicite et sécurité mondiale (et insécurité) sont puissants, aveuglants et sinistres. Le commerce illicite pousse le monde dans de nouvelles directions qui ont de loin dépassé notre capacité de compréhension, sans parler de maîtrise. Le commerce illicite non contrôlé rend le monde moins sûr. Il donne du pouvoir à ceux qui rejettent ou se moquent de la gouvernance et des normes sociales. Il fournit un asile économique aux rebelles, aux escrocs et aux terroristes. Il pousse à la corruption, porte atteinte au développement économique et rend plus vulnérables ceux d'entre nous qui respectent les lois et comptent sur elles pour être protégés. Tout cela met non seulement les gouvernements, mais des sociétés entières sur la défensive, avec tout ce que cela entraîne d'inquiétude et de frustration. Le commerce illicite n'est pas simplement le problème du respect des lois, qui existe depuis des temps immémoriaux. C'est cela, mais aussi une nouvelle menace qui, grâce aux nouvelles technologies, aux nouvelles économies et aux nouvelles politiques, a acquis la possibilité de changer le monde. On ne parle plus de crime. On parle d'instabilité mondiale.

Comme on l'a vu dans le chapitre précédent, la situation n'est pas désespérée. Il y a des choses que nous pouvons faire. Mais pour arriver à atténuer ces menaces, il faut une action agressive vers les objectifs soulignés dans ce chapitre, déployer les meilleures technologies et faire en sorte

que les gouvernements puissent les utiliser efficacement – une tâche impossible si nous continuons à imposer à des administrations des objectifs irréalistes et leur demandons d'agir sans alliés à l'étranger ni appui politique chez elles. Et rien de ceci ne sera réalisable si nous ne changeons pas notre vision des commerces illicites. Nous avons besoin de voir clairement qui sont les acteurs principaux, ce qui les motive, les conséquences politiques et sociales, et pourquoi les gouvernements n'arrivent pas, malgré tous leurs efforts, à les contenir. Plus que tout, nous devons utiliser ce que nous avons appris pour contester les théories communes des dirigeants sur la politique mondiale – théories qui nous font perdre la lutte contre le commerce illicite et qui restent dominantes à ce jour.

Un échiquier différent

En 2000, un éminent professeur américain d'une prestigieuse université, alors conseiller d'un candidat à la présidence des Etats-Unis, publiait dans *Foreign Affairs* un article décrivant l'état du monde. Ayant exposé, selon son interprétation, où ce monde en était et où il allait, le Professeur Condoleezza Rice, de Stanford University, concluait que les priorités internationales des Etats-Unis devaient être de « renforcer la puissance militaire américaine, mettre fin aux régimes voyous et s'arranger avec Pékin et Moscou ». Dans sa vision du monde à venir, le terrorisme ne figurait pas comme un problème essentiel. Rice le mentionnait deux fois, mais surtout comme motif de répression vis-à-vis des quelques Etats « voyous » enclins à l'utiliser. Elle mentionnait l'Irak (« Rien ne changera tant que Saddam sera là »), la Corée du Nord et l'Iran.

L'article montrait que dans la vision du monde du Professeur Rice, ce qui comptait le plus était les Etats-nations, surtout ceux disposant des plus fortes capacités militaires. En conséquence, écrivait-elle, « le devoir essentiel des Etats-Unis est de se focaliser sur les relations avec les autres Etats puissants », en particulier la Chine, la Russie, les pays européens et l'Inde. Cette dernière méritait l'attention, expliquait-elle, parce que même si l'Inde « n'est pas encore une grande puissance, (...) elle a le potentiel pour en devenir une ». En ce qui concernait la Chine : « La coopération devrait être poursuivie mais nous ne devons jamais craindre d'affronter Pékin quand il y a conflit d'intérêts. »

L'article ne mentionnait jamais le terrorisme islamique en particulier, ni la poussée explosive de la criminalité transnationale. Alors qu'elle connaissait sûrement la menace croissante venant, comme on dit dans le jargon des relations internationales, des « acteurs non étatiques », elle pensait de toute évidence que d'autres priorités l'emportaient. Selon son idée, les gouvernements étaient – et continueraient d'être – les acteurs principaux sur l'échiquier international.

Dix-neuf mois plus tard, Rice devait ajuster ses priorités. Car comme un tremblement de terre, le 11 septembre 2001 fut à la fois tragique – provoquant la stupéfaction et tuant des milliers de personnes – et plein d'enseignements. La seule bonne chose en matière de tremblements de terre, c'est qu'ils fournissent aux sismologues des nouvelles données inestimables sur les forces souterraines qui travaillent en profondeur et qu'on n'aurait pas autrement. Le 11 septembre apporta de nouvelles informations vitales sur des forces puissantes, dangereuses et jusque-là presque invisibles, profondément enfouies dans le système international.

Soudain l'Afghanistan, une nation faillie et misérable, aux antipodes des Etats-Unis et dotée d'une armée minable, devint le nouveau grand ennemi de l'Amérique, réclamant avec urgence son attention. Un vieil adversaire, presque un cliché, Saddam Hussein, dont les liens avec les attentats du 11 septembre ne furent jamais établis et qui n'avait sans doute jamais imaginé que son destin serait scellé à Manhattan en ce matin de septembre, redevint une priorité du programme militaire américain. Mais l'information nouvelle, la plus importante, que le séisme du 11 septembre révéla était une entité nébuleuse appelée al-Qaïda – un groupe religieux ? un mouvement politique ? un réseau ? l'ONG la plus insidieuse du monde ? quoi d'autre ? – désormais pour l'Amérique la principale menace.

« Le 11 septembre clarifia (...) le genre de menaces auxquelles nous devons faire face dans l'ère post-guerre froide », déclara Rice au cours d'une interview, en 2002, cette fois-ci en tant que conseillère pour la Sécurité nationale du président des Etats-Unis. Mais en dépit de cette toute récente clarification, la réponse américaine au 11 septembre fut la persistance des vieux instincts et hypothèses. Devant la perspective d'avoir à lancer une nouvelle sorte de guerre contre une nouvelle sorte d'adversaire sans Etat, doté d'une inquiétante mobilité qui lui permettait de passer à volonté secrètement les frontières, l'administration Bush préféra partir en guerre contre des Etats-nations.

Face à la complexité des réseaux trafiquants actuels et des trous noirs géopolitiques, la persistance à chercher l'ennemi parmi les Etats-nations a donné jour à des contradictions notables. Par exemple la loi passée en 1999 aux Etats-Unis, le National Missile Defense Act, au terme duquel « les Etats-Unis décident de déployer dès que la

technologie le permettra un Système de Défense antimissile capable de défendre le territoire des Etats-Unis contre une attaque limitée par missile balistique ». Poursuivre cet objectif coûte annuellement entre 7 et 8 milliards de dollars. Pendant ce temps, environ 5 % seulement des 6 millions de conteneurs expédiés chaque année aux Etats-Unis sont inspectés. Entre 2002 et 2004, le programme de la sécurité fédérale portuaire accordait seulement 515 millions de dollars, sur lesquels elle n'a dépensé qu'environ 100 millions, bien loin de ce que les gardes-côtes américains estiment nécessaire.

Si le besoin de déployer un « bouclier » style *Guerre des Etoiles* protégeant les Etats-Unis d'une attaque de missiles balistiques est une proposition qui peut prêter à controverse, ce n'est pas le cas pour le besoin de renforcer la sécurité des ports. Cependant la défense antimissile obtient un immense budget et la sécurité des ports, rien.

La défense antimissile, bien sûr, est un programme datant d'avant le réveil brutal du 11 septembre. Mais la mentalité pré-11 septembre a-t-elle vraiment changé ? Par exemple, même si les Etats-Unis et l'Europe s'opposent au développement du programme nucléaire de l'Iran, les Etats-Unis ont aussi accepté d'attendre jusqu'après 2008 pour les armes nucléaires et autres matériels sensibles russes. Comme on le sait, ces matériels sont gardés dans de mauvaises conditions, par des gardiens faciles à convaincre de faire leur travail sans trop de zèle.

Mais il serait injuste de voir dans la pensée qui guidait ces jugements la doctrine aberrante d'un petit groupe d'intellectuels extrémistes à Washington. Au contraire : les points de vue exprimés par Rice et d'autres répondaient à une ligne de pensée respectable qui a dominé la réflexion sur la politique mondiale pendant des années, des siècles même.

Des lentilles usagées

On les appelle les « réalistes ». Selon les manuels scolaires, les adeptes de cette école de pensée croient que les Etats-nations souverains sont les composants fondamentaux du système international. Par conséquent, parce que chaque nation est relativement indépendante (souveraine) et n'a à répondre aux desseins d'aucune haute autorité, le système des nations est, de façon inhérente, anarchique. Les Etats agissent les uns vis-à-vis des autres en utilisant la force pour défendre leurs intérêts nationaux. Le résultat est la « Realpolitik », terme utilisé par le chancelier allemand Otto von Bismarck au XIX[e] siècle pour décrire ce qu'il voyait comme « la politique de la réalité ». En d'autres mots, faire avec le monde tel qu'il est, et non comme vous voudriez qu'il soit.

Dans ces conditions, la force et autres considérations pratiques – capacités militaires, ressources, géographie, population – plutôt que les idées, valeurs ou éthiques, dictent comment la nation doit se comporter vis-à-vis des autres. Si vous voulez prédire le comportement international d'un pays, voyez ses besoins et comparez sa force militaire à celle des autres pays. Cela vous en dira plus sur sa conduite future que n'importe quelle déclaration que ses chefs pourraient faire.

La vision réaliste appartient à une longue lignée et a encore les faveurs de nombreux universitaires influents. En 1998, j'avais demandé au Professeur Stephen Walt de Harvard, un des spécialistes mondiaux les plus qualifiés en matière de relations internationales, un article pour le

magazine *Foreign Policy* sur les principales écoles de pensée de politique internationale, qui étudie la position de chacune face aux changements apparus dans les années 1990. Walt concluait que « la fin de la guerre froide n'a pas amené la fin de la politique des forces, et le réalisme a des chances de rester l'instrument le plus utile de notre boîte à outils intellectuelle ».

En 2004, trois ans après le 11 septembre, j'ai demandé à Jack Snyder, un autre grand expert, professeur à l'Université Columbia, d'évaluer ce que les attaques terroristes et la réaction américaine apportaient à la façon dont les experts pensaient la politique internationale. Selon Snyder, aucune institution, loi, règle, ou « communauté internationale » n'avait été en mesure de réfréner les décisions unilatérales d'un pays, les Etats-Unis, qui avait la capacité militaire et la volonté d'attaquer d'autres pays dans la poursuite de ce qu'il percevait comme son intérêt national. En d'autres termes, les événements se déroulaient exactement comme les réalistes l'auraient prédit. Comme son collègue Walt six ans auparavant, Snyder concluait que le modèle réaliste offrait encore les lentilles les plus fiables pour déterminer le sens de la politique mondiale.

Il y a des visions alternatives, bien sûr. L'une est le « libéralisme » – terme qui a une signification spécifique dans les relations internationales. Plutôt que de se concentrer sur la lutte pour le pouvoir, la survie et la domination, le libéralisme donne une grande importance aux facteurs qui empêchent les nations d'utiliser la force l'une contre l'autre. De ce point de vue, le commerce international, la démocratie et les institutions politiques mondiales tressent un chapelet de contraintes qui réduit à la fois la tentation et la possibilité de faire la guerre. Plus les pays sont liés par le commerce et l'investissement, moins il y a de chances qu'ils s'attaquent réciproquement. De plus, selon le libé-

ralisme, les démocraties qui doivent rendre des comptes à leurs électeurs sont moins promptes à faire la guerre que les régimes autoritaires. Et des institutions comme l'Union européenne, l'OTAN et le NAFTA réduisent l'éventualité d'un conflit armé entre leurs nations membres.

Les réalistes et les libéraux voient le futur différemment. A propos de l'évolution de la Chine par exemple, les réalistes américains s'inquiéteraient que la Chine devienne assez riche pour s'offrir une armée puissante, qui en ferait une rivale importante des Etats-Unis dans les affaires du monde. Mais dans la perspective du libéralisme, l'ascension économique de la Chine est un objectif qu'il vaut mieux soutenir que craindre. Faire de la Chine un membre de l'Organisation Mondiale du Commerce, par exemple, et s'assurer qu'elle entretient des relations commerciales et d'investissement avec d'autres pays ferait plus pour la paix mondiale qu'essayer de bloquer son développement économique, simplement parce que, pour les dirigeants chinois, faire la guerre reviendrait beaucoup trop cher.

L'idéalisme (ou le constructivisme) est une autre école de pensée importante qui cherche à expliquer et prédire la politique mondiale. Il met l'accent sur le rôle des croyances, des idées, de la culture, des récits et des identités sociales, dans les comportements des Etats-nations et des élites qui les dirigent. Et il y a encore d'autres théories, habituellement des variations ou des combinaisons de ces grandes idées. L'une d'elles est l'approche « néo-conservatrice », qui est devenue un terme très populaire pour décrire la politique étrangère et les décisions militaires de l'administration Bush après le 11 septembre. Cette approche et ses partisans, souvent appelés les « *neocons* », défendent une action agressive, si nécessaire unilatérale, des Etats-Unis pour promouvoir les « valeurs américai-

nes » – la démocratie, les droits de l'homme et les marchés libres – et maintenir la suprématie mondiale de l'Amérique. (En réalité, peu de membres éminents de l'équipe Bush acceptent le label « *neocons* ». Pas plus que les principaux penseurs du mouvement ne sont prêts à admettre que la doctrine est correctement représentée par les décisions du gouvernement des Etats-Unis durant la présidence Bush.)

Les débats politiques entre ces écoles de pensée sont souvent orageux, à Washington ou dans d'autres capitales. Cependant, en dépit de leurs différences fondamentales, toutes ces théories sur les relations internationales partagent la même solide propension à penser les Etats-nations souverains comme les acteurs principaux des affaires du monde. Elles diffèrent sur ce qui motive les nations et les forces qui empiètent sur leur autonomie, mais au fond elles continuent de faire des Etats souverains le centre de leur attention et la base de leurs arguments.

Beaucoup de penseurs influents s'accrochent encore au postulat que dans le futur rien de majeur ni de définitif ne risque d'arriver dans les affaires du monde sans l'implication active d'un Etat-nation. Ils prendront comme exemple qu'en face des trafiquants nucléaires d'A.Q. Khan se trouvaient la Libye, l'Iran et la Corée du Nord – des gouvernements souverains qui cherchaient à acquérir de plus grandes capacités nucléaires pour servir leurs intérêts nationaux. Cette participation active des gouvernements peut être utilisée pour « prouver » que les Etats-nations souverains sont encore les premiers acteurs du monde. Mais ce n'est pas si simple. Oui, les Etats-nations achetaient, mais les réseaux sans Etat vendaient. Et les deux parties changeaient le monde – ensemble.

Cependant, beaucoup d'experts distingués rejettent l'idée que des acteurs autres que les Etats aient une telle

importance. Dans son étude sur la pensée post-11 septembre, marquée par la conscience nouvelle de l'existence d'un terrorisme international, le Professeur Snyder écrivait que « des Etats, et non les Nations unies ou Human Rights Watch, avaient mené la bataille contre le terrorisme. (...) Des idées de réalisme politique (...) ne sont pas devenues obsolètes parce que des groupes non étatiques sont maintenant capables de recourir à la violence ».

Et il n'y a pas que les universitaires. Certains personnages politiques influents aussi ont du mal à accepter que des réseaux mondiaux aient acquis des compétences significatives et puissent agir sans le soutien d'un Etat-nation. Richard A. Clarke, haut fonctionnaire spécialiste de l'antiterrorisme à la Maison Blanche de 1998 à 2003, écrit qu'il s'était rendu compte que « Rice et son adjoint, Steve Hadley, fonctionnaient encore sur le vieux paradigme de la guerre froide », né du traitement des problèmes posés par les pays du pacte de Varsovie et l'Union soviétique avant 1989. Il se souvenait leur avoir dit qu' « il n'y a plus de démarcations entre le national et l'étranger. Les Etats-Unis ne sont pas menacés par des missiles balistiques soviétiques transportant des bombes, mais par des terroristes transportant des bombes ».

Clarke explique ensuite que lorsqu'il a organisé une réunion sur al-Qaïda à la Maison Blanche en avril 2001, certains de ses collègues ne partageaient pas son inquiétude sur les risques courus par les Etats-Unis. Il écrit que lorsqu'il a insisté sur la nécessité de poursuivre al-Qaïda, « Paul Wolfowitz, adjoint de Donald Rumsfeld à la Défense, s'est agité, la mine renfrognée. Hadley lui a demandé s'il allait bien. "Enfin, je ne comprends pas pourquoi nous commençons à parler de ce type, ce Ben Laden", a dit Wolfowitz. (...) J'ai répondu avec vigueur et le plus clairement possible : "Nous parlons d'un réseau d'organi-

sations terroristes appelé al-Qaïda, qui est dirigé par Ben Laden, et nous parlons de ce réseau parce que lui et lui seul représente une menace immédiate et sérieuse pour les Etats-Unis." (...) Finalement, Wolfowitz s'est tourné vers moi. "Vous donnez trop d'importance à Ben Laden. Il ne peut pas faire des choses comme l'attentat de 1993 à New York, pas sans l'appui d'un Etat." »

Comme nous le savons maintenant, al-Qaïda et Ben Laden continuent à représenter une menace, même si aucun Etat ne les soutient ouvertement et activement. Ce sont des réseaux sans Etat qui ont touché New York le 11 septembre, Madrid en mars 2004, et Londres en juillet 2005. Et les réseaux sans Etat frapperont encore.

Frontières asymétriques

Aucune frontière n'est étanche. Même la plus rigoureuse des polices d'Etat n'est pas capable de fermer complètement ses frontières nationales. *The Guardian* a publié en 2004 cette dépêche des rives du Yalu, le fleuve qui sépare la Chine de la Corée du Nord : « Ici et là, on aperçoit des silhouettes floues sur les deux rives du fleuve envahi par le brouillard, occupées tranquillement à leur commerce illégal – mais prospère – de femmes, d'espèces en danger, de nourriture et de fournitures diverses, qui tourne en dérision la réputation de la Corée du Nord de pays isolé du reste du monde et étroitement contrôlé. »

Et il s'agit de la supposée hermétique Corée du Nord. Naturellement, plus un pays est libre politiquement et économiquement, plus son gouvernement a des difficultés à exercer un contrôle effectif aux frontières.

D'où le thème qui court tout au long de ce livre – l'idée

que les années 1990 ont vu un changement politique, technologique et économique qui a dissous l'étanchéité dont dépendait la sauvegarde des frontières des Etats-nations. Ces changements ont profité aux trafiquants plus qu'aux gouvernements. Bien sûr, les gouvernements ont pu agir internationalement dans les années 1990, principalement grâce au développement des voyages et de la communication. Mais les trafiquants en ont retiré davantage.

Cela donne des frontières de guingois, asymétriques. Alors que du point de vue d'une administration gouvernementale, la frontière est une paroi difficile à escalader, elle descend en pente douce aux yeux des trafiquants. Ils ont les outils, les ressources et l'expérience pour franchir les frontières. Et bien sûr, la récompense en or attend au bout du chemin. Les frontières protègent les trafiquants de leurs poursuivants qui ne peuvent passer les limites de leur juridiction sans un accord officiel des autorités légales de l'autre pays – une formalité bureaucratique difficile et ennuyeuse à remplir et qui pose des problèmes de confiance et de coordination. Et bien sûr, ce sont les frontières qui permettent aux gouvernements de créer des différences de prix, ce qui donne aux trafiquants l'occasion de s'en mettre plein les poches.

Bref, les frontières sont les meilleures amies du trafiquant et un énorme casse-tête pour ceux qui le pourchassent. Cette asymétrie n'est pas nouvelle, mais elle est devenue plus sensible. Et à considérer l'avenir, on peut penser que les frontières asymétriques ont des chances de le devenir encore davantage.

La souveraineté vidée de sa substance

La souveraineté est un des problèmes les plus épineux de notre temps. Le principe de non-intervention, en vertu duquel un Etat n'avait pas le droit d'intervenir dans les affaires intérieures d'un autre, est de moins en moins respecté, souvent pour des raisons humanitaires. L'intervention armée de l'OTAN en Yougoslavie pour arrêter le « nettoyage ethnique » et les opérations de maintien de la paix de l'ONU dans des Etats ravagés par des conflits nationaux en sont de bons exemples. De leur côté, le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque mondiale imposent constamment des conditions de politique économique à des pays qui dépendent de leur soutien financier, et donc empiètent sur leur souveraineté.

Les trafiquants, bien sûr, violent sans arrêt la souveraineté des Etats. Et pas seulement en faisant de la contrebande. Dans beaucoup de pays, les trafiquants – souvent soutenus par des partenaires étrangers – s'emparent de l'Etat ou des gouvernements locaux, en influant par leur argent sur la politique ou en mettant leurs hommes au pouvoir. Par la force et la violence, ils ont gagné le contrôle de territoires entiers ou de quartiers dans les grandes villes. Dans certaines capitales – Rio de Janeiro, Manille, Mexico, Bangkok, Le Caire – une grande partie de la population est pratiquement sous le contrôle des réseaux trafiquants et criminels, et pas sous celui du gouvernement local.

Il y a là des aspects qui ne sont pas nouveaux. La souveraineté n'a jamais été absolue, et la fin de l'Etat-nation a

souvent été annoncée. Mais les Etats-nations ne sont pas près de mourir et continueront à être les composants principaux du système international. Cependant, penser à la souveraineté sans prendre en compte les termites qui la minent – ou croire que le pouvoir de l'Etat peut neutraliser leur impact en construisant des barrières ou en fermant électroniquement les frontières –, c'est ignorer une pléthore de signaux d'alarme manifestes. A chaque fois, les parlements et les législations ont voté des lois pour rendre les frontières nationales plus résistantes aux passages illicites. Et à chaque fois, ces lois étaient fondées sur des compétences supposées que les gouvernements n'ont tout simplement pas et semblent incapables d'acquérir.

Des rapports provenant d'institutions crédibles confirment presque tous les jours l'impuissance des gouvernements à contrôler les frontières nationales. Par exemple, selon une étude publiée en 2005 par l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), le trafic des êtres humains est en augmentation. « Le problème ne diminue pas (...) mais il est de plus en plus souterrain », déclare Helga Konrad, de l'OSCE. Un autre rapport révèle qu'en 2005, il y avait trois fois plus d'immigrés illégaux vivant en Espagne qu'en 2001. Et en dépit d'efforts et d'investissements importants, les Etats-Unis n'arrivent pas à se protéger de l'assaut de termites qui s'en prennent à leurs frontières. Malgré un renforcement des contrôles après le 11 septembre, le nombre d'immigrés illégaux continue d'augmenter au même taux que dans les années 1990. Et ce ne sont pas seulement les immigrants qui violent les frontières. Toutes sortes de marchandises illicites continuent de se déverser, à un rythme même accéléré en certains endroits.

De plus, dans les exemples cités plus haut, les gouvernements sont parmi les plus riches du monde, et leurs

mécanismes sont comparativement les plus capables et les mieux fournis en talents, argent et technologie. Une nation « normale » ou moyenne dans le monde d'aujourd'hui – comme le Brésil, l'Inde, l'Indonésie, l'Argentine, la Thaïlande ou l'Egypte – n'a pas des capacités similaires et est par conséquent beaucoup plus vulnérable à l'influence des réseaux trafiquants.

Dans le monde à venir, l'Etat sera peut-être encore là pour un moment, mais sa capacité à satisfaire les attentes traditionnellement attachées à sa souveraineté nationale continuera sans doute à s'affaiblir. C'est pourquoi nous avons besoin de repenser la souveraineté. Alors que pour le citoyen honnête, la « souveraineté nationale » prend un caractère divin, pour le trafiquant elle a un caractère vain, qu'il ne se gêne pas pour violer.

Nous devons considérer la possibilité que se cramponner aux vieilles idées concernant la souveraineté peut retarder l'évolution de l'Etat-nation et donc affaiblir la sécurité de ses citoyens. Cela peut sembler difficile, et même improbable, mais la souveraineté nationale, la sécurité et le bien public seraient mieux assurés par un gouvernement qui collabore étroitement avec d'autres nations dans la lutte contre les trafiquants, plutôt qu'en continuant à tenter de boucher les trous des frontières avec un ciment qui ne tient pas. « Fermer la frontière » répond certainement au sentiment national et à l'instinct de conservation de l'homme, qui construit murs et fossés pour se protéger. Mais quand la menace voyage par fibres optiques, et que trouver un moyen de passer la frontière avec un paquet rapporte une fortune inimaginable ou l'espoir d'une vie meilleure, l'idée de se reposer principalement sur des mesures de sécurité unilatérales paraît fort contestable.

Cela ne veut pas dire que les nations doivent abdiquer le

droit à sauvegarder leurs frontières ou à défendre leur culture et leurs valeurs. Mais ce serait une grande naïveté de croire que les nations peuvent écarter les menaces rien qu'avec des contrôles étroits. Malheureusement, c'est aussi une promesse politique, d'autant plus malhonnête qu'elle s'adresse à des électeurs effrayés par les nouvelles menaces déconcertantes qui viennent de « l'étranger ». L'idée que les frontières ont beaucoup perdu de leur pouvoir pour tenir à distance ces menaces n'est pas un message que les électeurs aiment entendre ou que les hommes politiques s'empressent d'endosser.

Cherchez l'Etat *

Dans le scénario classique du film noir, une formule aide le détective à résoudre le crime : « *Cherchez la femme* *. » La femme qui déclenche la passion et provoque un comportement atypique chez l'homme. Trouvez la femme et le problème sera résolu. Un instinct similaire tend à pousser les penseurs et décideurs dans les affaires du monde. Pour eux, quoi qu'il arrive, ils se disent : « *Cherchez l'Etat.* » Cherchez celui qui se cache derrière, et vous serez sur la bonne voie pour comprendre la situation.

Mais le boom mondial des réseaux trafiquants suggère quelque chose de tout à fait différent. Commerces illicites d'armes, de drogue, d'êtres humains, de blanchiment, d'organes, d'animaux, de déchets toxiques et tout le reste – sans parler du terrorisme international –, tout nous indique la forte pression exercée sans cesse par les réseaux

* En français dans le texte.

internationaux pour miner l'autorité des Etats, corrompre les entreprises légitimes et les gouvernements, et détourner leurs institutions et même leur objet.

Oui, les Etats sont impliqués. Mais pas selon les théories classiques des relations internationales. Les Etats souverains sont supposés être unitaires. Ils sont dirigés par des bureaucraties fondées sur la coordination et la hiérarchie (avec tous les dysfonctionnements que cela génère). Et ils prennent toutes les grandes décisions – engager l'armée, contracter des dettes, acheter des armes, lever des impôts et fournir une aide à l'étranger.

Cependant le genre de liens que les réseaux développent actuellement dans les gouvernements, et vice versa, devrait nous forcer à repenser les facteurs qui façonnent les mécanismes du système international. Les gouvernements tendent à être partiellement, pas entièrement, impliqués dans les réseaux – par le biais d'un ministre voyou ou d'un savant financé par l'Etat, d'un service de sécurité loyal à une puissante faction politique fondée par des trafiquants, l'administration relativement autonome d'une entreprise d'Etat, ou simplement l'accumulation de centaines de petits actes de corruption commis par des fonctionnaires mineurs aux aéroports ou aux postes-frontières. Les brigades d'élite de la police nationale cambodgienne font des rafles dans les bordels que le commandant de cette même police protège. Le haut gradé militaire chargé de la lutte contre les narcotrafiquants au Mexique purge actuellement une peine de prison après avoir été condamné pour collaboration avec les trafiquants. En 2004, le Parlement lituanien a démis le président Ronaldas Paksas de ses fonctions pour avoir touché de l'argent d'un homme d'affaires russe, Yuri Borosov, soupçonné d'avoir des liens avec le crime organisé russe. Les services de sécurité lituaniens avaient enregistré des conversations au cours desquelles Borosov

disait au Président qu'il deviendrait un « cadavre politique » s'il ne respectait pas leur « accord ».

Ce sont peut-être là des cas individuels, des « pommes pourries ». Mais il y a une évidence grandissante d'arrangements plus structurés et organisés entre des réseaux trafiquants et des groupes d'individus travaillant à de hauts niveaux dans les gouvernements. Les Etats-Unis ont « clairement établi que les diplomates de Corée du Nord, les militaires haut gradés, et des officiels du parti et/ou du gouvernement sont impliqués dans le trafic de narcotiques » et que « des biens appartenant à l'Etat, particulièrement des navires, sont utilisés pour faciliter et participer à des opérations de trafic de drogue ». Au Pérou, Vladimiro Montesinos, le chef des services secrets, qui dirigeait la lutte contre les mouvements insurgés et la drogue entre 1990 et 2000, est actuellement en prison, accusé d'avoir mené des grandes opérations internationales de trafic de drogue, d'armes et de blanchiment. Des haut gradés militaires chinois et leurs proches sont mêlés à la contrefaçon. Au Belarus ou en Transnistrie, le trafic illicite est une composante indispensable de l'économie. Il est difficile d'imaginer qu'il pourrait en être ainsi sans le soutien actif et prolongé de membres importants du gouvernement. La politique et les prises de position des nations de l'ancienne Union soviétique ne peuvent se comprendre si on ne tient pas compte de l'influence et des intérêts des trafiquants.

La « criminalisation de l'intérêt national » est une des tendances les plus négligées de notre temps. Oui, l'Etat est un acteur central dans les affaires du monde, et les intérêts nationaux dictent souvent son comportement. Mais de toute évidence, ces intérêts nationaux ont été, dans certains pays, secrètement – et parfois, pas si secrètement – détournés par des criminels.

Mais cela ne signifie pas qu'un gouvernement qui s'est

trouvé lié à un réseau illicite en fait nécessairement partie, ou même que ses dirigeants politiques ont eu connaissance de ces activités. Ce serait une plus grande erreur encore de croire que, parce qu'un membre du gouvernement ou un fonctionnaire est impliqué dans une opération illicite, les trafiquants attendent un parrainage de l'Etat. La plupart du temps, les fonctionnaires sont des rouages de la machine, non pas son moteur. Ils fournissent aux trafiquants de faux documents, des surfacturations, des marchandises précieuses à vendre sur le marché mondial, une protection armée, et une inattention gouvernementale bien coordonnée pour assurer le succès complet d'une opération. Et ils peuvent être aussi clients. Mais ils sont rarement la seule option. Dans l'économie mondiale aujourd'hui, les trafiquants sont libres de changer de complices dans les gouvernements, comme ils changent de compagnie aérienne ou de banquier, ou d'opérateur téléphonique. De la même façon, les membres haut placés d'un gouvernement qui aimeraient gagner davantage sont libres également d'alterner les trafics qu'ils favorisent.

Par exemple, quand le réseau d'A.Q. Khan était fortement lié à l'Etat pakistanais, la vente de sa technologie nucléaire à la Corée du Nord ou à l'Iran était l'expression de l'appétit financier des dirigeants du réseau plutôt qu'une action calculée du Pakistan dans l'intérêt national. Et A.Q. Khan n'est pas le seul entrepreneur privé actif dans la prolifération nucléaire commerciale. Avec l'arrivée en 2005 du nouveau gouvernement de Yushchenko en Ukraine, on a découvert que durant l'administration précédente, des trafiquants d'armes avaient fait passer en Iran et en Chine dix-huit missiles Kh-55 à potentiel nucléaire qui pouvaient atteindre des cibles à des distances de 3 000 kilomètres, et transporter une bombe de 200 kilotonnes. Selon l'Associated Press, ces ventes étaient illégales et

contrevenaient à la politique officielle du gouvernement ukrainien. Ces marchés une fois encore étaient motivés par le profit, non par la politique, et l'intérêt national de l'Ukraine n'avait rien à voir avec cette décision.

Il est presque sûr que ces livraisons d'équipement et de matériel hautement dangereux auraient été découvertes beaucoup plus vite, rendant possible une réaction plus adéquate, si on les avait cherchées. C'est-à-dire si on avait compris dès le début que le matériel nucléaire risquait de se propager dans l'économie mondiale par l'intermédiaire de réseaux sans Etat, décentralisés, avec l'implication opportuniste d'officiels du gouvernement – plutôt que par des efforts soutenus et orchestrés d'Etats voyous.

En d'autres mots, il est grand temps de passer de « *Cherchez l'Etat* » à « *Cherchez le réseau* » quand on essaie d'expliquer, et éventuellement d'anticiper et de prévenir, des évolutions mondiales inquiétantes.

Le monde à venir

Pour l'instant, la tendance est vers le plus. Plus de trafic, plus de trous noirs, plus de conflits et de confusion, et des frontières qui restent poreuses en dépit de toutes les tentatives pour les verrouiller.

Mais cette tendance est-elle irréversible ? Sommes-nous destinés à tomber, dans le futur prévisible, dans un monde de forteresses assiégées, d'arrière-pays abandonnés et de ghettos ?

Si vous croyez uniquement, exclusivement, au pouvoir de la pulsion de profit, la réponse est oui.

Si vous croyez que les idées peuvent changer le monde, alors la réponse est non.

Mais l'histoire nous a appris à croire aux deux. Le profit ne vaincra jamais complètement le pouvoir des idées, pas plus que les idées n'éradiqueront la pulsion de profit.

Arrêter la tendance – sortir de la spirale descendante – nécessitera d'utiliser les deux. Ce n'est pas en s'attaquant à ce qui rend le commerce illicite profitable qu'on aura une chance de contenir son expansion. Seules des idées neuves prenant en compte les changements profonds que la mondialisation a provoqués sur les Etats, les gouvernements, la politique et la vie civique – changements que des forces comme le commerce illicite, le militantisme transnational et les réseaux politiques poussent davantage chaque jour – peuvent nous aider à comprendre où nous en sommes.

Si nous voulons un monde avec moins de trafics, de violence et d'exploitation, nous pouvons nous retourner vers un penseur dont l'opinion sur le commerce illicite – en 1776 – montre une parfaite compréhension de la motivation du profit et du pouvoir des idées, à savoir Adam Smith, qui écrivait : « Peu d'individus se montrent scrupuleux vis-à-vis de la contrebande quand, sans parjure, ils trouvent une occasion facile et sans danger de la pratiquer. Prétendre avoir quelque scrupule à acheter des marchandises de contrebande (...) serait vu dans la plupart des pays comme une démonstration de parfaite hypocrisie. »

Cette simple vérité persiste aujourd'hui – amplifiée à l'échelle de la planète et étendue à toute marchandise imaginable. Sans éluder ni se dissimuler cette vérité, nous devons relever le défi et nous donner une chance de rendre le monde meilleur.

BIBLIOGRAPHIE

Note de l'éditeur :
Pour de plus amples références et par respect pour l'environnement, le lecteur pourra consulter le site Internet suivant :
lelivrenoirdeleconomie.com

Andreas, Peter et Timothy Snyder (ed.), *The Wall around the West : State Borders and Immigration Controls in North America and Europe*, New York and Oxford, Rowan & Littlefield, 2000.

Arquilla, John et David Ronfeld (ed.), *In Athena's Camp : Preparing for Conflict in the Information Age*, Santa Monica, CA : Rand, 1998.

—, *Networks and Netwars : The Future of Terror, Crime, and Militancy*, Santa Monica, CA : Rand, 2001.

Azzara, Thomas, *Tax Havens of the World*, 7th ed., Nassau, Bahamas : New Providence Press, 1999.

Bales, Kevin, *Disposable People : New Slavery in the Global Economy*, Berkeley and Los Angeles : University of California Press, 1999.

Bannon, Ian et Paul Collier (ed.), *Natural Resources and Violent Conflict*, Washington : World Bank, 2003.

Barabasi, Albert-Laszlo, *Linked : The New Science of Networks*, Cambridge, MA : Perseus Publishing, 2002.

Barnett, Michael et Raymond Duvall (ed.), *Power in Global Governance*, Cambrige, UK : Cambridge University Press, 2005.

Barnett, Thomas P.M., *The Pentagon's New Map : War and Peace in the Twenty-First Century*, New York : G.P. Putnam's Sons, 2004.

Becker, Jasper, *Rogue Regime : Kim Jong Il and the Looming Threat of North Korea*, Oxford, UK : Oxford University Press, 2005.

Bhagwati, Jagdish, *Eloge du libre échange*, traduit de l'anglais par Jérôme Destombes, Paris : Editions d'Organisation, 2005.

Bobbitt, Philip, *The Shield of Achilles : War, Peace, and the Course of History*, New York : Anchor Books, 2003.

Brown, Michael E., Owen R. Cote, Sean M. Lynn-Jones et Steven Miller (ed.), *New Global Dangers : Changing Dimensions of International Security*, Cambridge, MA : MIT Press, 2004.

Brzezinski, Matthew, *Fortress America : On the Frontlines of Homeland Security; An Inside Look at the Coming Surveillance State*, New York : Bantam Books, 2004.

Carpenter, Ted Galen, *Bad Neighbor Policy : Washington's Futile War on Drugs in Latin America*, New York : Palgrave, 2003.

Casella, Alessandra et James Rauch (ed.), *Networks and Markets*, New York : Sage Publications, 2001.

Chalk, Peter et Angel Rabasa, *Colombian Labyrinth : The Synergy of Drugs and Insurgency and Its Implications for Regional Stability*, Santa Monica, CA : RAND Project Air Force, 2001.

Clarke, Richard, *Contre tous les ennemis : au cœur de la guerre américaine contre le terrorisme*, traduit de l'américain par Jean Bonnefoy, Laurent Bury et Pierre Girard, Paris : Albin Michel, 2004.

Commission nationale sur les attaques terroristes contre les Etats-Unis, *11 septembre 2001 : rapport final de la commission nationale sur les attaques terroristes contre les Etats-Unis*, traduit de l'américain par Tatiana Pruzan et Nathalie Quintin, Versailles : Alban, 2005.

Cusimano, Maryann (ed.), *Beyond Sovereignty : Issues for a Global Agenda*, New York : St. Martin's Press, 2002.

Dahlby, Tracy, *Allah's Torch : A Report from Behind the Scenes in Asia's War on Terror*, New York : William Morrow, 2005.

Dixit, Avinash, *Lawlessness and Economics : Alternative Modes of Governance*, Princeton, NJ : Princeton University Press, 2004.

Encyclopedia of U.S. Foreign Relations, New York : Oxford University Press, 1997.

Environmental Investigation Agency, *Lost in Transit : Global CFC Smuggling Trends and the Need for a Faster Phase-Out*, London : EIA, novembre 2003.

Etzioni, Amitai, *The Limits of Privacy*, New York : Basic Books, 2000.

Farah, Douglas, *Blood from Stones : The Secret Financial Network of Terror*, New York : Broadway Books, 2004.

Farazmand, Ali (ed.), *Modern Systems of Government : Exploring the Role of Bureaucrats and Politicians*, New York : Sage Publications, 1997.

Federal Bureau of Inverstigation, *Crime in America : FBI Uniform Crime Reports, 2003*, Washington, DC : U.S. Government Printing Office, 2004.

Finger, Michael J. et Philip Schuler (ed.), *Poor People's Knowledge : Promoting Intellectual Property in Developing Countries*, Washington, DC : World Bank, 2004.

Freeland, Chrystia, *Sale of the Century : Russia's Wild Ride from Communism To Capitalism*, New York : Times Books, 2000.

Friedman, Thomas L., *The Lexus and the Olive Tree : Understanding Globalization*, New York : Farrar, Straus and Giroux, 1999.

—, *The World Is Flat : A Brief History of the Twenty-First Century*, New York : Farrar, Straus and Giroux, 2005.

Friman, Richard R. et Peter Andreas (ed.), *The Illicit Global Economy and State Power*, New York : Rowman & Littlefield, 1999.

—, *NarcoDiplomacy : Exporting the U.S. War on Drugs*, Ithaca, NY : Cornell University Press, 1996.

Fukuyama, Francis, *State building : Gouvernance et ordre du monde au XXI^e siècle*, traduit de l'américain par Denis-Armand Canal, Paris : La Table Ronde, 2005.

Hironaka, Ann, *Neverending Wars : The International Community, Weak States, and the Perpetuation of Civil War*, Cambridge, MA : Harvard University Press, 2005.

Ikenberry, G. John, *After Victory : Institutions, Strategic Restraint, and the Rebuilding of Order after Major Wars*, Princeton, NJ : Princeton University Press, 2001.

Inciardi, James A. et Lana D. Harrison (ed.), *Harm Reduction : National and International Perspectives*, New York : Sage Publications, 2000.

International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ), *Making a Killing : The Business of War*, Washington, DC : Center for Public Integrity, 2003.

International Federation of Phonographic Industries, *The Recording Industry Commercial Piracy Report, 2004*, London : IFPI, juillet 2004.

International Monetary Fund, *World Economic Outlook : Globalization and External Imbalances*, Washington, DC : IMF, avril 2005.

Kahin, Brian et Hal R. Varian (ed.), *Internet Publishing and Beyond : The Economics of Digital Information and Intellectual Property*, Cambridge, MA : MIT Press, 2000.

Kaplan, Robert D., *The Coming Anarchy : Shattering the Dreams of the Post Cold War*, New York : Random House, 2000.

Keck, Margaret et Kathryn Sikkink, *Activists Beyond Borders : Advocacy Networks in International Politics*, Ithaca, NY : Cornell University Press, 1998.

Keefe, Patrick Radden, *Chatter : Dispatches from the Secret World of Global Eavesdropping*, New York : Random House, 2005.

Kirk, Robin, *More Terrible than Death : Massacres, Drugs, and America's War in Colombia*, New York : Public Affairs, 2003.

Kissinger, Henry, *Diplomatie*, traduit de l'anglais par Marie-France de Paloméra, Paris : Fayard, 1996.

Krasner, Stephen D., *Sovereignty : Organized Hypocrisy*, Princeton, NJ : Princeton University Press, 1999.

Kurkchiyan, Marina et Alena V. Ledeneva (ed.), *Economic Crime in Russia*, New York : Kluwer Law International, 2000.

Kurlansky, Mark, *Salt : A World History*, New York : Penguin, 2003.

Kyle, David et Rey Koslowsky (ed.), *Global Human Smuggling : Comparative Perpsectives*, Baltimore : Johns Hopkins University Press, 2001.

Lal, Deepak, *In Praise of Empires : Globalization and Order*, New York : Palgrave Macmillan, 2004.

Laufer, Peter, *Wetback Nation : The Case for Opening the Mexican-American Border*, Chicago : Ivan R. Dee, 2004.

Lennon, Alexander T.J. (ed.), *The Battle for Hearts and Minds : Using Soft Power to Undermine Terrorist Networks*, Cambridge, MA : MIT Press, 2003.

Library of Congress, Federal Research Division, *Organized Crime and Terrorist Activity in Mexico, 1999-2002*, Washington, DC : Library of Congress, 2003.

Lumpe, Lora (ed.), *Running Guns : The Global Black Market in Small Arms*, London : Zed Books, 2000.

Macoun, Robert J. et Peter Reuter, *Drug War Heresies : Learning from Other Vices, Times, and Places*, New York : Cambridge University Press, 2001.

Marez, Curtis, *Drug Wars : The Political Economy of Narcotics*, Minneapolis : University of Minnesota Press, 2004.

Mearsheimer, John, *The Tragedy of Great Power Politics*, New York : Norton, 2001.

Miron, Jeffrey A., *Drug War Crimes : The Consequences of Prohibition*, Oakland, CA : Independent Institute, 2004.

Nadelman, Ethan A., *Cops Across Borders : The Internationalization of U.S. Criminal Law*, University Park, PA : Pennsylvania State University Press, 1993.

Napoleoni, Loretta, *Modern Jihad : Tracing the Dollars behind the Terror Networks*, London : Pluto Press, 2003.

National Research Council, National Academy of Sciences, *Informing America's Policy on Illegal Drugs : What We Don't Know Keeps Hurting Us*, Washington, DC : National Academy Press, 2001.

Naylor, R.T., *Hot money, ou, L'argent blanchi*, traduit de l'anglais par Daniel Larouche et Michel Saint-Germain, Montréal : Québec Amérique, 2004.

Nordstrom, Caroline, *Shadows of War : Violence, Power, and International Profiteering in the Twenty-First Century*, Berkeley and Los Angeles : University of California Press, 2004.

O'Harrow, Robert Jr., *No Place to Hide : Behind the Scenes of Our Emerging Surveillance Society*, New York : Free Press, 2005.

Oneal, John R. et Bruce Russett, *Triangulating Peace : Democracy, Interdependence, and International Organizations*, New York : Norton, 2001.

Organisation for Security and Cooperation in Europe, Special Representative on Combating Trafficking in Human Beings, *Stop Human Trafficking*, Vienne : OSCE, 11 mars 2005.

Palan, Ronen, *The Offshore World : Sovereign Markets, Virtual Places, and Nomad Millionaires*, Ithaca and London : Cornell University Press, 2003.

Papademetriou, Demetrios, *Responding to Clandestine Migration : Economic Migrants ? Trends in Global Migration*, Toronto : Caledon Institute of Social Policy, juin 2000.

— et al., *NAFTA's Promise and Reality : Lessons from Mexico for the Hemisphere*, Washington, DC : Carnegie Endowment for International Peace, 2003.

Pérez-Reverte, Arturo, *La Reine du Sud*, traduit de l'espagnol par François Maspéro, Paris : Seuil, 2003.

Pflanze, Otto, *Bismarck and the Development of Germany*, Princeton, NJ : Princeton University Press, 1990.

Pieth, Mark (ed.), *Financing Terorism*, Boston : Kluwer Academic Publishers, 2002.

Rabkin, Jeremy A., *Law Without Nations : Why Constitutional Government Requires Sovereign States*, Princeton, NJ : Princeton University Press, 2005.

Reuter, Peter et Edwin M. Truman, *Chasing Dirty Money : The Fight Against Money Laundering*, Washington, DC : Institute for International Economics, 2004.

Rheingold, Howard, *Foules intelligentes : la nouvelle révolution sociale*, traduit de l'américain par Pierre-Emmanuel Brugeron, Paris, M2 Ed, 2005.

Riedel, Philip (ed.), *Handbook of Transnational Crime and Justice*, Thousand Oaks, CA : Sage Publications, 2005.

Robinson, Jeffrey, *The Merger : The Conglomeration of International Organized Crime*, Woodstock, NY : Overlook Press, 2000.

Rotberg, Robert (ed.), *When States Fail : Causes and Consequences*, Princeton, NJ : Princeton University Press, 2004.

Ruggie, John, *Constructing the World Polity : Essays on International Institutionalization*, London : Routledge, 1998.

Sampson, Anthony, *La Foire aux armes : le grand jeu des firmes et des Etats*, Paris : Robert Laffont, 1978.

Satter, David, *Darkness at Dawn : The Rise of the Russian Criminal State*, New Haven : Yale University Press, 2004.

Schwartz, Peter, *Inevitable Surprises : Thinking Ahead in a Time of Turbulence*, New York : Gotham, 2004.

Scotchmer, Suzanne, *Innovation and Incentives*, Cambridge, MA : MIT Press, 2005.

Slaughter, Anne Marie, *A New World Order*, Princeton, NJ : Princeton University Press, 2004.

Small Arms Survey 2003 : Development Denied, Genève : Graduate Institute of International Studies, 2003.

Small Arms Survey 2004 : Rights at Risk, Genève : Graduate Institute of International Studies, 2004.

Smith, Adam, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, traduit de l'anglais par Germain Garnier, Paris, GF Flammarion, 2 vol., 1992.

Stares, Paul B., *Global Habit : The Drug Problem in a Borderless World*, Washington, DC : Brookings, 1996.

Tanzi, Vito, *Policies, Institutions, and the Dark Side of Economics*, Cheltenham, UK : Edward Elgar, 2000.

United Nations Conference on Trade and Development, *World Investment Report, 2004*, Genève : UNCTAD Press Unit, 22 septembre 2004.

United Nations Office on Drugs and Crime, *2004 World Drug Report : Executive Summary*, Genève : UNODC, 2004.

—, *Global Illicit Drug Trends*, Vienne : UNODC, 2003.

United Nations Population Fund and UN Information Service, *State of the World's Cities, 2004/2005 : Globalization and Urban Culture*, London : UN-HABITAT, 2004.

United States Department of Justice, National Drug Intelligence Center, *Heroin Distribution in Three Cities*, Washington, DC : novembre 2000.

United States Department of Justice, Office of the Inspector General, *The Internal Effects of the Federal Bureau of Investigation's Reprioritization*, Washington, DC : septembre 2004.

United States Department of State, Bureau for International Narcotics and Law Enforcement Affairs, *International Narcotics Control Strategy Report, 2003*, Washington, DC : mars 2003.

—, *International Narcotics Control Strategy Report, 2005*, Washington, DC : mars 2005.

United States Department of State, Office to Monitor and Combat Trafficking in Persons, *Trafficking in Persons Report*, Washington, DC : 14 juin 2004.

United States, Government Accounting Office, *Nonproliferation : Further Improvement Needed to Counter Threats from Man-Portable Air Defense Systems*, Washington, DC : mai 2004.

United States Treasury Department, *National Money Laundering Strategy*, Washington, DC : juillet 2002.

Weber, Max, *Economie et société*, traduit de l'allemand par Julien Freund, Pierre Kamnitzer, Pierre Bertrand et al., 2 vol., Paris : Pocket, 2003.

Wendt, Alexander, *Social Theory of International Politics*, New York : Cambridge University Press, 1999.

Williams, Michael C., *The Realist Tradition and the Limits of International Relations*, Cambridge : Cambridge University Press, 2005.

Williams, Phil (ed.), *Russian Organized Crime : The New Threat*, London : Frank Cass Publishers, 1997.

Wilson, James Q., *Bureaucracy : What Government Agencies Do and Why They Do It*, New York : Basic Books, 1989.

Wolf, Martin, *Why Globalization Works*, New Haven : Yale University Press, 2004.

Yergin, Daniel et Jospeh Stanislaw, *La grande bataille : les marchés à l'assaut du pouvoir*, Paris : Odile Jacob, 2000.

Zakaria, Fareed, *From Wealth to Power : The Unusual Origins of America's World Role*, Princeton, NJ : Princeton University Press, 1998.

REMERCIEMENTS

J'ai écrit ce livre tout en travaillant à plein temps comme directeur du magazine *Foreign Policy*. Mes premiers remerciements vont donc à mon patron, Jessica Mathews, présidente du Carnegie Endowment for International Peace et de *Foreign Policy*. La grande marge de manœuvre qu'elle-même et le comité directeur de la fondation m'ont accordée pour gérer ce magazine est un privilège dont je leur suis éternellement redevable. Les lecteurs qui connaissent les travaux éminents de Jessica reconnaîtront son influence dans ce livre. Elle m'a également offert ses précieux commentaires sur une première version du manuscrit.

Je suis tout particulièrement reconnaissant à mes collègues de *Foreign Policy*, qui ont maintenu le magazine sur les rails du succès durant mes absences : Lynn Newhouse, Will Dobson, Travis Daub, Mark Strauss, Carlos Lozada, et James Gibney. James m'a également offert de précieuses remarques sur certains chapitres. Je les remercie, eux et tous mes collègues à *FP*, présents et passés : David Bosco, Laura Peterson, Mike Boyer, James Forsyth, Kate Palmer, Amy Russell, Jai Singh, Jeff Marn, Sarah Schumacher, Kelly Peterson, Jen Kelley, Elizabeth Daigneau, Melinda Brouwer, et Leslie Palti. Eben Kaplan a recherché les sources avec intelligence et diligence.

Je dois des remerciements spéciaux à Siddhartha Mitter. Ses contributions à ce livre, tant comme relecteur que comme interlocuteur intellectuel, ont été essentielles. Siddhartha a fait preuve d'un immense talent en maîtrisant rapidement les idées et les données sur lesquelles se fonde cet ouvrage, et il s'est révélé ainsi un collègue indispensable.

Le manuscrit a été immensément amélioré par les remarques et suggestions d'un groupe de personnes éclairées et avisées qui ont eu la générosité de prendre sur leur temps pour lire des versions préliminaires. Je remercie David Beal, John Deutch, Bill Emmott, Thomas L. Friedman, Francis Fukuyama, Jamie Gorelick, Ethan Nadelmann, Demetrios Papademetriou, George Perkovich, Strobe Talbott, Stephen

Walt, Phil Williams, Jonathan Winer, et Fareed Zakaria. Je remercie également les anciens présidents du Mexique, Ernesto Zedillo, et de la Colombie, César Gaviria, qui eux aussi ont lu le manuscrit et m'ont offert des remarques utiles.

J'ai beaucoup appris de mes conversations avec un certain nombre de personnes qui ont partagé avec moi leur expérience, leur savoir et leurs idées, ou qui m'ont aiguillé vers d'autres personnes possédant les informations dont j'avais besoin. Je tiens à remercier en particulier Mort Abramowitz, Mahsood Ahmed, Fouad Ajami, Jean-Jacques Albin, Eduardo Amadeo, Diego Arria, Anders Åslund, Ricardo Avila, Maureen Baginski, Daniel Bradlow, Clara Brillembourg, Matt Burrows, Nick Butler, Antonio Carlucci, Lucio Carraciolo, Miguel Angel Carranza, Maria Cristina Chirolla, Roberto Dañino, Kemal Dervis, Karen DeYoung, Thomas Fingar, Christo Gradev, Lou Goddman, Richard Haas, Victor Halberstadt, Husain Haqqani, Diego Hidalgo, Michael Hirsch, Rudolph Hommes, Robert Hutchings, Adnan Ibrahim, Stephen Jukes, Ellis Juan, Ray Kendall, Stephen Kobrin, Caio Koch-Weser, Michael Kortan, Paul Laudicina, Dimitri Lazarescu, Viktor Magunin, Doris Meissner, Jim Moody, Luis Alberto Moreno, Andres Ortega, Nelson Ortiz, Soli Ozel, Ana Palacio, Andres Pastranq, Guy Pfeffermann, Gianni Riotta, David Rothkopf, Gonzalo Sanchez de Lozada, Alberto Slezynger, Somchai Supakar, Peter Schwartz, Zhang Tai, Vito Tanzi, Dimitri Trenin, Ted Truman, Martin Wolf, et Daniel Yergin.

Je dois également des remerciements à mon agent Rafe Sagalyn et à mes éditeurs Gerry Howard et Rakesh Satyal des éditions Doubleday à New York, Ravi Mirchandani chez Wm. Heinemann à Londres, Gianni Ferrari chez Mondadori à Milan, et Cristobal Pera chez MondadoriRandomHouse à Barcelone. Mon frère Giuseppe Naím a toujours été une source inépuisable d'humour et de soutien, tout comme sa femme Isabel et leur famille, Deborah, Daniel, Patricia, et Sofía.

Enfin, ce livre est dédié à ceux qui sont au cœur de mon propre réseau intime, à ces personnes qui rendent tant de choses possibles et précieuses : ma femme Susana et nos enfants Adriana, Claudia et Andrés.

TABLE

1. Les guerres que nous perdons 9
2. Le trafic mondialisé change votre monde 23
3. Armes légères et armes nucléaires en liberté 55
4. La drogue, un business à part 91
5. Le boom de l'esclavage au XXI^e siècle 119
6. Le commerce mondial des idées volées 149
7. Les blanchisseurs de capitaux 179
8. Qu'est-ce que les orangs-outans, les reins, les déchets et Van Gogh ont en commun ? 215
9. Que font les gouvernements ? 239
10. Citoyens contre criminels 271
11. Pourquoi nous perdons 295
12. Que faire ? 321
13. Le monde à venir 359

Bibliographie 387
Remerciements 393

Cet ouvrage a été imprimé par

FIRMIN DIDOT

GROUPE CPI

Mesnil-sur-l'Estrée

pour le compte des Éditions Grasset
en janvier 2007

Imprimé en France

Dépôt légal : janvier 2007
N° d'édition : 14693 – N° d'impression : 83198

LE LIVRE NOIR DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Traduit de l'anglais par Simone Arous

Bienvenue dans l'ère du crime mondialisé. Cela va du plus « anodin » (DVD piratés, contrefaçons et autres téléchargements illégaux) au plus sordide – trafic d'organes humains et nouvelles formes d'esclavage sexuel. En Transnistrie, enclave d'Europe de l'Est, on trouve au grand jour sur les marchés des kalachnikovs et des bombes chimiques ; du Brésil à l'Azerbaïdjan en passant par le Mozambique, on enlève des enfants pour prélever leurs reins et les vendre sur Internet ; des « mulets » acheminent des kilos de drogue de Bogotá à Washington, pour une poignée de dollars, l'estomac rempli de sachets de cocaïne. Et par cargos entiers, tout un cheptel humain débarque chaque jour sur les côtes européennes – réfugiés fuyant la misère et vendus à des réseaux tentaculaires et nébuleux.

Nul n'échappe à l'emprise de cette économie parallèle en plein essor qui, la première, a su tirer profit des nouvelles technologies et de l'effacement progressif des frontières. *Le livre noir de l'économie mondiale* peint le tableau apocalyptique des trafics en tout genre qui, partout, ont envahi les plus hautes sphères du pouvoir – et notre quotidien. Une enquête édifiante sur la part obscure de la mondialisation ; mais aussi un appel volontariste au réveil des consciences et des politiques.

Moisés Naím est rédacteur [illegible] azine américain Foreign Policy, *spécialisé da[illegible] politique internationale, et plus particulière[illegible]sation. Titulaire d'un PhD du MIT, il a été [illegible]ndustrie et du Commerce au Venezuela en 1989, ainsi que directeur exécutif de la Banque mondiale.*

067-BAC-130

www.lelivrenoirdeleconomie.com

ISBN: 978-2-246-70071-5

9 782246 700715

www.grasset.fr

19,90 €
prix valable en France

37 1967 1
2007 - I